DARA

*Documents
d'Archéologie
en Rhône-Alpes*

Archéologie et Métropolitain

LYON ST-JEAN

LES FOUILLES DE
L'AVENUE ADOLPHE MAX

Françoise VILLEDIEU

Lyon Saint-Jean

Les fouilles de l'avenue Adolphe-Max

Françoise Villedieu

DOI : 10.4000/books.alpara.1562
Éditeur : Alpara
Lieu d'édition : Lyon
Année d'édition : 1990
Date de mise en ligne : 2 juin 2016
Collection : DARA
ISBN électronique : 9782916125220

<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

ISBN : 9782906190078
Nombre de pages : 238

Référence électronique

VILLEDIEU, Françoise. *Lyon Saint-Jean : Les fouilles de l'avenue Adolphe-Max*. Nouvelle édition [en ligne]. Lyon : Alpara, 1990 (généré le 12 janvier 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/alpara/1562>>. ISBN : 9782916125220. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.alpara.1562>.

Ce document a été généré automatiquement le 12 janvier 2021. Il est issu d'une numérisation par reconnaissance optique de caractères.

© Alpara, 1990
Conditions d'utilisation :
<http://www.openedition.org/6540>

L'aménagement de la ligne D du métropolitain, qui desservira bientôt d'est en ouest l'agglomération lyonnaise, a rendu nécessaire, à plusieurs reprises, l'intervention des archéologues. Cinq chantiers de fouilles de sauvetage ont ponctué son tracé. Cet ouvrage, premier volet du compte rendu de recherches qui ont intrigué bien des Lyonnais, concerne un secteur proche de la cathédrale, et plus précisément l'emplacement de l'avenue Adolphe-Max. Commencées sous les rails des tramways remisés depuis peu, les fouilles ont permis de retrouver les vestiges d'un bras secondaire de la Saône, près duquel les anciens s'installèrent au II^e siècle de notre ère. Entre ces deux niveaux, 6 à 8 mètres de sédiments archéologiques conservaient le souvenir des événements qui ont marqué pendant dix-neuf siècles l'histoire de ce secteur de la ville. Une illustration abondante s'associe au texte pour guider le lecteur à travers ce dédale des vestiges où se succèdent les édifices publics ou privés, laïques ou religieux, qui ont fait de ce quartier le coeur de la cité. Plusieurs spécialistes ont conjugué leurs efforts pour analyser sous différents angles l'évolution de cette "portion de ville". Ainsi, les circonstances et les étapes de la colonisation de la rive droite de la Saône ont elles été éclairées par les études réalisées par des géographes. Pour les périodes plus récentes, la confrontation des archives et des vestiges confère à l'interprétation historique une consistance rarement atteinte dans le cadre de fouilles urbaines.

SOMMAIRE

Préface

Jacques Lasfargues

Avant-propos

Introduction

Chapitre 1. Genèse d'un quartier

Un premier bâtiment

Colmatage du bras de la Saône et expansion de l'habitat

Épisodes de l'histoire des bâtiments

Chapitre 2. Formation de la cité ecclésiastique

Fin IV^e - XIII^e siècle

Les thermes de l'Antiquité tardive (pl. I b, II, V-VI)

Les modifications durant les Ve et VI^e siècles

Dégradation de l'habitat (VII^e-XIII^e siècle)

Chapitre 3. Essor et transformations du quartier canonial

Le paysage urbain aux XIV^e et XV^e siècles

L'état des lieux vers 1555

L'église Saint-Romain

Le cimetière de Saint-Romain et les aménagements contemporains

La construction du pont de Saint-Jean (XVII^e siècle)

Chapitre 4. Remodelage du quartier

Les grands projets du XVIII^e siècle

La révolution et la propriété foncière

La percée de l'avenue de l'archevêché en 1866

Chapitre 5. De l'archéologie à l'histoire

La rive droite de la Saône au II^e siècle

Les thermes antiques

Les grands travaux de la période paléochrétienne

Les transformations de l'ancien édifice thermal

La naissance du quartier canonial

Les bouleversements de la fin du Moyen Âge

Premières brèches dans l'enceinte canoniale

Sécularisation et paupérisation du quartier Saint-Jean

Les réalisations de l'époque contemporaine

Tableau synchronique des principaux épisodes de l'histoire de la ville de Lyon et du site fouillé

Annexe

Annexe 1. Découvertes faites sur la rive droite de la Saône avant l'ouverture de la fouille

Annexe 2. Sériation des couches antiques à partir de l'inventaire du mobilier

Yves Auda

Annexe 3. Le mobilier antique : datations

Annexe 4. Étude numismatique

Alain Audra et Luc Jacquin

Annexe 5. La documentation d'archives

Marie-Odile Mandy

Annexe 6. (Support informatisé disponible sur demande)

Planches

Bibliographie

Table des sigles et abréviations

Crédits illustrations

NOTE DE L'ÉDITEUR

À Laure

Préface

Jacques Lasfargues

- 1 Lorsqu'en 1983 fut entreprise la fouille de l'avenue Adolphe Max, la première des interventions de sauvetage archéologique préalables à l'ouverture de la ligne D du métropolitain de Lyon, l'opération fut qualifiée d'exemplaire. La prise en compte du risque archéologique et le financement des fouilles par la SEMALY (Société d'Economie Mixte du Métropolitain de l'Agglomération Lyonnaise) contribuaient à repousser dans le domaine du passé les habitudes de destruction sans précautions du patrimoine lyonnais. C'est probablement à cette occasion que fut signée la première convention de cette importance entre archéologues et aménageurs.
- 2 L'adoption de la technique du bouclier à bentonite pour creuser à grande profondeur l'essentiel de la ligne D a eu l'avantage de réduire considérablement les atteintes aux niveaux archéologiques, circonscrites aux stations et aux puits d'accès des engins. Les problèmes archéologiques ont sans doute contribué à ce choix technique, car la Direction des Antiquités Historiques a été associée très tôt à l'élaboration du projet par la SEMALY. En 1982, en effet, des sondages préliminaires furent entrepris par le Service Archéologique de la Ville de Lyon dans les deux principaux secteurs concernés dans l'emprise de la gare basse du funiculaire à Saint-Jean, et place Bellecour.
- 3 L'importance des vestiges existant dans ces deux secteurs ayant ainsi été clairement démontrée, les négociations se sont conclues par la signature le 9 avril 1983 d'une convention passée entre le Ministère de la Culture et la SEMALY. Le texte fixait le calendrier des interventions : avenue Adolphe Max, îlot Tramassac et place Bellecour ; un contrôle des travaux était prévu pour le pont de la Guillotière. Elle précisait également le budget de ces fouilles préalables, prises en charge intégralement par l'aménageur et prévoyait, pour un montant non négligeable, l'étude et la publication des résultats. Les différents chantiers se succédèrent dès lors à un rythme soutenu : neuf mois furent consacrés à l'exploration de 1 100 m² sur l'avenue A. Max ; huit mois à celle de 2 500 m² des places Bellecour et Antonin Poncet en 1984-85 ; deux interventions, place Jutard, entre 1984 et 1986, permirent de reconnaître les étapes successives du pont de la Guillotière ; enfin, la fouille de l'îlot Tramassac et de la rue Carriès sur 500 m² se déroulèrent durant neuf mois en 1985-86.

- 4 Pour être complet, il faut ajouter à ces fouilles en centre ville celle du quartier de Gorge-de-Loup à Vaise, de 1985 à 1987, qui donna lieu en 1986 à un avenant à la convention initiale. A cette époque, l'octroi d'un budget important pour les recherches de terrain avait tout lieu de satisfaire les archéologues. Mais avec le recul, il faut bien admettre que l'ensemble de l'opération est à considérer avec plus de modestie. En effet, si les moyens nécessaires à la fouille ont été correctement évalués, à quelques nuances près pour Saint-Jean et Bellecour, le problème posé par le pont de la Guillotière a été totalement sous-estimé. Saint-Jean et Bellecour ont bien été des fouilles préventives. Le pont n'a été qu'un sauvetage : bel exemple d'une opération manquée pour les archéologues, mais aussi pour la SEMALY qui aurait pu, grâce à une bonne (mais peu onéreuse) étude préalable, éviter de graves problèmes techniques. Dans ce cas d'ailleurs, la responsabilité en incombe d'abord aux archéologues.
- 5 Autre difficulté, la sous-estimation de la phase d'exploitation des résultats surtout pour la fouille du puits A. Max, mais à moindre titre, également pour les autres. A cette erreur initiale (au demeurant fort répandue à l'époque, mais ce n'est pas une excuse) qui a relevé de l'excès de confiance et du manque de lucidité, s'est ajouté le phénomène de dispersion des équipes, directement lié à la structure même de l'archéologie préventive française. Cette dispersion a interdit l'exhaustivité et a induit un certain manque de cohérence, dans la présentation des résultats. Seuls l'opiniâtreté de certains, l'apport d'aides extérieures - celle du Conseil Général du Rhône a été essentielle-, et des financements complémentaires de la Sous-Direction de l'Archéologie ont permis d'aboutir à cette série de volumes qu'ouvre l'étude de l'avenue Adolphe Max. La joie réelle de le feuilleter n'efface pas totalement les angoisses récentes, et les dernières conventions signées en Rhône-Alpes qui prévoient expressément un volume minimum de moyens pour la phase de diffusion des résultats témoignent que la leçon, du moins, n'a pas été perdue.
- 6 Certes, il eût été plus satisfaisant de réunir toutes les données recueillies dans le quartier Saint-Jean depuis la fouille du groupe cathédral et de présenter ainsi une vision synthétique de ce quartier essentiel pour l'histoire de Lyon. Mais la dispersion des équipes, le départ des directeurs d'opérations vers d'autres responsabilités, ont rendu provisoirement ce projet très aléatoire. Nous avions initialement envisagé de présenter trois monographies : avenue A. Max, îlot Tramassac-Carriès, Groupe Cathédral (auxquelles devait s'ajouter un volume sur le pont de la Guillotière) et de clore la série par un volume de synthèse sur le quartier Saint-Jean. Nous nous en tiendrons, pour l'instant à deux monographies, abondées de certaines études de mobilier, celles qui sont prêtes et dont il serait regrettable de retarder la diffusion. Excès de pragmatisme diront certains ? Peut-être, mais l'essentiel n'est-il pas de voir diffusées les données historiques nouvelles issues de fouilles importantes et complexes. Quatre ans après l'achèvement des travaux de terrain ? Publications que nous considérons aussi comme des appels à l'étude du mobilier qui n'a pu être traité et naturellement comme un moyen de faciliter la synthèse future qui devra bien voir le jour.
- 7 Alors ne dissimulons pas notre plaisir d'accueillir dans les *Documents d'Archéologie en Rhône-Alpes*, la publication de la fouille de l'avenue A. Max par Madame Fr. Villedieu. Le volume précédent traitait de la naissance de la ville antique, celui-ci, comme celui qui sera, sous la direction de Madame J. Burnouf, consacré à l'îlot Tramassac-Carriès, concerne la naissance de la ville médiévale. L'histoire de Lyon commence à s'écrire en

termes si nouveaux que ces pages ne sont pas seulement l'aboutissement d'une fouille préventive. Elles sont surtout le début d'une vaste réflexion dont les conclusions sont destinées tout autant aux chercheurs qu'à la culture contemporaine des Lyonnais.

- 8 Je tiens à remercier l'entreprise Deluermoz TP qui a réalisé les terrassements archéologiques et finance cette édition et plus particulièrement la SEMALY, qui a compris très tôt que l'aménagement de la cité pouvait parfaitement intégrer la protection de son patrimoine et qu'une société ne vit bien que si elle protège, connaît et assume son histoire. L'expérience que nous avons menée en commun avec MM. R. Waldmann et J. Ferrand, dialogue permanent de techniciens responsables, est allée au-delà de Lyon et de Rhône-Alpes. Elle a permis à la fois de tester méthodes et techniques, d'établir une référence, de rendre en quelque sorte plus irréversible ce mouvement de prise en compte du patrimoine dans les grands aménagements. Que la SEMALY, ses responsables et tous ses collaborateurs en soient ici profondément remerciés.

Avant-propos

- 1 Ouvert au début d'avril 1983, le chantier de fouilles de l'avenue Adolphe Max a été rétrocédé à la société chargée d'aménager la nouvelle ligne du métropolitain à la fin du mois de décembre suivant.
A ces neuf mois d'un travail collectif auquel participèrent huit archéologues, un dessinateur et une céramologue, ont succédé quatre mois durant lesquels l'équipe a été maintenue, bien que ses effectifs aient été fortement réduits, essentiellement pour entreprendre de mettre en ordre la documentation et laver le mobilier recueilli. Passée cette période, l'absence de financement a provoqué sa dissolution. Les aides matérielles accordées par divers organismes ont pris quelque importance en s'additionnant au fil des années, mais elles sont restées insuffisantes et leur irrégularité a nui à l'organisation rationnelle du travail¹.
- 2 Dans ces circonstances, j'ai dû affronter, le plus souvent seule, une analyse des résultats recueillis, qui exigeait pourtant le concours d'un groupe de chercheurs. Toutefois, quelques personnes m'ont apporté leur collaboration, généralement bénévole : A. Audra, J.-L. Charlet, L. Jacquin et A. Phoungas ont étudié les monnaies, M.-O. Mandy, les archives, tandis que Y. Auda se chargeait d'effectuer le traitement statistique de l'inventaire du mobilier antique. Leurs recherches sont exposées à la suite de la présentation des données de la fouille. L'identification de certains matériaux employés dans les constructions, proposée par H. Savay-Guerraz, est intégrée dans la description des vestiges, de même que les premiers résultats de l'examen des ossements d'animaux entrepris par Ph. Columeau et ceux de l'étude de la géomorphologie et de l'écologie du site réalisée par C. Amoros et J.-P. Bravard.
- 3 Reposant sur des informations qui n'ont pu être que partiellement exploitées, ce texte doit être considéré comme une simple présentation des vestiges et des principaux événements inscrits dans la stratification du terrain, un point de départ pour des recherches plus strictement historiques et l'étude des objets mis au jour.
- 4 Durant la fouille, tous les membres de l'équipe ont pris part à l'élaboration de la documentation graphique sous la responsabilité de Ph. Chapon, chargé d'effectuer les relevés d'ensemble et toutes les tâches ayant trait à la topographie. Restitutions et mises au net ont été réalisées par C. Plantevin, par moi-même, ainsi que par P. Bonzi, qui leur a donné leur forme définitive.

- 5 Je souhaite remercier ici les personnes qui, par leurs recherches, ont contribué à faire aboutir ce travail, et exprimer particulièrement ma gratitude à G. Ayala, L. Blanchard, J. Faletto, M. Monin et P. Bonzi, qui n'a pas seulement mis en oeuvre ses talents de dessinateur pour parfaire la présentation des illustrations, mais est aussi intervenu activement au stade de la réalisation du volume et m'a apporté ainsi une aide appréciable. Je voudrais que les membres de la Direction des Antiquités Historiques qui sont à l'origine de cet ouvrage trouvent ici, également, l'expression de ma reconnaissance. Enfin, je tiens encore à rappeler que l'exposé des résultats de cette fouille repose sur le travail accompli, sur le terrain, en collaboration avec C. Arlaud, Ph. Chapon, M. Corsi, G. Ducommet, M.-P. Feuillet, J.-O. Guilhot, B. Maccari-Poisson, H. Molet et A. Phoungas.

1. Plan de situation du chantier

NOTES

1. La SEMALY a pris en charge les salaires de quatre personnes pendant trois mois pour laver le mobilier recueilli et entreprendre un premier classement de la documentation ; le financement de treize autres mois de travail a été réparti entre diverses personnes qui ont participé au traitement du mobilier antique (G. Ayala et G. Ducommet), médiéval (B. Poisson), du verre moderne (J.-O. Guilhot), des archives (C. Arlaud, M.-O. Mandy), des monnaies (A. Phoungas) et de la documentation graphique (C. Plantevin). Le Conseil Général du Rhône a versé, en trois ans,

60 000.00 F et une “aide à la publication” de 30 000.00 F a été accordée par le Ministère des Affaires Culturelles. Deux mois de vacations ont été financés par l’Action thématique programmée “Histoire de Lyon”, dirigée par Y. Roman et cinq stagiaires, engagés sur des contrats de Travaux d’Utilité Collective par le Groupe Lyonnais de Recherches en Archéologie Gallo-Romaine, dirigé par L. Blanchard, ont participé au traitement du mobilier et à la saisie des données sur ordinateur.

Introduction

- 1 Percée sous le Second Empire dans un tissu urbain dense et irrégulier, l'avenue Adolphe Max occupe l'emplacement de plusieurs îlots et rues anciennes, au pied de la colline de Fourvière, sur la rive droite de la Saône (**fig. 1**). Proche de la cathédrale Saint-Jean, elle appartient à un quartier dont l'occupation n'a pas connu d'interruption depuis la fin de l'Antiquité et qui a longtemps joué un rôle de premier plan dans la vie religieuse et politique de la ville. A l'époque médiévale, l'espace correspondant à l'emplacement du chantier était incorporé à la cité ecclésiastique, isolée du reste de la ville par une enceinte et domaine des chanoines de l'Église ainsi que de l'archevêque. Il en occupait l'angle sud-est, dans le voisinage immédiat du cloître canonial et du palais archiépiscopal.

2. Vue partielle du chantier (vers l'est)

- 2 Lorsque la fouille fut entreprise, nous disposions d'une série d'informations glanées à travers une première approche des archives, l'examen des plans anciens, et le très riche ouvrage de A. Sachet sur le quartier Saint-Jean (Sachet 1914-1918). Elles ont guidé l'organisation des travaux et facilité la compréhension et l'interprétation des vestiges modernes et ont pu parfois orienter nos recherches quand sont apparus les niveaux médiévaux.

- 3 En revanche, les données réunies sur l'occupation antique de cette partie de la ville étaient beaucoup plus floues et parfois discordantes. Dans leur très large majorité, les découvertes faites sur la rive droite de la Saône, à la veille de notre intervention, étaient représentées par des objets isolés, le plus souvent des inscriptions parmi lesquelles dominaient les épitaphes, trouvées à l'occasion de la démolition ou de la réfection d'édifices anciens et qui rarement paraissaient avoir été conservées dans leur contexte d'origine (cf. annexe 1 et **fig. 93**). En contrepartie, les vestiges d'habitat ou de monuments gallo-romains étaient extrêmement rares et le plus souvent signalés par des notices lapidaires. Les difficultés d'interprétation d'une telle documentation, dans le même temps abondante et quasiment stérile, expliquent que l'on ait pu élaborer les hypothèses les plus diverses sur l'histoire de ce secteur de la ville. L'on passe ainsi de la thèse avancée par A. Steyert, qui était convaincu que les exilés de Vienne, puis les colons de Plancus, s'étaient installés au pied de Fourvière, sur la rive droite de la Saône (Steyert 1895, p. 290), à celle que défend A. Audin, pour qui cet espace n'aurait pas été occupé avant le IV^e siècle, mis à part sur ses marges nord et sud (voir en particulier, Audin 1947, pp. 99-113 ; Audin 1956, pp. 10-15). Le bras de la Saône qui -à son avis- isolait une grande partie de ces terres, entre Saint-Georges et le Change, n'aurait été colmaté qu'à cette date. Les résultats des fouilles du groupe épiscopal, effectuées sous la direction de J.-F. Reynaud, ont apporté des informations susceptibles de remettre en cause ou nuancer cette théorie ; toutefois, ayant choisi de conserver les bâtiments de l'Antiquité tardive, les fouilleurs n'ont pu atteindre les niveaux antérieurs (II^e et III^e siècle : Boucher 1980, p. 519) qu'à travers des sondages trop exigus pour que l'on puisse en tirer des renseignements sur la topographie du quartier à cette époque.

- 4 A l'heure de l'ouverture du chantier de l'avenue A. Max, nous savions que réapparaîtraient les vestiges d'un habitat médiéval et moderne dense. La présence, dans l'emprise du chantier, de l'église Saint-Romain, réputée d'antique origine, et le voisinage du groupe épiscopal rendaient probable l'existence de niveaux antiques tardifs, mais nous ne disposions d'aucun indice concernant les siècles antérieurs. Par ailleurs, ne pouvait être écartée, a priori, l'hypothèse émise par A. Audin d'une fréquentation de cet espace à l'époque pré-romaine, même si cet auteur ne considère, à ce propos, que la bande de terrain située immédiatement au pied de la colline de Fourvière, sur le tracé de la rue Tramassac (Audin 1957, pp. 59-61). Dans ces conditions, nous ne pouvions adopter qu'une stratégie : celle de fouiller, si possible, la totalité de l'espace condamné par les travaux de construction pour atteindre le sol antérieur à toute occupation et recueillir toutes les informations que ce secteur de la ville, encore fort mal connu, était susceptible de livrer.

- 5 Une fouille en aire ouverte, autorisant une analyse synchronique des vestiges, aurait facilité toutes nos tâches et favorisé une compréhension plus immédiate de la stratigraphie. Cette solution n'a pu être adoptée car diverses contraintes, liées à la position du chantier dans le quartier, aux exigences du maître d'œuvre et à des problèmes d'évacuation des déblais, nous ont astreints à ouvrir tour à tour trois

secteurs. En conséquence, dans chacun de ceux-ci, il nous a fallu examiner, parallèlement et donc sans respecter la progression chronologique, les niveaux conservés sous les sols des caves-gallo-romains dans la majorité des cas-tandis que nous analysions des séquences stratigraphiques plus complètes dans des espaces correspondant aux rues, et dans les cours des immeubles.

- 6 Au niveau du revêtement de la rue, le périmètre du chantier correspondait aux contours du puits d'accès du tunnelier où il délimitait un espace de 1 200 m² environ. En fin de fouille, la superficie était réduite à 1 100 m² par suite de l'aménagement de talus destinés à éviter les glissements de terrain et aussi parce qu'un secteur n'a pu être traité (l'angle nord-est).
- 7 Entre le début des travaux, en avril 1983, et leur clôture, le 23 décembre suivant, nous devions passer de l'altitude de 168 m -celle des sols des bâtiments détruits au XIXe siècle- aux niveaux 164 et 162 N.G.F. sur lesquels reposaient les vestiges antiques. La nécessité d'opérer des choix s'imposait face à la richesse d'une stratification couvrant dix-neuf siècles de l'histoire de la ville, et à la relative brièveté des délais accordés. Il était impossible de faire enlever les vestiges les plus récents et supposés les mieux connus, car cela n'aurait eu pour résultat que de rendre plus ardue l'analyse de relations stratigraphiques caractérisées par des reprises, des recoupements et trop rarement de simples superpositions respectant la progression chronologique. L'examen des maçonneries modernes, s'il s'est révélé très fructueux, a certainement considérablement alourdi notre tâche puisqu'il a fallu entreprendre d'enlever les enduits pour identifier les reprises et retracer les étapes de l'existence de ces structures.
- 8 Les vestiges des différentes périodes de l'occupation du site ont donc été fouillés et enregistrés de la même manière, mais nous avons choisi de traiter rapidement certains secteurs (la rue de l'Archevêché, la cour de la maison Pingon) et de consacrer plus de temps à d'autres (la rue Saint-Romain, la cour des Prisons, l'angle de l'église Saint-Romain). Dans tous les cas, nous avons exclu le recours aux techniques de la fouille fine : il ne nous a pas été possible de localiser les objets dans l'espace, ce qui aurait certainement permis parfois de mieux enregistrer les faits archéologiques, ou de passer la terre au tamis afin de recueillir tous les objets, et particulièrement des monnaies susceptibles de faciliter l'étude des vestiges de l'Antiquité tardive et du haut Moyen Âge. Toutefois, si les outils employés pour les enlever n'étaient pas toujours très délicats, toutes les unités stratigraphiques ont été individualisées.
- 9 Une partie des structures modernes a été démolie, après avoir été relevées et analysées (**fig. 2 à 4**), mais trop souvent, des difficultés techniques nous ont obligés à laisser en place certaines d'entre elles, alors qu'il aurait été nécessaire de les démonter pour retrouver les traces de remaniements dont elles avaient été l'objet, ou les vestiges plus anciens qu'elles masquaient. Les constructions médiévales et celles de l'Antiquité tardive ont été, en revanche, systématiquement enlevées pour permettre la progression jusqu'aux restes des premières installations. Au niveau de celles-ci, la découverte du lit d'un bras secondaire de la Saône encore en activité aux IIe-IIIe siècles de notre ère, a requis l'intervention d'un géographe, J.-P Bravard, et d'un écologue, C. Amoros.

3. Démolition des voûtes dans les caves des prisons

- 10 La documentation réunie sur le chantier – 2 350 fiches d'unités stratigraphiques, 450 relevés, 2 500 photographies et plus de 100 000 objets – paraissait bien difficile à gérer par une personne, spécialiste de l'Antiquité, bénéficiant seulement d'aides intermittentes. La solution consistant à ne traiter que la période gallo-romaine ne présentait pas suffisamment d'avantages. En effet, pour analyser les rapports stratigraphiques liant les vestiges antiques, il fallait, au moins sommairement, examiner l'ensemble des faits archéologiques enregistrés et les réorganiser dans le cadre d'un diagramme, et ce qui va être exposé ci-dessous repose essentiellement sur une simple lecture de ce diagramme. Ce choix aurait en outre notablement diminué l'intérêt d'un chantier dont les résultats permettent d'entreprendre une étude diachronique du quartier, à partir de vestiges matériels qui livrent des informations tant sur le cadre que sur les modes de vie, sur l'économie, le commerce et les techniques en usage au cours des différentes périodes représentées.
- 11 L'examen du mobilier antique a constitué la tâche la plus considérable : il a duré 22 mois et il était indispensable. Maçonneries et stratifications avaient été en plusieurs points amputées par le creusement des caves ou par l'installation de nouvelles constructions, et seul le mobilier pouvait permettre de remettre en phase des vestiges isolés les uns des autres (**pl. I, fig. 8**). La méthode d'exploitation adoptée est née de cette exigence, mais aussi des difficultés rencontrées pour recueillir les informations qu'était susceptible de livrer un matériel tardif encore mal connu, sans entreprendre une étude céramologique fine (cette méthode est exposée dans l'annexe 2).
- 12 La solution adoptée a consisté dans la réalisation d'un inventaire du mobilier, destiné à servir de base à des traitements statistiques. La fonction de cet inventaire était de définir la composition des lots de matériel et à les organiser les uns par rapport aux autres en tenant compte de la progression, de la succession et des associations des types de production. Pour gérer les 72 000 objets concernés (soit environ 90 000 fragments) appartenant à 585 couches archéologiques individualisées sur le terrain, il

fallait avoir recours à un ordinateur et à l'aide de spécialistes. L'informaticienne de la Maison de l'Orient, M. Dalongeville, a bien voulu m'aider à adapter certaines possibilités du logiciel Texto et elle a mis au point un programme complémentaire qui a notablement allégé la saisie. Elle a, en outre, suivi de près celle-ci en intervenant fréquemment pour résoudre les problèmes qui se posaient. Son collègue statisticien, Y. Auda, a ensuite pris le relais pour élaborer un programme de traitement visant, dans un premier temps, à sérier les lots en se fondant sur l'importance respective des différents types de céramiques. La saisie et le traitement ont été effectués sur le mini-ordinateur de la Maison de l'Orient (CNRS, Lyon).

- 13 L'évolution qui se dessine à partir des modifications intervenant dans la composition des lots de céramiques doit permettre de replacer, en chronologie relative, les différentes phases de l'occupation antique. L'analyse statistique complète ainsi celle qui a été faite sur le terrain, et peut pallier, parfois, l'absence d'informations sur les rapports ayant existé entre différents vestiges isolés dans l'espace : des couches archéologiques sont regroupées sur cette base et des structures, coupées les unes des autres, peuvent être associées. Cependant, il n'a pas encore été possible de tirer pleinement parti de ces possibilités, ni d'enrichir cet outil pour fixer des datations, à partir de la présence de quelques « fossiles directeurs ». Les fourchettes chronologiques proposées seront donc assez larges et la description de la stratification ne peut pas être très précise. Les données qui ont été exploitées à cette heure livrent une image encore floue, en particulier lorsque sont abordées des périodes dont la culture matérielle est mal connue. Ainsi, les niveaux d'occupation de l'Antiquité tardive n'ont pu être clairement distingués les uns des autres et, en conséquence, la description qui en est donnée ne peut en restituer toutes les étapes et les nuances. Les difficultés s'accroissent avec les périodes suivantes, qui ont été étudiées à partir des seules données de terrain, sans que puissent être utilisées les informations que devrait livrer le mobilier, en intégrant uniquement celles qu'apportent parfois les archives.
- 14 L'étude du matériel, grâce à laquelle cette analyse de la stratification pourra, ultérieurement, être affinée, a été conçue de manière à tirer le meilleur parti de l'outil informatique, en éliminant certaines des contraintes propres à ce type de recherche. Elle permettra de tirer d'autres bénéfices de l'informatisation de l'inventaire, car le programme a été pensé également dans la perspective de sa réalisation. Le matériel antique du chantier a été redistribué par productions pour les céramiques, ou par catégories (verre, ossements d'animaux...) pour les autres matériels, des regroupements qui facilitent l'identification des formes attestées et l'enregistrement des caractéristiques techniques. Transcrites sur ordinateur, ces informations seront enrichies automatiquement en réintroduisant le contexte stratigraphique et il sera aisé de suivre la diffusion de chaque forme, de calculer ses indices de fréquence à différents moments, de définir des associations de formes caractérisant chacune des périodes représentées dans la stratigraphie et, en retour, d'intégrer pour chaque couche les datations livrées par le matériel, pour en préciser la chronologie et étudier leur mode de formation.
- 15 Il aurait certainement été très avantageux de traiter sur ordinateur d'autres données, telles que la définition des unités stratigraphiques, leur position sur le diagramme, la documentation graphique et photographique, puis de croiser ces informations avec l'inventaire du mobilier. Bien qu'ayant conçu un projet précis en ce sens, je ne disposais pas du temps nécessaire pour effectuer la saisie et affronter toutes les difficultés

ponctuant la phase d'expérimentation d'un programme. La gestion de la documentation a donc été, à tous les niveaux, infiniment trop lourde et les informations n'ont pu, de ce fait être toujours pleinement exploitées.

- 16 Les résultats de la fouille sont examinés, dans cet ouvrage, sous deux angles légèrement différents. Dans les quatre premiers chapitres, « l'exposé des résultats », la démarche archéologique guide la présentation des vestiges mis au jour et livre au lecteur les arguments sur lesquels reposent les interprétations proposées. Si les faits sont normalement retracés en suivant la progression chronologique, il a été nécessaire de faire une entorse à cette règle dans le cas de l'église Saint-Romain, en raison de la nature des informations réunies à son sujet. Afin de ne pas alourdir le texte, seule la dernière étape du raisonnement archéologique est exposée. La description de la stratification, écartée du texte, a été reversée sur l'illustration : les relevés de coupes ont été traités de manière à mettre en évidence, par le biais de légendes et de trames, les niveaux correspondant aux principales périodes de l'occupation du site. Une présentation succincte de ces séquences stratigraphiques a été introduite à la fin de l'étude numismatique (annexe 4), avec la liste des découvertes correspondant à chacune d'elles. De même, les arguments sur lesquels se fondent les datations des vestiges antiques n'apparaissent pas dans cet exposé. Ils sont discutés dans les annexes consacrées aux solutions adoptées pour exploiter le mobilier et aux résultats obtenus à cette heure (annexes 2 et 3).
- 17 A chacune des grandes périodes de l'occupation du site correspond, généralement, un plan, complété parfois par des restitutions. Cette documentation a été regroupée à la fin de l'ouvrage, avec les plans cadastraux, tant pour faciliter les recherches des lecteurs, que pour offrir la possibilité de suivre, en raccourci, l'évolution de l'espace fouillé au cours des dix-neuf siècles de son histoire. Les salles des bâtiments et les espaces ouverts sont individualisés par des chiffres, qui varient en fonction de la datation des constructions, suivis par des lettres destinées à distinguer les éléments contemporains. Cette numérotation permet, avec les trames, de différencier, sur chaque plan, les structures dont l'usage couvre plusieurs périodes, de celles qui ont été introduites durant la période considérée.

4. Vue prise en fin de fouille : les thermes tardifs, l'église Saint-Romain (à gauche), les caves des prisons (au fond)

- 18 La synthèse des informations recueillies constitue le second volet de cet ouvrage (chapitre 5). J'ai tenté, à travers ce passage de « l'archéologie à l'histoire », de replacer l'urbanisation et les transformations de l'espace fouillé dans le cadre du devenir de la ville. Les principales étapes de l'histoire du site y sont rappelées brièvement et reliées à toutes les autres informations que le terrain, le mobilier et les archives ont pu apporter sur la société, le commerce, l'économie, le cadre de vie, l'urbanisme.
- 19 La partition n'a pu toujours être scrupuleusement respectée : dans quelques cas, l'analyse des vestiges ne pouvait rester exclusivement attachée aux renseignements donnés par le terrain, et les arguments développés alors, à partir des sources historiques et archivistiques, n'ont pas été repris systématiquement dans la seconde partie. Le lecteur, que seules les conclusions de la fouille intéressent, pourra être amené parfois à se reporter à la première partie s'il veut prendre connaissance de l'ensemble des arguments réunis sur un sujet précis. Ainsi, dans le cas de l'église Saint-Romain, toutes les informations utiles pour reconstituer le plan et l'histoire de l'édifice ont dû être prises en considération dans la première partie pour analyser les vestiges fouillés, et elles n'ont été que brièvement rappelées dans la seconde.
- 20 Un tableau synchronique mettant en parallèle, d'une part, les grands événements de l'histoire de Lyon susceptibles d'avoir eu des conséquences dans l'espace fouillé, ainsi que les renseignements tirés des archives qui éclairent des épisodes importants de l'histoire des édifices et, d'autre part, les données de la fouille, conclut cette synthèse.
- 21 L'emploi des temps du passé dans la description des vestiges fouillés surprendra le lecteur : il s'imposait ici, puisque ces vestiges ont été totalement détruits après que le chantier eut été rétrocédé à la société chargée de l'aménagement du métropolitain.
- 22 En complément de ce travail, sont publiées des études portant sur les découvertes faites sur la rive droite de la Saône (annexe 1), sur le mobilier antique (annexes 2 et 3), sur les

monnaies (annexe 4) et sur les archives (annexe 5). Le catalogue des monnaies antiques et les tableaux réalisés à partir des archives seront diffusés sur un support informatisé¹.

- 23 D'autres recherches, en cours ou en projet, permettront, dans l'avenir, de poursuivre l'exploitation des données recueillies durant cette opération.
-

NOTES DE FIN

1. Pour se procurer ces disquettes, contacter la Circonscription des Antiquités Historiques, Région Rhône-Alpes.

Chapitre 1. Genèse d'un quartier

Un premier bâtiment

- 1 La première occupation du site, datée du troisième quart du II^e siècle, est liée à la présence d'un bras secondaire de la Saône, qui traversait du nord au sud l'espace où a été ouverte la fouille, sur une largeur de treize mètres environ (pl. III). Des restes de poteaux maintenant des structures légères en bois, mis au jour dans la partie ouest du chantier, paraissent avoir eu pour fonction principale de préparer la construction du bâtiment 1A et B, en retenant les remblais qui étaient apportés dans cette perspective (**fig. 6**). La salle (1 A) qui a été dégagée, et à l'ouest de laquelle commençait à se dessiner une seconde pièce (1B), constituait la partie avancée d'un bâtiment qui se développait au-delà des limites du chantier.
- 2 Les maçonneries faites de petits moellons bruts de granite, schiste et calcaire des Monts d'Or, mêlés à quelques galets, étaient liées par un mortier jaune² ; elles supportaient une élévation en terre. Un enduit blanc paraît avoir revêtu l'ensemble. Les murs M1 et M2 furent bâtis entre deux phases de remblaiement, et le premier fut contreforté par trois massifs de maçonnerie, disposés au centre et dans les angles et masqués par le sol. Le mur M3 fut installé dans un second temps, alors que les remblais étaient en place (**pl. I a**). Quelques lambeaux du sol de la salle 1A, un *opus signinum* agrémenté de fragments de plaques de marbre, ont été mis au jour. Le sol de l'espace voisin (1B) était fait de terre battue.

5. Coupe sous le sol de la cave B

- 3 A l'extérieur du bâtiment, contre le mur M2, était aménagée une aire revêtue de mortier de tuileau, légèrement inclinée en direction d'un bassin établi également contre ce mur ; son contenu se déversait dans un second bassin, par un petit canal aménagé au sommet du muret qui les séparait. Ces deux bassins construits en galets et moellons bruts de schiste et de calcaire liés par un mortier jaune, étaient entièrement revêtus de mortier de tuileau, de même que la paroi méridionale du bâtiment. A ces restes de l'exercice d'une activité artisanale doivent sans doute être associés les très nombreux os de bovidés recueillis au pied des constructions, dans le lit du cours d'eau. Ils suggèrent que ces bassins pourraient avoir été utilisés par des bouchers ou, éventuellement, des tanneurs³. L'eau puisée probablement dans le bras de la Saône pour remplir les bassins, s'y écoulait directement à l'issue des opérations.
- 4 Il n'est pas certain que le puits M8 ait été contemporain de ces installations. Seules quelques assises incomplètes, faites de moellons bruts de granite et de schiste liés à la terre, ont été mises au jour, au-dessous du niveau du sol auquel il faudrait les rattacher.
- 5 Le bassin sud fut réparé plusieurs fois, vraisemblablement à la suite de destructions partielles occasionnées par des crues. C'est l'une d'elles qui l'emporta en partie, assez violemment pour retourner une grande plaque de maçonnerie recouverte d'un mortier de tuileau et l'ensevelir dans une couche de sable, qui a livré un mobilier daté du premier quart du IIIe siècle environ.
- 6 Pourtant, durant cette période, le lit du bras s'était progressivement rétréci, mais le débit de l'eau, réduit souvent à un filet, augmentait notablement en période de crue, ainsi qu'en témoignent cette destruction, de même que les alluvions composées parfois de particules de dimensions importantes, que seuls des courants puissants peuvent avoir transportées (**fig. 5**).
- 7 Aucune trace d'une occupation contemporaine n'a été relevée sur l'autre rive du bras d'eau.

Colmatage du bras de la Saône et expansion de l'habitat

- 8 Peu après la destruction du bassin, de grands travaux furent entrepris pour colmater le bras secondaire de la Saône et étendre l'habitat (**pl. IV**). L'opération paraît avoir été menée en deux temps.
- 9 Le bras était encore actif lorsque des structures furent élevées sur les deux berges. A l'ouest, fut érigé un corps de bâtiment quadrangulaire (2A) se raccordant à l'un des murs des bassins et, par son intermédiaire, au premier édifice bâti sur le site (1A-B). Les bassins furent alors bouchés et l'aire de travail disparut sous un sol de fragments de plaquettes de marbre moulurées ou lisses (**fig. 7**). Le mur M22 appartenait peut-être au même ensemble. Sur la rive opposée fut construit un mur (M34) dont le tronçon mis au jour n'est lié, à l'origine, à aucune autre structure.
- 10 Ces maçonneries qui, à l'exception de M22, n'étaient conservées qu'en fondation, avaient été en partie coulées directement dans des tranchées creusées dans les couches d'alluvions fines, jusqu'à la couche de cailloux sous-jacente, puis élevées à l'air libre, avant d'être ennoyées dans des remblais (**pl. I a, fig. 41**). Elles furent réalisées en moellons bruts de schiste et de granite, auxquels se mêlaient quelques galets et que liait un mortier jaune.
- 11 Les traces observées par C. Amoros sur la face ouest du mur M34, attestent que l'eau stagna encore dans le bras après sa construction, mais vraisemblablement pendant peu de temps puisque le lit fut colmaté par des remblais lorsque ces constructions furent achevées. Le mobilier de ces couches de terre rapportée caractérise le début du III^e siècle, peut-être les années 210-230.
- 12 Les autres structures dégagées (M 15-19, 2333), à l'ouest du mur M34, furent fondées dans les mêmes remblais, peu de temps après l'apport de ceux-ci (**pl. I b, fig. 9**). En attendant que soit réalisée une étude céramologique fine autorisant à fixer plus sûrement les datations, cette phase sera située dans le second quart ou vers le milieu du III^e siècle. Ces constructions étaient probablement liées au corps de bâtiment auquel appartenait la salle 2B.

6. Coupe stratigraphique et relevé du mur nord de la cave D

7. Sol de plaquettes de marbre (U.S. 1620 ; premier quart ou première moitié du IIIe siècle)

- 13 Les segments de murs. M23-25 et 29, appartenaient à la même structure, assise sur une fondation faite de galets, en léger ressaut par rapport à l'élévation. Cette dernière fut réalisée en moellons bruts de granite et de schiste liés par un mortier jaune, puis en terre crue dans la partie supérieure, où il n'a pas été possible de déterminer plus précisément quelle technique fut adoptée (fig. 6, 10). Un mortier blanc revêtait la face sud du mur M24. Des lambeaux de sols de terre battue ont été retrouvés au nord de M23 (U.S. 1801) ainsi qu'au sud de M24 (pl. I b). Un foyer, peut-être une cheminée faite de briques, prenait appui contre le mur M23 (U.S. 2270).

- 14 Les indices recueillis sur le terrain permettent de rattacher le tronçon de mur M20 au mur M21 ; bien qu'il ait été aligné sur le mur M23, il n'est pas certain qu'il en ait constitué un prolongement. Le mur M33 est dans la même situation par rapport au mur M29.

8. Plan général des structures antiques avec implantation des caves, maçonneries et égouts qui ont fait disparaître une partie des vestiges

9. Cave G : mur nord et couches sous-jacentes

- 15 Les murs M30 et M32 pourraient être contemporains de ces constructions, mais le terrain n'a pas livré d'indications assez claires pour l'affirmer.
- 16 De même, les structures M14 à 19 demeurent isolées dans l'espace et il est, en outre, impossible de les dater. Ces fondations de piliers et de murs avaient été arasées bien au-dessous des sols contemporains, lors de l'aménagement des caves des immeubles modernes (**pl. I a**). L'emploi de moellons bruts de schiste et parfois de granite, et surtout celui d'un mortier jaune qui n'est pas attesté dans les constructions plus récentes, constitue presque le seul argument pouvant être invoqué pour rattacher ces structures à la phase de construction datée du III^e siècle. Les structures M16 et M17, qui semblent être des piliers, furent coupées et partiellement recouvertes par des murs construits à la fin du IV^e ou au début du V^e siècle (**fig. 5, 15**).
- 17 Le mur M26 suivait la même orientation que le mur M23-25, et doublait apparemment une canalisation, qui fut refaite au même emplacement à la fin du IV^e ou au début du V^e siècle ; il est impossible de dire s'il s'agissait d'une adduction ou d'une évacuation.
- 18 La salle 2B fut élevée à l'est du mur M34 et dotée d'un hypocauste dont seul le sol en mortier de tuileau portant l'empreinte de pilettes carrées était conservé lorsque nous avons fouillé (U.S. 1866, **fig. 48**). Le motif ornant un fragment d'enduit peint trouvé dans la couche de démolition de cette salle, appartient au répertoire décoratif caractéristique des thermes et atteste probablement l'existence d'une abside dans ce secteur, où nous n'en avons pas mis au jour d'autre trace⁴. Le mur oriental de cette salle (M36) était revêtu d'un enduit de tuileau. L'espace qui s'ouvrait alors à l'est et derrière le mur M35 ne fut apparemment pas couvert : nous n'avons pas retrouvé de vestiges d'un pavage (**fig. 23, 48**).
- 19 A une dizaine de mètres de distance de la salle 2B, a été dégagée une seconde pièce à hypocauste (salle 2C), à laquelle il faut probablement associer les trois murs dont n'ont

été retrouvées que les empreintes, imprimées en négatif, dans la partie orientale du chantier (U.S. 1196, 1278, 1280). D'autres traces d'aménagements, impossibles à interpréter, ont été relevées à l'emplacement de la salle 3D aménagée à la fin du IV^e ou au début du Ve siècle, au nord de la pièce 2C.

- 20 Une porte donnant accès à la salle 2C était conservée au niveau du seuil, taillé dans un bloc de calcaire blanc encastré dans le mur sud (M40). Le sol de son hypocauste portait les marques d'un fort échauffement dans la partie orientale, où fut certainement installé le foyer. Ce sol conservait aussi des empreintes de pilettes approximativement carrées, mesurant 19 à 22 cm de côté, dont la répartition ne paraît modifiée qu'au voisinage des murs, où elles étaient disposées sur deux rangs très rapprochés. Au-dessus de ceux-ci furent sans doute réalisés des aménagements particuliers, peut-être des banquettes.
- 21 La base des murs et les fondations de la salle 2C, les seules maçonneries conservées de cet ensemble, étaient faites de moellons de granite et de schiste grossièrement équarris ou bruts, liés par un mortier jaune. Il n'a pas été possible de déterminer si la même technique avait été adoptée au niveau de l'élévation, ou si celle-ci avait été montée en briques crues ou en pisé. Le sol de l'hypocauste reposait sur un hérisson constitué de moellons bruts de schiste.
- 22 Le sondage entrepris dans les couches sous-jacentes a livré un mobilier fort pauvre : des morceaux de panses d'amphores gauloises essentiellement, et des fragments d'enduits peints que l'on peut dater au plus tôt du II^e siècle (cf. note 4). Ces derniers démontrent que les bâtiments n'appartenaient probablement pas à la première période d'occupation du site. Par leur configuration, ils ne peuvent être aisément rattachés aux constructions datées de la première moitié du III^e siècle, dont l'orientation est différente ; il est certain, par ailleurs, qu'ils étaient antérieurs aux thermes de la fin du IV^e ou du début du Ve siècle, dans lesquels ils furent intégrés. Ils pourraient correspondre à une nouvelle étape de l'expansion de l'habitat qui, progressivement, dut s'étendre en direction de la rive actuelle de la Saône.

10. Vue prise en fin de fouille dans le secteur correspondant à la rue Saint-Romain

- 23 Le plan de ces constructions comporte trop de lacunes pour autoriser une analyse de l'agencement des espaces. L'orientation des murs invite à distinguer plusieurs ensembles, dont le nombre peut être réduit à deux si l'on admet que la présence de systèmes de chauffage rapproche les salles situées à l'est du mur M34 et permet d'identifier, sans doute, des restes de thermes. La canalisation individualisée dans l'espace occidental constitue un indice matériel d'une possible communauté de fonction existant entre les deux secteurs. Le fait qu'elle ait été reprise lors de la construction des thermes de l'Antiquité tardive, et que la totalité de l'espace fouillé ait été remodelée au cours de la même campagne de construction, semble pouvoir être retenu en faveur de l'appartenance de toutes les structures à un même édifice. Enfin, les traces d'un incendie qui touche en même temps, au début du IV^e siècle, les deux parties distinguées, renforce encore cette hypothèse. Tout comme dans le cas des thermes tardifs, les proportions des bâtiments correspondent plus à celles d'un édifice public qu'à des habitations.

Épisodes de l'histoire des bâtiments

Équipement et pécule d'un militaire

- 24 Calé dans l'angle formé par le mur M13 et le bassin adossé au bâtiment 1 (M6, **pl. III**), un coffre de bois contenant des pièces d'armement et d'habillement appartenant à un militaire (voir photo au dos du volume), ainsi que sa bourse de cuir, avaient été enfouis sous le sol créé au III^e siècle. Recoupé à l'ouest par une fosse médiévale, ses relations stratigraphiques avec l'espace voisin et les niveaux qui le recouvraient furent interrompues à l'époque moderne par l'ouverture d'une cave et la construction de deux de ses murs, nous privant ainsi d'informations précises sur sa position au sein des bâtiments, et donc sur les raisons ayant conduit leur propriétaire à cacher ses biens à cet endroit, une cachette qui de toute évidence resta inviolée durant l'Antiquité. Il est également impossible de déterminer si la totalité des objets déposés nous est parvenue,

ou si une partie disparut lors du creusement de la fosse médiévale. Ceux qui ont été recueillis reposaient sur le fond du coffre et étaient recouverts par une terre argileuse qui semble s'être infiltrée progressivement. Seuls les clous de fer fixant les planches de la caisse ont été retrouvés.

- 25 Le lot de monnaies, 182 *antoniniani* d'argent, avait adopté, en s'oxydant, la forme de la bourse qui l'avait contenu ; quelques traces marrons indiquaient qu'elle était vraisemblablement en cuir. Emises entre 215 et 259, ces pièces nous livrent la date de l'enfouissement : 259 ou 260 (l'étude des monnaies a été réalisée par A. Phoungas, voir l'annexe 4 ; elle fera l'objet d'une publication ultérieure, dans laquelle sera présentée une analyse plus exhaustive de l'ensemble). A côté, gisaient une cotte de maille, un glaive, une fibule, une boucle de ceinture, ainsi qu'un anneau et deux boutons d'ivoire (cf. photo au dos du volume).
- 26 La cotte de maille, faite de maillons mesurant en moyenne 8 ou 9 mm de diamètre, est encore, après restauration, noyée dans une gangue d'oxyde de fer mêlée à des dépôts minéraux, qui interdit d'analyser leur enchaînement. Enroulée, sans doute, elle forme une masse compacte mesurant 48 x 29 x 10 cm dans ses plus grandes dimensions.
- 27 Compte tenu de la longueur de la lame (c. 46 cm), l'arme mise au jour doit être identifiée au *gladius* (ou à la *semispatha* ?) et non à la *spatha* qui, selon P. Couissin, aurait remplacé le premier au cours du III^e siècle (Couissin 1926, p. 37). Certains auteurs considèrent, toutefois, que l'évolution a porté sur le vocabulaire plutôt que sur la forme de l'arme ; A.-J. Reinach écrit à ce propos : « à la fin du II^e siècle, le nom de *spatha* s'étend au glaive de l'infanterie romaine » (Daremberg, art. *spatha* ; cf. également art. *gladius*). Sur des monuments du III^e siècle, ou plus récents encore, sont figurés soit l'un, soit l'autre (Coulton 1987, p. 143 ; Couissin 1926, p. 491). L'axe de la lame est marqué par une nervure. La garde était réalisée dans un matériau dont aucune trace n'a été conservée, peut-être du cuir enroulé autour de la tige métallique de section rectangulaire qui, sur le plat, s'amincit vers le centre (L. 1,7 cm). Sur les restes de la fusée en bois, s'entrevoient les dépressions destinées à en faciliter la préhension. L'extrémité de la soie métallique apparaît à l'emplacement du pommeau, dont la forme ne peut être restituée, mais que l'on peut imaginer avoir été fait également en bois. De la garde à l'extrémité de la soie, cette partie de l'arme mesure 15 cm. Le fourreau est réalisé à partir d'une plaque de fer repliée et soudée sur une arête. Il mesure 46,5 cm de longueur, 0,9 à 1,3 cm d'épaisseur. La pointe est renforcée par une petite bouterolle mesurant 1 cm de longueur. A l'autre extrémité de la gaine apparaissent, d'un côté, les restes d'un passant, de l'autre, un élément de forme triangulaire qui dut avoir, à l'origine, une fonction décorative ; tous deux sont soudés sur le fourreau.
- 28 La fibule cruciforme en bronze peut être rattachée au type 31 A défini par M. Feugère (Feugère 1985, pp. 423-426). L'arc semi-circulaire présente une section en demi-cercle et porte un bulbe fixé du côté de la tête. Les extrémités du bras transversal sont, en revanche, dépourvues de ces éléments décoratifs, tout comme les exemplaires 2022 et 2023 classés par M. Feugère en type 31 A. Le pied est court : il occupe 1,7 cm sur une longueur totale de 5,8 cm. Cette fibule pourrait être l'un des exemples les plus anciens de ce type, dont l'apparition est fixée vers 260 (Feugère 1985, p. 426).
- 29 La garniture de ceinturon, ou de baudrier, est constituée par une boucle dessinant un arc outrepassé, découpée dans une feuille de bronze et dont les extrémités s'enroulent autour de l'axe, tout comme l'ardillon fait d'une fine tige de métal, qui s'incurve dans la partie médiane, puis se redresse au niveau de la pointe glissée sous l'anneau. Un fin

décor de lignes croisées le recouvre partiellement et des traces de dorure à l'or ont été relevées sur la boucle. A l'axe s'adapte également une plaque en tôle de bronze repliée pour recevoir la ceinture de cuir, assujettie par trois rivets de cuivre. La plaque mesure 3,6 cm de long sur 3,8 cm de large ; la boucle, 2,9 cm sur 3,9 cm.

- 30 Les trois objets en ivoire - un anneau et deux boutons - constituaient certainement la garniture d'un type de *cingulum militiae*, dont on connaît plusieurs représentations sur des stèles funéraires de militaires datées du III^e siècle (Schober 1923, fig. 77 n° 158, pp. 73-74 ; Scrinari 1972, fig. 350 et p. 119 ; C.S.I.R. I-1, n° pl. 17, 91, 96 et p. 28, 85, 90 ; etc. : cf. Coulton 1987, pp. 141-156). Le disque, orné sur ses deux faces de moulures peu fouillées, mesure 1,5 cm d'épaisseur et 10,9 cm de diamètre, l'orifice central, 3,8 cm. Les boutons mesurent, respectivement, 2,8 et 2,9 cm de hauteur et leur diamètre moyen est de 3,2 cm ; ils se composent d'une première partie, à la base, en forme de disque (0,4 à 0,5 cm d'épaisseur), au-dessus de laquelle l'objet présente la forme d'un champignon, muni d'un « pied » (hauteur : 1 cm), que coiffe un « chapeau » au profil en arc de cercle. Le ceinturon était fait d'une lanière de cuir dont on glissait les deux extrémités dans l'anneau, pour les replier ensuite vers l'extérieur et les fixer chacune, de part et d'autre, au moyen des deux boutons (voir la restitution reproduite par Oldenstein 1976, fig. 2, p. 168). Anneau et boutons pouvaient être réalisés dans d'autres matières - en métal ou en os-, ainsi que le révèlent plusieurs découvertes. Les objets livrés par les fouilles, ainsi que les représentations figurées, attestent que ce *cingulum* à anneau a connu une large diffusion dans l'Empire, mais cette mode, qui illustre une tendance à la simplification et à l'allègement de l'équipement militaire, dont les manifestations ont déjà été relevées, ne semble pas avoir été en faveur au-delà du III^e siècle (Oldenstein 1976, pp. 167-169 et pl. 46 ; Coulton 1987, pp. 143, 146-147).
- 31 Un examen plus attentif de la documentation concernant l'équipement des militaires permettra peut-être de déterminer à quel corps appartenait le propriétaire de ces objets. Seul paraît probable le fait qu'il ne faisait pas partie de la cavalerie, car aucune pièce de harnais n'a été retrouvée. A cet équipement manquant, pour qu'il soit complet, un bouclier, une arme de jet, lance ou javelot, un poignard et un casque. Dans le cas de ce dernier, notons que, d'une part, son usage a régressé au cours du Bas Empire (Coulton 1987, p. 148) et, d'autre part, il n'est pas exclu qu'il ait été réalisé en cuir, et donc que ses traces n'aient pas été identifiées durant la fouille. Il faut sans doute écarter la troisième solution possible, qu'il ait été porté par notre militaire, puisque celui-ci avait négligé de revêtir le *cingulum*, qui constituait la pièce maîtresse de la tenue de ville, au III^e siècle (Herodianus, II, 12. 6-13. 2-4 et plus particulièrement la note 1, pp. 228-229 de l'édition Loeb ; Daremberg, art. *cingulum* ; Coulton 1987, p. 149). Bouclier et arme de jet n'ont pu, vraisemblablement, en raison de leurs dimensions, être logés dans le coffre, et seul le poignard pourrait avoir été porté par le militaire, s'il en possédait un. Ces observations, si elles nous amènent à conclure que le propriétaire de ces objets, en les déposant, s'est dépouillé de tous les insignes de sa fonction, ne contribuent pas à éclairer les circonstances dans lesquelles ils ont été cachés. Il est difficile, par ailleurs, de relier leur abandon à un événement historique connu, même si la date de 259/260 indiquée par les monnaies évoque celle de l'invasion alamane. Cette découverte, en effet, reste isolée dans le cadre du chantier et plus généralement à Lyon, et il serait étonnant qu'un militaire ait caché ses armes dans un tel contexte. L'événement semble, en fait, n'avoir concerné que cet individu, pour lequel il fut probablement fatal.

Remaniements et incendie dans les bâtiments

- 32 Le mur M21, dont seule la fondation a été retrouvée, fut bâti probablement durant la seconde moitié du III^e siècle, ainsi que le suggère le mobilier trouvé dans les niveaux associés à cette opération. Il fut réalisé en moellons bruts de granite et calcaire, liés par le même mortier argileux, jaune, friable, qui caractérise les premières constructions. Son rôle dans le bâtiment n'a pu être défini.
- 33 Dans deux secteurs ont été fouillées des couches qui paraissent contemporaines, et dont la composition apportait le témoignage d'une destruction violente, causée par un incendie, que les monnaies retrouvées en grand nombre sur les sols nous autorisent à dater du début du IV^e siècle (cf. annexe 4).
- 34 Dans l'angle formé par les murs M22 et 23, un nouveau sol vint rapidement sceller la couche de démolition ; il nous apprend que l'espace demeura en usage après cet épisode (**pl. II a**). La salle 2B semble, au contraire, avoir été abandonnée alors : son hypocauste fut entièrement détruit et la couche de déblais recouvrit son sol et fut en partie épandue dans l'aire à ciel ouvert voisine (**fig. 23**).
- 35 En deux points, les murs limitant l'espace 2E s'étaient écroulés, sans doute par suite du tassement des couches de remblai dans lesquelles ils avaient été installés. La structure M31 correspond à un pan du mur M29, renversé. La date de ces destructions n'a pu être déterminée ; peut-être a-t-elle précédé de peu la construction des thermes tardifs.

NOTES

2. Hugues Savay-Guerraz note que "l'on a longtemps considéré que le calcaire jaune aalien du Mont d'Or, employé ici dans un bâtiment construit à la fin du II^e siècle, n'avait pas été utilisé à Lyon avant le Ve siècle (A. Commarmond, *Description du Musée Lapidaire de la ville de Lyon*, Lyon, 1846-1854, p. LXXI). C'est A. Audin qui, il y a une vingtaine d'années, a relevé sa présence dans le mur de terrasse situé derrière l'odéon, à l'emplacement d'une réparation du mur considérée comme tardive (A. Audin, *Techniques de construction à Lugdunum*, *Bulletin des Musées et Monuments Lyonnais*, vol. V, 1972, n° 3, pp. 37-48). Nous avons ici, avec le mur de terrasse des thermes de la rue des Farges, du milieu du I^{er} siècle (H. Savay-Guerraz, *La pierre de taille des thermes de la rue des Farges*, catalogue de l'exposition *Jadis rue des Farges, archéologie d'un quartier de Lyon antique*, Lyon, 1985, pp. 27-28), un deuxième exemple de son utilisation au cours du Haut-Empire.

Alors que les structures en *opus caementicium* sont à Lyon construites avec des roches locales, granites, micaschistes... et galets morainiques, l'utilisation systématique d'une roche calcaire affleurant à une dizaine de kilomètres au nord de la ville, pour la construction d'un mur en petit appareil, constitue une exception.

De plus, on a affaire ici à une roche que la fréquence des accidents siliceux rend hétérogène et difficile à mettre à forme. On ne peut donc pas, dans ce cas, expliquer ce choix par la qualité du matériau employé (ce même caractère se retrouve sur le mur de terrasse de l'odéon précédemment cité).

Nous n'avons pas la preuve que ce calcaire jaune du Mont d'Or fut utilisé à Lyon, durant la période romaine, comme pierre de taille, comme il le fut postérieurement. On connaît, néanmoins, à Saint-Romain-en-Gal, des blocs de ce calcaire utilisés dans l'habitat au début du I^{er} s. de notre ère (pierre de seuil, par exemple). On peut se demander si les moellons du mur de l'avenue A. Max ne sont pas les sous-produits de l'exploitation d'une carrière de pierre de taille, issus de bancs contenant des nodules siliceux et donc impropres à la réalisation de blocs d'architecture".

3. Ph. Columeau note que sur 923 fragments osseux, 908 appartiennent à des boeufs, 8 à des moutons, 1 à une chèvre, 5 à des porcs et 1 à un sanglier, une canine inférieure mâle adulte portant des traces de scie à proximité de son extrémité distale (pointe). Pour les boeufs, sur 908 fragments, 875 proviennent du squelette céphalique et des dents, soit 96,3 % et 48 des membres (scapula et fémurs non compris), soit 5,2 %. Le reste du squelette n'apparaît pas (vertèbres, côtes, etc.).

L'examen des dents, de leur apparition et de leur usure, permet de dénombrer les individus par classe d'âge :

Age (ans)	1/2-1	1-1/2	2-2 1/2	2 1/2-3	8 et +	Total
-----------	-------	-------	---------	---------	--------	-------

Individus

(N.M.I.)	12	26	14	17	2	71
%	16,9	36,6	19,7	23,9	2,8	

Traces de découpage : peu d'indices permettent de reconstituer quelle a été l'histoire des animaux ou des carcasses dont les débris osseux ont été retrouvés. Des traces de découpage apparaissent sur quatre fragments : deux mandibules, un calcaneum et une cheville osseuse (processus cornualis). Sur les mandibules, les traces sont disposées plus précisément sur la branche de la mandibule (ramus mandibulae) sur la face dorsale, entre le bord caudal et le condyle (processus condyloire). Dans les deux cas, quatre coups de tranchoir sont visibles, portés perpendiculairement à l'axe de ramus mandibulae. L'examen des traces de découpage visibles sur le calcaneum indique que les coups ont été portés à l'aide d'un tranchoir, d'avant en arrière sur la face antérieure et au milieu du corps de l'os. Les entailles sont peu profondes. Enfin, une cheville osseuse a été sciée à la base.

La répartition des os, qui appartiennent presque tous à la même espèce (le boeuf) et à la même classe d'âge (entre un an et demi et trois ans, pour 80 % d'entre eux), peut faire penser a priori à des vestiges de boucherie. Mais le fait que les os proviennent, à plus de 95 % du crâne et des mandibules, sans présence de côte ni de vertèbre, pose un problème d'interprétation. Il est possible que les fouilles aient mis au jour une partie seulement de l'espace réservé à cette activité, partie où se déroulait plutôt le découpage de la viande pour la triperie - préparation des joues, du museau, de la langue. Le reste de la carcasse étant débité un peu plus loin.

Les mesures prises, peu nombreuses, nous aident un peu, les dimensions obtenues indiquant une taille des animaux, moyenne pour le lieu et pour l'époque.

4. L'étude des restes d'enduits peints a été réalisée par A. Le Bot et M.-J. Bodolec ; elle sera publiée ultérieurement avec les autres études consacrées au mobilier livré par la fouille.

Chapitre 2. Formation de la cité ecclésiastique

Fin IV^e - XIII^e siècle

Les thermes de l'Antiquité tardive (pl. I b, II, V-VI)

Les vestiges

- 1 Les premières constructions élevées dans l'espace fouillé furent pour la plupart abattues vers la fin du IV^e ou au début du V^e siècle, à l'occasion de la réalisation d'un nouveau programme de construction. Certaines structures anciennes furent cependant intégrées dans le nouvel ensemble, où elles introduisent des irrégularités bien lisibles en plan.
- 2 La date de ces travaux a été établie à partir de l'examen du mobilier recueilli dans les remblais contemporains de la mise en place des fondations des bâtiments 31 et 3H ; elle a été étendue, pour l'heure à titre d'hypothèse, à l'ensemble des nouvelles structures créées, que rapprochaient des similitudes sur le plan technique. Cependant, en dépit de cette parenté sensible au niveau des modes de construction, il est impossible d'affirmer que tous les corps de bâtiment dégagés appartenaient au même édifice. Celui-ci (ou ceux-ci) couvrait une superficie importante, beaucoup plus étendue sans doute que le chantier de fouille, puisque sur trois côtés les limites n'en ont pas été retrouvées et que le dernier alignement qui se dessine au nord n'en est vraisemblablement pas une.

Les installations balnéaires

- 3 A l'est du mur M34, ont pu être identifiés des restes de thermes qui se développaient peut-être aussi dans le secteur occidental du chantier, où les informations recueillies ne permettent pas de déterminer la fonction des bâtiments et donc de démontrer ou d'exclure cette hypothèse.
- 4 Au nord-est s'ouvrait une cour dont l'extension n'est pas connue. Elle est, dans l'espace exploré, bornée à l'est par la piscine, au sud par les salles des thermes, à l'ouest par le mur M34. Au nord, la structure M65, qui fut coupée plus tard par une puissante

fondation, paraît suivre une direction légèrement oblique par rapport aux constructions contemporaines. Conservée en hauteur sur deux à trois assises et sur une faible longueur, elle pose des problèmes d'interprétation qui n'ont pu être réglés : fermait-elle la cour, ou s'agit-il d'un tout autre aménagement, éventuellement une conduite alimentant les thermes ?

- 5 Dans les espaces où il a été atteint, le sol de cette aire ouverte conservait quelques traces-une fosse, quelques cavités plus étroites et une saignée régulière-pouvant être mises en relation sans doute avec des plantations.
- 6 Au pied du mur M62, un caniveau taillé dans de grands blocs de calcaire blanc (U.S. 1945) de section rectangulaire, creusés d'une rigole médiane, recueillait les eaux de pluie qui s'écoulaient des toits et les évacuait vers la canalisation M69, à travers une ouverture aménagée dans le mur M67. La canalisation M69, au conduit non maçonné, était recouverte par de larges dalles plates sommairement équerries.
- 7 La piscine couvrait certainement une superficie supérieure aux 29 m² qui peuvent être restitués, puisqu'elle se développait au-delà de la limite orientale de la fouille. Elle était contenue par des murs assez solides pour avoir supporté une couverture. L'état de conservation du mur M68 n'a pas permis de déterminer s'il fut revêtu de ces grandes dalles de calcaire placées de chant, dont la présence n'est attestée que le long du mur opposé, où elles isolaient la maçonnerie M71 (**fig. 11**) ; le mur ouest était simplement revêtu d'un mortier hydraulique, tout comme le fond de la piscine posé sur un hérisson de moellons bruts de schiste enchâssant de grosses dalles de calcaire. L'ensemble reposait sur une couche argilo-sableuse ne comportant aucun élément d'origine anthropique. On supposera que l'évacuation des eaux s'effectuait par une bonde placée dans l'angle nord-est : c'est l'emplacement qu'elle occupa, plus tard, après que la surface de la piscine eut été réduite.

11. La piscine des thermes (fin IVe, début Ve-VIe siècle)

- 8 Dans le prolongement du mur M62, ont été mis au jour des vestiges d'une structure hétérogène, faite de petits moellons ou blocs sommairement ébauchés (M70). Il n'a pas été possible d'établir, à partir des données réunies, si elle fut construite au cours de la même campagne que les thermes, ou plus tard ; le mauvais état des vestiges retrouvés dans cette partie du chantier, en a rendu l'interprétation délicate. Ainsi, les murs conservés en négatif (**pl. IV**, U.S. 1196, 1278, 1280) ont été attribués à la période

précédente uniquement en fonction de leur orientation, car on ne dispose d'aucune indication sur ce point ; ils auraient été, dans ce cas, intégrés dans le nouvel édifice. Ils délimitaient, sur le terrain, l'extrémité d'un espace 3A, probablement une salle communiquant avec la piscine. Un espace 3B peut être individualisé, au sud, mais il est impossible de dire s'il fut couvert, ou de lui attribuer une destination précise. La salle 3C avait, en revanche, conservé des lambeaux d'un sol d'hypocauste installé au cours de la campagne de construction des thermes tardifs, comme le démontre le mobilier inclus dans la couche d'argile sur laquelle il reposait, ainsi que ses relations avec le mur M64 contre lequel il s'appuyait (**fig. 30**). Ce fait pourrait être éventuellement retenu contre l'hypothèse présentée plus haut à propos de la datation des murs arasés (U.S. 1196, 1278, 1280), la fouille n'ayant pas apporté la preuve de l'existence d'un sol antérieur ; celui-ci pourrait cependant avoir été détruit pour permettre l'installation d'un nouveau sol placé plus bas (cote N.G.F. 164,41 m) que celui de la salle 2C (164,93 m). La chappe de mortier de tuileau qui le constituait, reposait sur un lit de moellons de schiste bruts placés sur l'arête, et supportait des pilettes carrées mesurant en moyenne 19 à 21 cm de côté ; la présence de liants dont la composition variait indiquait qu'elles durent être l'objet de réparations. Leur répartition dans l'espace n'était pas toujours régulière : les espacements de 30 ou 60 cm environ donnent les dimensions des carreaux de brique des *suspensurae*.

- 9 Un fragment de baignoire en marbre (**fig. 12**) a été retrouvé sur le sol de cet hypocauste ; il avait été utilisé avec des remblais de terre pour asseoir un nouveau sol lorsque l'hypocauste fut détruit (cf. *infra*, p. 45).

12. Fragment d'*alveus* en marbre

- 10 Le foyer se trouvait certainement au sud, dans le même espace que celui de la salle 2C. Cette dernière fut intégrée dans le nouvel édifice et rien n'indiquait qu'elle ait subi des modifications en cette occasion (**fig. 13**).
- 11 Dans la salle 3D fut aussi, à l'origine, aménagé un hypocauste : des vestiges de pilettes très mal conservées ont été mis au jour dans les angles sud-est et sud-ouest. Il n'est pas permis de définir, à partir de ce renseignement, à quel type d'hypocauste elles appartenaient.
- 12 Une porte la mettait en communication avec la salle 3E ; son seuil en calcaire blanc conservait, dans la cavité extrême de la feuillure, un élément en plomb qui pourrait être la crapaudine de l'axe vertical, sur lequel tournait un vantail.

13. Coupe est-ouest couvrant en partie les salles 2C et 3E

- 13 La salle 3E était chauffée par un hypocauste à canaux rayonnants ; placés le long des murs (**fig. 13**) ainsi que sur les diagonales et sur l'axe nord-sud, les canaux convergeaient vers le centre de la pièce où, dans un espace de 2,85 m sur 2,10 m, le sol de circulation reposait sur des carreaux de brique de 50 cm de côté environ, supportés par des pilettes carrées mesurant 20 à 22 cm de largeur. La restitution du dessin complet de cet hypocauste, fondée sur l'agencement des installations conservées, justifie l'incorporation du mur M34 dans le plan des thermes tardifs. La pièce avait donc la forme d'un trapèze et sa superficie avoisinait 75 m². Le sol de circulation était constitué par une couche de mortier de tuileau, en contact avec le mur dans les parties conservées. Cette pièce n'était pas pourvue de conduits de chaleur plaqués contre les murs.
- 14 Le foyer de cet hypocauste était partiellement conservé au sud de la pièce (**fig. 13**). La communication était assurée par un conduit réservé au centre du mur M59, couvert par un arc formé de briques liées au mortier, et souligné par un rang de briques tangentes aux premières (**fig. 14**). Le foyer de l'hypocauste bâti sur plan rectangulaire, selon un schéma semblable à celui qui fut adopté dans les thermes de Bade (Daremborg 1887, art. *hypocaustis*, *hypocaustum*, fig. 3939), devait s'ouvrir à l'ouest. Sur la face sud du mur M60 apparaissait encore l'amorce d'un arc, dont la fonction n'est pas connue.

14. Restes de l'hypocauste à canaux rayonnants (salle 3E) et de son foyer

- 15 Il est tentant d'imaginer qu'une clôture isolait la cour de service dans laquelle était installé ce foyer : si aucune trace n'en a été retrouvée, la permanence de cet alignement dans les structures postérieures -les bâtiments des Ve et VIe siècles, l'église Saint-Romain, etc.- peut justifier cette hypothèse.

Le secteur occidental

- 16 Les dalles conservées à quelques mètres du mur sud de la salle 3E établissent un lien entre les aménagements réservés au bain qui viennent d'être décrits et les bâtiments dégagés dans la partie occidentale du chantier, suggérant leur appartenance à un même édifice. Elles étaient, en effet, placées au même niveau et constituées d'éléments semblables à ceux qui couvraient l'espace séparant les corps de bâtiment 31 et 3H. Il s'agissait de grandes dalles de calcaire blanc à grain fin, de dimensions variables et d'une épaisseur moyenne de 25 cm, de toute évidence, dans plusieurs cas, en remploi. Elles revêtaient une allée dans la partie ouest (**fig. 16**), et vraisemblablement une cour dans la partie proche de la salle 3E où la zone caractérisée par ce dallage s'élargissait. Les exemplaires conservés ont dû leur sauvegarde à leur réutilisation dans des murs postérieurs (**fig. 48 et pl. II b**) et il est possible de supposer que l'aire qu'elles revêtaient s'étendait encore un peu au nord, car certaines furent récupérées et réutilisées au XVIIIe siècle, lorsqu'on aménagea deux caves à cet emplacement (caves E et F, **pl. XI** ; sol 168, **fig. 55**).
- 17 La maçonnerie M58 réunit alors le mur M62 au mur M32 bâti antérieurement. Dans l'espace 3G délimité par les murs M55, M32, M58 et M34, les aménagements créés durant la nouvelle campagne de construction avaient presque totalement disparu, seule faisant peut-être exception la fondation M57 qu'il n'a pas été possible de dater, mais qui s'apparentait par son orientation aux constructions de la fin du IVe ou du début du Ve siècle.

- 18 De part et d'autre de l'allée revêtue de dalles s'élevaient deux corps de bâtiment, dont l'implantation au sol présente d'étroites similitudes (**pl. I b, fig. 15, 42, 43**). Installés à l'emplacement du lit de l'ancien bras secondaire de la Saône, ils furent fondés avec le plus grand soin ; sans doute savait-on qu'une partie des structures antérieures s'était effondrée par suite du tassement des remblais apportés durant la première moitié du III^e siècle pour colmater ce lit. De larges tranchées furent excavées bien au-dessous des sols des bâtiments créés au III^e siècle (**pl. I b, fig. 42**). Les murs furent assis sur une semelle de fondation réalisée en tranchée, au-dessus de laquelle ils furent montés à ciel ouvert, avant d'être ennoyés, sur plus d'un mètre de hauteur, dans de nouveaux remblais. L'appareillage de ces fondations fut très soigné.

15. Cave B, mur ouest

- 19 Une petite dalle de marbre, située au même niveau que celles de l'allée 3J, a été dégagée en limite de fouille, dans la partie orientale du corps de bâtiment 31 ; la fouille n'ayant pu être poursuivie dans ce secteur, il n'est pas certain qu'il s'agisse d'un reste du sol originel. Dans le bâtiment voisin a été notée la présence de quelques lambeaux de sols stratifiés, parmi lesquels apparaissaient d'épais dépôts de charbon de bois, peut-être les restes d'un plancher, dont ce serait là le seul témoin puisque les murs ne présentaient aucune marque d'ancrage d'un pavement. Ces sols disparurent au cours des travaux entrepris durant les siècles suivants.
- 20 Il est certain que le corps du bâtiment 3H ne comportait pas une subdivision parfaitement symétrique de celle que créait le mur M53 dans le bâtiment voisin (**fig. 37**). Ce mur représente le seul élément recueilli sur leur organisation interne et nous n'avons relevé aucun détail concernant leur destination.
- 21 Le mur M48 appartenait certainement au même ensemble, dans lequel il est, en revanche, difficile d'intégrer la structure M47, présentée en plan avec les thermes tardifs uniquement parce que le liant employé était semblable à celui qui caractérisait cette phase de construction. Le mur M45, repris dans une cave moderne, pourrait éventuellement être dans le même cas, mais il faut admettre aussi que l'appareil en épi adopté plus systématiquement ici que dans les autres maçonneries, pourrait signaler

un travail plus récent (**fig. 34**). Cette structure, totalement isolée de son contexte stratigraphique, ne peut être datée qu'à partir de ce détail et en tenant compte de l'orientation du mur, qui correspond à celle qu'ont introduit les travaux réalisés vers la fin du IV^e ou au début du V^e siècle.

- 22 L'absence de tout autre vestige de ces bâtiments dans la partie occidentale de la fouille est la conséquence des transformations entreprises au cours des périodes suivantes, et surtout de l'aménagement des caves modernes.
- 23 Les grandes dalles du passage 3J recouvraient une canalisation parallèle au mur M26 (**pl. I b**, U.S. 1242 et 1432) à laquelle se raccordait une première dérivation orthogonale, qui butait contre le mur M51 (**pl. V**), et probablement une autre (M49) qui longeait le mur M50. Ces conduites posent un problème délicat, car les arguments réunis en faveur de l'identification d'un canal d'évacuation sont contrebalancés par les indices qui suggèrent qu'il pourrait s'agir d'une adduction d'eau. Parlent en faveur de la première interprétation le fait que les canalisations étaient recouvertes directement par le dallage et, également, la légère inclinaison d'est en ouest du tronçon M56, sur lequel a été enregistrée une pente de 2 cm par mètre. Ce second argument ne peut emporter la décision, car cette inclinaison pourrait avoir été accentuée, et peut-être même provoquée en inversant la situation d'origine, par le tassement des remblais sous-jacents, plus marqué au creux du lit de l'ancien bras de la Saône que vers ses rives. Les déformations étaient plus sensibles au niveau du dallage de l'allée, dont la pente de 4 cm par mètre ne fut pas imposée, ou n'eut pas la même importance, lorsqu'elle fut aménagée (**fig. 16**).

16. Le dallage de l'allée 3J

- 24 Par ailleurs, les trois canalisations paraissent trop soigneusement maçonnées pour avoir été réalisées dans le seul but d'évacuer des eaux usées. Leur radier, assis sur une semelle de fondation faite de cailloux liés par du mortier, était constitué de carreaux de brique. Les pieds-droits, montés également en cailloux et mortier, étaient revêtus d'un

enduit de tuileau formant à la base un joint d'étanchéité profilé en quart de rond. Enfin, il faut tenir compte du fait que l'alimentation en eau des thermes, auxquels il est tentant de proposer de raccorder la canalisation M56, dut tirer parti des ressources de la colline, tandis que les égouts devaient déboucher dans la Saône ; sur ce dernier point, l'hypothèse se fonde sur les observations faites à l'est du chantier où la canalisation M69 et la bonde de la piscine donnent cette direction. La conduite M56 aurait pu éventuellement alimenter en eau les salles des thermes et c'est le même rôle que dut jouer, au cours de la période antérieure, la canalisation très mal conservée, individualisée à proximité de la structure M27 (**pl. IV**). Le parallélisme de la nouvelle canalisation (M56) et du mur M27, qui fut intégré dans le nouvel ensemble où il bordait l'allée 3J, témoigne aussi en faveur d'une continuité.

- 25 Le radier de la dérivation de la canalisation M56, que masquait encore le dallage, était situé à 4 cm environ au-dessus de celui de la conduite principale. Au pied du mur M51, une ouverture était aménagée dans le revêtement.

Modes de construction et décor

- 26 Les murs bâtis au cours de cette campagne de construction sont caractérisés par un petit appareil de moellons de granite, schiste et calcaire, bruts ou grossièrement ébauchés, disposés en assises horizontales ; parmi celles-ci furent intercalées quelquefois soit une assise de briques, soit une ou plusieurs assises formées de moellons inclinés, constituant un pseudo-appareil en épi puisque souvent cette disposition ne fut adoptée que sur une assise isolée (**fig. 43**). La présence de quelques rares blocs de calcaire blanc à grain très fin, taillés en chevron, a également été relevée (deux roches différentes ont été utilisées : le calcaire urgonien crayeux, exploité au sud de Bellegarde, connu sous le nom de "pierre de Seyssel", et le calcaire miocène de la basse vallée du Rhône, dit "pierre du Midi" ; ces matériaux ont été identifiés par H. Savay-Guerraz). Dans les fondations, furent introduits des galets. Un mortier blanchâtre, riche en sable grossier et petits cailloux, liait ces matériaux. Les joints étaient beurrés et sans doute systématiquement tirés au fer, ainsi que l'ont révélé les parements des fondations des bâtiments 3H et 3I sur lesquels ce détail était encore bien lisible. Dans le dallage de l'allée 3J, H. Savay-Guerraz a noté la présence du calcaire portlandien du Jura méridional (dit "choin de Fay"), matériau extrêmement dur et intensivement utilisé à Lyon à partir des années 50 de notre ère, ainsi que celle d'un autre, de provenance inconnue, caractérisé par la présence de cristaux de dolomite ferreuse (identifiés sur lame mince). Les dalles utilisées pour revêtir les parois de la piscine étaient en calcaire dur (calcaire portlandien du Jura et deux autres variétés d'origine inconnue, dont un calcaire cristallin blanc)⁵.
- 27 Aucune trace de la présence d'élévations en brique crue ou pisé n'a été relevée, mais cela ne suffit pas à exclure que l'une de ces techniques ait pu être adoptée : les remaniements subis par ces bâtiments, demeurés très longtemps en usage, nous ont privés de nombreuses informations.
- 28 S'il est certain que, dans la salle équipée d'un hypocauste à canaux rayonnants (3E), les parois des murs ne furent pas doublées pour permettre à l'air chaud de circuler, il est impossible de déterminer quelles furent les solutions retenues dans les autres salles, leurs murs ayant été arasés au-dessous du niveau des sols de circulation. Toutefois, la

présence de fragments de tubulures dans les couches postérieures à la création de l'édifice, indique que ce procédé dut être parfois adopté.

- 29 Les seuls revêtements retrouvés sur des sols ou des murs, mis à part un petit fragment de mosaïque totalement isolé dans une couche riche en matériaux de démolition, étaient réalisés en mortier de tuileau. Le faible nombre de fragments d'enduits peints recueillis conduit, sans doute, moins à supposer que ce type de décor ne fut pas introduit, qu'à admettre que la composition des mortiers n'en favorisa pas la conservation, fortement compromise aussi par la très longue durée d'utilisation de ces bâtiments.

Les salles et leur usage

- 30 Si l'identification de thermes, dont les proportions attestent qu'ils furent publics, s'impose dans le cas de ces vestiges, l'analyse du programme des bains se heurte à de multiples difficultés et ne peut déboucher sur une solution totalement satisfaisante. En effet, trop souvent, font défaut les détails techniques, qui pourraient éclairer la destination des salles mises au jour. Par ailleurs, le plan de l'édifice est incomplet, et il est impossible d'estimer l'importance des parties manquantes. Lorsque l'église Saint-Romain fut détruite, au XVIII^e siècle, on nota la présence de vestiges d'installations thermes à son emplacement (Artaud 1846, p. 188 cité dans l'annexe 1, au n°16 ; Meynis 1872, p. 74, rapporte que "on trouva, en la détruisant, des restes de constructions en briques, qui prouvaient qu'elle avait été bâtie sur les ruines d'un édifice antique"). Ces renseignements suggèrent donc que les thermes se développaient au-delà de la limite méridionale du chantier. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de déterminer s'il s'agissait de structures créées au III^e siècle ou de restes des thermes de l'Antiquité tardive.
- 31 Le plan restitué qui est proposé (**pl. VI**) reprend les informations livrées directement par la fouille, à travers les vestiges retrouvés (en noir sur le plan), mais également celles qu'apportent indirectement les bâtiments plus récents qui semblent reprendre des structures antérieures, dont nous n'avons plus de traces. Ainsi, le mur qui divise l'espace 3G occupe approximativement l'emplacement d'une structure bâtie au III^e siècle, mais son existence est suggérée surtout par l'apparition, au cours du Ve siècle, d'un péristyle dont la galerie orientale, bizarrement, ne tire aucun parti du mur arasé du bâtiment 3H et s'installe immédiatement à l'extérieur de celui-ci. Le fait que l'on n'ait même pas réutilisé ce mur comme fondation du stylobate, qui lui fut accolé (**pl. II a**), conduit à penser que le portique pourrait avoir pris appui sur une autre structure, privilégiée par rapport au bâtiment 3H. De même, l'alignement du mur fermant cette cour au sud pourrait nous donner celui du mur isolant une cour de service, à côté de la salle dotée d'un hypocauste à canaux rayonnants. Dans d'autres cas, sur ce plan restitué, des murs ont été tracés dans le prolongement de structures connues, bien que le terrain soit resté muet en ce qui les concerne.
- 32 Quatre salles à hypocauste ont été individualisées dans le secteur regroupant les aménagements strictement réservés au bain. La température, dans deux d'entre elles, pouvait atteindre des valeurs élevées, puisqu'elles étaient vraisemblablement toutes deux alimentées directement par des foyers et que leurs sols, reposant sur des pilettes, laissaient l'air chaud circuler librement (salles 2C et 3C). Ces foyers peuvent être localisés dans la cour de service 3K (**fig. 17, n° 5**). L'hypocauste de la salle 3D ne pouvait

être alimenté que par des conduits de chaleur aménagés dans les murs qui la séparaient des pièces voisines : la fouille n'a pas permis de le déterminer, mais cette solution s'impose par sa vraisemblance. La température de cette pièce, bien isolée thermiquement du fait de sa position dans l'édifice, ne pouvait toutefois être très élevée. De même, le système de chauffage adopté dans la salle 3E et ses dimensions importantes ne favorisaient pas l'obtention d'une atmosphère très chaude. Nous disposons donc là, comme base de réflexion, de deux salles dans lesquelles la température pouvait être élevée et deux autres qui ne pouvaient qu'être tièdes, et il faut admettre que le nombre de pièces chauffées pourrait avoir été plus important.

- 33 L'accès aux thermes pouvait se situer soit dans la cour, et se trouver alors dans l'une des salles tièdes (**fig. 17, B**), ou plutôt par la porte aménagée dans le mur sud de la salle 2C (**fig. 17, A**). Dans ce second cas, il faudrait donc identifier la salle 2C à une entrée et vraisemblablement au vestiaire. La possibilité d'obtenir dans cette pièce, une température assez élevée en dépit de cette ouverture vers l'extérieur, rend cette hypothèse fragile. Pourtant, cette même porte interdit d'y reconnaître l'étuve ou la salle du bain chaud. La seule alternative plausible consiste à supposer que la salle 3D fut utilisée comme entrée et la salle 2C comme *tepidarium*, mais il fallait alors repasser sans doute par l'entrée pour gagner l'étuve.
- 34 Dans tous les cas de figure, la position de la salle 3E paraît un peu marginale. Je propose de lui attribuer le rôle d'une annexe, réservée peut-être aux soins corporels, au repos ou encore aux exercices d'échauffement, pendant la saison froide.
- 35 La *sudatio* ne peut être localisée qu'à l'emplacement de la salle 3C, la seule, parmi celles qui ont été mises au jour, qui fut à la fois chauffée directement et correctement isolée. Il est, toutefois, impossible d'affirmer que cette salle fut utilisée uniquement comme étuve ou si, subdivisée peut-être par une cloison, elle regroupa étuve et bain chaud. La découverte d'un fragment d'*alveus* en marbre sur le sol de son hypocauste (**fig. 12**) ne peut intervenir à ce stade du raisonnement. Il révèle seulement la présence de ce type d'équipement, sans exclure l'existence d'un bassin maçonné. L'une des solutions proposées, à titre d'hypothèse (**fig. 17**), consiste à séparer *sudatio*, localisée dans la salle 3C, et *cella soliaris*, placée là où a été individualisé l'espace 3B, à l'est de la cour de service 3K (**fig. 17, n° 5**). Dans cette cour aurait pu être installé son foyer. Elle pourrait avoir été associée, ou avoir été voisine du *destrictarium*, qui peut être situé dans le même espace. L'espace 3A pourrait avoir constitué une partie de la salle du bain froid et donc avoir été associé à la piscine. On peut aussi envisager que dans la salle 7 (espace 3B) fut aménagé le *frigidarium*, précédé par un couloir (8) qu'une colonnade séparait peut-être, déjà, de la piscine, ainsi que l'a démontré la fouille pour une date plus récente (voir *infra*, p. 40).

17. Les thermes de l'Antiquité tardive : hypothèses sur la destination des salles et le schéma de circulation (les indications entre parenthèses renvoient à la pl. VI)

1ÈRE SOLUTION (A) : 1 = COUR DE SERVICE ; 2 = SALLE RÉSERVÉE AUX SOINS ET AUX EXERCICES D'ÉCHAUFFEMENT ; 3 = ENTRÉE (ET VESTIAIRE ?) ; 4 = *TEPIDARIUM* ; 5 = COUR DE SERVICE (*PRÆFURNIA* ET CHAUDIÈRE) ; 6 = *SUDATIO* ; 7 = *CELLA SOLIARIS* (OU *FRIGIDARIUM*) ; 9 = PISCINE ; 10 = PALESTRE.
2E SOLUTION (B) : 1 ET 2 = VOIR LA PREMIÈRE SOLUTION ; 3 = *TEPIDARIUM* ; 4 = ENTRÉE ; 5 À 10 = VOIR LA PREMIÈRE SOLUTION.

- 36 Il n'est pas aisé de localiser le passage mettant en communication la piscine et la cour-palestre. Sans doute se trouvait-il dans une partie des thermes qui n'a pas été touchée par les fouilles, au-delà de la limite imposée aux recherches, à l'est.
- 37 Nous pouvons, à partir des données de la fouille, localiser deux cours de service, mais leurs limites ne peuvent être tracées avec précision. Les hypothèses élaborées à partir des informations disponibles ne sont pas très satisfaisantes, puisque la cour n° 1 (3L) dans laquelle n'était vraisemblablement installé qu'un foyer d'hypocauste, occupe une surface plus importante que la cour n° 5 (3K) dans laquelle nous pouvons localiser au moins deux foyers et où il serait logique de placer la chaudière. La première pourrait, certes, avoir été utilisée pour emmagasiner des combustibles, mais il est possible aussi que l'espace qui lui est attribué ici ait été subdivisé, ainsi que le suggèrent les observations faites sur la nature des sols, probablement de terre battue à l'est du foyer de l'hypocauste, certainement dallé au sud et à l'ouest de celui-ci.
- 38 Si l'on suppose que les corps de bâtiment 3H et 3I étaient incorporés à l'édifice occupé par les thermes, il faut leur attribuer un rôle d'annexes, mais leur destination ne peut être définie avec plus de précision ; il en va de même si l'on opte pour l'hypothèse contraire.
- 39 Le plan de ces corps de bâtiment et leur distribution de part et d'autre de l'allée dallée, paraissent définir un axe de symétrie qui, prolongé vers l'est, aurait pu gouverner la répartition de bains doubles. Une telle interprétation ne peut, toutefois, être plus

amplement développée et intervenir au niveau des restitutions graphiques, en particulier parce qu'elle repose sur une observation faite dans un secteur dont le rapport avec les thermes n'est pas clair.

- 40 Parmi les arguments examinés ci-dessus dans le but de déterminer la fonction des canalisations M56 et M49, ceux qui engagent à y voir des conduites d'adduction d'eau sont les plus nombreux, sinon les plus solides. Dans cette hypothèse, il pourrait s'agir d'une conduite alimentant des thermes. La fouille n'a livré aucune indication claire concernant, sur ce sujet, la piscine. Seule la structure M65 permet d'imaginer, à la faveur de son mauvais état de conservation qui laisse le champ libre à l'expression de toutes les hypothèses, que cette fonction pourrait avoir été assurée par une conduite dont elle serait le seul vestige. Cette eau devait provenir de la colline.

Les modifications durant les Ve et VIe siècles

- 41 Les bâtiments qui viennent d'être décrits demeurèrent en usage très longtemps, mais ils subirent assez tôt des transformations et perdirent rapidement leur destination originelle (**pl. VIII, XII**).
- 42 Leurs vestiges apportent des témoignages de l'évolution de l'économie et de la société, qui se manifeste par l'abandon progressif de techniques et d'usages caractérisant l'époque gallo-romaine ; la stratification reflète ces modifications à travers des traces matérielles moins riches et moins immédiatement compréhensibles que celles léguées par les périodes antérieures. En outre, ces témoins ont fréquemment été complètement emportés par les aménagements de l'époque moderne, sans laisser d'empreinte : si les caves avaient souvent épargné des fondations plus anciennes, dont la conservation a facilité la reconstitution des plans et donc l'interprétation des ensembles, les constructions de la fin de l'Antiquité étaient fondées trop superficiellement pour échapper à une destruction totale (**fig. 18**). Les difficultés rencontrées de ce fait, au stade de l'analyse, ne peuvent être correctement surmontées actuellement en tirant parti des informations que peut donner le mobilier. Celui-ci est, en effet, encore très mal connu et l'étude qui aurait été nécessaire pour l'exploiter n'a pu être réalisée. En conséquence, les résultats exposés ci-dessous gardent un caractère provisoire en ce qui concerne les datations, mais aussi la chronologie relative des interventions qui n'a pas toujours été établie de façon sûre entre les différents secteurs.

18. Structures bâties ou en usage aux Ve et VIe siècles, avec implantation des caves, maçonneries et égouts qui ont fait disparaître une partie des vestiges

Dernières transformations des bains

- 43 Les thermes demeurèrent vraisemblablement en fonction pendant le Ve siècle et peut-être au-delà. Toutefois, ce siècle ne devait pas s'être entièrement écoulé lorsque furent entrepris divers travaux qui apportèrent quelques changements dans les bâtiments réservés au bain, et transformèrent plus profondément l'espace voisin.

Le bain

- 44 La salle 3C fut détruite : ses murs sud et est furent rasés et le mur nord paraît avoir été touché également. La construction qui lui succéda, sur un espace réduit en largeur, reposait sur une fondation dont les restes mis au jour dessinent un "E" (Ml 16). Elle était représentée sur le terrain par son hérisson formé de matériaux divers, moellons, cailloux, fragments de briques et tuiles liés par de l'argile, surmonté encore en deux points par des lambeaux de maçonneries, les murs M103 et M104. Ces derniers étaient appareillés en moellons bruts de calcaire et granite, de forme généralement allongée, liés par un mortier très dur contenant des gravillons et des tuileaux. Cette fondation coupa le radier de l'hypocauste, dont le sol de circulation était alors entièrement détruit.
- 45 Le tronçon M103 appartenait certainement au même mur que M102, qui fut simplement appuyé sur le sol de l'hypocauste, sans que l'on jugeât nécessaire de le fonder plus solidement, et appuyé contre le mur est de la salle 3D. Le mur M104 était placé dans le prolongement du mur M38, contre lequel il est probable qu'il allait buter.

- 46 Seul le sol de petits cailloux 1013 peut être associé à ces structures ; pourtant, elles ne furent pas créées dans le but de le supporter et il fut certainement installé plus tard, à l'occasion de nouveaux travaux (voir *infra*, les modifications effectuées au VI^e siècle).
- 47 A l'est de la fondation Ml 16, une structure en pierre sèche (Ml 13) bâtie sur un plan en forme de "U", se rattachait au même ensemble. Des petits moellons bruts de taille, principalement de calcaire, furent employés pour la construire ; seul le parement interne fut relativement soigné, et il semble qu'elle fut plaquée contre un remblai. Dans son mur oriental était aménagé un conduit, et l'espace qu'elle circonscrivait conservait les négatifs d'un alignement de pilotis, dont la fonction ne paraît pas en rapport direct avec l'installation des murs retrouvés. Aucune trace de feu ou de circulation d'eau n'est venue éclairer la destination de cette construction et du conduit qui en occupait l'axe principal.
- 48 Les données recueillies sur le terrain n'ont pas permis de dater l'apparition du mur M117 qui, cependant, a certainement été en usage en même temps que le mur appuyé sur la fondation Ml16, et qui s'intègre bien dans le plan du bâtiment. Il était fondé sur une série de pilotis, puis sur une semelle maçonnerie comptant deux assises, en ressaut par rapport à l'élévation. Il fut appareillé en petits moellons de granite et calcaire, liés par un mortier blanchâtre riche en gravillons.
- 49 La salle 2C paraît rester en usage durant le Ve siècle, de même que la salle 3E dont l'hypocauste ne fut détruit que vers la fin du siècle. L'utilisation du foyer de cette dernière s'était traduite par une accumulation importante de couches de cendres dans l'angle formé par les salles 3E et 2C, dans la partie orientale de l'espace 3F (**fig. 23**).
- 50 Au cours de la même période, la surface de la piscine fut réduite par la construction de la maçonnerie M108, qui faisait retour au nord, où elle recouvrait les dalles levées bordant le bassin (**fig. 11**). Le fond fut rehaussé en même temps, par l'apport d'un blocage masqué en surface par une couche épaisse de mortier de tuileau. A l'est du mur M108 ont été dégagés des restes de maçonneries hétérogènes et des remblais qui ont livré un mobilier tardif permettant de dater cette opération probablement vers la fin du Ve siècle. Il est tout à fait impossible de dater les deux autres exhaussements du sol de la piscine, qui ne s'étaient matérialisés que par l'introduction d'un blocage à base de mortier de tuileau. Il faut sans doute échelonner ces trois opérations sur le Ve siècle, puisque les bains disparurent vraisemblablement au siècle suivant.
- 51 La partie supérieure de la maçonnerie M66 pourrait dater de ces transformations : elle remplaça peut-être la structure M65.
- 52 Ces constructions furent appareillées en petits moellons de calcaire et granite, bruts de taille, liés par un mortier contenant des gravillons et des tuileaux.
- 53 La façade des salles réservées au bain (M70 -**pl. V**- et M62) fut reprise par une nouvelle construction dont seul un tronçon a été retrouvé (M 105) ; il est impossible d'établir si elle se prolongeait sur toute la longueur du mur M62 ou si, ce qui paraît plus vraisemblable, elle était liée à l'installation de la salle 4B. Elle ne recouvrit que partiellement les murs antérieurs. Tout comme le mur M70, cette maçonnerie réunit des matériaux hétéroclites, souvent en remploi, des blocs aux dimensions variables ainsi que des moellons bruts de calcaire et de granite. La distribution de ces matériaux suggère la présence de piliers, ou supports de colonnes, dont les fondations étaient réalisées avec les blocs et que séparaient les éléments construits en moellons souvent posés en biais (**fig. 19**).

19. Transformation des thermes au Ve siècle : le mur (ou stylobate) M105

La cour à portiques

- 54 La même technique fut adoptée dans la construction du stylobate nord du péristyle 4D. Ce dernier aménagement, daté du Ve siècle, fut précédé par la démolition du bâtiment 3H. Ses murs furent arasés à un niveau de peu inférieur à celui du dallage de l'allée 3J, sans doute au-dessous des sols dont les traces disparurent alors totalement.
- 55 L'implantation au sol de cette cour à portiques n'est connue que partiellement : un tronçon du mur qui la limitait au sud a été dégagé (M84) ainsi que, dans presque toute sa longueur, le stylobate de la galerie orientale. Des blocs du caniveau bordant la galerie nord apparaissaient en limite de fouille sur environ 7 m (**pl. II a**). Le plan restitué à partir de ces vestiges est décalé par rapport au bâtiment arasé (3H, **pl. VI**). Une bande de terrain fut libérée au sud : l'allée 3J fut élargie et un sol de mortier jaune compléta le revêtement lorsque les travaux furent achevés (**pl. I b**). A l'est, le stylobate fut collé contre le mur du bâtiment antérieur (**fig. 10, 24**). Il a été noté plus haut, à propos des thermes de l'Antiquité tardive que le fait que l'on n'ait pas, dans ce cas, utilisé le mur arasé pour asseoir le stylobate laisse supposer que l'implantation de la nouvelle construction avait été guidée par la présence d'une autre structure, dont nous n'avons pas retrouvé de traces. De même, il est tentant d'imaginer que le mur sud de la cour a repris un alignement préexistant, peut-être celui du mur fermant une cour de service localisée au sud de la salle à hypocauste rayonnant.
- 56 Le mur qui fermait le péristyle au sud (M84) fut construit en deux temps : dans la large tranchée excavée dans les remblais contemporains de la construction de la fin du IVe ou début du Ve siècle, furent montées d'abord deux à quatre assises de moellons de calcaire et de granite, bruts de taille et liés par un mortier blanc caractérisé par la présence de gravillons (**pl. I b**). Cette première étape de la construction fut vraisemblablement suivie, immédiatement, par un premier remblaiement. Dans le mur

élevé ensuite, avec le même type de matériau appareillé un peu plus soigneusement, fut réservée une porte (Ml15). L'arrêt marqué entre les deux étapes de la construction était matérialisé par un lit de mortier plus épais que les autres. Du seuil de la porte créée à l'origine, ne restait plus, au moment de la fouille, qu'une couche de mortier jaunâtre, proche de celui qui fut utilisé dans l'allée 3J pour compléter le revêtement ; une dalle de pierre devait la recouvrir. Un bloc, en pierre de Seyssel, sur lequel était ménagée une feuillure, réemployé entre les structures M85 et Ml 15, pourrait avoir appartenu à l'aménagement de cette porte et avoir été récupéré lorsqu'elle fut bouchée plus tard (**fig. 24**) ; il fut certainement mis en place à l'occasion de remaniements.

- 57 Dans la construction du stylobate du portique oriental, sur le tronçon M86, alternaient des massifs construits en moyen appareil de blocs de calcaire sommairement équarris ou en moellons de pierre de Seyssel sciés, et des maçonneries réalisées en moellons posés parfois en biais (**fig. 22**). Un mortier blanchâtre contenant des gravillons et quelques tuileaux fut employé comme liant. Deux colonnes et un pilier prenaient appui sur les parties de la fondation réalisées en moyen appareil.

20. Bases de colonnes du péristyle construit au Ve siècle

- 58 La structure M88, conservée sur une plus grande hauteur, était bâtie en moyen appareil de petits blocs et de moellons, comme les éléments porteurs du stylobate (**fig. 10, pl. II a**) ; elle présentait d'étroites similitudes avec le premier pilier, mais s'en différençait par une longueur plus importante, bien qu'elle n'ait été qu'incomplètement dégagée.
- 59 Les bases de colonnes, en calcaire, ont été retrouvées en place (**fig. 21, 24**). La première (**fig. 20A**), la moins éloignée des types canoniques, est subdivisée en deux parties égales, dont l'une est réservée à la plinthe. Le tore inférieur présente un profil un peu aplati. La moulure médiane ne mérite plus le nom de scotie : il s'agit d'une gorge relativement peu fouillée, que bordent deux filets au profil émoussé. Ces deux zones

ont la même hauteur, un peu supérieure à celle du second tore. Sur l'autre base (**fig. 20B**), la taille de la plinthe, proportionnellement à l'ensemble, est bien moindre. Une confrontation des deux révèle que la principale différence se situe au niveau du tore inférieur et surtout de la gorge, qui présentent un développement en hauteur inhabituel, mais les profils des diverses moulures sont assez proches pour laisser supposer qu'il s'agit de pièces contemporaines. Il est impossible, en revanche, d'affirmer si elles furent taillées pour être utilisées dans ce péristyle ou s'il s'agit de remplois ; pourtant, la première solution me paraît la plus correcte compte tenu des caractères stylistiques tardifs de ces versions de la base attique.

21. Le péristyle construit au Ve siècle

- 60 Elles portent des encoches latérales, rectangulaires, attestées également sur le pilier ainsi que sur le mur M88. Dans ces logements furent encastrés des panneaux ou des transennes fermant partiellement le portique.
- 61 Le sol de la galerie a été dégagé sur une bande très étroite : il était revêtu d'une couche de mortier de tuileau posée directement sur les couches de remblai liées à la construction du portique ou éventuellement à l'une de ses transformations, un point sur lequel la fouille n'a pas apporté de réponse.
- 62 Devant la galerie fut installé un caniveau et il est fort probable que les grands blocs de calcaire blanc creusés d'une rigole médiane, qui le composent, furent récupérés dans la cour des thermes tardifs, où des éléments identiques ont été retrouvés (**fig. 21, pl. V**, U.S. 1945). Pour tailler ces blocs, on utilisa du calcaire portlandien du Jura méridional et un calcaire oolithique du Beaujolais dit "pierre de Lucenay". Ils furent posés sur un hérisson fait de moellons de schiste (**fig. 22**).

22. Le péristyle construit au Ve siècle : stylobate oriental et hérisson sur lequel reposait la canalisation

- 63 A l'origine, ce caniveau longeait uniquement les galeries ; c'est à la suite d'interventions plus récentes que deux fragments de la même canalisation furent placés, l'un au pied du mur M84, l'autre dans l'aire centrale (**fig. 21**). Cette dernière ne portait pas de revêtement et il est permis de supposer que certaines des très nombreuses fosses qui bouleversèrent totalement cet espace furent ouvertes pour recevoir des plants d'arbustes.
- 64 La galerie orientale pourrait avoir été subdivisée par le mur M87, qui coupa le stylobate et prit appui contre le mur ou pilier M88. La fondation M89 assise sur des pilotis et dont seul le fond a été retrouvé sous le sol d'une cave moderne, pourrait se rattacher à la même structure. Tout semble indiquer qu'il s'agit d'une adjonction.

Le bâtiment occidental

- 65 Si les indices relevés sur le terrain autorisent à placer un portique au nord de la cour et exclure par ailleurs qu'il y en ait eu un au sud, il est bien difficile de définir l'organisation de la partie occidentale et d'analyser les rapports liant ce péristyle aux structures dégagées dans l'angle nord-ouest du chantier (bâtiment 4E). Entre les deux secteurs, les constructions modernes avaient fait disparaître tous les vestiges de cette époque ou en avait rendu l'interprétation fort ardue. Il est clair, toutefois, que tout ce secteur fut reconstruit au Ve siècle.
- 66 Les structures mises au jour, laissent entrevoir la présence d'un corps de bâtiment (4E) communiquant peut-être avec le péristyle. Les murs M80 et M83 encadraient une porte dont le seuil en pierre calcaire était partiellement conservé. Un couloir se dessinait, défini par les murs M77 et M79, mais il paraît coupé par une autre structure très ruinée (M78), qui pourrait éventuellement correspondre à une marche. Des sols revêtus de mortier, parfois très riche en chaux, ont été retrouvés de part et d'autre du seuil.

Certains devraient être contemporains de l'utilisation du four à chaux installé plus tard dans l'angle du bâtiment. Les informations livrées par la fouille n'ont pas permis de décider si les maçonneries M81 et M82 étaient liées directement à l'installation de ce four, ou si elles furent seulement transformées lors de sa construction. La première hypothèse est certainement la plus séduisante, car il n'est pas facile de les intégrer dans le plan du bâtiment du Ve siècle, dont les structures voisines permettent d'ébaucher le dessin. La fondation de M76, représentée en partie par une trace en négatif, pourrait en revanche donner la limite du bâtiment ; elle est placée sur le même alignement que le mur sud de la cour à portiques.

Abandon des bains

- 67 Une seconde phase de remaniements a été individualisée et, dans ce cas encore, il est difficile au stade actuel de l'exploitation des résultats de déterminer si les travaux furent réalisés en une ou plusieurs campagnes. Parfois, la présence d'un mobilier abondant, comprenant des objets importés qui permettent de fixer approximativement la chronologie des couches, suggère de les dater de l'extrême fin du Ve ou du VIe siècle. La même datation est proposée ici pour toutes les interventions qui paraissent se manifester dans le même contexte. La poursuite des recherches conduira sans nul doute à nuancer l'exposé qui va suivre et peut-être à modifier nettement quelques points.

Le bain

- 68 Les travaux les plus importants furent entrepris après que les thermes eurent cessé de fonctionner. L'hypocauste à canaux rayonnants de la salle 3E fut détruit vers la fin du Ve ou le début du VIe siècle. Sur son sol de circulation n'a été retrouvée qu'une couche de cendres, en moyenne assez fine, mais aucune trace d'un autre sol antérieur à la couche qui ensevelit l'ensemble au XVIe siècle. Par ailleurs, une reprise du mur méridional indiquait que des restaurations avaient été entreprises ; un seuil fut alors installé au-dessus des restes de l'ancien foyer d'hypocauste (**fig. 13**). La salle semble donc être restée en usage, avec ses canaux effondrés et remplis de terre. La destruction de cet hypocauste ne signifie pas que toutes les salles chauffées aient été mises hors service au même moment, mais seule celle-ci nous a livré des informations aisément exploitables.
- 69 La construction des murs M91 et M92 est postérieure à cette destruction, puisqu'elle implique que le foyer d'hypocauste était alors hors d'usage. La stratigraphie a permis de les relier au mur M93 et l'aspect de la maçonnerie les rapprochait des murs M96 à 101 (**fig. 23**). Bien que quelques couches liées à leur construction aient été fouillées, le mobilier recueilli est si pauvre qu'il ne peut fournir de repères chronologiques solides. Les murs M94 et M95, qui pourraient avoir été bâtis directement sur le dallage des thermes tardifs, ont été rattachés au même ensemble à titre d'hypothèse, sans que puissent intervenir d'autres arguments, ces structures ayant été remises au jour totalement isolées de leur contexte et sérieusement ruinées par l'installation d'une fondation à la fin du XVIIIe siècle.

23. Coupes stratigraphiques : murs bâtis au VI^e siècle et structures antérieures

- 70 Lorsque fut bâtie cette série de murs, l'ancienne salle 2C était presque totalement détruite (**fig. 23**). Le sol de son hypocauste fut toutefois réutilisé, débarrassé de tous décombres ainsi que des pilettes, pour asseoir les murs M96 à 100. Le mur M101 fut bâti sur les restes du mur M39, et il est probable que les murs M37 et M38 furent également repris en élévation.
- 71 Ces constructions furent montées en petits moellons bruts de calcaire et granite, assez soigneusement appareillés, liés par un mortier jaune contenant de petits cailloux. Les premières assises de celles qui portent les numéros M96 à 100 étaient un peu plus larges que les élévations et beaucoup plus grossièrement parementées. Elles furent toutes masquées sur plusieurs dizaines de centimètres par une couche de terre contenant très peu de matériel. Sur ce remblai durent être installés les sols, dont aucun vestige n'était conservé.
- 72 La maçonnerie M98, située dans le prolongement de M97, présentait les caractères d'une adjonction, mais il est probable qu'elle fut réalisée dans un second temps durant la même campagne de construction, car les matériaux employés étaient identiques à ceux des murs voisins et le même remblai recouvrait sa base.
- 73 L'hypocauste de la salle 3D était alors également hors d'usage ; un sol, fait de petits cailloux liés plus ou moins solidement par du mortier, fut étendu sur ses ruines, ainsi que dans l'espace voisin limité par les murs M104 et M62/105 (**fig. 30** : U.S. 1013). Il est clair que la ou les salles 4B changèrent alors de destination. Dans les remblais que scellait ce sol a été retrouvé le fragment d'*alveus* présenté plus haut avec les vestiges des thermes de l'Antiquité tardive (**fig. 12**).

- 74 Divers travaux furent entrepris dans la cour, certainement au VI^e siècle, ainsi que le démontre le mobilier recueilli dans les couches de remblai qui recouvraient les sols antérieurs.
- 75 Un nouveau mur (M106) vint à son tour doubler le mur M105 et, dans son cas aussi, les interventions postérieures ont interdit d'en connaître l'extension et donc la fonction précise : était-ce tout le mur M62 que l'on renforçait ainsi, ou seulement le tronçon correspondant aux réaménagements du Ve siècle ?
- 76 Dans la cour, deux fondations carrées furent installées, pour supporter peut-être des piliers. De l'une, M107, a été retrouvé le fond constitué de moellons calés par de la terre. La seconde n'était plus représentée que par son empreinte (U.S. 2148). L'aménagement de cette dernière semble indiquer que la piscine était alors hors d'usage.
- 77 Au nord de l'espace fouillé, deux nouvelles maçonneries (M111 et 112) furent construites successivement, peut-être pour renforcer les murs antérieurs contre lesquels elles s'appuyaient. Il n'est pas exclu que le mur M111 puisse être daté du Ve plutôt que du VI^e siècle : sa position, entre deux autres murs, n'a pas permis de rétablir ses relations avec les strates contemporaines.

La cour à portiques et les constructions voisines

- 78 Il en va de même pour les transformations enregistrées dans le péristyle 4D, que seule la chronologie relative des interventions et la vraisemblance engagent à présenter dans le même cadre que les travaux précédents.
- 79 Le bouchage de la baie (M 115) qui avait été réservée dans le mur sud, fut réalisé au moyen de moellons bruts de calcaire et granite liés par un mortier beige riche en gravillons, un appareil et des matériaux qui ne le différenciaient pas nettement de la construction originelle (M84). Le stylobate du portique fut rehaussé par l'adjonction entre les colonnes et le pilier, d'une maçonnerie similaire.
- 80 C'est au cours de la même période que cessa l'entretien des canalisations, qui se remplirent d'une terre fine. Parallèlement se multiplièrent les fosses utilisées vraisemblablement pour évacuer eaux usées et détritiques, mais peut-être aussi comme silos (**fig. 24**).

24. Fouille du péristyle : fosses creusées à partir du VI^e siècle

- 81 A titre d'hypothèse, les éléments de datation faisant défaut, je propose d'attribuer à la même période l'installation du puits M90, dont seul le fond fait de petits moellons irréguliers posés à sec a été retrouvé, sous le sol d'une cave moderne. Dans son remplissage étaient présents des tessons de céramiques gallo-romaines tardives qui pourraient attester qu'il fut créé très tôt, mais aussi des céramiques médiévales révélant qu'il demeura longtemps en usage. Ce puits atteignait la couche de graviers stérile ; il paraît logique d'en situer la construction à un moment où les systèmes d'adduction d'eau paraissent hors d'usage.
- 82 Le mur M75 est dans le même cas : les données sont floues, mais un faisceau de présomptions conduit à l'attribuer à la fin de la période traitée ici. Quelques lambeaux de couches contemporaines de son utilisation ont pu être fouillés, mais ce mur était pour l'essentiel représenté par la base de sa fondation, amputée lors du creusement d'une cave moderne. Elle avait été établie sur des pilotis et était constituée de plaques et moellons bruts de schiste posés de biais (**pl. I a, fig. 25**). La terre qui s'y mêlait, sous le sol de la cave, contenait quelques rares restes d'objets antiques et un fragment de céramique moderne. Ce dernier fut certainement introduit lors du démontage du mur, au moment où la cave fut créée, car les quelques informations livrées par la stratigraphie incitent à en placer la construction vers la fin de la période antique ou au début du Moyen Âge. Ce sentiment est conforté en outre par la présence de pilotis, attestés dans trois autres cas sur le site, dans des structures qui peuvent être situées dans la même fourchette chronologique (M89, 113, 117).

25. Négatif des pilotis sur lesquels prenait appui la fondation du mur M75

Organisation et fonction des espaces (pl. VIII-IX)

- 83 Il devient, à partir de cette période et pour très longtemps, impossible de déterminer la destination des vestiges dégagés. Seuls font exception les aménagements thermaux restés en usage pendant tout le Ve siècle.
- 84 Les transformations que subit le bain, peuvent être, dans le cas de la reconstruction occupant l'emplacement de la salle 3C (M 102-104, 116), la conséquence du mauvais état de cette partie du bâtiment où la présence de l'hypocauste aggravait une fragilité dérivant de son ancienneté.
- 85 Au sol, le corps de bâtiment 4B était subdivisé en deux ou trois espaces, un cloisonnement qui pourrait être lié à l'installation d'aménagements particuliers, nécessitant une assise solide et qui ne se traduit pas nécessairement dans tous les cas par l'érection d'un mur. En effet, la fondation M116 ne paraît pas avoir été conçue uniquement en fonction de l'élévation, ainsi que le suggère le fait qu'elle ne supportait qu'une partie des structures créées. Elle permit d'asseoir le tronçon M103, mais l'autre vestige du même mur, M102, reposait directement sur le sol de l'ancien hypocauste. Elle servit peut-être de soubassement à des baignoires. Il est possible que l'ancien hypocauste ait été alors remis en usage, car les pilettes des parties intégrées dans la nouvelle construction ne furent pas détruites. Il n'est donc pas exclu qu'une nouvelle salle chaude (ou plusieurs salles chaudes) ait été créée alors, bien qu'il soit difficile de s'avancer avec assurance sur un terrain aussi perturbé par les diverses interventions postérieures. La fonction de la structure M113, qui fut certainement en rapport direct avec la destination de cette (ou ces) salle(s), n'a pu être définie (**fig. 26**, espace 8).

26. Les thermes à la fin du Ve siècle (début du VIe ?) : essai de restitution du plan

1 = COUR DE SERVICE ; 2 = SALLE TIÈDE (HYPOCAUSTE À CANAUX RAYONNANTS) ; 3 ET 4 = SALLES TIÈDES (HYPOCAUSTES SUR PILETTES) ; 5 = COUR DE SERVICE ; 6 = SUDATIO ET CELLA SOLIARIS ; 7 = ENTRÉE DE LA SALLE DU BAIN FROID ; 8 = COUR DE SERVICE ; 9 = PISCINE ; 10 = COUR-PALESTRE.

- 86 Aucune salle n'a pu être localisée au sud du mur M117, dans un secteur du chantier qui fut, il est vrai, profondément excavé à l'époque moderne. Cette situation conduit à supposer, si l'on admet les hypothèses émises pour lire le plan des thermes de la fin du IVe ou début du Ve siècle (**fig. 17**), que l'une des salles chaudes pourrait avoir été abandonnée, à moins que les deux cellules (ou trois) que dessine la fondation M116, ne correspondent l'une à la *sudatio*, l'autre à la *cella soliaris*. Dans les deux cas, l'opération autorisait une réduction de la consommation de combustible.
- 87 L'espace limité par le mur M105 d'une part, d'autre part par les murs M102-103 et M117, pourrait avoir assuré la transition entre les salles chaudes et la piscine. Entre les deux fut vraisemblablement réaménagée une colonnade.
- 88 La réduction progressive des moyens consacrés au fonctionnement des bains se manifeste aussi, semble-t-il, à travers les transformations successives apportées à la piscine ; l'unique but poursuivi fut probablement d'en limiter la capacité en la réduisant en superficie et en rehaussant son fond, aucun signe d'une détérioration des parties abandonnées n'ayant été relevé.
- 89 Dans la partie occidentale du chantier, l'aménagement du péristyle à l'emplacement du bâtiment 3H, ainsi que celui du bâtiment situé à l'ouest et auquel il paraît lié, pourraient indiquer que ce secteur n'eut jamais aucun rapport direct avec les thermes. Pourtant, l'élargissement de l'allée 3J, qui semble les desservir, est difficile à comprendre s'il faut admettre que les deux ensembles étaient autonomes. Il faut ici introduire l'hypothèse selon laquelle l'église Saint-Romain aurait pu être construite au cours de la même période ; son apparition contribuerait à expliquer l'évolution des

bâtiments voisins. Cet édifice occupait, à la fin du Moyen Âge et au cours des siècles suivants, l'espace qui, dans les thermes tardifs, pourrait correspondre à une cour dans le prolongement de l'allée 3J. La tradition transmise par les chroniqueurs lyonnais l'attribuait à la fin du Ve ou au VIe siècle et le vocable sous lequel elle était placée est un autre indice pouvant témoigner en faveur de son ancienneté. Toutefois, la fouille, qui l'a seulement effleurée, n'a pas apporté de renseignements précis sur sa fondation. Toutes les informations réunies sur ce sujet seront exposées plus loin, lorsque sera traitée une période durant laquelle l'existence de cet édifice est plus clairement attestée par les vestiges mis au jour ainsi que par d'autres types de documents (voir p. 70-76).

- 90 Les constructions du VIe siècle dévoilent une nouvelle tendance, qui semble avoir fortement marqué l'évolution de l'habitat au cours de la période suivante. Les travaux entrepris alors, mis à part quelques modifications enregistrées dans le péristyle, concernent essentiellement les anciens thermes. Ceux-ci furent adaptés à de nouvelles fonctions, en tirant tout le parti possible des structures encore utilisables, quel qu'ait été sans doute leur état, ainsi que le démontre le cas de la salle 3E, restée en service bien que son sol ait été probablement défoncé à l'emplacement des canaux de l'hypocauste.
- 91 La volonté d'utiliser les structures antérieures se manifeste clairement par le réaménagement d'un secteur des thermes (salle 2C et espace 3F) où les nouvelles constructions furent moulées dans un cadre préexistant et, également, par l'apparition de murs appuyés contre les structures antérieures, conservées dans le but de contreforter des maçonneries beaucoup moins fondées. Cette dernière pratique introduit un handicap supplémentaire au stade de l'analyse, car il est souvent impossible de déterminer, à partir des vestiges, si les murs anciens conservaient une fonction portante.
- 92 Le bâtiment, dont la pl. IX donne une restitution en plan, comptait deux grandes salles, la salle 3E ainsi que l'ancienne salle 3D (**pl. VIII**) élargie aux dépens des aménagements voisins (salle 4F, **pl. IX**). Vers le sud, l'espace fut au contraire très morcelé (salles 4G, **pl. IX**). Au nord, l'ancienne cour-palestre paraît rester un espace ouvert, au sol de terre tassée, mais la piscine est alors abandonnée.
- 93 Les restes du bâtiment 31 ne présentaient pas de marques de modifications structurelles apportées durant les Ve et VIe siècles, alors qu'il paraît encore en usage. seuls certains de ses murs furent touchés, au niveau le plus bas des fondations, lorsque furent creusées des fosses utilisées, dès le vie siècle, comme silos ou comme dépotoirs (**fig. 15, 38**).
- 94 La relative importance de ces constructions conduit à supposer qu'elles jouèrent quelque rôle dans le quartier, réunissant fonctions religieuses, administratives et politiques, qui se développa vraisemblablement autour du groupe épiscopal.

Dégradation de l'habitat (VIIe-XIIIe siècle)

État des vestiges

- 95 L'évolution de la stratification que provoquèrent les transformations des modes de vie et des techniques de construction, sensible dès les Ve et VIe siècles, acquit un caractère plus radical durant le Moyen Âge. Parfois, les sols des bâtiments anciens furent utilisés

pendant longtemps ; dans d'autres circonstances l'occupation provoqua une sédimentation anthropique très lente, matérialisée par une couche de terre d'aspect uniforme, qui exhaussa peu les niveaux de circulation. En conséquence, les faits enregistrés dans le terrain, et perceptibles, étaient relativement peu nombreux et beaucoup moins faciles à exploiter que ceux des périodes antérieures ou plus récentes. Pour faire face à cette situation lors de la fouille, nous avons été contraints parfois de créer artificiellement des couches afin de restituer une séquence stratigraphique, la possibilité de localiser les objets dans l'espace pour rétablir leurs relations dans le temps étant exclue compte tenu de la rigueur des délais imposés pour la réalisation de l'opération.

- 96 Les vestiges de cette période sont, par ailleurs, ceux qui pâturent le plus des destructions postérieures (**fig. 27**). Le plan pl. X le montre clairement en mettant en évidence les îlots correspondant à des rues ou à des cours d'immeubles modernes où les restes de cette période ont pu être analysés, l'aménagement des caves et des parties bâties n'ayant épargné que quelques fonds de fosses. L'importance du rôle que peut jouer le mobilier pour établir des concordances entre les couches fouillées dans les différents secteurs du chantier, s'accroît de ce fait, tandis que les structures qui avaient parfois constitué une trame fort utile pour réorganiser les données sont alors trop mal conservées pour être d'aucun secours. L'exploitation de ce mobilier n'a pas encore été suffisamment développée en liaison étroite avec les données stratigraphiques et, surtout, adaptée dans ses critères d'analyse et d'interprétation aux problèmes spécifiques posés, tant par la conservation partielle des vestiges, que par la présence constante d'un mobilier antérieur résiduel déplacé lors du creusement des fosses devenues alors fort nombreuses. Les difficultés de cette étude sont dues, en outre, au fait que, au sein de ce mobilier très mal connu, rares sont les points de repère permettant d'établir des datations sûres. L'exposé qui suit est donc fondé exclusivement sur les observations faites sur le terrain et il se pliera parfois à un plan plus spatial que chronologique, puisque les différents secteurs fouillés ont rarement pu être raccordés.

27. Structures bâties ou en usage durant le Moyen Âge, avec implantation des caves, maçonneries et égouts qui ont fait disparaître une partie des vestiges

- 97 Le plan réunissant les vestiges médiévaux (**pl. X**), reflète les incertitudes et les difficultés rencontrées au stade de l'interprétation. Y sont portées les structures apparues au VI^e siècle et qui demeurèrent certainement en usage, les murs et les fosses réalisés entre le VII^e et le XIII^e siècle environ, ainsi que quelques structures qui sont certainement plus récentes (four à chaux circulaire). N'apparaissent pas, en revanche, des structures plus anciennes qui probablement perdurèrent, mais dont on ne saurait définir l'état précis durant la période considérée : sont dans ce cas, le péristyle du Ve siècle et le bâtiment 31. Le faible nombre de faits archéologiques concernant les sept siècles traités ici, ne justifiait pas la réalisation de plans illustrant les principales étapes de l'évolution de l'habitat, bien que certains secteurs aient fait exception ; ainsi, sous le revêtement de la rue Saint-Romain, ouverte à la fin du Moyen Âge, avait été préservée une séquence stratigraphique assez riche et certains détails n'ont pu être reproduits parce qu'ils se superposaient à d'autres informations, tandis qu'il a été décidé de représenter le four installé durant le haut Moyen Âge dans la cour du péristyle et le sol de chaux 1640 sur le plan des structures antérieures (**pl. VII**).
- 98 Stratification et vestiges conduisent à scinder en deux la période considérée et à situer très approximativement la charnière vers le IX^e ou le Xe siècle.

Du VII^e au Xe siècle

- 99 Durant cette période, les constructions léguées par les Ve et VI^e siècles continuèrent, semble-t-il, d'être utilisées sans subir de modifications importantes.
- 100 Dans l'angle nord-ouest du chantier, l'aménagement d'un petit four à chaux (M127) implique qu'une partie du bâtiment 4E était détruite ; les murs M80 et M76 furent

toutefois épargnés. Cette structure, sévèrement amputée à l'époque moderne, ne peut être reconstituée même hypothétiquement ; les vestiges suggèrent seulement qu'elle était bâtie sur un plan rectangulaire.

- 101 Les murs M45 et M75 pourraient éventuellement apparaître, au plus tard, dans ce contexte ; les données qui les concernent ont été exposées plus haut.
- 102 La cour du péristyle fut alors bouleversée par le creusement de nombreuses fosses (**fig. 24**). Les plus anciennes présentaient généralement une forme assez régulière. L'une d'elles, située contre la maçonnerie, dans l'angle sud-est, fut utilisée comme dépotoir ; sur son remplissage, fut posé un fragment de caniveau, parallèlement au mur sud. Plusieurs autres fosses furent réalisées devant la galerie nord, vraisemblablement au cours de la même période. Elles présentaient la même section légèrement ovoïde, et mesuraient autour d'un mètre de profondeur. Leurs parois ne portaient aucune trace de revêtement et leur remplissage, généralement très hétérogène, comptait une forte proportion de mobilier antique tardif. Le niveau de la cour et les portiques qui la circonscrivaient ne paraissent pas avoir été modifiés alors.
- 103 Des excavations plus larges et plus irrégulières y furent réalisées par la suite. Dans la composition des remblais qui les colmatèrent entraient une forte proportion de matériaux provenant d'une toiture. Il est impossible d'exclure qu'il s'agissait de celle des portiques, mais dans ce cas il faut admettre que ce serait là le témoignage d'une réparation et non d'une démolition du péristyle, du moins dans les parties qui ont été remises au jour et qui semblent alors rester en usage.
- 104 De nouvelles fosses furent encore réalisées dans la cour après cet épisode (U.S. 1757, **pl. I b**) et un petit four y fut installé (**pl. VII, fig. 29**). La base de celui-ci, seule partie conservée, permettait de distinguer une chambre de cuisson ovale, précédée d'une petite aire de chauffe. Il fut aménagé dans une légère cavité creusée dans le sol, dont la paroi était revêtue de terre rubéfiée. Le même matériau semblerait avoir été utilisé pour monter la coupole. Des blocs posés au centre de la chambre de cuisson et faisant peut-être office de sole, restèrent en place après sa destruction. L'absence de tout témoignage d'une utilisation artisanale suggère qu'il eut une fonction culinaire. Sa position dans la stratification par rapport à des fosses contenant des vases à fond marqué caractéristiques du début du second millénaire, permet de le dater avant le Xe siècle.

28. Fragments de plaques de calcaire décorées d'entrelacs trouvés dans les remblais de la construction de la fin du XVIII^e siècle : époque carolingienne

- 105 Durant cette période, le dallage de l'allée 3J, ainsi que le revêtement qui le complétait, restèrent en usage, de même que le bâtiment 31 établi sur son côté sud (**pl. I b**).
- 106 Dans la moitié orientale du chantier, les modifications apportées au cours du Moyen Âge furent peu nombreuses et certainement étalées dans le temps. Divers indices et l'absence de transformations notables permettent d'imaginer que le bâtiment reprenant les thermes tardifs ne subit pas de remaniements profonds durant le haut Moyen Âge.
- 107 L'installation d'un premier four à chaux dans la cour située au nord de ce bâtiment peut être replacée dans le cadre de la première période distinguée, pour l'heure à titre d'hypothèse, à partir des quelques renseignements tirés de la stratigraphie. Bâti sur un plan rectangulaire, il prit appui ou fut accolé à la façade des bâtiments, constituée encore par le mur antique (M62) ou par une reprise plus récente de celui-ci (M105 ou 106), dont les interventions modernes ont gommé toute trace. La permanence de cet alignement s'impose à la lecture des vestiges. La limite nord du four avait également disparu : il faut la restituer sur le tracé de l'égout construit au XIX^e siècle.
- 108 La chambre de cuisson, mesurant 2,70 m de largeur sur une profondeur qui peut être estimée aux environs de 3 m, avait été aménagée légèrement en contrebas du sol. Les murs conservés étaient montés en moellons bruts de granite et schiste liés par de la terre ; une épaisse couche de cendre et de charbon de bois recouverte par un dépôt de chaux revêtait le sol. L'ouverture du foyer, qui se confondait probablement avec la baie de défournement, n'a pas été retrouvée. Sans doute occupait-elle la face nord du four. Aucun aménagement interne n'ayant été introduit, il faut admettre que les pierres à chaux étaient entassées directement à l'intérieur de la tourelle, en réservant à la base un espace occupé par un foyer où brûlait le combustible⁶. Une couche se forma à l'est

du four durant sa période d'utilisation, ainsi que le démontraient les restes de marbres antiques et des cailloux de calcaire partiellement calcinés, entrant dans sa composition mêlés à de la terre. L'étude du mobilier livré par cette couche devrait permettre de situer plus précisément la période durant laquelle fonctionna le four. Celui-ci reposait directement sur des couches antiques tardives et pourrait avoir été soit contemporain, soit postérieur à la formation d'un sol qui demeura en usage pendant une partie du Moyen Âge. La stratigraphie conduit donc à admettre qu'il pourrait avoir été bâti très tôt, mais elle révèle par ailleurs qu'il resta en place jusqu'à la restructuration de l'espace à la veille des temps modernes (XIV^e siècle ?).

- 109 Le mur M144, parallèle aux vestiges du four et posé sur le même sol, fut réalisé en moellons bruts de schiste liés à la terre. Il pourrait avoir supporté une structure légère, un appentis peut-être, utilisée en même temps que le four.

29. Four domestique aménagé durant le haut Moyen Âge

Du Xe au XIII^e siècle

- 110 Dans leur majorité, les vestiges attribués au Moyen Âge dans le même secteur du chantier semblent se rattacher plutôt à la seconde période distinguée. Dans le bâtiment aménagé dans les anciens thermes, l'évolution se manifeste surtout dans les modes d'occupation des espaces. Des fosses percèrent le sol de l'ancienne salle 3E et l'une d'elle consacra la ruine de son mur oriental, entraînant certainement des remaniements dans l'agencement des salles 4G. La même dégradation pourrait être à l'origine de la construction du mur M142, placé à l'alignement des murs M97 et M98 (fig. 30).

30. Coupe couvrant la salle 3D et partie des salles 3C et 3E

- 111 La salle 4F partagea alors sans doute le même sort que la salle 3E (**pl. VII**), à l'ouest de ce mur, tandis que sa partie orientale restait unie aux constructions qui subsistaient. Le bâtiment semble alors avoir été progressivement remanié par des adjonctions introduites au moment où certaines parties se dégradaient et tombaient sans doute en ruine.
- 112 Dans la cour, deux murs furent bâtis au cours de la période considérée. Le plus ancien, M151, n'était plus représenté que par une large assise de moellons de schiste liés à la terre. A l'est du four à chaux rectangulaire, des moellons respectant un semblant d'alignement ont été remis au jour dans un contexte stratigraphique qui paraît plus tardif (M147). Il pourrait s'agir d'une construction contemporaine des dernières utilisations du four à chaux, ou postérieures à celles-ci.
- 113 Au centre du chantier n'ont été retrouvés que quelques fonds de fosses ainsi que la base du puits M90, qui fut utilisé pendant au moins une partie du Moyen Âge.
- 114 Le démontage partiel des maçonneries formant l'angle nord-ouest de l'église Saint-Romain a mis en évidence, sous des reprises modernes, des restes d'une structure faite de petits moellons liés par de la terre, une technique de construction adoptée fréquemment durant le Moyen Âge. Il faut certes faire preuve d'une imagination fertile pour y reconnaître les vestiges de l'église. Toutefois, l'existence de celle-ci est attestée durant cette période, d'abord indirectement et de façon aussi imprécise que sujette à caution par la notice du début du IXe siècle concernant l'*hospitale Sancti Romani* (Coville 1928, pp. 287-292) et plus clairement par des documents du XIIIe siècle, puis des siècles suivants. Un testament daté de juillet 1226 conserve le souvenir du legs fait par Guillaume de la Palud, prévôt de Fourvière, de 12 sols forts "*ad campanam faciendum*" (Guigue 1902, p. 57); un autre nous apprend qu'elle avait le statut de paroisse en août 1277: "*ecclesie seu parochialis Sancti Romani Lugdunensis*" (Guigue 1885-1893, p. 391). Aucune couche de cette période n'a été retrouvée dans l'espace très restreint où un angle de cette église a pu être fouillé.
- 115 Les quelques bribes d'informations recueillies sur la topographie médiévale de ce secteur ne peuvent être aisément conciliées avec l'apparition de constructions à l'emplacement de l'ancienne allée 3J, où elles semblent couper l'accès à l'église. Dans cette allée, ainsi que dans le péristyle voisin, la césure entre les deux périodes distinguées s'était matérialisée par la formation d'une couche (1202 et 1243, **pl. I b**)

contemporaine de la destruction, partielle probablement, des galeries. En effet, si les colonnes et les piliers qui se dressaient sur le stylobate oriental furent abattus, la galerie qui s'élevait au nord pourrait avoir été épargnée, ainsi que le suggérait l'état de conservation nettement meilleur du mur M88 et du caniveau qui la longeait. En revanche, le mur sud fut démonté, mais à son emplacement fut bientôt construit un nouveau mur (M132 et 138) qui épousait parfaitement le tracé du premier, bien qu'une fine couche de terre les ait séparés. L'ancien péristyle paraît, pour l'essentiel, avoir conservé sa vocation originelle : il demeura ouvert et la densité des fosses retrouvées à son emplacement permet sans doute d'exclure qu'il ait été subdivisé. Parmi ces fosses, certaines étaient relativement superficielles ; l'une de celles-ci contenait quelques vases bien conservés (**fig. 31**). D'autres s'enfonçaient sur plus de deux mètres de profondeur sous les sols ; ces dernières ont presque toujours livré des céramiques portant sur le fond un décor en relief obtenu par moulage.

31. Fosse médiévale

- 116 Le bâtiment 31 paraît s'être perpétué pendant toute cette période, à travers des transformations qui n'épargnèrent sans doute que les substructions et les alignements principaux, lisibles encore dans la trame urbaine moderne. Son mur nord fut prolongé d'abord par le mur M133, que la structure M135 paraît avoir réuni aux murs M132 et 138. Ces constructions, réalisées en moellons bruts de granite et calcaire liés par une argile verte, étaient dépourvues de fondations (**fig. 32**). Il semble que les murs M134 et M136 aient été destinés à renforcer les précédents, ou à les remplacer. Ils furent construits également en moellons liés à l'argile et posés directement sur le sol. Les élévations étaient, au moins en partie, constituées par les mêmes matériaux ainsi qu'en témoignaient les inclusions d'argile verte et les très nombreux moellons abandonnés sur place lorsque ces bâtiments furent détruits. Aucune trace d'éléments en bois employés dans les élévations n'a été relevée et il est probable que, de même qu'au cours

des périodes antérieures et postérieures, les élévations furent réalisées essentiellement en moellons et argile. Il est impossible de préciser si cette dernière fut utilisée autrement qu'associée à des moellons, sous forme de briques crues ou encore de pisé.

32. Restes de constructions médiévales sous la rue Saint-Romain

- 117 Dans l'angle nord-ouest du chantier, des structures que caractérisait le même mode de construction ont été remises au jour (M129-131). Elles furent bâties peut-être avant le Xe siècle, à l'est du mur M80. Le mur M131 fut certainement détruit avant la fin de la période considérée ici. Le puits M119 pourrait apparaître relativement tôt, de même que le puits perdu M125. Du premier, seul le fond monté en petits moellons de granite et schiste posés à sec a été retrouvé sous le sol d'une cave postérieure. Le haut du puits perdu avait également disparu ; sa paroi revêtue de moellons de schiste posés à sec et en retrait les uns sur les autres, s'ouvrait vers le haut dans la partie conservée, mais elle avait dû se refermer au-dessus jusqu'au niveau de l'ouverture.

33. Mur antique repris dans la cave A

- 118 La construction de la cave A n'a pu être datée archéologiquement, car le mobilier recueilli dans les remblais constituant le sol n'a pas encore été pleinement exploité. Toutefois, l'analyse de ses relations avec les caves voisines démontre son antériorité. Celles-ci étant datées du XIVe ou du XVe siècle, hypothétiquement, à partir des archives, je propose de situer l'apparition de la cave A au XIIIe ou au XIVe siècle. Son excavation nécessita la destruction partielle du bâtiment antique 2A, dont le mur oriental fut toutefois réutilisé à la base du mur M122 (**fig. 33**), tandis que son mur méridional réapparaissait en élévation dans la maçonnerie M120 (**pl. I a**, M11). Le mur antique (ou médiéval ?) M45 fut intégré dans la partie méridionale (**fig. 34**). Au nord, la structure était plaquée directement contre la terre (qui a livré des céramiques à fond marqué). Des moellons bruts de granite principalement, ainsi que des petits fragments de briques et de tuiles, liés par un mortier gris peu abondant, furent employés dans cette construction. L'aspect de ces maçonneries, caractérisées par l'emploi de matériaux de petite taille et par un appareillage très irrégulier, distingue encore cette cave de celles qui ont été attribuées à une période un peu plus récente. La voûte en berceau, réalisée en moellons plats de schiste bloqués par du mortier, pourrait avoir été refaite ou renforcée plus tard, ainsi que le suggérait une reprise de la maçonnerie à sa naissance sur le mur est, et son ancrage dans le mur sud qui fut partiellement reconstruit plus tard. Ni l'emplacement, ni la nature du dispositif adopté -échelle ou escalier- pour y accéder, à l'origine, n'ont été reconnus.

34. Relevé du mur sud de la cave A

NOTES

5. A propos de ces constructions, H. Savay-Guerraz note que : “le phénomène du remploi des blocs de pierre de taille est souligné ici par l’hétérogénéité des matériaux. On retrouve en effet les principales roches utilisées à Lyon au cours des deux premiers siècles de notre ère :

- calcaire biodétritique miocène de la basse-vallée du Rhône (pierre du Midi), qui affleure dans la vallée du Rhône au sud de Saint-Paul-Trois-Châteaux ;
- calcaire sublithographique portlandien du Jura méridional (choin de Fay) extrait sur les deux rives du Rhône, (Isère et Ain), entre le Pont de Groslée et La Balme ;
- calcaire oolithique bathonien du Beaujolais (pierre de Lucenay) extrait notamment à Anse et Lucenay, dans le Rhône ;
- calcaire crayeux urgonien du Jura (pierre de Seyssel), dont les carrières sont situées sur les bords du Rhône, au sud de Bellegarde (P. Dufournet, Pierre blanche et carrières antiques de Seyssel, *Actes du 96e Colloque National des Sociétés Savantes*, 1976, pp. 245-272).” Il remarque “également la présence de calcaires durs de provenance inconnue, qui atteste la variété des pierres de taille utilisées. La pierre de Seyssel est fréquente dans les structures des IVe-VIe s., mais on ne peut en conclure pour autant qu’elle était encore employée à cette époque : les éléments considérés peuvent, en effet, être facilement obtenus par le débitage à la scie de blocs plus anciens”.

6. Ce type de four, de même que le four circulaire élevé plus tard à proximité, rentre dans la catégorie Al définie par J.-P. Adam et P. Varenne (Fours à chaux artisanaux dans le bassin méditerranéen, *Histoire des techniques et sources documentaires. Méthode d'approche et expérimentation en région méditerranéenne*, Actes du colloque du GIS, Aix-en-Provence, 1982, Cahier n° 7, Aix-en-Provence, 1987, pp. 87-100). Il s'agit des fours à calcination périodique les plus rudimentaires, sur lesquels étaient utilisés des combustibles produisant une flamme longue, sous une voûte montée à la veille de chaque cuisson avec les pierres à chaux.

Chapitre 3. Essor et transformations du quartier canonial

Le paysage urbain aux XIVe et XVe siècles

- 1 Dans la majorité des cas, les travaux réalisés au cours de cette période n'étaient plus attestés qu'au niveau des caves. Or, la stratigraphie n'a livré que peu d'informations les concernant, en raison d'une part, du procédé adopté pour les aménager, qui crée une coupure dans la sédimentation, et surtout à cause des reprises des élévations qui interrompirent les relations pouvant les lier à des couches contemporaines de leur installation. Seul le mobilier trouvé sous leurs sols apportera éventuellement quelques indications, bien que l'absence de revêtements rigides et les perturbations entraînées par les divers aménagements internes, réalisés puis détruits, aient largement compromis la conservation des niveaux primitifs. Ne pouvant établir les datations sur des bases sûres, je propose, pour l'heure à titre d'hypothèse, de situer aux XIVe et XVe siècles les travaux importants qui modifièrent totalement l'aspect du secteur fouillé et sans doute aussi du quartier, car les tendances qui se manifestent alors laissent entrevoir une évolution qui touche sans doute une grande partie de la ville (**pl. II, XI-XII**).

La rue Saint-Romain

- 2 Dans l'espace examiné, l'événement majeur fut, au début de cette période, l'ouverture de la rue Saint-Romain, qui entraîna la démolition des constructions situées sur son tracé (**pl. II a**), mais également de celles qui s'élevaient à l'ouest. Au niveau de la rue, les vestiges décrits plus haut furent alors ensevelis sous des couches de terre riches en moellons et cailloux, alternant avec de véritables éboulis, ainsi que des plaques d'argile verte, produits par la destruction des édifices. Couches de démolition et remblais apportés peut-être des chantiers voisins surélevèrent le sol. La surface de la couche 811 constitua alors la voie, bien qu'elle ne fut pas particulièrement tassée ; ce sol, non pourvu d'un pavage, demeura fort peu utilisé jusqu'au XVIIe siècle. Il est probable, en outre, qu'une partie de cette couche se constitua après l'ouverture de la rue, l'absence

de revêtement favorisant une sédimentation lente ayant pour résultat la formation d'une strate d'aspect et consistance homogène.

- 3 Au-delà du tronçon fouillé, la rue s'orientait en direction de la Saône, entre le palais de l'Archidiaconé et l'église Saint-Romain, dont elle prit plus tard le nom (**pl. XII**).

La cure et les maisons canoniales

- 4 La limite occidentale de la rue fut définie par la construction, ou plus vraisemblablement la reconstruction de maisons profondément modifiées à l'occasion de cette refonte de la trame urbaine. Des éléments antérieurs survécurent alors, essentiellement au niveau des alignements et de l'agencement des parties bâties. Ainsi, dans le cas de la cure de Saint-Romain, la limite nord de la maison correspondait exactement à celle du bâtiment 31, construit à la fin du IV^e ou au début du V^e siècle et qui paraît avoir perduré pendant tout le Moyen Âge.
- 5 Si l'étude du mobilier confirme l'hypothèse avancée sur le caractère plus ancien du puits perdu M125, un lien devra être établi entre la maison voisine et celle qui l'avait immédiatement précédée. Beaucoup plus audacieuse sans doute est la recherche d'une concordance entre la limite nord du péristyle du V^e siècle et le mur mitoyen des maisons Pingon et D'Amanzé, ce secteur ayant été à peine effleuré par la fouille.
- 6 Les noms adoptés pour désigner ces maisons de chanoines sont ceux des occupants les plus souvent mentionnés dans les archives ; l'attribution des deux maisons concernées, contrairement à la cure, ne semble pas avoir été liée directement à une fonction.
- 7 Les documents les plus anciens datent du X^e siècle (voir les tableaux sur disquette, accompagnant l'annexe 5). La maison Pingon est ainsi attestée à partir de 1401, la cure en 1439 ; en 1477 la maison D'Amanzé est déclarée *de novo constructo* à l'emplacement d'une maison plus ancienne. Les descriptions données dans les documents postérieurs permettent de penser qu'elles ne furent pas l'objet de travaux très importants durant les deux siècles suivants : il est donc possible d'admettre que les plans, bien établis pour le début du XVII^e siècle, étaient identiques alors à ceux du X^e, et ces derniers pouvaient éventuellement remonter à une date antérieure que seule l'étude du mobilier permettra de fixer. Cette hypothèse est renforcée, pour la maison Pingon, par le document daté de 1477 qui indique que « *in qua domo sunt due curtes sive curie et unus putheus* », certainement les deux cours et le puits qui existaient encore lorsque la maison fut démolie au XIX^e siècle.

La maison curiale

- 8 Appartenaient à la maison curiale, les deux pièces surmontant deux caves communicantes, mises au jour dans l'angle sud-ouest du chantier (**fig. 35**). À partir des plans modernes, ces deux pièces peuvent être replacées dans le cadre de l'ensemble du bâtiment, qui se développait vers le sud et dont la surface totale doublait à peine celle qui a été dégagée (**pl. XII et XVII**). La présence d'un passage mettant en communication la cave B avec l'espace voisin (**fig. 38**) suggère l'existence d'une troisième cave dans l'angle sud-est de la maison, tandis qu'il est possible de localiser une cour au sud de la cave A à partir de la description transmise par un document daté de 1742 (A.D.R. 10 G 1535). Un puits créé en même temps que le mur de façade, en

occupait l'angle nord. Il s'ouvrait dans la rue et peut-être aussi dans la cave B (**fig. 64**, puits M187 et bouchage M338).

35. Vue de la cave B après enlèvement des déblais et d'une partie de la voûte

- 9 Cette maison fut, à l'origine, une dépendance du palais de l'Archidiaconé, une ancienne propriété des comtes de Forez, qui l'avaient vendue en 1383 (A.D.R. 10 G 1522).
- 10 Les caractères de la construction de la cave A, sa vétusté, ont paru justifier une datation plus haute que dans le cas de la cave voisine (**fig. 36**). Elle pourrait être antérieure à l'ouverture de la rue Saint-Romain et donc aux transformations de la maison durant lesquelles fut sans doute aménagée la cave B. Cette hypothèse repose uniquement sur l'analyse des murs faisant intervenir les rapports existants entre les différentes structures, les matériaux employés, les comparaisons fondées sur des critères typologiques établies principalement avec des caves plus récentes datées par des trouvailles monétaires ou grâce aux archives.

36. Coupe réalisée devant le mur nord de la cave A

- 11 L'appareillage des murs de la cave B (M180, 182, 184 ; **fig. 37-38**) ne permettait pas de distinguer des différences nettes entre cette partie de la maison et les restes de l'élévation qui pourraient donc avoir été contemporains (murs M160, 176, 178-179, 181, 186 ; **pl. XI, fig. 37-38**). Les matériaux utilisés, des galets, des moellons et des blocs bruts ou sommairement équarris, souvent de forme allongée, étaient en granite, schiste ou calcaire ; des fragments de briques et de tuiles furent également mis en oeuvre. Il s'agissait vraisemblablement souvent d'éléments en remploi. Un mortier beige, peu abondant, les liait. La voûte en berceau était constituée de moellons bruts de schiste, longs et minces, bloqués au mortier. Aucune trace de reprise n'a été relevée au niveau des retombées sur les murs latéraux auxquels elle était liée. Deux murs du bâtiment antique 31 (les murs M46 et M53) furent pour partie repris et pour partie détruits lors de l'aménagement de cette cave (**fig. 15, 37**). C'est à cette occasion, sans doute, que fut repris le mur sud de la cave A, en élévation, en même temps, semble-t-il, que la voûte, refaite ou réparée (**fig. 34**). Le placard maçonné dans ce mur fut peut-être installé durant cette campagne de construction.

37. Relevé du mur séparant la cure de la maison Pingon, dans la cave B

- 12 La communication avec la cave A devrait avoir été pratiquée alors : la reprise d'une maçonnerie antérieure justifierait qu'elle ait été beaucoup moins bien parementée que le passage donnant dans la troisième cave (non fouillée). Sur les piédroits furent plaqués des blocs de calcaire jaune à grain fin.
- 13 Dans cette cave fut installée, dès l'origine ou au cours d'une première période d'occupation, une structure utilisée, sans doute, comme glacière (M183 : **fig. 38, 39**). Dans une cavité en forme de tronc de cône ouvert vers le haut, furent plaquées sur le fond des dalles de schiste ; pour monter les parois, des éléments semblables furent employés à sec, posés à plat et en retrait d'une assise sur l'autre. La partie supérieure avait été abîmée à l'occasion d'un réaménagement de l'espace qui entraîna son abandon, et aucune trace du système de fermeture n'a été retrouvée.

38. Coupe stratigraphique dans la cave B et relevé des murs sud

39. La glacière aménagée dans la cave B

- 14 La représentation de la maison curiale sur le plan scénographique réalisé vers 1555 (fig. 45), permet d'identifier un étage au-dessus du rez-de-chaussée, et de restituer fort vraisemblablement la même disposition dès la fin du Moyen Âge.

La maison Pingon

- 15 Le chantier ne couvrait qu'une partie de la maison Pingon, qui occupait une superficie deux fois plus importante que la précédente. L'agencement des corps de bâtiment donné par un plan du XVIII^e siècle (**fig. 67, pl. XVII**) permet de reconnaître les éléments décrits dans le document de 1477 cité plus haut : une première cour communique par un « passage » avec une seconde cour plus vaste dans laquelle était installé un puits. Ce dernier a été vu lorsque, avant l'ouverture du chantier, fut creusée une tranchée pour détourner un égout, dont le tracé actuel correspond à la limite occidentale de la fouille. Il est probable que la seconde cour, à l'origine, fût plus importante ; le corps de logis calé au fond de cet espace sur le plan du XVIII^e siècle fut sans doute ajouté plus tard. En effet, le développement de l'habitat aux dépens de jardins ou cours réservés à l'origine derrière la partie bâtie donnant sur la rue, fut systématique dans les quartiers installés sur la rive droite de la Saône, à partir de l'époque moderne (Gonthier 1981, pp. 266-267). L'examen de ce plan postérieur à un agrandissement (**fig. 67**) suggère de placer la limite primitive de la maison au niveau de l'alignement marqué par les structures M196, 171, 170, 168. Cependant, ce rôle semble revenir au mur M197 à partir des données de la fouille. Il faut imaginer, dans ce cas, qu'un couloir débouchant à l'est dans la rue Saint-Romain et se développant sur toute la longueur du bâtiment, desservait cours et corps de logis.

40. Maison Pingon : le puits perdu M124

- 16 La position des deux puits perdus successifs (**pl. X-XI, fig. 27, 40**) permet de supposer que la première cour, à l'origine, couvrait une surface plus étendue qu'au XVIII^e siècle, incluant éventuellement l'espace occupé plus tard par la pièce située dans l'angle formé par les deux caves. Cette hypothèse repose aussi sur l'analyse des murs de la cave C, qui conduit à attribuer la création de cette pièce ainsi que de la descente de cave remise au

jour, à une campagne d'aménagement postérieure à la construction de la maison. En effet, les murs ouest et nord de la cave paraissent avoir été, l'un repris (M162), l'autre entièrement reconstruit (M 166 et M165) lorsque fut installé l'escalier, probablement au XVII^e siècle. Le mur sud, M361, contemporain de l'ouverture de la cave et donc de la construction primitive, était constitué par un simple parement plaqué contre une couche de terre qui le séparait du mur M123, appartenant à la cave A (**pl. I a, fig. 41**). L'élévation M176 fut reconstruite au cours de la même campagne. La création du mur 163 est liée à l'ouverture de la cave C, contemporaine, par ailleurs, de celle de la cave D. Dans cette dernière furent réutilisés plusieurs murs antiques remis au jour lorsqu'elle fut excavée et dont l'un d'eux pourrait avoir fixé la limite de son extension vers le nord. La maçonnerie M195 suréleva les restes du mur M23 bâti au III^e siècle ; le bouchage M242 compléta l'ensemble (**fig. 6**). Le déjointoyage partiel du parement M199 a fait ressortir les restes du mur antique M51, arasé dans la cave, mais conservé à partir du niveau où il pouvait être intégré dans le nouveau mur (**fig. 42**). De même, le mur M52 qui appartenait aussi au complexe bâti vers la fin du IV^e ou au début du V^e siècle, fut pour partie utilisé pour constituer le mur sud de la cave, pour partie sans doute démolí et complété par une nouvelle maçonnerie. M360 (**fig. 43**). Le mur M174 fut entièrement construit alors (**fig. 44**). Ces structures peu épaisses constituaient un simple parement plaqué contre les parois des excavations. Elles furent réalisées en matériaux hétérogènes : moellons et blocs bruts ou sommairement équarris, de granite, schiste et calcaire, fragments de briques et de tuiles, formant un appareil irrégulier lié au mortier et sans doute renforcé au cours des siècles par d'épais revêtements.

41. Relevé du mur sud de la cave C et coupe dans le terrain sous-jacent

- 17 Deux soupiraux donnant sur la rue SaintRomain (**fig. 42**) et un autre ouvert sur le passage reliant les deux cours de la maison (**pl. I a**), furent percés plus tard. En revanche, le renforcement ménagé dans le mur sud était d'origine (**fig. 43**), mais sa destination pose problème car il ne débouchait pas sur un espace ouvert et semblait, en

- 19 Au rez-de-chaussée, l'appareillage des murs de refend se différencie de celui des murs des caves et suggère d'y reconnaître des reprises ; celles-ci pourraient être liées aux transformations contemporaines de la construction de l'escalier desservant les caves, ou postérieures, puisque ces murs furent remaniés encore au cours des travaux réalisés au XVIII^e siècle (pp. 91-94).

44. Relevé et coupe stratigraphique au niveau du mur ouest de la cave D

- 20 Rien ne subsistait de la façade primitive donnant sur la rue Saint-Romain, depuis sa reconstruction complète au XVIII^e siècle. La représentation qu'en donne le plan scénographique du XVI^e siècle (**fig. 45**) est certainement valable aussi pour le siècle précédent puisque le texte de 1477 déjà cité indique qu'elle était « haute et basse 0148, une description révélant qu'elle possédait deux étages au-dessus du rez-de-chaussée (Gonthier 1981, p. 263). Au niveau de ce dernier, sur le plan du XVI^e siècle, la seule ouverture qui apparaisse est une porte d'entrée, décentrée, dont la position correspond probablement au couloir identifié sur le terrain.

La maison D'Amanzé

- 21 La maison Pingon était flanquée, au nord, par la maison D'Amanzé située hors du périmètre de nos recherches derrière le mur M197. Un document daté de 1477, le plus ancien retrouvé, révèle qu'elle venait alors d'être reconstruite à l'emplacement d'une autre maison plus ancienne (A.D.R. 10 G 1527). Sa façade principale, composée de deux étages au-dessus du rez-de-chaussée (**fig. 45**) donnait sur la place Saint-Jean.

Le côté oriental de la rue Saint-Romain

- 22 La fouille n'a pas livré de renseignement permettant de restituer les constructions qui auraient pu s'élever en face des maisons canoniales, au nord de l'église Saint-Romain. Pourtant, il est certain qu'il dut en exister, puisque la « cour de Lyon » qui, nous le verrons plus loin, s'étendait au nord-est, était fermée et qu'il fallait passer par une porte ouvrant sur la même rue pour y accéder. Sur le plan scénographique de la ville dessiné vers 1555 (**fig. 45**), un bâtiment apparaît entre cette porte et l'église. Au même emplacement, une construction a été mise au jour durant la fouille : sa façade formait une avancée sur la rue par rapport à l'église, une particularité que reproduit le plan scénographique. Pourtant, les deux bâtiments ne peuvent être confondus, car une

monnaie découverte dans une couche contemporaine de la construction fouillée indique que celle-ci fut réalisée au plus tôt en 1615, et certainement avant 1664 puisque à cette date son existence est attestée par des archives (A.D.R. 1 G 268). Seul un reste de maçonnerie très isolé peut être éventuellement attribué au bâtiment antérieur (M137, **fig. 32 et pl. X**) ; il peut tout au plus suggérer, en liaison avec les autres indices réunis, qu'ils eurent tous deux une extension similaire. L'alignement de leurs façades pourrait avoir été identique : un trait tiré à partir de celle du XVII^e siècle et prolongé vers le nord rejoint et se confond avec le mur fermant les bâtiments bien antérieurs dans lesquels étaient installés la maison des clergeons, l'auditoire et les prisons du cloître (**pl. XIV**). Cet alignement était, en outre, parfaitement parallèle à celui du stylobate oriental du péristyle aménagé au Ve siècle. Ces similitudes conduisent à penser que ce bâtiment pourrait, à l'origine, avoir occupé l'espace qui, à la fin de l'Antiquité, séparait le péristyle des salles des thermes. Il s'était peut-être étendu au-delà de cet espace au cours des siècles, mais sans doute plutôt vers la fin du Moyen Âge ou au tout début de l'époque Moderne. En effet, lors de la reconstruction de Saint-Romain, un segment du mur nord de l'église conserva son tracé antérieur, vraisemblablement parce que l'on respecta le bâtiment qui la jouxtait. La longueur de la maçonnerie concernée, une anomalie bien lisible en plan, correspondrait dans cette hypothèse à l'extension du bâtiment vers l'est. Il aurait donc occupé une partie de l'espace sur lequel s'étaient élevées la salle 3E et l'une des salles 4G. Réunis, ces différents indices ont conduit à élaborer la restitution proposée pl. XII.

La « cour de Lyon »

- 23 Il est probable que l'ouverture de la rue Saint-Romain et l'exhaussement du niveau de circulation qui en résulta, furent opérés parallèlement au remblaiement de la cour située au nord-est du chantier, à l'emplacement de la cour des thermes antiques. Cet espace apparaît dans les textes sous le nom de « cour de Lyon » ou « cour de l'Officialité » (*platea curie*), deux dénominations déterminées par la présence du bâtiment de l'Officialité de la juridiction de l'archevêché, et plus souvent encore, mais un peu plus tard, sous le nom de « cour de Monsieur l'archevêque » ou « de l'archevêché » (sur cette cour, voir Sachet 1914-1918, I, pp. 102-103, II, p. 161 et 600 ; dans la liasse A.D.R. 10 G 1390 sont conservées des « Nottes sur la propriété de la cour de l'archevêché »). Partiellement dégagée durant nos travaux, elle s'étendait jusqu'au chevet de la cathédrale Saint-Jean, était bornée à l'ouest par le cloître et ses dépendances, à l'est par le palais de l'archevêché ainsi que d'autres constructions dont la destination est encore mal connue. Elle était fermée par deux portes donnant, l'une sur la rue Saint-Romain à l'ouest, l'autre sur la rue parallèle à la Saône (**pl. XII**). Sur cette dernière étaient sculptées les armes du chapitre et celles de l'archevêque Talaru, indique un texte du XVII^e siècle ; il ne précise pas auquel des trois prélats portant ce nom et qui dirigèrent l'église de Lyon entre le dernier quart du XIV^e et la fin du XV^e siècle pourrait être attribuée sa construction (A.D.R. 1 G 268, 17 mai 1664). Le plan scénographique du XVI^e siècle nous en donne une représentation sommaire ; sur le chantier, dont le périmètre pouvait éventuellement inclure une partie de la porte occidentale, aucun vestige n'a pu leur être attribué. Plusieurs documents du XV^e siècle utilisent ces portes comme points de repère (A.D.R. 10 G 1527, en 1442 ; 10 G 693, en 1449 ; 10 G 96, en 1467). Si elle ne signe pas l'acte de naissance de la cour qui, la fouille l'a démontré, existait depuis fort longtemps, l'introduction de ces portes pourrait

correspondre à son réaménagement. Un acte daté de 1406, par lequel le chapitre et l'archevêché se partageaient la propriété d'une cour, signale aussi un changement de situation et évoque un contexte de rénovation et restructuration des espaces pouvant être mis en parallèle avec les informations livrées par le terrain (A.D.R. 10 G 1509). Toutefois, bien que cela soit fort probable, il est difficile d'affirmer que ce document traite de l'espace mis au jour par la fouille.

- 24 Les travaux entraînèrent la formation de couches de démolition et de remblai, présentes dans l'espace qui correspondait à la cour des thermes. Le four à chaux rectangulaire ainsi que les diverses structures apparues au cours de la période antérieure, furent ensevelis. Les vestiges des anciennes salles 3E et 4F disparurent vraisemblablement alors.
- 25 La construction du four à chaux circulaire (**pl. X**) est postérieure au remblaiement. L'enceinte de moellons de schiste et de granite posés à sec et calés par des cailloux, sommairement équarris et assisés pour former le parement interne, définissait une tourelle mesurant environ 4,50 m de diamètre. Une épaisse couche de chaux recouvrait ce parement ainsi que le fond. Aucune trace de l'ouverture du foyer pouvant servir aussi au défournement n'a été retrouvée et l'importance des lacunes interdit de la localiser. Tout comme pour le four rectangulaire, l'absence d'aménagements internes permet d'établir qu'il appartenait à un type rudimentaire, dans lequel les pierres à chaux étaient disposées avant la cuisson de manière à former une voûte sous laquelle brûlait le combustible (voir la note 6). Compte tenu du contexte dans lequel apparaît ce four, il est possible de penser qu'il fut utilisé lorsque fut reconstruit le cloître à partir de 1419, ou lorsque l'archevêque Charles de Bourbon transforma l'ancienne maison fortifiée en palais en 1466 et 1467, ou encore dans les deux cas (Sachet 1914, I, pp. 75 et 102 ; Archevêché 1980). A. Sachet relève que, dans les textes concernant les travaux réalisés dans le cloître en 1458, la cour de l'Officialité sert constamment de point de repère et d'orientation : « *a parte prati, a parte curie officialis* » (Sachet 1914, I, p. 102).

abside. La maison de la Porterie, qui ne fut démolie qu'au XIX^e siècle, fournit un point de repère important pour situer en plan l'édifice de culte ; toutefois, il serait indispensable de s'assurer que la maison ne fut pas partiellement amputée à l'occasion de la transformation de l'église (ce que peut laisser supposer un texte de 1781 : A.D.R. 10 G 3815).

- 28 Accolées au flanc nord de Saint-Romain, apparaissent au total trois bâtisses, ou plus vraisemblablement trois corps de bâtiment reliés les uns aux autres puisque seul le premier, à l'ouest, possède une porte d'entrée. Il est également le plus haut, mais il n'est pas certain qu'il ait compté un étage, car sur la façade visible n'apparaît pas de fenêtre. Les renseignements recueillis sur le terrain et permettant de replacer approximativement cette construction en plan, ont été examinés plus haut. Aux deux corps de bâtiment voisins correspondaient sur le site les restes de structures élevées au VI^e siècle à l'intérieur des thermes. Les données de la fouille sont formelles : ce sont les seuls murs qui subsistèrent jusqu'à la seconde moitié du XVI^e siècle, date à laquelle la reconstruction de l'église fut à l'origine de leur démolition. Si les informations livrées par ce plan n'étaient venues nous guider, il aurait été impossible de restituer l'agencement de ces vestiges au XVI^e siècle. Ce document démontre, en outre, que ces structures très anciennes constituaient encore, pour le moins, les fondements de bâtiments en fonction dix siècles après leur création. Il faut noter par ailleurs que, sur le plan, leur représentation acquiert une importance excessive, particulièrement en regard des maisons, qui ont été le plus souvent aplaties. Sont dans ce dernier cas, certainement, les constructions fermant la cour à l'est de l'église. Dans ce secteur, il est impossible, pour l'heure, de concilier les renseignements livrés par le dessin avec ceux qui ont été recueillis dans les archives. Ces dernières nous donnent la distribution des lieux suivante :

- sud-ouest est localisée l'église Saint-Romain ;
- l'est de celle-ci s'élève une maison dépendant de la prébende de Saint-Mammet (la future maison Maclas),
- à l'est par la rue,
- l'ouest par une autre maison,
- nord par la maison des prisons épiscopales.

- 29 La même description apparaît dans quatre textes (A.D.R. 28 G 69 : début XVI^e et 1538, 28 G 73 : 1550, 28 G 72 : 1611). Il n'y est jamais question de la porte qui ferme la « cour de Lyon » - et sert dans d'autres textes de point de référence (ainsi, dans le cas de la maison d'Ars : A.D.R. 10 G 1527, juin 1442)-ce qui permet de supposer que les bâtiments décrits étaient situés au sud de cette porte. Toutes les informations que recèlent les archives n'ont sans doute pas été exploitées, et les données de la fouille ne permettent pas non plus de résoudre cette question. En effet, seuls les murs M223 et 224 sont susceptibles d'appartenir à ce groupe de maisons. Le premier, aligné sur le chevet de l'église, et donc sur le mur occidental de la maison de la Porterie, suggère l'existence d'une parcelle rectangulaire, qui ne correspond pas du tout aux détails que donne le plan scénographique. Cet alignement ne fut introduit qu'à la fin du XVI^e siècle, lorsque l'église fut reconstruite. L'aspect des murs M223 et 224, de même que leur position dans la stratification, m'inclinent à les attribuer à peu près à la même période, soit à la fin du XVI^e ou au début du XVII^e siècle. Aucun autre indice de la présence de constructions occupant cet espace au début de l'époque moderne n'a été relevé. Si l'on peut émettre l'hypothèse que les bâtisses élevées sur les restes des thermes de l'Antiquité tardive

pourraient avoir également perduré ici, pendant longtemps, il faut aussi rappeler que, dans cette partie du chantier, les caves avaient fait disparaître la presque totalité des vestiges antérieurs à leur aménagement. Face aux difficultés rencontrées pour concilier les différentes données, j'ai choisi de me laisser guider par le plan scénographique pour proposer la restitution de ce secteur donnée pl. XI à XIV.

- 30 La superficie de la « cour de Lyon », en revanche, fut certainement surestimée par l'auteur du plan scénographique, de même que le fut la rue Saint-Romain et plus généralement les espaces non bâtis. Le four à chaux n'est pas représenté, ce qui ne nous autorise pas à le déclarer hors service car il semble que ce type d'aménagement n'ait pas été relevé par l'auteur du plan.
- 31 Ce document a fourni une grande partie des informations utilisées pour replacer les vestiges dans la topographie du quartier (**pl. XII**). Cette restitution, tout comme celles qui concernent des périodes plus récentes (**pl. XIII-XIV, XVI-XVII, XIX**) a été élaborée en puisant à diverses autres sources, en particulier des plans réalisés au XVIII^e siècle (A.D.R. 10 G 1517, 10 G 1621, 3 pl. 453, A.M.L. 1 S 192, plan A.D.R. BP 2561, cadastre de 1815...) et des textes d'archives, mais aussi les résultats de la fouille, croisés aussi bien en suivant le fil du temps qu'en le remontant.
- 32 Le secteur du quartier canonial touché par la fouille était encore, vers 1555 et pour presque un siècle encore, isolé et mal desservi. Il fallait alors, pour atteindre la rive de la Saône à partir de la place Saint-Jean, contourner l'îlot enserrant la « cour de Lyon ». A. Sachet rapporte qu'en 1569, lors des funérailles de Monsieur de Vichy « en allant quérir le corps, on passa par la brèche, par la rue des deux Cousins, au devant du Doyenné, par la rue Saint-Romain, sous les Êtres de l'archevêché... » (Sachet 1918, II, p. 161).

46. Vue partielle du chantier en fin de fouille

L'église Saint-Romain

- 33 L'analyse de cet édifice, auquel il a déjà été fait allusion plus haut, ne peut se plier à un plan strictement chronologique compte tenu de la nature de notre documentation. Il convient de faire une synthèse des renseignements qui la concernent, ici, son existence n'étant attestée clairement par les vestiges dégagés qu'à partir du XVI^e siècle (**pl. X-XIII**).

La stratigraphie

- 34 Seul l'angle nord-ouest de l'église, qui a pu être situé en plan grâce à des documents et plans anciens (**fig. 62, 66, 89, 91**) se trouvait dans l'emprise du chantier. Dans l'espace extrêmement réduit où nous pouvions travailler, à l'intérieur de ses murs, fut installée au XVIII^e siècle une fondation très profonde (M277-279, **pl. XVIII**), qui fit disparaître tous les sédiments archéologiques sur son flanc nord. Il ne restait plus à fouiller qu'un triangle de 3 x 1 m, dans lequel seules étaient conservées les relations stratigraphiques liant les couches à la fondation de la façade (**fig. 46**). Ce sondage a livré très peu de matériel, mais il a permis d'analyser la séquence suivante (**fig. 47**) :

1. à la base ont été retrouvés les restes de la salle 2B construite au III^e siècle (M 36) ;
2. puis les couches qui se formèrent lorsque cette salle fut détruite (1671, 1677-1679) ;
3. recouvertes par une couche noire (1672) sur laquelle reposait le dallage de la cour des thermes aménagés à la fin du IV^e ou au début du V^e siècle. Ces dalles, conservées sous le mur nord de l'église (**fig. 48, pl. II, b**), avaient disparu dans l'espace fouillé ;
4. s'y superposaient des couches de terre qui ont livré fort peu de mobilier, uniquement gallo-romain (1500 à 1489, 1492, 1493) ;
5. recouvertes par d'autres couches, apparemment des remblais comme dans le cas précédent, contenant aussi un mobilier peu abondant au sein duquel a été notée la présence de quelques tessons à glaçure plombifère pouvant dater de la fin du Moyen Âge ou du début de l'époque moderne. Elles avaient été scellées par un sol de terre noire fine dont un fragment était encore associé au mur M209/M141. Derrière ce mur, en contrebas, a été retrouvé une partie du carrelage contemporain du sol de terre (1480).
6. Une série de couches et fosses (1473, 1400, 1477/78, 1398, 1476) couronnées par un sol de terre peu compact (1397) lié à la reprise du seuil (M203) correspondait à une réfection opérée durant la période moderne.
7. Les recouvraient, des remblais (526, 422) et le carrelage contemporains de l'aménagement de l'auditoire dans l'église désaffectée, entre 1761 et 1763,
8. puis les remblais, sols (418, 343) et mur (423) de l'immeuble bâti entre 1791 et 1800,
9. un nouveau carrelage installé au XIX^e siècle (340)
10. et les couches qui se formèrent lors de l'ouverture de l'avenue en 1866.

47. Sondage dans l'église Saint-Romain (limite méridionale de la fouille)

48. Angle nord-ouest de l'église Saint-Romain : parement interne

- Aucun vestige d'un sol pouvant être daté du Moyen Âge n'a été identifié dans cette stratification. Entre les niveaux correspondant au dallage des thermes antiques tardifs (point 3) et les couches qui peuvent être datées du bas Moyen Âge ou plus vraisemblablement du début de l'époque moderne, n'ont été retrouvés que des remblais

ayant livré des fragments d'objets antiques. Cette situation, éclairée par l'analyse du mur nord dont les fondations furent assises, certainement au XVI^e siècle, sur le dallage de la cour des thermes (**fig. 48 et pl. II b**) pourrait être le résultat de l'utilisation et du maintien du revêtement antique dans l'édifice primitif, puis de son abandon accompagné par la récupération des dalles lors de sa reconstruction au XVI^e siècle.

- 36 Ce hiatus constitue le seul argument fourni par la fouille pour dater la fondation de l'église, qu'il incite à placer à la fin de l'Antiquité ou durant le haut Moyen Âge (le revêtement de l'allée 3J étant resté en usage sans doute jusque vers la fin du premier millénaire). La date de la reconstruction de l'église a pu être établie tant à partir des sources historiques traditionnelles, qu'à travers une lecture des vestiges fouillés, éclairée par les informations données par le plan scénographique. Sur ce dernier point, la possibilité d'établir un rapport très clair entre la reconstruction de l'église et la démolition des bâtisses voisines encore debout en 1555, a permis d'identifier les parties de l'église reconstruite durant la deuxième moitié du XVI^e siècle.

L'édifice : structures et plan

- 37 Le plan scénographique de 1555 permet de restituer un petit édifice probablement à nef unique, s'achevant à l'est par une abside. Il ne possède pas de clocher alors que, pourtant, dans l'obituaire de l'église de Lyon fut enregistré au XIII^e siècle le don de Guillaume de la Palud de « 12 sols forts *ad campanam faciendam* » (Guigue 1902, p. 57). Seuls quelques lambeaux d'un mur noyé dans des maçonneries postérieures pourraient être attribués au bâtiment médiéval (M140, **pl. X**). Les structures analysées sur le terrain se rattachaient à l'église reconstruite au XVI^e siècle, ou avaient été remaniées pour y être intégrées.
- 38 Une partie des fondations de la façade a été dégagée (M139/M202), ainsi qu'un segment important du mur nord (M204 et 210) auquel se raccordait un chaînage transversal (M209). Le mur ouest, bâti en petits moellons équarris de granite et calcaire, assez soigneusement assisés, était fondé très bas. La stratigraphie indiquait qu'il fut réalisé à la fin du Moyen Âge ou au début de l'époque Moderne (cf. *supra*, phase 5), ce qui conduit donc à l'associer à la reconstruction du mur nord. Il faut admettre, toutefois, que les deux structures furent bâties au cours de deux campagnes différentes car les matériaux employés les différenciaient, les moellons du mur M202 étant plus petits et plutôt plus réguliers que ceux du mur nord ; la présence du bouchage M357 (**fig. 48**) dans l'angle nord-ouest apportait la preuve qu'ils furent réalisés en deux temps, sans indiquer très clairement auquel devait être accordée l'antériorité.
- 39 Le mur nord se subdivisait en deux tronçons formant, en plan, un décrochement l'un par rapport à l'autre (**fig. 48, pl. II b**). Le premier, situé du côté de la façade (M204) était caractérisé par une structure hétérogène et la reprise d'éléments anciens. Divers indices permettent d'y reconnaître les restes d'une structure antérieure aux travaux du XVI^e siècle. A ces derniers se rattache la reprise de la maçonnerie M235 à l'intérieur du bâtiment (**fig. 48**). Fondée sur des dalles de la cour antique, elle prenait appui sur un blocage de moellons de calcaire et granite, bruts ou sommairement équarris, aux dimensions variables (M346) ; l'élévation était appareillée en blocs de calcaire de taille moyenne ou petite, équarris, calés parfois par des cailloux et liés comme les moellons de la fondation par un mortier blanchâtre. Au revers de ce mur, à l'intérieur d'une cave créée au XVII^e siècle, l'analyse du mur se fait d'autant plus complexe qu'il est

impossible d'identifier avec certitude les reprises contemporaines de cet autre aménagement (**pl. II b et fig. 54**). A la base, le tronçon du mur correspondant à l'église repose sur une structure antique (M35) dont il reproduit parfaitement l'orientation. Un autre mur antique (M34) prend place dans cet ensemble ; c'est sur son emplacement que fut élevée, plus tard, la façade de l'église, sous laquelle il a été remis au jour mais dont il ne donne pas parfaitement l'axe. Arasé, le mur M35 fut recouvert, à la fin du IV^e ou au début du V^e siècle, par le dallage de la cour des thermes. Au-dessus apparaissait une maçonnerie en petit appareil, sans doute contemporaine de l'ouverture de la cave, de même que les bouchages M522. Si les datations de ces diverses interventions sont condamnées à rester incertaines, la complexité de l'histoire de ce tronçon de mur, qui se traduit tant en plan qu'au niveau des parements, plaide en faveur de son antériorité par rapport aux travaux réalisés à la fin du XVI^e siècle. S'ajoute au dossier la présence, sous ces diverses reprises, de traces d'une construction faite de moellons liés à la terre, mises en évidence par le démontage des maçonneries entrepris pour tenter d'en démêler la chronologie. Cette situation permet d'y reconnaître les restes du mur de l'église médiévale et ceux du bâtiment qui la jouxtait au nord-ouest sur le plan de 1555.

- 40 Cette maçonnerie butait contre le second tronçon du mur nord, auquel était lié, en revanche, un mur orthogonal bâti uniquement en fondation. Le mur nord prenait appui sur des dalles antiques encore en place, dans la partie occidentale du segment dégagé (**pl. II b**, revêtement 1674) puis sur les restes de la salle 2C libérée alors des constructions postérieures. Ce mur, d'une largeur de 84 cm, était soigneusement parementé au moyen de blocs de petit et moyen appareil de calcaire blanc et jaune, liés par un mortier blanc et relativement bien assisés. Des blocs de grand appareil de calcaire blanc furent employés en harpe pour renforcer son extrémité occidentale, là où s'effectuait la liaison avec le chaînage transversal et le contact avec le tronçon primitif. A l'intérieur de l'édifice, la liaison entre ces deux parties fut assurée par un pan de mur oblique. Dans le chaînage transversal furent remployées des dalles du revêtement de la cour des thermes antiques tardifs.
- 41 Ces quelques informations conduisent à supposer que la volonté de rénover l'église s'était traduite par une reconstruction totale de la nef, conçue comme corps indépendant, isolé sur le plan statique d'un espace dans lequel fut partiellement respecté l'état antérieur du bâtiment. L'analyse de plans dessinés au XVIII^e siècle apporte quelques renseignements complémentaires, éclairés encore par ceux que nous ont livré deux documents d'archives (A.D.R. BP 2561 et 28 G 60). Ces données ont permis de reconstituer le plan de l'édifice reconstruit au XVI^e siècle (**fig. 49B**) et transformé par l'adjonction de la chapelle Notre-Dame du Bon Refuge que fit aménager son desservant, Jean Faure, en 1615 (Martin 1908-1909, p. 49 et A.D.R. 28 G 60). Sur les plans du XVIII^e siècle, le tracé du mur sud de l'église dessine une ligne brisée en deux points. Le premier, du côté de l'entrée, se situe au niveau du chaînage transversal où il renforce donc la différence notée déjà entre l'extrémité occidentale de l'édifice et la nef. Un peu plus loin, apparaît un décrochement plus net. L'état des lieux établi en 1761 par l'architecte Toussaint Loyer permet de supposer que cette « anomalie » correspondait à l'adjonction, en 1615, de la chapelle Notre-Dame du Bon Refuge. Le rapport rédigé en 1761 indique que cette chapelle était voûtée en berceau, de même que le chœur. Le « gros mur » qui les séparait, fut peut-être à l'origine celui qui fermait le chevet au sud, contre lequel aurait donc été appuyée la chapelle. La description des vestiges visibles après la démolition de cette partie de l'église, valide la représentation élaborée à partir des autres documents, tout en indiquant que les trois murs orientés

d'est en ouest étaient liés au mur ouest de la maison de la Porterie (A.D.R. 10 G 3815, oct. 1781). Il est donc possible de supposer d'une part que cette maison fut touchée par les travaux réalisés à la fin du XVI^e siècle, mais aussi peut-être que la chapelle aménagée au XVII^e siècle pourrait reprendre une structure antérieure, éventuellement la chapelle dédiée à la Vierge Marie, que Guillaume de Bames fit construire au début du XV^e siècle et qui aurait été placée également à droite du maître-autel (Martin 1908-1909, p. 48). Le texte de 1781 permet, en outre, de penser que le chevet de l'église ne fut pas autrement modifié après le début du XVII^e siècle, bien que sa dissymétrie soit assez étonnante. Toutefois, il est certain que le plan dessiné à partir de ces sources est dépourvu des nuances qui pourraient justifier d'autres interprétations et une autre chronologie pour certains détails.

49. Saint-Romain : plans restitués à partir des données de la fouille et des archives

- 42 Je propose, à partir de ces données, de distinguer à l'ouest un porche, dont le sol était un peu plus élevé que celui de la nef, le chaînage M209 formant une marche entre les deux. Au-dessus se dressait vraisemblablement un clocher : celui qui apparaît sur le petit plan Maupin réalisé vers 1630 (**fig. 51**). La documentation iconographique révèle qu'il fut bâti entre 1555 et 1630, donc au cours des travaux dont l'église fut l'objet. Un carrelage revêtait le sol de la nef (**fig. 47**, U.S. 1480). Le plafond de ces deux parties de l'édifice était « à lambris, en cadres et moulures à la hauteur de vingt pieds » (6,5 m environ) (A.D.R. BP 2561). La description des lieux et du projet d'aménagement d'un nouvel auditoire de justice présentée en 1761 a permis de le restituer en coupe (**fig. 50**). Le fait que seule une partie du projet fut réalisée et que le chevet ait été abattu contrairement à ce qui avait été envisagé au départ, pourrait être en rapport avec le délabrement de cette partie de l'édifice, où la présence d'une couverture voûtée en berceau est relativement surprenante. Il est tentant, compte tenu de ces circonstances,

de supposer que dans cette partie de l'église avaient été conservés, à la fin du XVI^e siècle, des vestiges de l'édifice antérieur⁷.

50. Saint-Romain : coupe est-ouest, restituée à partir du rapport

A.D.R. BP 2561

51. Détail du petit plan Maupin réalisé vers 1630

B.M.L. Coste 103 bis

Les documents

- 43 La plupart des historiens lyonnais qui mentionnent ce monument n'ont fait que reprendre les descriptions transmises par les chroniqueurs des XVI^e et XVII^e siècles (Lefebvre 1627, p. 57, de Colonia 1701, p. 140, id. 1738, p. 490). Seul le chanoine J.-B. Martin puisa à d'autres sources, qu'il ne cite malheureusement pas et qu'il interprète parfois hâtivement (Martin 1908-1909). Ces défauts, que souvent l'acquisition des données livrées par le terrain ont permis de contourner, n'entament pas l'intérêt réel du chapitre qu'il consacre à Saint-Romain et il faudra retourner à son texte, en particulier pour aborder les questions touchant le statut de l'église, celui de son clergé, ainsi que le décor de l'édifice (sur ce dernier point, voir aussi Vingtrinier 1901, pp. 31-32). Les documents qu'il utilisa pour le rédiger n'ayant pas encore été tous retrouvés, quelques informations concernant l'histoire du bâtiment, qui seule est abordée ici, lui seront donc empruntées directement.
- 44 La mention d'un *hospitale sancti Romani* apparaît dans le Bref du début du IX^e siècle conservé à la suite de la lettre adressée par Leidrade à Charlemagne. Rien ne permet d'assurer que cette institution eût quelque rapport avec l'église lyonnaise. La mention suivante concernant un village proche de Lyon, Saint-Genis, il est possible de penser dans ce cas aussi à un lieu extérieur de la ville et, en l'occurrence, à Saint-Romain de Couzon ou Saint-Romain d'Anse (Coville 1928, pp. 287-292).
- 45 Cependant, l'antiquité de sa fondation, que paraît renforcer le vocable sous lequel elle était placée, est soulignée par les chroniqueurs. De Colonia indique dans un ouvrage qu'elle « paraît être du sixième siècle environ » (De Colonia 1701, p. 140) ; dans un autre, qu'elle est « une des plus ancienne de la ville... bâtie à la fin du Ve siècle » (De Colonia 1738, p. 490). Le saint que l'on honorait était sans nul doute le premier abbé de Condat, dans le Jura, né vers 400 et décédé à l'âge de 65 ans environ (Bibliotheca S. 1968, art. Romano, pp. 317-318). Il est peu probable qu'une église lui ait été dédiée avant que ne fût rédigé le premier récit de sa vie, vers 520.
- 46 Quelques auteurs indiquent que « au-dessus de la porte qui ouvrait au couchant, était placé un bas-relief, avec les figures à mi-corps de Saint-Joachim et Sainte-Anne. Au-dessus une inscription perpétuait, en ces termes, le nom du fondateur » (Martin 1908-1909, p. 48 ; De Colonia 1701, p. 140 note 3 ; Spon 1673, p. 33 ; Meynis 1872, p. 72) :
- 47 *TEMPLI FACTORES FUERUNT FREDALDUS ET UXOR MARTYRII EGREGII (QUOD) CONSTAT HONORE ROMANI ILLIUS UT P.C. RECREANTUR SEDE PERENNI*
- 48 Nous ignorons si ces éléments étaient déjà en place avant la reconstruction du portail à la fin du XVI^e siècle. Toutefois, plusieurs détails, l'emploi de *fuerunt* et le fait que l'épouse de Fredaldus ne soit pas nommée, conduisent à dater la rédaction de l'inscription du bas Moyen Âge ou même de l'époque Moderne⁸. Sans doute s'inspira-t-on, alors, d'un document plus ancien, ainsi que permet de le supputer l'onomastique, qui renvoie au haut Moyen Âge -sur une inscription trouvée à Choulans apparaît le nom de Fredoaldus (Wuilleumier 1949, pp. 25-26)- mais cet indice ne peut être retenu pour fixer la date de fondation de l'édifice.
- 49 Pour Isaac Lefebvre, l'église Saint-Romain
- « est une des plus anciennes de Lyon et pouvons dire que nous ne saurions donner autres marques de son antiquité que les anciennes reliques qu'elle conserve dans son sacré vaisseau : car de toute ancienneté l'on y a toujours gardé quelques corps

de ces bien-heureux martyrs et innocents qui furent martyrisés en grand nombre au plus haut de la ville, aux lieux vulgairement appelé LA CROIX DE COLLE. Et tient-on par une vieille tradition que du sang sacré qui descendit par la rue de Gourguillon, dont elle a pris son nom, il en entra en ceste Eglise, et c'est pourquoi on n'y enterre personne » (Lefebvre 1627, p. 79).

- 50 D'autres textes rappellent cette interdiction d'inhumer et invoquent, à ce propos, la même tradition (Meynis 1872, p. 74 ; Martin 1908-1909, p. 49 ; voir également, à ce propos, Sachet 1918, 2, p. 28). Fréquemment aussi, il est précisé que l'on n'enterrait pas dans Saint-Romain mais à Saint-Pierre-le-Vieux qui dépendait de cette paroisse (cette question sera reprise et développée dans la prochaine partie de cet exposé).
- 51 Un texte du XIII^e siècle certifie que Saint-Romain portait alors le titre de paroisse (Guigue 1885-1893, II, p. 391). En 1655 ou 1656 les fonctions curiales et le service paroissial furent transférés à Saint-Pierre-le-Vieux, son annexe (Reynard 1860, p. 126 ; Meynis 1872, p. 74).
- 52 Au début de l'époque Moderne, cette église paraît ne jouer qu'un rôle effacé. Les chroniqueurs des XVI^e et XVII^e siècles lui accordent peu d'attention : Paradin, de Rubys, Nicolay ne lui consacrent pas de paragraphe spécial ; Isaac Lefebvre ajoute la notice qui la concerne à la fin de son ouvrage en avouant qu'il l'avait oubliée.
- 53 La reconstruction commencée en 1560-1561, en partie prise en charge par Claude de Laurencin, « dont les armes étaient à la voûte » (Martin 1908-1909, p. 49 ; Meynis 1872, p. 74 ; Reynard 1860, p. 126) et achevée par Laurent de Simiane qui fut archidiacre de l'église de Lyon entre 1592 et 1647, semble avoir conduit à agrandir un peu l'église ainsi que le démontrent les résultats de la fouille. J.-B. Martin distingue nettement deux phases dans ces travaux, « la restauration de l'église elle-même et la reconstruction complète de son portail », qu'il est aisé de mettre en parallèle avec les observations faites sur le terrain et qu'il serait utile d'analyser directement à partir des documents dont il a tiré ces détails.

Le cimetière de Saint-Romain et les aménagements contemporains

- 54 L'interdiction d'inhumer dans l'église, rapportée par les chroniqueurs et dans les archives, paraît contredite par les données de la fouille, ainsi que par une information que donne J.-B. Martin à propos du transfert de sépultures de Saint-Romain à Saint-Pierre-Le-Vieux (Martin 1908-1909, p. 50). La difficulté paraît pouvoir être contournée si l'on admet que seules étaient visées les sépultures déposées à l'intérieur de l'édifice. Cependant, la découverte sur le site de deux fragments de pierres tombales introduit une nouvelle incertitude. Ces pierres avaient été remployées dans des constructions qui ont suivi, dans un cas, un remaniement important de l'église après 1761 (**fig. 69**), dans l'autre, sa démolition en 1791, ou peu après. Il est possible toutefois que l'interdiction d'ensevelir dans l'église n'ait pas toujours été respectée puisque Guillaume de Bames avait été autorisé au XVe siècle à se faire inhumer dans la chapelle dédiée à la Vierge Marie qu'il avait fait bâtir (Martin 1908-1909, p. 49). Il est certain qu'elle fut levée dans le cas des inhumations en terre, ainsi que l'a démontré la fouille.
- 55 Lors de la reconstruction de l'église durant la deuxième moitié du XVI^e siècle, les deux corps de bâtiment accolés contre son mur nord, les plus anciens sans nul doute, furent arasés. Sur l'aire remblayée et nivelée fut installée une grande structure en forme de

« U » délimitant un espace de 7 x 9 m environ, ouvert vers le nord (**pl. XI**). Sur les trois autres côtés, ses limites étaient matérialisées, au sol, par les restes de grosses poutres calcinées mesurant en moyenne 60 cm de largeur, disposées par deux, parallèlement (**fig. 52**). Dans l'interstice marquant la séparation des deux éléments de chaque alignement, a été notée la présence de mortier de chaux, de quelques moellons et galets, et d'un peu d'argile. Aucune solution ne se dessine encore pour identifier ces structures ; leur largeur étonne dans la mesure où il semble qu'elles ne puissent correspondre à une clôture, et la destination du lieu rendant peu vraisemblable la restitution d'une toiture.

52. Cimetière de Saint-Romain : restes d'une structure (enclos ?)

- 56 Dans l'espace ainsi délimité, les sédiments archéologiques avaient été profondément bouleversés, mis à part en un point où a été remise au jour une sépulture. Le mobilier recueilli est hétérogène : sont associés des fragments d'objets antiques, médiévaux et du début de l'époque moderne ; le XVII^e siècle est certainement la période la mieux représentée en particulier par les monnaies et le verre. La fouille a permis en outre d'y recueillir de très nombreuses aiguilles de linceul en bronze. Il est donc clair que l'enclos délimita un cimetière, dont la création ne peut intervenir avant la deuxième moitié du XVI^e siècle : l'analyse de la stratification l'indique et le fait qu'il n'apparaisse pas sur le plan scénographique le confirme. Les corps, à l'exception d'un seul sans doute oublié, ont été exhumés et ceci explique le bouleversement des couches dans ce secteur. La structure en « U » fut coupée par la façade des prisons bâtie en 1664 ou 1665 et le sol du cimetière fut recouvert par un remblai qui doit être mis en relation avec la même campagne de travaux.

- 57 Les seules mentions du cimetière de Saint-Romain sont difficilement conciliables avec les renseignements donnés par la fouille. Dans les archives, M.-O. Mandy a relevé l'information suivante :
- « sur ce qui a été représenté par Monsieur l'Archidiacre au sujet du cimetière que l'on veut établir en l'église de Saint-Romain (le chapitre) a commis l'Archidiacre et le Chamarier pour aller voir l'archevêque à ce sujet » (A.D.R. 10 G 215, f° 32).
- 58 Toutefois, la date d'enregistrement du document, 1718, est bien postérieure à celle de l'abandon du cimetière fouillé. La seconde mention apparaît dans l'ouvrage du chanoine J.-B. Martin. Cet auteur écrit que le cardinal de Tencin, archevêque de Lyon, en prononçant l'interdit de l'église Saint-Romain le 20 août 1743 aurait précisé que
- « les corps enterrés dans le cimetière seraient exhumés et déposés dans celui de (...) » Saint-Pierre-le-Vieux (Martin 1908-1909, p. 50).
- 59 M.-O. Mandy a dépouillé en vain les actes capitulaires de 1743 : l'information n'y est pas consignée. Les résultats de la fouille sont très nets sur ce point : les corps furent certainement exhumés pour être ensevelis dans le cimetière de Saint-Pierre-le-Vieux, mais le transfert eut lieu vraisemblablement plus tôt, lorsque fut entreprise la construction des prisons de l'archevêché en 1664 ou 1665.
- 60 Des restes de constructions réalisées en moellons bruts de schiste principalement, liés à la terre, ont été dégagés à l'ouest de cet enclos. Ils correspondaient à un mur orienté d'est en ouest, assez large (M213) ainsi qu'à un autre, plus mince ou moins bien conservé (M215), parallèle au premier. Une structure annulaire se rattachait au même ensemble ; il est exclu d'y voir un puits, le sol n'ayant pas été creusé à cet endroit, tandis que les deux assises de moellons conservées ne suffissent pas pour identifier un puits perdu. Sa fonction demeure donc inexpliquée. Ces constructions se développaient sans doute vers l'ouest, où les bâtiments postérieurs en ont gommé les traces.
- 61 Deux murs mis au jour à l'est du chantier semblent apparaître au cours de la même période. Leur cas a déjà été abordé plus haut à propos du plan scénographique de Lyon, sur lequel il est impossible de les localiser. Le mur orienté du nord au sud (M223) constituait sans doute la façade occidentale de la maison. Au-dessus d'une large fondation, il fut monté en petits moellons équarris, de calcaire principalement, soigneusement assisés et liés par un mortier riche en chaux. Le retour de la façade doit être restitué sur le tracé de l'égout du XIXe siècle, qui fit disparaître tous les vestiges. Le mur M224 ne peut avoir été qu'une cloison compte tenu de sa faible largeur. Un sol fait de mortier a été dégagé dans l'angle formé par ces deux structures ; la fouille a été interrompue à son niveau dans cet espace devenu trop étroit. Ces structures appartenaient à un bâtiment que fit disparaître, au XVIIIe siècle sans doute, la construction de la maison Maclas, qui reprenait son alignement occidental, mais dont la façade fut placée en retrait. Sans doute s'agissait-il de cette dépendance de la prébende de Saint-Mammet mentionnée dans les archives à partir de 1506, et à laquelle succède la maison Maclas (A.D.R. 28 G 69, f° 44 et 49 ; 28 G 70, f° 13 ; 28 G 72, f° 19 ; 28 G 73 ; 28 G 74, f° 1).

La construction du pont de Saint-Jean (XVIIe siècle)

- 62 Avec la construction, achevée en 1636, d'un pont de bois sur la Saône, le secteur du quartier canonial où se situe la fouille va s'animer et connaître d'importants

changements. Le 19 janvier 1635, le chapitre avait autorisé Christofle Marie, entrepreneur des ponts de France,

« de faire bastir et construire ledit pont à ses frais périls et fortune, à l'endroit des petites galleries du palais de l'archevêché et de la place de Rontalon et place de Belle Court » (Sachet 1918, II, pp. 317-320 ; le texte cité doit être tiré des Actes Capitulaires du 19.01.1635) (fig. 53).

53. Détail de la vue d'une partie de la ville de Lyon... dessinée par Cléric vers 1720 et gravée par Fr. Poilly

B.M.L. Coste, 259

- 63 Les « *petites galleries du palais* » se dressaient sur la rive de la Saône, à l'est de la cour de l'archevêché. Cette nouvelle liaison établie avec la presqu'île provoqua certainement un accroissement des activités et surtout des mouvements de personnes. L'utilisation de la cour de Lyon comme voie de circulation devient alors fréquente, ainsi que l'atteste un acte daté du 17 mai 1664. Dans ce document, le chapitre autorise l'archevêque à effectuer un certain nombre de travaux devenus nécessaires, par suite des changements intervenus depuis la construction du pont. Il nous apprend que Mgr Camille de Neuville

« dit ne pouvoir plus souffrir que la cour dudit archevêché soit commune à tout le monde, ny au passage des carrosses, charrettes, et voiturier comme si cestoit une rue publique au lieu d'aller passer vers Roanne, ou devant l'église de Saint-Romain, et, pour ce, qu'il étoit en résolution de faire fermer les portes de ladite cour, comme on souloit faire cy devant ; en tout cas s'il se résolvait à les laisser en l'état, en considération de la commodité publique, et faciliter les advenues dudit pont, ils laisseroit comme en rue un espace de ladite cour convenable et pour se clorre et n'être pas à labandon comme il estoit, il feroit faire une muraille à droite ligne depuis le portail du côté dudit pont (...) jusques à lautre portail du côté de la place St Jean (...) » (A.D.R. 1 G 268).

- 64 Avec quelques réticences, l'archevêque accepte donc d'enregistrer la transformation de sa cour en rue et il propose une solution lui permettant de sauvegarder une partie de l'espace dont il jouissait.
- 65 En outre, il demande et obtient de
 « changer les prisons du lieu où elles sont présentement, et les remuer au bâtiment qui est vers l'autre portail du côté de l'auditoire du Cloître où loge le bâtonnier »
 (A.D.R. 1 G 268).

Le bâtiment préexistant aux prisons (pl. II, XI, XIV)

- 66 Les prisons, qui étaient aménagées près ou dans le palais archiépiscopal, furent alors installées dans un bâtiment dont des vestiges ont été mis au jour avenue A. Max, ainsi qu'ont permis de l'établir avec certitude la documentation iconographique et les archives (**fig. 61-62, 89** ; A.D.R. 10 G 178). A ce bâtiment appartenaient deux caves (E et F ; **fig. 54**) auxquelles on accédait alors par un escalier longeant la façade orientale. De celui-ci, seules ont été retrouvées les substructions : toutes les marches avaient été arrachées lorsqu'il fut condamné, probablement en 1664 ou 1665. Il donnait accès directement-nous n'avons pas trouvé trace de ferrures-à la petite pièce F dont le sol était fait de dalles, identiques à celles qui revêtaient la cour des thermes antiques tardifs, récupérées probablement durant les travaux ; un mur de la même époque avait été repris et utilisé comme marche au départ de l'escalier. Une niche était aménagée dans les murs M211 et 212, à cheval sur l'escalier et la pièce. Un fragment de dalle antique réemployée dans l'angle sud-ouest devait servir de banquettes. Adossée à l'église Saint-Romain, la pièce était limitée au sud par le mur de cet édifice, repris en sous-œuvre par un placage fait de petits moellons (**fig. 54**). Dans son dernier état, la couverture à voûte d'arête correspondait à une phase de remaniement, liée à la construction d'un nouvel escalier, vers 1664 vraisemblablement (**pl. XV**).

54. Vue prise en fin de fouille : cave E et église Saint-Romain

- 67 Les montants de la porte livrant accès à la grande cave étaient réalisés en blocs de grand appareil quadrangulaire de calcaire gris à grain fin (**fig. 55-56**). Au-dessus d'un linteau monolithique, était aménagé un arc qui fut obturé par un blocage de petits moellons à une date qu'il est impossible de fixer, mais qui doit être postérieure à la création de la cave, car l'on avait masqué, ainsi, la moulure qui en soulignait le rebord. Des fragments de dalles antiques avaient été utilisés pour faire les marches permettant de descendre dans la cave E. Dans celle-ci, la structure des murs nord et ouest était uniforme ; mis à part les montants de la porte, toutes les maçonneries contemporaines de cette construction étaient réalisées en petits moellons de calcaire et parfois de granite ou de schiste, auxquels se mêlaient quelques fragments de briques et que liait un mortier de chaux. A la base des murs nord et est ont été mis au jour deux négatifs de gros poteaux en bois, utilisés pour asseoir plus solidement la fondation. Celle-ci n'ayant pas été entièrement enlevée, il n'est pas certain que ces poteaux aient été les seuls. La voûte en berceau retombant sur les murs nord et sud, était faite de moellons de schiste larges et peu épais (**fig. 3**).
- 68 La construction du mur sud était beaucoup plus complexe (**pl. II b**). L'analyse a mis en évidence seize unités stratigraphiques différentes, parmi lesquelles les murs M34 et M35 datés du III^e siècle et le dallage 1674 qui se rattache à l'ensemble thermal du IV^e ou V^e siècle ; les reprises M522 sont probablement contemporaines de l'aménagement de la cave. La même chronologie pourrait être admise aussi dans le cas des maçonneries M311 et 201, ainsi que, éventuellement, pour la partie basse du mur M204. Certaines de ces maçonneries peuvent cependant appartenir à une phase de construction ou remaniement de l'église, ce mur étant commun aux deux édifices (partie basse de M204 ?). Toutefois, il n'a pas été possible d'établir un rapport entre cette face du mur et la partie de l'église fouillée derrière où Ton ne retrouve ni les mêmes interventions, ni des matériaux très proches (**fig. 48**). Les maçonneries M311 et 201 pourraient être, en revanche, plus récentes que la cave et se rattacher aux travaux de 1664. Les autres reprises de maçonnerie sont liées à l'installation d'un nouvel escalier à la fin du XVIII^e siècle.
- 69 Le plan au sol du bâtiment auquel appartenaient les structures décrites ne peut être que partiellement restitué. Le mur M200, donne l'alignement de la façade sur la rue Saint-Romain, où elle se développait très probablement jusqu'à la porte fermant la cour de Lyon : c'est ce que suggèrent les indications données, pour le localiser, dans le document cité plus haut (A.D.R. 1 G 268). Les constructions réalisées en 1664 ou 1665 en ont fait disparaître les traces. Il était limité à Test par le mur M208 ainsi que par le mur M207, repris lors de l'aménagement de la cave G. Ce dernier, en effet, n'avait certainement pas pour seule fonction de soutenir l'escalier, comme le mur M212 qui est beaucoup moins bien fondé. La cave ne donne donc, semble-t-il, qu'une image incomplète de l'emprise au sol de ce bâtiment, dont la destination primitive n'est pas connue, mais dont la construction peut être datée à partir de 1615, et avant 1664, un médaillon commémorant le mariage d'Anne d'Autriche et de Louis XIII ayant été mis au jour dans l'un des remblais constituant le sol de la cave E et la seconde date correspondant aux travaux décrits ci-dessous. C'est lui, probablement que Ton entrevoit à droite de l'église sur le « petit plan Maupin » (**fig. 51**).

Construction des prisons et ouverture de la rue de l'archevêché (pl. XV-XVI)

- 70 Dans le contexte évoqué précédemment, le bâtiment choisi pour installer les prisons ne fut pas, sans doute, jugé parfaitement adéquat puisque des travaux furent entrepris pour le modifier et qu'une partie de la « cour de Lyon », fermée par un mur puissant, lui fut affectée.
- 71 Les transformations, dans ce cas encore, ne sont perceptibles pratiquement qu'au niveau du sous-sol où furent aménagées deux nouvelles caves (G et H). Les murs ouest et nord (M237 et 242), ainsi que le mur de refend (M241) furent établis en priorité ; le mur sud (M240), adossé au mur M206, fut installé dans un deuxième temps. A Test, le mur M207 était repris, chemisé à l'intérieur de la cave, et prolongé vers le nord par le mur M249 ; un soupirail y fut ouvert après la mise hors service de l'escalier (fig. 56). Dans la cave G, l'espace était subdivisé en quatre travées, dont les voûtes d'arête retombaient sur un pilier central. Une voûte en berceau supportée par les murs est et ouest couvrait la cave H.
- 72 Parmi les matériaux employés, le calcaire doré dominait largement, à côté de quelques fragments de briques et de tuiles probablement en réemploi et utilisés principalement à la naissance des voûtes ; quelques blocs de grand appareil quadrangulaire taillés dans un calcaire blanc, sans doute eux aussi des réemplois, étaient visibles à la base des maçonneries (fig. 9, 57, 59). Les moellons, bien que très irréguliers, souvent épannelés mais parfois bruts, étaient généralement de taille nettement plus importante que ceux qui furent utilisés pour construire les caves antérieures ; leur disposition était assez régulière et ils avaient été liés par un mortier gris clair. Le calcaire doré fut utilisé également pour réaliser les voûtes sur un coffrage dont les empreintes étaient clairement lisibles. Au départ de l'élévation, au rez-de-chaussée, les moellons tendaient à devenir plus irréguliers et leur taille diminuait.

55. Coupe réalisée dans les caves E et F

56. Coupe réalisée dans les caves E et H

57. Relevé des murs des caves E et G et coupe dans une partie du terrain sous-jacent

- 73 Deux portes percées dans le mur M206 mettaient en communication les nouvelles caves avec la plus ancienne (**fig. 55, 56**). Celle qui ouvrait dans la cave H fut dotée d'un encadrement constitué de blocs allongés et minces, plaqués contre la maçonnerie. Le passage entre les caves G et E fut plus sommairement aménagé. Seul le montant droit, dans la cave E, fut l'objet d'une reprise réalisée en blocs quadrangulaires, qui lui confèrent un aspect relativement soigné (**fig. 58**) ; sur l'autre montant, les traces laissées par les outils ne durent être masquées que par un enduit.

58. Relevé du mur est de la cave G

- 74 L'élévation du bâtiment antérieur fut reprise au cours des mêmes travaux : le mur M236 reposait sur les restes du mur M200, dont il modifia très légèrement l'orientation. Il délimitait, avec les murs M235, 207 et 243, le corps de bâtiment subdivisé au rez-de-chaussée par l'élévation des murs 206 et 240, ainsi que par des cloisons (M 239).
- 75 Le procès-verbal de la visite faite en octobre 1665 nous livre quelques détails supplémentaires sur l'organisation de l'espace. Il signale que
 « les bâtiments desdites prisons, tout neufs, sont composés de 13 chambres tant pour le concierge que pour les prisonniers, les fenêtres d'icelles treillissées à barreaux de fer, en bas 7 cachots à plain pied du rez de chaussée, le tout en bon état » (A.D.R. 10 G 278).
- 76 A l'est de ce bâtiment, ont été mises au jour les fondations d'un avant-corps, apparemment divisé en deux parties, dont l'une est représentée par un massif compact couvrant un rectangle de 4 m x 5 m environ (M251-252), coupé au XIXe siècle par la galerie d'adduction d'eau du funiculaire (cf. p. 104), prolongé par une fondation en « U » (M253 et 254). Ces substructions avaient été réalisées en blocage de moellons ennoyés dans un mortier jaune, et coulées directement dans des tranchées, étayées parfois par quelques planches dont les empreintes et des lambeaux étaient conservés.
- 77 Le mur M249 se prolongeait au-delà de la façade, où il était adossé à un massif de maçonnerie (M250), qui comme lui a été entaillé par un égout au XIXe siècle. La forme originelle de l'ensemble n'est donc pas connue : l'extension du mur n'a pu être déterminée, ni le plan complet du massif de maçonnerie, dont la largeur peut être estimée à un peu moins de 4 m. Dans la partie conservée, du côté de la façade des prisons, le contour de cette fondation suivait une ligne incurvée. Ces deux maçonneries étaient montées en moellons de calcaire, jaune dans la majorité des cas, liés par du mortier gris clair.

59. Relevé du mur sud de la cave G

- 78 La construction du corps de bâtiment reposant sur le massif de fondation M251 à 254, paraît être à l'origine de l'abandon du premier escalier, remplacé alors par un escalier appuyé contre le mur nord de l'église Saint-Romain, dont le parement fut repris pour encastrer les marches, supportées au nord par le mur M247 et appuyées contre un mur antique tardif que l'on dut entailler (M93) (**pl. II, b**). Un mur (M245) fut bâti pour fermer la pièce F et condamner l'escalier antérieur ; la niche aménagée dans les murs fut bouchée. La couverture de la cave F fut reprise alors et prolongée sur l'escalier ; la maçonnerie M246 est liée à ces remaniements.
- 79 Un bloc mouluré, en calcaire gris pâle très dur (choin), réemployé dans une fondation de l'immeuble bâti à la fin du XVIII^e siècle, pourrait avoir fait partie de la construction qui vient d'être décrite (**fig. 60**).

60. Bloc mouluré réemployé dans une fondation de l'immeuble bâti à la fin du XVIII^e siècle

62. Terrier de Saint-Pierre-le-Vieux, réalisé entre 1743 et 1755

A.D.R. 28 G 74, en couleurs

63. Rue de l'Archevêché : pavage réalisé au XVIIIe siècle

- 82 Le creusement de la cave J (**pl. XVIII**), à la fin du XVIII^e siècle, a fait disparaître toute trace d'éventuels aménagements occupant la partie orientale de la cour des prisons, à l'exception du puits, repris plus tard dans un mur M255 (**fig. 70**). La chapelle associée aux prisons (**fig. 61, 62**) et à la cour a pu être localisée assez précisément à partir d'une description des lieux faite en 1781 après sa démolition (**pl. XVI** ; cf. A.D.R. 10 G 3815). Elle pourrait avoir été bâtie après 1665, car le texte de la visite effectuée après l'exécution des travaux, révèle l'existence dans la cour d'une « fenêtre treillissée de gros barreaux de fer en grille ayant vue sur le grand autel de Saint-Romain, par laquelle ouverture les prisonniers entendent la messe », et il ne fait pas allusion à la chapelle (A.D.R. 10 G 178). Le puits était relié, par un conduit à ciel ouvert, à un puisard monté, à sec, en moellons bruts de schiste placés en encorbellement.
- 83 A ces aménagements était associé un sol de galets, qui était en usage en même temps que le bâtiment auquel appartenaient les murs M223 et M224 (**pl. XI**). Il est probable que ce bâtiment disparut relativement rapidement après la construction des prisons et l'ouverture de la me de l'Archevêché. Dans l'angle de la maison Maclas qui a été dégagé, a été relevée la présence d'une maçonnerie à la base de M260 (**pl. XV**) identique à la fondation des prisons et parfaitement alignée sur elle. Les similitudes sont telles, que je ne peux exclure qu'elle ait pu être réalisée au cours de la même campagne. La construction de la maison pourrait donc être soit contemporaine, soit de peu postérieure à celle des prisons. Les descriptions retrouvées dans les archives (**fig. 61**) laissaient supposer que la maison avait été reconstruite entre 1625 et 1743, ce que les vagues indications fournies par le terrain autorisent à établir plus fermement. Le document le plus ancien décrit « une maison haute moyenne et basse consistant en plusieurs membres avec une cour et un jardin joignant ensemble » (A.D.R. 28 G 73, de 1625) ; un texte daté de 1611 donne la même description (28 G 72, f° 19). Les détails enregistrés dans le texte de 1743 (A.D.R. 28 G 74, f° 1) correspondent, en revanche, au plan de la maison démolie en 1865 ou 1866 (A.M.L. 01, liasse Adolphe Max) : les corps de logis sont alors distribués autour d'une petite cour intérieure.
- 84 Le reste d'une maçonnerie, M258, épargné par les fondations des grilles installées au XVIII^e puis au début du XIX^e siècle pour fermer le jardin de l'archevêché, pourrait être attribué à une clôture antérieure, sans doute celle que Mgr Camille de Neuville déclare vouloir faire bâtir
- « à droit ligne depuis le portail du côté dudit pont, où sont les armes de l'archevêque Talaru et celles du chapitre, jusques à l'autre portail du côté de la place St Jean, en laquelle muraille il feroit passer un portail (...) sur lequel il feroit poser et remettre les armoiries deportez pour ne rien changer des marques anciennes de l'église » (A.D.R. 1 G 268).

Les maisons de la rue Saint-Romain

- 85 Plusieurs documents dévoilent le mauvais état des maisons bordant à l'ouest la rue Saint-Romain au début du XVIII^e siècle. Dans un acte daté de 1604 (A.D.R. 10 G 56),
- « le chapitre, après avoir ouï le rapport de la visite faite d'une muraille mitoyenne entre les maisons de Monsieur Doucieux (occupée plus tard par Mr de Pingon) et celle du Sieur Faure, curé de Saint-Romain, ordonne que les réparations nécessaires soient faites aux dépends desdits Doncieux et Faure à la forme dudit rapport »
- 86 L'analyse de ce mur a mis en évidence de nombreuses reprises, parmi lesquelles il n'est pas aisé de reconnaître celle qui fut sans doute effectuée alors (**fig. 37**).

- 87 L'entrepreneur Christofle Marie chargé de la construction du pont sur la Saône, avait également mission de démolir les maisons qui gênaient la circulation entre la rive de la Saône et la place de la cathédrale. Selon l'abbé Sachet, la maison Pingon aurait alors été menacée, mais nous n'avons pas retrouvé de texte corroborant ses dires. En revanche, les archives attestent que la maison voisine, dont le dernier occupant fut Jacques D'Amanzé, fut en partie détruite en 1637 (A.D.R. 10 G 532) et un acte daté de 1694 confirme que la partie démolie avait été transformée en place, tandis que l'autre était réunie à la maison Pingon (A.D.R. 10 G 1533 et 1535).

La maison Pingon

- 88 C'est au cours de la même période, mais pas nécessairement au même moment, que durent être entrepris des travaux assez importants dans la maison Pingon. A. Sachet fait allusion à des transformations effectuées vers 1620 (Sachet 1914, II, p. 594) ; nous n'avons pas retrouvé les documents sur lesquels il s'appuie pour l'affirmer, mais des traces de remaniements ont été relevées sur le terrain. Bien qu'ils n'aient pas été datés encore à partir du mobilier recueilli, il est possible de les situer avant 1746, date à laquelle une visite de la maison établit l'existence des aménagements concernés, et donc d'avancer à titre d'hypothèse qu'il pourrait s'agir de ceux dont A. Sachet eut connaissance par les archives. A ces travaux correspond l'aménagement d'un escalier d'accès aux caves, en pierre, qui délimita une nouvelle pièce gagnée semble-t-il sur la cour, calée, en plan, dans l'angle formé par les caves ; on reprit aussi les murs nord et ouest de la cave C, le premier étant entièrement reconstruit alors que le second ne le fut que partiellement. La surface de la première cour de la maison, la seule que les fouilles ont touchée, aurait été alors réduite. L'aménagement interne de la cave D fut modifié également. Une excavation perça son sol et dans le remplissage a été relevée la présence d'un tronçon de colonne identique à celui qui fut utilisé dans la nouvelle pièce créée au rez-de-chaussée, noyé dans une maçonnerie servant de fondation à une structure non identifiée. Un nouveau sol se forma dans la cave D, dans lequel des poteaux servant à supporter des cloisons de bois avaient laissé leurs empreintes.

La maison curiale

- 89 En 1665, considérant la vétusté de la maison curiale, la paroisse envisagea de l'abattre pour la reconstruire. Une autre solution fut adoptée : le curé de Saint-Romain fut installé dans une maison construite depuis peu dans le cimetière de Saint-Pierre-Le-Vieux, et l'ancienne cure fut vendue en 1669 à Charles Tardy, « bourgeois », à charge d'une pension versée au desservant de Saint-Romain (Beyssac 1921, p. 33 ; Martin 1908-1909, p. 49 ; A.D.R. 28 G 57).
- 90 Peu après, en 1674, la façade fut reprise et alignée sur celle de la maison Pingon (A.D.R. 10 G 595). Dans la cave, la maçonnerie M231 et le soupirail se rattachaient à ces travaux (**fig. 64**). Des structures antérieures furent cependant conservées dans la partie nord du mur où la maçonnerie M53 appartenait au complexe thermal du IV^e siècle, tandis que le puits (M 187) était lié à la façade précédente de la maison. Ce puits fut l'objet d'une reprise (M338), faite de petits moellons et de fragments de briques, rendue peut-être nécessaire par ces remaniements et, en particulier, par l'ouverture d'un second soupirail à ce niveau. Si les matériaux employés pour réaliser ce bouchage ne sont pas représentatifs des techniques de construction en usage alors, on peut penser que le

maçon s'est simplement adapté au type d'intervention qu'il devait réaliser, et que ces différences ne signalent pas une chronologie diverse.

64. Relevé du mur oriental de la cave B

- 91 Au niveau de la rue, la structure de l'élévation de la façade (M231) n'était pas uniforme et nous avons distingué plusieurs unités stratigraphiques, qui pourraient correspondre à des interventions plus récentes ou, plus probablement, illustrer l'hétérogénéité de l'appareil. En effet, celui-ci réunissait des blocs quadrangulaires de calcaire des Monts d'Or aux dimensions très variables, des moellons et des briques assez harmonieusement mais irrégulièrement distribués. Ce type de construction s'apparentait à celui qui fut adopté, dans les mêmes années, pour bâtir les prisons de l'autre côté de la rue.
- 92 Les travaux qu'il semblait nécessaire d'entreprendre dans la maison, n'ont pas laissé d'autres traces aussi nettes. Les bases des murs conservées au rez-de-chaussée ont livré quelques indices de remaniements qu'il est impossible de dater car ils n'étaient pas, généralement, en relation avec des couches archéologiques. Il faudrait peut-être placer ici les modifications enregistrées dans l'aménagement interne des caves, où les sols ont été plusieurs fois rechargés. Dans la cave B, des cloisons en bois fixées sur des poteaux furent installées et l'on dut alors supprimer la glacière (**fig. 38, pl. XV**) ; ces structures disparurent avant le milieu du XIXe siècle. Sans l'aide des informations que pourra livrer le matériel lorsque nos connaissances dans ce domaine auront progressé, il n'est pas possible de rattacher ces transformations à des moments précis de l'histoire de la maison.

65. Fragment de chapiteau de pilastre

NOTES

7. Durant l'été 1989, la SEMALY a entrepris d'élargir le périmètre du chantier dans le secteur correspondant au chevet de l'église. Étant alors en poste à Rome, je n'ai pu suivre ces travaux et, à l'heure où se conclut la réalisation de cet ouvrage, les archéologues n'ont pu encore intervenir.

8. Cette interprétation de l'inscription m'a été suggérée par M. Ch. Pietri, que je remercie pour l'aide qu'il m'a ainsi apportée.

Chapitre 4. Remodelage du quartier

Les grands projets du XVIIIe siècle

Les transformations de la maison Pingon (pl. IIa, XV-XVIII)

- ¹ Entre le 30 avril 1746 et le 24 mai 1747, la maison qui devait bientôt être concédée au comte de Pingon, fut l'objet de travaux importants : les façades donnant sur la rue Saint-Romain et sur la rue de l'Archevêché furent refaites, de même que les murs de refend qui s'y rattachaient et le grand escalier (A.D.R. 10 G 670). Les autres interventions portèrent essentiellement sur les revêtements des sols et des murs, l'installation de cheminées, l'exhaussement d'une partie de l'immeuble et la réfection des couvertures. Il était précisé, dans le devis, que l'entrepreneur était tenu

« de reconstruire sur la hauteur de trente trois pieds les façades tant du costé de la rue de l'Archevêché que du costé de la rue derrière la prison et sur la même... des anciennes fondations, lesquelles façades celle sur la rue de l'Archevêché sera composée de quatre arcs de boutique au rez de chaussée et d'une porte ayant issue sur laditte rue au dessus desquels arcs de boutiques seront pratiqués les jours larmiers et croisées suivant le nombre désigné par le plan ; quant à la façade sur la rue du derrière de la prison elle sera composée de deux arcs de boutique et des jours et croisées aussy désignés par le plan » (A.D.R. 10 G 670, 30 avril 1746). Ces prescriptions furent suivies à la lettre dans le cas de la façade donnant sur la rue Saint-Romain. Seule une fine saignée signalait, le long du mur M233, qu'il avait été bâti à partir du revêtement de la rue en usage au XVIIIe siècle. Aucun vestige du mur qui l'avait précédé n'a été retrouvé. Le texte définit également la procédure que l'entrepreneur devait adopter pour reprendre la façade : il « sera tenu avant de démolir de faire étayer tous les planchers qui ont leur poids dans les murs de façade de laditte maison et en telle sorte que les dits planchers ne puissent souffrir ny estre dérangés de l'état où ils sont de même que la charpente » (fig. 66).

66. Joubert, « Plan géométral de la ville de Lyon, assujetti aux nouveaux alignemens des quartiers neufs et enrichi des bâtimens principaux », 1773

A.M.L. 1 S 90a, gravé

- 2 La fondation du mur de façade fut réalisée en grande partie avec des matériaux récupérés probablement dans les parties démolies : un fragment d'encadrement de porte, des blocs quadrangulaires et des moellons de calcaire blanc et jaune, aux dimensions variées et assez grossièrement appareillés. Sans doute est-ce aux élévations que fut réservée la « *bonne maçonnerie de mailon de Couson bien enlié avec mortier composé d'un tiers de chaux et de deux tiers de sable* ».
- 3 Le plan A.D.R. 10 G 1621 (**fig. 67**) pourrait être celui auquel renvoyait le devis de 1746, bien qu'il comporte une indication-qui paraît, toutefois, ajoutée dans un deuxième temps-correspondant au projet de recul de la façade nord de la maison (selon Sachet, 1918, p. 595, ce plan de reculement aurait été dressé en 1768), réclamé pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle par le chapitre (**fig. 68**), et qu'il ait été rattaché depuis à ce dossier. Il livre diverses informations qui concordent avec celles données par la fouille : la répartition des pièces au rez-de-chaussée est la même, à part dans l'espace proche de la marge nord du chantier, où a été dégagé un couloir occupant une partie de l'emplacement de l'une des boutiques. Le corridor représenté sur la plan est plus étroit et plus court. Cet aménagement serait donc postérieur aux travaux effectués en 1746 ; le corridor et la cuisine qui le jouxte sur le plan n'ont pas laissé de traces claires dans le sol.

67. « Plan de reculement de la maison de Monsieur de Pingon »

A.D.R. 10 G 1621, en couleurs

68. « Plan des bâtiments et dépendances du ci-devant Evêché de Lyon avec ses divisions... »

Original daté du 21.12.1792, copie du 25.7.1824

A.D.R. 10 G 1621, en couleurs

- 4 La pièce située entre la cuisine sud et les boutiques de la rue Saint-Romain est donnée
comme « cave » sur ce plan, bien qu'elle n'ait pas été aménagée en sous-sol. Toutefois,
son sol était fait de terre battue et il est probable qu'elle faisait fonction de débarras.
- 5 Le devis prévoyait

« la construction de la voûte d'une cave », mais celle-ci n'est pas localisée, et le texte de la visite faite le 24 mai 1747 « pour examiner les réparations et additions de la maison canoniale » est tout aussi imprécis ; il relate seulement que l'ingénieur architecte de la ville chargé de cette mission « serait descendu dans une cave pratiquée sous un bas, et dont il auroit remarqué que la voute est solide de même que les murs repris sous oeuvre ».

- 6 Se rattachent en revanche à ces travaux, la partie conservée d'une cloison (M272, **pl. XVIII**) séparant deux boutiques et, peut-être, le revêtement de carreaux de terre cuite rouge de l'une d'elles (**pl. XVIII**). Il n'est pas exclu, toutefois, que celui-ci ait été réalisé vers 1780, car le devis estimatif de réparations à effectuer dans la maison établi cette année-là, le 17 juillet, signale
« quatre toises de carrelage hors service qu'il faut refaire à neuf » chez le tourneur et « chez le cordonnier, deux toises de carrelage aux murs intérieurs (?) de ladite boutique » (A.D.R. 10 G 672).
- 7 L'aménagement des « lieux » a probablement imposé la construction de la fosse maçonnée, sur plan carré (M271, **pl. XVIII**) dont la présence, dans la cour, est attestée par le devis établi en 1780, alors que celui de 1746 n'y fait pas allusion. Le puits perdu M124 fut vraisemblablement abandonné au cours de la même période.
- 8 En dépit de leur ampleur, les travaux entrepris ne portèrent pas remède à la détérioration de ce bâtiment vétuste, et le comte de Pingon s'adressait au chapitre dès 1760 pour demander des « réparations urgentes et nécessaires » (A.D.R. 10 G 56). Plusieurs actes datés de 1760, 1763, 1764 et 1765, traitent de « travaux de charpente » (A.D.R. 10 G 672).
- 9 A partir de 1767, le nom du comte de Pingon apparaît à plusieurs reprises dans les archives capitulaires, à propos du recul de la façade nord de sa maison, qu'imposait le projet de construction de la nouvelle Manécanterie. Ainsi qu'en témoignent les plans (**fig. 68, 76, 89, 90, 91**), l'angle sud-ouest de l'édifice aurait dû atteindre le voisinage immédiat de la maison et boucher la rue de l'Archevêché (A.D.R. 10 G 3814, 671, 672, 15, 56/515). Monsieur de Pingon refusa de laisser abattre une partie de sa maison pour résoudre des difficultés, qui ne se posèrent en fait que sur le papier puisque l'aile ouest de la nouvelle Manécanterie ne fut pas réalisée. Les plans du XIX^e siècle attestent que la maison canoniale ne fut pas touchée alors (**pl. XX, fig. 79, 80**).

La vente de l'église Saint-Romain

- 10 En 1743, le cardinal de Tencin interdit de rendre le culte dans l'église Saint-Romain, car le bâtiment menaçait ruine ; l'office, de même que les fondations, furent transférés à Saint-Pierre-Le-Vieux (Martin 1908-1909, pp. 49-50). Dans un acte capitulaire daté du 4 septembre 1743 est enregistrée la décision « d'acheter ladite église au nom du chapitre » (A.D.R. 10 G 1517). Si l'acte de vente date seulement de novembre 1752, l'acquéreur est toujours le chapitre (A.D.R. 10 G 1517). Avant cette date, elle fut utilisée à plusieurs reprises. A. Sachet écrit qu'« en 1745, on permet au Doyen d'y fermer ses orangers » (Sachet 1918, II, p. 548) ; le devis des travaux à effectuer sur la maison de Pingon, établi en 1746, autorisait l'architecte Masson, chargé de les réaliser, à « entreposer les matériaux dans la cour de l'archevêché et dans la chapelle Saint-Romain » (A.D.R. 10 G 670). Il fut question aussi d'y installer les écuries de l'archevêché et c'est dans ce but que le chapitre céda à l'archevêque la propriété de l'église ainsi que celle de la cour des prisons : « les dits Seigneurs archevêques auraient celle (la propriété) des bâtisses où étoit autrefois la chapelle de Saint-Romain avec les aisances situées derrière les

prisons dudit archevêché » (A.D.R. BP 2561, A.C. du 6 nov. 1747). Après avoir visité l'église, en 1761, l'architecte Toussaint Loyer déclarait qu'elle « *seroit très convenable pour y faire les salles et appartements nécessaires à l'exercice des jurifications ecclésiastiques et séculières dudit archevêché et dépendances* » (A.D.R. BP 2561). La description des lieux qu'il donne et celle des travaux qu'il envisage de réaliser pour la transformer en auditoire de justice, ont permis de réunir quelques informations sur l'agencement de l'église (Cf. chapitre précédent). Durant ces travaux, le sol fut surélevé et revêtu de carreaux rectangulaires de terre cuite, rouges (U.S. 419) ; un fragment de pierre tombale était réemployé, probablement comme seuil (**fig. 69**). Seule une partie du programme fut réalisée : le chevet de l'église, que l'on avait envisagé de réaménager, fut abattu, ainsi que le révélent un plan (**fig. 89**) et un texte conservé aux archives (A.D.R. 10 G 3815), transcrit en annexe ; (**fig. 49 et pl. XVII**). Dans « *le dénombrement des maisons sizes dans la juridiction du cloître* », dressé vers 1763 (A.D.R. 10 G 615), la mention de « *l'ancienne église Saint-Romain servant à présent d'auditoire et prétoire pour toute la juridiction ecclésiastique* », nous apprend que les travaux étaient alors terminés.

69. Fragment de pierre tombale réemployé dans l'auditoire

Les écuries de l'archevêché

- 11 Le compte rendu de la réunion du chapitre du 6 novembre 1747 conservé dans la liasse A.D.R. 1 G 268 (cf. Annexe 5) expose clairement les raisons qui poussaient le chapitre à demander à l'archevêque de déplacer ses écuries et les objections que ce dernier formulait à l'encontre de ce projet. Les écuries de l'archevêché étaient situées dans les bâtiments accolés au cloître, vis-à-vis du palais, et elles ouvraient dans sa cour (**pl. XVI**). Le chapitre tentait ainsi de reprendre possession de l'espace sur lequel il avait été prévu d'élever la nouvelle Manécanterie, et il proposait alors au prélat d'installer ses

écuries dans l'église Saint-Romain. La perspective d'abandonner un local placé face à sa demeure en échange d'un édifice dont l'accès était certainement moins commode ne séduisait sans doute pas beaucoup l'intéressé. Il la repoussa et, en 1761, on cherchait encore une solution. Toussaint Loyer envisagea alors d'installer les écuries dans l'ancienne rue des Estrées, sous le palais (A.D.R. BP 2561). Il est probable que l'on adopta sa proposition puisque l'archevêque fut certainement contraint d'abandonner les anciens locaux lorsque commencèrent les travaux pour la construction de la nouvelle Manécanterie, en 1767 (Sachet 1918, II, p. 551) et que nous n'avons pas de preuve de l'installation de ses écuries à l'emplacement des prisons avant 1781. Une requête, enregistrée le 16 octobre 1781 (A.D.R. 10 G 3815), nous apprend, en effet, que Monseigneur de Montazet « *a fait démolir les anciennes prisons de l'archevêché situées vis-à-vis la cour de son palais et le bâtiment qui joignait lesdites prisons, qui donnait sur la rue de l'Archevêché où était l'Officialité ; et a fait reconstruire sur leur emplacement un corps de bâtiments destiné à former des écuries* » (**fig. 68**). Aucune trace des travaux entrepris en cette occasion n'a été relevée au cours de la fouille : les terrassements qui précédèrent la construction d'un nouvel immeuble à la fin du XVIII^e siècle avaient tout effacé. Le bref de vente du bâtiment, établi le 5 décembre 1791, en donne une description trop vague pour que l'on tente d'évaluer l'importance des changements apportés afin d'adapter les prisons à leur nouvelle fonction (A.D.R. 1 Q 329, pièce 279).

La révolution et la propriété foncière

- 12 La plupart des bâtiments mis au jour sur le chantier appartenaient à l'Église et ils furent donc vendus comme Biens Nationaux en 1791 (A.D.R. 1 Q 327, n° 229).
- 13 Les maisons canoniales conservèrent la fonction d'immeubles de rapport qu'elles avaient acquise depuis quelques décennies. La vente des anciennes prisons où étaient installées les écuries de l'archevêché à la fin de la Monarchie, et celle de l'auditoire aménagé depuis peu dans les murs de l'église Saint-Romain, fut, en revanche, à l'origine de leur démolition.
- 14 Un immeuble fut élevé à l'emplacement des écuries de l'archevêché, probablement durant les dernières années du XVIII^e siècle, au plus tard en 1815, car il est représenté sur le plan cadastral dressé à cette date (**pl. XX**). Il se composait de deux ailes latérales auxquelles on accédait par deux cages d'escaliers flanquant un portail donnant accès à la cour intérieure. Un troisième corps de bâtiment, élevé sur quatre étages, et occupant toute la longueur de la parcelle, fermait l'ensemble au sud (**fig. 77**). Les deux ailes latérales ne comptaient que trois étages, mais elles reposaient sur des caves. L'une d'elles, la cave J, fut construite en même temps que l'immeuble, sous l'aile orientale. Elle ouvrait sur la rue par un soupirail, et par deux autres sur la cour intérieure. Dans son mur ouest (M304) avait été intégrée la maçonnerie du puits M255 (**fig. 70**), probablement celui dont il est question dans l'acte daté du 5 décembre 1791, et qui fut utilisé comme puits perdu dans le nouvel immeuble. Les murs de la cave étaient bâtis en moellons et blocs, généralement de calcaire doré, plus ou moins soigneusement équarris en fonction de leur emplacement dans la construction. L'angle nord-ouest était renforcé, à l'extérieur, par un gros massif de maçonnerie dans lequel étaient utilisés, en remploi, des blocs moulurés présentant les caractères d'un travail moderne (**fig. 60**), et des fragments d'une pierre tombale. À l'est, le bâtiment prenait appui sur le mur de la maison Maclas (M267).

70. Relevé du mur ouest de la cave J

71. Coupe réalisée dans les caves F et E

- 15 Les murs de l'aile occidentale reposaient sur l'extrados des voûtes couvrant les caves des bâtiments préexistants, qui furent intégrées dans le nouvel ensemble. C'est sans doute alors que le mur ouest de la cave H fut renforcé par un massif de béton qui le doublait.
- 16 Un mur fut construit pour supporter un nouvel escalier débouchant dans la cave H et dont les empreintes étaient lisibles encore dans le mur M299, contre lequel il prenait appui.
- 17 Un autre escalier, fut aménagé dans la cave E. Il reposait sur le mur M289, parallèle au mur sud de la cave, qui fut repris alors pour encastrier les marches (**fig. 71 et pl. II b**) ; la voûte fut percée pour le faire déboucher au rez-de-chaussée, dans un couloir. Dans ce dernier, ouvraient également deux portes donnant, l'une sur la rue SaintRomain (**fig. 72**), l'autre dans une pièce de l'aile sud de l'immeuble ; il communiquait aussi avec la cour intérieure.
- 18 L'escalier desservant la cave F resta en usage, jusqu'à l'ouverture, quelques années plus tard, du puits perdu M285.
- 19 Le mur M291 donne la limite sur la cour de l'aile ouest, subdivisée au rez-de-chaussée par le mur M288. Le sol de la salle située dans l'angle nord-ouest de l'immeuble avait été revêtu de galets, dont seuls quelques exemplaires étaient encore en place. Celui de

la salle voisine, au sud, pourrait avoir été constitué d'une chape de ciment, tout comme l'angle sud-ouest de la cour. Partout ailleurs, le sol de cette cour était fait de galets.

- 20 L'emprise de la cage d'escalier desservant l'aile ouest peut être restituée, par symétrie, jusqu'au mur 158 (**pl. XIX**). L'escalier conduisant dans la cave H y prenait accès. La seconde cage d'escalier conservait des détails plus précis de son agencement interne. Dans le sol de galets 46 étaient enclavés deux éléments cubiques, en pierre blanche à grain fin, creusés d'une cavité centrale, des logements pour les montants de la rampe.
- 21 Plusieurs seuils, dont trois ont été dégagés, étaient ouverts dans le mur M277-279 qui limitait l'aile méridionale. Ils permettaient d'accéder à des salles de forme allongée, qui ne paraissent pas avoir été utilisées comme habitations. La première à l'ouest, donnée sur le plan **pl. XVIII**, réunit deux pièces antérieures de superficie équivalente, séparées par une cloison nord-sud, que le nouveau carrelage a masquée. La fosse septique (M275) aménagée dans l'angle ouest est antérieure-sans doute fut-elle créée avec l'immeuble-bien qu'elle ait subi quelques remaniements durant la première moitié du XIX^e siècle. Cette fosse carrée occupait un espace défini par la fondation du mur M277, ainsi que par le mur de façade sur la rue Saint-Romain (**fig. 72**) et celui de l'ancien édifice de culte, qui furent tous deux repris en sous-oeuvre ; le mur sud ne semble pas avoir pris appui sur une structure antérieure.

72. Immeuble bâti à la fin du XVIII^e siècle : partie de la façade ouest

- 22 La fonction du soubassement M276, maçonné en petites briques réfractaires, n'a pas pu être déterminée (**fig. 73**). Peut-être n'est-elle pas sans rapport avec la présence de charbon dans ce secteur, ainsi que dans le couloir voisin. De même, la fonction originelle des structures mises au jour dans la cour, le muret M281 et le « dallage » voisin, ainsi que le mur M280, n'a pas été identifiée.

73. Immeuble bâti à la fin du XVIIIe siècle : structure non identifiée et fosse d'aisance

- 23 Les eaux usées s'écoulaient par un collecteur débouchant sur l'axe médian de la cour, et raccordé par une canalisation à l'ancien puits M255, utilisé alors comme puits perdu. Les murets qui isolaient le puits furent arrachés, probablement lorsqu'il fut remplacé par un puits plus large et plus solide (M285) bâti près du collecteur auquel le reliait une nouvelle canalisation. L'installation de ce puits pourrait être à l'origine de l'abandon de l'escalier qui débouchait dans la cave F et qui fut alors muré par la maçonnerie M324, dépouillé de ses marches et rempli de galets (**fig. 71**).
- 24 La construction de l'immeuble provoqua des ruptures dans le revêtement de galets de la rue de l'Archevêché réalisé au XVIIIe siècle (**fig. 63**) : quelques reprises assez grossières ont été notées le long de la façade. Au début du XIXe siècle, après la construction du pont de Tilsitt et l'aménagement des quais, le niveau de cette rue fut modifié par l'apport d'un remblai, qui s'aminçissait en direction de la colline et reçut une couverture de galets beaucoup moins soignée que la précédente. La couche inférieure de ce remblai était constituée de terre argileuse contenant des matériaux produits par une destruction et des céramiques gallo-romaines ; la seconde, de petits cailloux. Cet exhaussement du niveau de la voie entraîna, à son tour, une recharge du sol de la cour de l'immeuble et un bouchage partiel des soupiraux.
- 25 Les dernières transformations apportées à cet habitat étaient liées à la construction, avant 1865, de l'égout collecteur de la rue de l'Archevêché. L'immeuble érigé à la fin du XVIIIe siècle y fut relié par trois conduites. Le cabinet d'aisances (M296) construit en petites briques, put alors être installé, sans doute sous la première volée d'escalier, dans un espace que ferma le mur M293. Il est possible que la construction d'un mur incurvé condamnant le fond de la cave H soit en rapport avec cette innovation (M297, **fig. 56**). Peut-être faut-il situer au même moment, ou éventuellement peu après, la construction du mur qui fermait l'escalier desservant la cave H ; les marches de celui-ci furent arrachées, et son emplacement comblé par des remblais scellés par un nouveau sol de galets.

- 26 Dans les maisons canoniales, cette période n'était représentée que par quelques remaniements tel que l'aménagement d'un couloir défini au nord par le mur M197/198, dans la maison Pingon, ainsi que des reprises ponctuelles. Des soupiraux furent remaniés alors, sur la rue Saint-Romain.

La percée de l'avenue de l'archevêché en 1866

- 27 La construction de l'immeuble, à la fin du XVIII^e siècle, permit de reprendre les contours de l'îlot, auquel fut imprimée une forme plus régulière, et d'élargir la rue de l'Archevêché ainsi que le tronçon de la rue Saint-Romain dégagé durant les fouilles. Les plans consultés ont permis d'établir que la surface libérée ici fut récupérée au dépens de la partie de la rue Saint-Romain limitant l'îlot au sud (pl. XIX-XX, fig. 76, 79).

74. « Projet de redressement des rues des Deux Cousins, de l'Archevêché, de la place projetée et du pont de l'Archevêché... », Lyon, 1814

A.M.L. 3 S 477 en couleurs

75. Projet d'élargissement et d'alignement de la rue Saint-Romain, de la rue de l'Archevêché et de la place Montazet, s.d. (vers 1815)

A.M.L. 3 S 483, en couleurs

76. [Plan du] « quartier Saint-Jean et du Palais de Justice » (nouveaux alignements et projets d'ouverture de rues), 1816

A.M.L. 2 S 336, en couleurs

77. Photographie réalisée vers 1850 : vue prise de Fourvière

En bas, à droite, l'îlot détruit en 1866

78. « Vue du pont de l'Archevêché et du quartier Saint-Jean »

Gravure réalisée entre 1831 et 1841 : sur Fourvière apparaît la tour carrée de l'Observatoire (1831) mais le clocher de la chapelle n'a pas été reconstruit (1850) ; sur le pont, les réverbères n'ont pas été dressés (1841)

B.M.L. Coste 475 bis

79. « Projet de deux avenues pour la rectification des abords du pont Tilsit et de la primatiale Saint-Jean. Plan d'alignement avec indication des parcelles, dressé pour l'enquête publique »

7.3.1865, avenue de l'Archevêché

A.M.L. 01 liasse avenue de l'Archevêché, en couleurs

- 28 La nécessité de remodeler le tissu urbain dans ce quartier et plus particulièrement au débouché du pont inspira plusieurs projets. Durant la seconde moitié du XVIII^e siècle, des aménagements furent proposés en relation avec les transformations apportées au palais archiépiscopal par J.-G. Soufflot et T. Loyer, ainsi qu'avec la construction de la nouvelle Manécanterie (fig. 68, 89, 90, 91). L'une des solutions avancées consistait à reprendre les contours des îlots en introduisant partout la même orientation (A.D.R. 3 P 453, fig. 91). J.-A. Morand suggéra, en 1778, de détruire l'îlot des prisons pour ouvrir une place, et de rectifier l'alignement des immeubles voisins (A.M. L. 3 S 270, fig. 90). Ce projet était soutenu par J.-G. Soufflot, qui annota le « plan proposé au-devant de l'archevêché » par J.-A. Morand. Le « plan général d'alignement de la juridiction du chapitre de MM. les comtes de Lyon et des nouvelles rues projetées », daté de 1774, est presque identique (A.M.L. I-S-192, fig. 89). Ces projets ne furent pas réalisés, ni même ceux qui furent conçus durant la première moitié du XIX^e siècle (fig. 68, 74, 75, 76). Pourtant, dans le voisinage, quelques nouvelles artères furent créées pour percer les îlots caractérisés par des formes irrégulières et massives, mal desservis par des ruelles étroites (ainsi, la rue du Doyenné).

81. « Lyon - avenue du Doyenné » (en réalité, avenue de l'Archevêché)

Carte postale expédiée le 19.6.1907

NOTES

9. L'avenue pourrait avoir été dénommée avenue de l'Impératrice, pendant une période brève, au moment de son ouverture. Elle porta le nom d'avenue de l'Archevêché, puis celui d'avenue de la Bibliothèque à partir de 1909, après la séparation de l'Église et de l'État. C'est en 1939 que lui fut attribuée la dénomination encore en vigueur actuellement (D.C.M. 24.12.1939, p. 145). Adolphe Max, homme politique belge, qui vécut de 1869 à 1939, s'illustra en résistant aux Allemands durant le premier conflit mondial.

Chapitre 5. De l'archéologie à l'histoire

La rive droite de la Saône au IIe siècle

- 1 C'est dans un paysage instable, caractérisé par la présence de bras secondaires de la Saône, qu'apparaissent les premières traces d'occupation enregistrées dans l'espace fouillé, durant les dernières décennies du IIe siècle. L'un de ces bras coulait dans l'espace où a été ouvert le chantier. Il bordait une île qui n'a pas livré de vestiges antérieurs au IIIe siècle (**pl. III**). Le premier bâtiment se dressait sur la rive opposée, où il semble apporter le témoignage d'une expansion progressive de l'habitat, partant du pied de la colline pour se propager en direction de la rive actuelle de la Saône.
- 2 L'examen des alluvions fluviales entrepris par C. Amoros et J.-P. Bravard, a éclairé les motifs de cette urbanisation tardive et permis de mieux interpréter ses premières étapes¹⁰. Complétées par les observations faites sur les chantiers ouverts peu après, rue Jean Carriès et dans l'îlot Tramassac, ainsi que sur la rive opposée, rue de la Monnaie et place Bellecour¹¹, ces données viennent s'ajouter au lourd dossier consacré à la localisation du confluent du Rhône et de la Saône et au tracé antique du lit de cette dernière (Steyert 1895, pp. 275-279 ; Audin 1947, pp. 99-113 ; 1956, pp. 10-15 ; Turcan 1980, pp. 65-66 ; Desbat 1982, pp. 29-37 ; Russo 1964, pp. 53-58). Si tous les problèmes n'ont pas encore été réglés - le tableau reste encore bien flou - un certain nombre d'hypothèses peuvent maintenant être écartées. En ce qui concerne plus strictement le secteur de l'avenue Adolphe Max et donc les quartiers situés sur la rive droite de la Saône, il apparaît que, repoussée sans doute par le Rhône à une époque encore indéterminée, la rivière a aménagé son lit, en totalité ou en grande partie, au pied de la colline de Fourvière. Puis, progressivement, elle s'en est éloignée pour couler à l'emplacement qu'elle occupe encore actuellement, en laissant derrière elle un réseau de bras secondaires, auquel se rattache celui dont les traces ont été mises au jour dans la partie occidentale du chantier de l'avenue A. Max.
- 3 L'analyse de la stratification, enrichie à compter du IIe siècle par l'introduction de matériaux anthropiques, permet de dater cette phase finale et de mesurer l'action de la

nature et celle de l'homme, qui se sont conjuguées pour contenir entièrement la Saône dans son lit majeur.

- 4 Ces acquis ne peuvent se parer réellement du prestige de la nouveauté. Déjà, J.-F. Artaud avait noté :

« le Rhône et la Saône réunis ont souvent tout inondé le terrain où se trouve actuellement la ville basse de Lyon ; ce qu'on peut juger par les graviers et les sables de ces deux fleuves qu'on rencontre partout sur le roc primitif »
- 5 et quelques indices l'incitèrent à repousser la rive antique de la rivière au pied de l'éperon de Fourvière (Artaud 1846, pp. 30-32, p. 232). Plus récemment, les observations faites en deux points de la rue Tramassac ont encouragé A. Audin à développer cette thèse (Audin 1957, pp. 57-61 ; Russo 1964, pp. 53-58). Dans les publications réalisées avec Ph. Russo, il démontre l'existence, dans l'Antiquité, d'un bras de la Saône coulant au pied de Fourvière et isolant la langue de terre sur laquelle devait naître, tardivement, le quartier Saint-Jean (Russo 1964, p. 53 ; Audin 1965, p. 200). La possibilité de fouiller un espace plus vaste et d'introduire les informations livrées par la stratigraphie nous autorise à nuancer cette interprétation qui tendait à figer pour toute la période gallo-romaine ce qui ne fut vraisemblablement qu'une étape dans le cadre d'une évolution, dont seuls, pour l'heure, peuvent être datés les derniers moments.
- 6 Des remblais furent apportés pour asseoir le premier bâtiment ; ils étaient contenus par une palissade en bois dressée au-dessus du bras d'eau, où ont été relevées des traces fort ténues d'un aménagement de berge. Les salles dégagées représentent la partie avancée d'une construction qui se développait au nord et à l'ouest. Les bassins qui lui sont associés révèlent que l'on a tiré parti de la présence d'une eau courante pour exercer ici une activité industrielle, qui doit être en rapport avec la boucherie ou le tannage des peaux de bovidés.
- 7 La durée d'utilisation de ces structures est sans doute inférieure à un demi-siècle, une période relativement courte durant laquelle pourtant l'activité du bras secondaire de la Saône évolue rapidement, en se réduisant considérablement le plus souvent, pour s'éveiller parfois brutalement en période de crues. Si l'une d'elles est à l'origine d'une sérieuse destruction des bassins qui, cette fois, ne furent pas réparés, la tendance précédente a vraisemblablement encouragé le dessein de colmater le bras pour gagner de nouveaux espaces constructibles.
- 8 Les données de la fouille nous permettent de reconstituer différentes phases de cette entreprise. Il semble que l'on ait, dans un premier temps, élevé des structures solides de part et d'autre du bras (**pl. IV** : M11-13 et M34). Elles se plient encore à la topographie du site, en épousant la courbe du bras. De l'eau stagne parfois dans le lit du bras : des restes d'animaux vivant en milieu lacustre ont été examinés par C. Amoros contre le mur dressé sur la berge orientale. Entre ces deux ensembles furent ensuite déversés d'importants remblais qui ont livré un mobilier dont les éléments les plus récents pourraient dater des années 210-230. En amont, là où le bras se détachait du lit principal, une digue fut peut-être bâtie pour couper l'arrivée de l'eau et faciliter le colmatage. L'hypothèse, pour l'heure, ne repose sur aucun témoignage archéologique ; le mur mis au jour durant les fouilles du groupe épiscopal aurait pu éventuellement jouer ce rôle, mais il est certainement plus récent (cf. annexe 1, n° 11).

Les thermes antiques

- 9 Vers le milieu du III^e siècle, des constructions relient les deux ensembles antérieurs. A la même époque, sans doute, apparut la salle à hypocauste sur pilettes bâtie sur l'ancienne île (salle 2 C, **pl. IV**).
- 10 L'état de conservation des structures interdit tant de définir l'organisation des constructions que d'établir avec certitude si elles appartenaient à un ou à plusieurs édifices distincts. Quelques indices incitent toutefois à retenir la première solution, à titre d'hypothèse (voir, *supra*, dernier paragraphe du ch. 1). Il s'agirait donc des restes de thermes, dont les proportions indiquent - quelle que soit la solution adoptée - qu'ils étaient publics.
- 11 A plusieurs reprises, déjà, le sol de Lyon a livré des vestiges de thermes et l'existence de deux établissements est révélée par l'épigraphie. Les thermes d'Ulattius sont connus par une inscription mise au jour quai Pierre-Scise, dans le voisinage d'une source ; à proximité, A. Audin a relevé la présence de structures qui pourraient, selon lui, appartenir à cet édifice (Allmer 1888/93, II, pp. 63-66, n° 13 et p. 315 ; Audin 1956, p. 144). Des thermes, sans doute assez richement décorés, ont été vus sur les pentes de la Croix-Rousse, près de l'amphithéâtre, au lieu-dit La Déserte (Artaud 1846, pp. 95-96 ; Allmer 1888/93, II, p. 332 ; Audin 1956, p. 129). Au cours des fouilles menées récemment rue des Farges, un grand établissement balnéaire a été partiellement dégagé (Desbat 1984), et un autre serait attesté au voisinage de la fontaine des Récollets, montée Saint-Barthélemy (Allmer 1888/93, III, p. 24 ; Audin 1956, pp. 138-139). J.-F. Artaud en signale d'autres sur les flancs de la colline de Fourvière, montée du Gourguillon ; il pense qu'ils étaient alimentés par le réservoir de la grotte Bérelle (**fig. 93, n° 23** : Artaud 1846, p. 70). Au pied de cette colline, sur la rive droite de la Saône, les thermes nouvellement mis au jour avenue A. Max, auraient été encadrés, au nord, par ceux qui ont été vus à l'emplacement du groupe scolaire de Saint-Paul (**fig. 93, n° 3** : Audin 1956, p. 137) et, au sud, par ceux de la Quarantaine (**fig. 93, n° 26** : Wuilleumier 1949, p. 3). Il est difficile d'affirmer que les salles à hypocauste dégagées au cours des fouilles du groupe épiscopal sous les églises Sainte-Croix et Saint-Etienne, appartenaient à des thermes, ce système de chauffage ayant fréquemment été adopté dans des maisons d'habitation (Reynaud 1981, p. 125-126 ; cf. annexe 1, n° 11). Il faut, à propos des derniers édifices, évoquer l'existence de ces bains d'Apollon que Pompeius Catussa invitait à fréquenter, ainsi qu'il l'avait souvent fait lui-même avec son épouse : *tu qui legis, vade in Apollinis lavari, quod ego cum coniuge feci, vellem si adhuc possem* (Allmer 1888/93, II, pp. 504-507, n° 187 et, dans l'annexe 1, le n° 25). L'épithaphe a été recueillie dans les fondations de la Commanderie de Saint-Georges, certainement hors de son contexte d'origine : elle ne nous apprend rien sur la localisation de ces thermes. Au contraire, l'existence, à Saint-Georges, de la fontaine des « Trois-Cornets », réputée au Moyen Âge pour ses vertus curatives, et celle d'une source ferrugineuse découverte par de Boissieu, introduit un argument plus convaincant en faveur de la proposition avancée par A. Allmer de les localiser dans ce quartier (Allmer 1888/93, II, p. 307 et pp. 504-507, n° 180). C'est au même établissement que faisait peut-être allusion l'enseigne de l'auberge de Septumanus, qui indique parmi les avantages que pouvait en attendre le voyageur : *Mercurius hic lucrum promittit, Apollo salutem* (Allmer 1888/93, II, pp. 656-6 ; Turcan 1980, pp. 81-83 ; sur le culte d'Apollon à Lugdunum : Bruhl 1964, p. 167 et sur son aspect de divinité salubre : Duval 1976, p. 32 et pp. 76-77). Si la

plupart des éditeurs de ce texte ont pensé qu'il faisait référence aux dons de guérisseur de la divinité, cette interprétation n'est pas retenue par P.-M. Duval qui rappelle qu'Apollon « assure le succès des traversées » et c'est peut-être à ce titre qu'il est associé à Mercure, le protecteur des « voyages sur terre » (Duval 1976, pp. 77-78). Cette inscription, dont le lieu de provenance n'est pas connu, ne peut contribuer à nous aider à localiser l'emplacement de ces bains. Une troisième inscription, mise au jour à Périgueux, mentionne, à Lyon, un temple dédié à Apollon Cobledulitavus et des thermes (C.I.L. XIII, n° 939 ; voir, Allmer 1888/93, II, pp. 89-91, n° 120 et pp. 63-66, n° 113). Les différentes données dont on dispose demeurent insuffisantes pour identifier avec cet établissement des restes de thermes connus, mais elles nous invitent à les rechercher dans le quartier Saint-Georges, par rapport auquel les thermes de l'avenue A. Max occupent donc une position trop marginale. Le fait que ces derniers pourraient être jugés trop modestes pour correspondre à un édifice qui paraît avoir joui d'un certain prestige, ne doit sans doute pas être retenu. En effet, les thermes du sanctuaire d'Apollon Moritasgus, à Alesia, semblent être de dimensions plus réduites encore (Le Gall 1963, pp. 146-160).

- 12 Les vestiges attribués au III^e siècle révèlent une volonté d'étendre l'habitat, mais il est difficile d'estimer l'ampleur spatiale et matérielle du programme d'urbanisme dont ils dépendent. L'irrégularité du plan qu'ils dessinent suggère que cette politique pourrait avoir été appliquée principalement à la faveur des mutations du cours de la Saône. Pourtant, si l'on ne retrouve pas ici la rigueur qui présida, dès l'époque augustéenne, à la distribution des constructions dans la ville haute (Mandy 1983, pp. 23-24), il faut souligner que le gain de nouveaux espaces se fit au prix de travaux beaucoup plus importants. Il n'est pas toujours aisé de déterminer si la diversité des orientations que suivent les structures est liée uniquement aux contraintes que faisait peser encore la configuration du terrain, ou si elle trahit aussi le caractère relativement spontané de la genèse du quartier.
- 13 Cette urbanisation de la rive droite de la Saône, dont la fouille n'apporte, il est vrai, qu'un témoignage ponctuel, est en contraste avec l'image qu'offre le noyau ancien de la ville établi autour de Fourvière. Les recherches effectuées au cours des deux dernières décennies, en particulier à partir des fouilles de la rue des Farges et du clos du Verbe Incarné (Desbat 1984 ; Mandy 1983 ;), ont, en effet, mis en évidence les signes d'un abandon des hauteurs qui se manifeste à partir du II^e siècle, mais s'étale sans doute sur tout le siècle suivant (Desbat 1981, pp. 105-117). La ville, qui s'était étendue entre Saône et Rhône dès le début du I^{er} siècle de notre ère, sous le principat de Claude vraisemblablement¹², semble se développer alors principalement dans les quartiers bas, au voisinage des cours d'eau. Les résultats de cette fouille donnent un nouvel éclairage au problème de l'abandon de la colline, sans pour autant simplifier une réponse dans laquelle entrent, certainement, bien des arguments de nature diverse. L'espace situé sur la rive droite de la Saône, assaini, est sans doute devenu un pôle d'attraction dont l'un des atouts majeurs était la proximité des cours d'eau, qui jouèrent un rôle capital dans le développement économique et commercial de la ville.
- 14 Sans souscrire à la thèse défendue par A. Audin (1956, pp. 161-163), qui pense que l'abandon de la colline est la conséquence du pillage des tuyauteries de plomb des aqueducs, que rien n'atteste, on ne peut écarter totalement la question de l'alimentation en eau des différents quartiers concernés. Notons, à ce propos, que si des aqueducs desservaient la ville haute, la présence de citernes destinées à recueillir les

eaux de pluie, sur le site du Verbe Incarné, dévoile qu'ils ne couvraient pas tous les besoins ; il est, toutefois, difficile de déterminer si l'utilisation de ces citernes répondait à une nécessité impérieuse ou si elle ne représentait qu'une contribution accessoire. Les problèmes d'approvisionnement en eau n'ont probablement pas joué un rôle déterminant pour engager les habitants de la colline à aller s'installer dans la ville basse, mais la présence de nombreuses sources au pied de l'éperon de Fourvière (Audin 1956, pp. 16-17) ne pouvait qu'accroître l'intérêt de ces espaces.

- 15 Sans doute ne peut-on non plus rester indifférent à un argument qui émerge de l'étude des maisons du clos du Verbe Incarné entreprise par Eric Delaval : le vieillissement de l'habitat, qu'il perçoit, pourrait avoir joué également un rôle important. Cette situation peut être mise en parallèle avec celle que créera, au XVIII^e siècle, l'assainissement de plusieurs espaces gagnés sur le Rhône. Dans ce cas aussi, les quartiers neufs se sont développés souvent aux dépens du remodelage et de la rénovation des secteurs plus anciens de la ville, dans lesquels les efforts tentés en ce sens se heurtaient à des difficultés matérielles, mais aussi à la rigidité de la propriété foncière et à des intérêts privés.
- 16 Pour la plupart des auteurs qui se sont penchés sur la question, cet abandon des hauteurs est une conséquence des difficultés économiques et peut-être politiques que l'on a très tôt entrevues à travers la documentation épigraphique. A. Allmer est convaincu que la ville a été épuisée par les pillages et la rapacité des soldats de Septime Sévère, à la suite de la bataille qui les a opposés à Albin en 197 (Allmer 1888/93, II, pp. 242-243) ; au début du III^e siècle le commerce lui paraît stagner : « *plus d'inscriptions qui rappellent ces corporations naguère si florissantes, à présent désorganisées* ». Il note que les délégués des nations élus à des fonctions ne reçoivent plus de statues, et en conclut que cet appauvrissement a touché l'ensemble des trois Gaules. Pour sa part, J. Rougé tend à minimiser le poids de ces repréailles (Rougé 1980, pp. 227-228), mais il reconnaît que les confiscations de biens qui ont suivi ces événements ont pu avoir des conséquences graves. Toutefois, les difficultés que connaît Lugdunum lui semblent devoir être replacées dans le cadre plus large de la crise de l'Empire qui se manifeste à partir de Marc Aurèle (Rougé 1980, pp. 229-230). On a invoqué encore, à ce sujet, l'altération des monnaies et, également, l'isolement politique de la Gaule au III^e siècle (Steyert 1895, p. 438).
- 17 Les thermes demeurèrent en usage pendant un siècle et demi environ, mais le terrain n'avait conservé que peu de témoignages de cette période. L'épisode que matérialise l'abandon dans un coffre de la bourse et de la plupart des pièces de l'équipement d'un militaire est difficile à replacer dans le cadre de l'histoire interne de l'édifice (voir photo au dos du volume). Il se situe en 259 ou 260, peu après, semble-t-il, que la construction eut été achevée, et ne nous apprend rien sur l'organisation et la fonction des espaces. L'adjonction d'un mur permet d'entrevoir que l'on opère quelques remaniements, durant la deuxième moitié du III^e siècle sans doute (**pl. IV, M21**). Les traces d'incendie relevées dans une partie du bâtiment, et datées du début du IV^e siècle, ne nous autorisent pas à imaginer que le désastre s'est étendu hors de celui-ci : il s'agit vraisemblablement de l'un de ces incidents si fréquents dans les thermes. Il fut à l'origine de l'abandon de l'une des salles chauffées par un hypocauste à pilettes, tandis que, dans une autre pièce, un nouveau sol fut établi au sommet de la couche constituée par les déblais de l'incendie (**pl. II a**). En revanche, nous n'avons retrouvé aucune trace

de cette mise à sac que, selon A. Steyert, la ville aurait subie en 273, lorsque Tétricus livra la Gaule à Aurélien (Steyert 1895, p. 454).

- 18 La composition du mobilier des couches qui se sont formées à la fin du II^e et au III^e siècle sur le site de l'avenue A. Max apporte un autre témoignage de cette évolution de la situation économique (cf., *infra*, annexe 3 ; sur l'économie de Lyon aux II^e et III^e siècles, voir Rougé 1977, pp. 47-63). Elle démontre clairement que les importations de denrées alimentaires transportées en amphores depuis des régions très éloignées de Lugdunum ont nettement fléchi. La réduction du nombre d'amphores de Bétique, sensible déjà au seuil du III^e siècle, est antérieure aux difficultés que connaît cette province vers le milieu du même siècle. Bien qu'il ne soit pas certain que l'huile ait été la denrée la plus fréquemment commercialisée dans les conteneurs africains, le faible nombre d'exemplaires de ceux-ci permet d'exclure que les produits africains aient pu remplacer ceux de la Bétique. La rareté des lampes à huile fournit une preuve supplémentaire de la diminution de sa consommation (Rougé 1977, pp. 57-58). Des mêmes régions provenaient encore des conserves et des sauces de poisson, mais dans leur cas aussi le volume des importations est très faible (Rougé 1977, p. 58). Le commerce avec l'Orient a subi un sort similaire : quelques amphores attestent qu'il n'a pas été interrompu, mais il ne peut avoir eu alors qu'un poids négligeable. Quelques types d'amphores, représentés par un petit nombre d'individus, pourraient être originaires des régions situées au nord ou à l'ouest de Lyon : c'est la solution que l'on entrevoit dans le cas d'une forme apparentée au type Peacock 1977, fig. 1, 1-4. Ces documents viendraient s'ajouter, si l'on parvenait à déterminer plus fermement leur provenance, à ceux que J. Rougé a réunis sur les relations commerciales liant Lyon à ces régions (Rougé 1974). A ces amphores il faut adjoindre les restes de poteries importées d'Afrique, qui ne paraissent pas avoir menacé de concurrence les productions locales, et pourraient avoir joui auprès des consommateurs d'une certaine considération, due certainement à des qualités techniques généralement supérieures à celles des productions locales, mais peut-être aussi à leur caractère « exotique ». Il semble, en effet, que cette vaisselle ait été l'objet d'une attention particulière, qui a valu à bien des vases une durée de conservation supérieure à la moyenne, à laquelle il nous faut attribuer la présence de certains exemplaires dans des contextes stratigraphiques nettement postérieurs à leur date de fabrication. Ce bilan, jusqu'ici plutôt négatif, ne nous autorise pas, pourtant, à imaginer que le marasme régnait dans les affaires lyonnaises, car durant la même période on assiste à un essor extraordinaire du trafic des vins de Narbonnaise, dont témoigne l'extrême abondance des restes d'amphores Gauloise 4 (Laubenheimer 1985).
- 19 Cette analyse rapide du mobilier met en évidence les signes d'une mutation. Peut-on vraiment expliquer ce qui se passe à Lyon en invoquant une crise générale touchant la totalité de l'Empire (Rougé 1980, p. 230 ; Desbat 1981, p. 110) ? Cela me paraît difficile, car si l'on enregistre également des changements dans les régions les plus proches de la Méditerranée, actuellement les mieux connues, les échanges inter-régionaux n'y cessent ni ne diminuent, seule pouvant fluctuer et connaître des alternances l'importance des diverses régions exportatrices (Panella 1986, pp. 437-446 ; Anselmino 1986, pp. 45-81). Les difficultés de la navigation fluviale ne devraient pas représenter un obstacle déterminant - il ne l'était pas durant le Haut Empire - à moins d'admettre que le régime des cours d'eau, et principalement du Rhône, n'ait connu des changements importants (Rougé 1977, pp. 50-51). L'origine de ces transformations réside peut-être dans les réformes relatives à l'organisation des armées, dont le ravitaillement avait

certainement joué, auparavant, un grand rôle dans le développement économique et commercial de Lugdunum, ou dans d'autres mesures administratives. C'est vers cette dernière solution que s'oriente L. Cracco Ruggini, qui analyse les effets négatifs qu'eurent, sur le commerce, les mesures prises pour limiter les droits d'association et faire disparaître les corporations dont l'importance à Lyon, jusqu'au début du III^e siècle, est attestée par de nombreuses inscriptions (Cracco Ruggini 1977, pp. 79-87). Pour A. Steyert, l'affaiblissement du commerce lyonnais aurait été la conséquence tant de l'évolution de l'économie monétaire que de celle des structures mises en place par le pouvoir : la multiplication des corvées et des prestations pesant sur certaines catégories professionnelles, ainsi que le développement des industries d'Etat (Steyert 1895, p. 463). Toutefois, l'analyse du mobilier conduit à dater plus tôt qu'il ne le faisait les manifestations de ces changements, et il reste à expliquer pourquoi ces causes de caractère général ont eu à Lyon des répercussions que l'on n'enregistre pas partout dans l'Empire.

Les grands travaux de la période paléochrétienne

- 20 Quelques éléments, dont une salle complète de ces thermes, furent intégrés dans le nouveau complexe édifié à la fin du IV^e ou au début du V^e siècle (**pl. V** : salle 2 C). L'état de conservation relativement meilleur des vestiges permet, dans ce cas, d'appréhender un peu plus aisément l'organisation du bâtiment, même si la destination de certains secteurs reste douteuse (**pl. VI et fig. 17**). Il s'agit encore de thermes, dont les proportions indiquent qu'ils étaient publics. Dans les espaces dégagés, qui ne couvrent qu'une partie de l'édifice, ont été reconnues la cour palestine, placée au nord de même que la piscine, quatre salles à hypocauste, ainsi qu'une fournaise installée dans une cour de service. Une autre fournaise, et donc aussi la cour de service dans laquelle elle devait être aménagée, ont pu être localisées à partir des traces d'échauffement observées sur le sol d'un hypocauste. Une allée revêtue de grandes dalles reliait ce secteur balnéaire à deux corps de bâtiment symétriques. La fonction de ces derniers n'a pu être déterminée et il est impossible d'affirmer qu'ils appartenaient au même ensemble, bien qu'un détail le suggère : une canalisation masquée par le dallage de l'allée alimentait vraisemblablement la chaudière qu'il faut certainement restituer dans l'une au moins des cours de service. Sur la limite nord du chantier, un reste de mur mal conservé, mais convenablement situé, pourrait avoir appartenu à la conduite qui desservait la piscine. Dans la cour, les eaux de ruissellement étaient convoyées par un chenal creusé dans de grands blocs de calcaire placés au pied des bâtiments, puis par une canalisation masquée sous le sol du couloir par lequel les salles chauffées ouvraient sur la piscine. Parmi celles-ci, il faut distinguer une très grande pièce chauffée par un hypocauste à canaux rayonnants, qui a pu être utilisée comme vestiaire (?) et comme palestine lorsque les conditions climatiques rendaient impossible l'usage de la cour. Dans deux des pièces dotées d'hypocaustes sur pilettes, la température n'a pu atteindre des valeurs très élevées, car l'une était trop distante de la fournaise, tandis que l'autre s'ouvrait vers l'extérieur par une grande porte. Seule la troisième salle disposant de ce type d'installation est susceptible d'avoir abrité l'étuve. A partir de ces données, plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour retracer le schéma de circulation adopté dans ces bains, mais aucune n'emporte totalement l'adhésion (**fig. 17**). Le fait

que toutes les pièces n'aient peut-être pas été retrouvées interdit, en outre, d'opter définitivement pour l'une de ces solutions.

- 21 En dépit de quelques concessions imposées par l'intégration de structures antérieures, l'ordonnance des constructions réalisées à la fin du IV^e ou au début du V^e siècle traduit la volonté de régulariser le tissu urbain, dont la trame s'était pliée jusqu'alors aux conditions imposées par le milieu naturel (la Manécanterie, bâtie au Moyen Âge, semble respecter les orientations principales de ces constructions). Replacé dans son contexte, quelques années après la création du groupe épiscopal à une cinquantaine de mètres de distance (voir, annexe 1, n° 11), ce programme de construction ne peut être traité comme un fait isolé. A travers sa réalisation, c'est un projet plus vaste de restructuration du quartier, autour de son nouveau centre religieux, qui semble se dessiner. Les thermes peuvent-ils, dès cette époque, avoir fait partie de cette *domus ecclesiae* qui se développe autour des groupes cathédraux, mais dont on connaît mal encore l'organisation spatiale ? Les informations recueillies sur le terrain n'apportent pas une réponse claire à cette interrogation ; toutefois, les signes d'une continuité, sensibles dans l'utilisation des mêmes bâtiments au cours des siècles suivants, permettent de ne pas écarter cette direction de recherche.
- 22 De la ville du IV^e siècle, nous ne connaissons, pour l'heure, que fort peu de choses. L'étendue de l'espace habité peut être évaluée très grossièrement. Les mosaïques datées du IV^e siècle par H. Stern (Stern 1967, n° 100, pp. 82-83, n° 102, p. 85, n° 136, p. 105) apportent le témoignage d'une continuité de l'occupation et des activités dans la presque île. Les fouilles réalisées rue de la Monnaie et rue de la Martinière, confirment cette impression (Audin 1981, p. 475 ; Lasfargues 1982, p. 416 ; *supra*, note 9). La rive droite de la Saône, au pied de Fourvière, est occupée, et les résultats des fouilles du groupe épiscopal et de l'avenue A. Max suggèrent que s'y développe un grand mouvement de restructuration et de construction. En revanche, les principaux centres de la vie politique et religieuse de la cité du Haut Empire sont abandonnés et leurs monuments servent de carrières (Lasfargues 1980, p. 400 ; Audin 1981, pp. 461-464 et 474-475 ; Reynaud 1986, p. 12). La ville chrétienne semble avoir élu des lieux plus neutres sur le plan religieux, et si elle ne couvre pas, vraisemblablement, une superficie aussi vaste que l'agglomération du Haut Empire, l'image que dessinent les bribes d'information recueillies n'est certes pas celle d'une ville engagée dans un mouvement de récession irréversible. Pourtant, dans son énumération des villes nobles de la Gaule, Ausone ne nomme pas Lyon, alors qu'il décrit Trèves, Bordeaux, Toulouse et Arles, et fait allusion à Vienne à propos du rôle joué par cette dernière (Ausone, *Ordo urbium nobilium*, pp. 204-205). Bien qu'il la cite parmi les villes illustrant la première Lyonnaise, Ammien Marcellin ne semble pas lui accorder une importance bien supérieure à celle des autres grandes agglomérations de la même province (Ammien Marcellin, p. 141).
- 23 Les caractéristiques des constructions réalisées sur le site fouillé, les murs fondés solidement au prix de gros travaux de terrassement et de remblaiement, la qualité des maçonneries, démontrent, à leur manière, la vitalité d'un quartier où l'on entreprend encore une opération d'urbanisme ambitieuse. Par ailleurs, l'examen du matériel recueilli met en évidence quelques signes d'un renouvellement timide des activités commerciales (voir annexe 3). Bien que la composition du mobilier des couches de cette période soit en quelque sorte faussée par l'abondance des fragments résiduels, le phénomène le plus marquant et le plus évident qui se manifeste au IV^e siècle est la diminution des amphores Gauloise 4 (**fig. 98**, annexe 3). Cette régression a déjà été

enregistrée ailleurs : sur les lieux de production, à Ostie, à Porto Torres (Panella 1973, p. 542 ; Manacorda 1977, pp. 226227 ; Villedieu 1984, p. 173 ; Laubenheimer 1985, pp. 391-392). Elle ne peut être retenue ici pour analyser les conséquences que put avoir, sur les mouvements des ports lyonnais, l'édit de Probus autorisant, en 280, la culture de la vigne dans les Gaules. L'abandon des vases en terre cuite, au profit sans doute de tonneaux dont on ne retrouve généralement pas les traces, nous prive d'une documentation essentielle pour aborder cette question. Les échanges avec l'Orient et avec la péninsule ibérique se poursuivent, mais ils portent toujours sur un nombre de conteneurs trop faible pour rendre sensibles les signes d'un changement. Au contraire, et bien que là aussi le volume des denrées importées soit resté fort modeste, un léger accroissement des importations africaines se dessine dans les dernières années du IV^e siècle (la sigillée africaine D est représentée par quelques types qui n'ont pas été introduits avant les dernières décennies du IV^e siècle). Dans l'ensemble, les activités commerciales de Lugdunum conservent, au cours de cette période, un caractère régional.

- 24 Les bâtiments thermaux demeurèrent en usage pendant tout le Ve siècle (**pl. VII-VIII**). Les modifications qu'ils subirent alors visaient dans la plupart des cas à réduire les espaces : une salle chauffée est refaite sur un plan plus étriqué, et surface et profondeur de la piscine sont diminuées. Par ailleurs, l'un des corps de bâtiment mis au jour dans le secteur ouest du chantier fut arasé pour laisser place à une cour bordée, sur deux et peut-être trois côtés, par un portique dont la couverture reposait sur des piliers carrés alternant avec des colonnes (**fig. 21**).

Les transformations de l'ancien édifice thermal

- 25 Les bâtiments en fonction au VI^e siècle pourraient appartenir, au plus, à quatre ensembles distincts (**pl. VII et IX**) : d'une part l'édifice aménagé à l'emplacement du balnéaire et dans ses murs, d'autre part le péristyle et les salles avec lesquelles il semble communiquer à l'ouest, l'ancien bâtiment 3 I et, peut-être, l'église Saint-Romain.
- 26 Les bains furent remodelés par l'adjonction de plusieurs murs, mais la destination du nouvel ensemble est impossible à établir : aucun plan cohérent ne peut être restitué à partir des données recueillies, mais la destruction des hypocaustes implique l'abandon de la fonction thermique (**pl. VII et IX**). Il est parfois même impossible de différencier, parmi les structures anciennes, celles qui ont été maintenues en usage de celles dont la conservation partielle pourrait n'être due qu'au rôle de contrefort qu'elles pouvaient encore jouer en doublant de nouveaux murs moins solidement fondés.
- 27 Pour l'église Saint-Romain, qu'un faisceau de présomptions attribue à une date assez haute, la fouille n'a pas fait réellement progresser nos connaissances. Seule s'entrevoit la possibilité de son installation dans les thermes, dans l'espace fort étroit où elle a pu être fouillée sur l'une des limites du chantier.
- 28 Ces bâtiments présentent des proportions assez importantes pour que l'on puisse envisager qu'ils aient fait partie d'édifices mis au service d'un pouvoir politique ou religieux. Cette hypothèse, qui a déjà été formulée plus haut, acquiert un peu plus de force au cours de la période considérée ici, alors que ces constructions paraissent à la fois conserver une certaine importance et susciter toujours l'intérêt des bâtisseurs. La présence du palais épiscopal dans le voisinage immédiat du chantier n'est clairement

attestée qu'à partir du XI^e siècle, mais plusieurs textes font allusion, dès le VI^e siècle, à la *domus ecclesiae*. Ainsi, c'est dans cette demeure que l'on situe un miracle accompli par Saint Nizier (*Vita Nicetii*, p. 523) et Grégoire de Tours rapporte que Priscus, le successeur de Nizier, s'y est installé avec sa famille (Grégoire de Tours, H. F., p. 170). Plus tard, au IX^e siècle, Leidrade mentionne une ou plusieurs demeures épiscopales dans le rapport qu'il adresse à Charlemagne¹³. Rien ne prouve que ces bâtiments aient été situés dès l'origine à l'emplacement qu'occupera plus tard le palais épiscopal, mais rien, pour l'heure, ne s'y oppose. L'espace fouillé pourrait donc en avoir été fort proche, et il est tentant de supposer qu'il était occupé par certaines des annexes qui se développent autour des centres religieux importants, et constituent cette *domus ecclesiae*, au sens large, qui a préparé la naissance des quartiers canoniaux (Duchesne 1902, p. 399 ; Lesne 1910, pp. 196-204 ; Levillain 1925, pp. 71-74). Il faudrait, pour progresser sur ce point, acquérir une vision plus complète de la topographie du quartier et donc explorer un terrain couvrant à la fois les édifices religieux et ceux qui les circonscrivent. Les données livrées par la fouille sont encore trop isolées et ont parfois été bien décevantes. Ainsi, rien n'est venu éclairer la notice signalant l'existence de *l'hospitale Sancti Romani*, que Ton relève dans le Bref du début du IX^e siècle conservé à la suite de la lettre de Leidrade¹⁴. Si, d'une part, il est impossible de l'identifier aux structures qui succèdent aux thermes, il faut d'autre part souligner que rien dans ce texte, ni ailleurs à ma connaissance, ne permet d'affirmer que l'hôpital en question dépendait de Saint-Romain de Lyon et non des églises placées sous le patronage du même saint à Anse ou à Saint-Romain-de-Couzou. L'idée que l'on ait pu adjoindre aux services créés autour de la cathédrale ce *xenodochium* desservi par une chapelle est pourtant bien séduisante.

- 29 La fouille a livré, pour cette période, des informations un peu plus claires sur le cadre de vie, l'évolution des techniques et la société. A travers les transformations et les remaniements transparaît la qualité des programmes de construction, qui se font de moins en moins ambitieux au fur et à mesure que semblent se réduire les moyens matériels consacrés à leur réalisation. Si, au Ve siècle encore, les maçons n'hésitaient pas à démolir complètement des structures anciennes et à ouvrir des tranchées relativement importantes pour asseoir les nouveaux murs, leurs successeurs du VI^e siècle cherchent à tirer parti systématiquement des constructions antérieures en installant celles qu'ils créent, soit dessus soit à côté, pour en assurer à moindres frais la stabilité. Les techniques de construction employées sont le plus souvent adaptées aux circonstances nouvelles. Ainsi, deux des fondations mises au jour étaient faites de matériaux hétérogènes liés par de l'argile, tassés dans une tranchée large mais peu profonde (M107 et M116, **pl. VII**) ; quatre autres reposaient sur des pilotis dont l'emploi épargnait l'excavation de tranchées profondes (M75, M89, M113 et Ml 17). L'appareillage des murs, la qualité des mortiers, étaient peut-être sensiblement moins soignés, mais les techniques en usage durant les siècles précédents n'avaient pas été abandonnées. Seules, il est vrai, peuvent être prises en considération ici les bases maçonnées des murs, car rien ne nous est parvenu des élévations et des revêtements, mis à part le sol fait de petit cailloux installé dans la salle 4 F (**pl. VII**).
- 30 Cette évolution se traduit, dans la stratification, par la disparition de couches de démolition et la raréfaction des remblais de construction, sources prolifiques de renseignements au cours des périodes antérieures. En conséquence, le niveau des sols ne s'éleva pas, ou peu, au cours de ces deux siècles, et il pourrait même avoir été abaissé dans les salles 4 G, à l'emplacement de la salle 2 C.

- 31 Parallèlement, la multiplication des fosses - pour partie le corollaire de l'abandon des systèmes d'évacuation des eaux usées et des détritiques, le comblement de la canalisation M56, identifiée à une adduction d'eau, et peut-être la création d'un puits (M90), révèlent que les équipements ne sont plus entretenus et donc que les services ne sont plus assurés. Les données matérielles rejoignent ici les témoignages des textes sur l'appauvrissement de la bourgeoisie municipale, incapable de remplir des fonctions qu'elle essaie depuis longtemps de fuir et qu'elle cesse totalement d'assumer, dans ces domaines, peut-être dès le début du VI^e siècle (Steyert 1895, p. 515).
- 32 Le mobilier recueilli permet d'analyser le passage de modes de production et d'échanges caractérisant l'Antiquité à une culture propre au Moyen Âge (voir l'annexe 3). Durant le Ve siècle, et encore pendant une partie au moins du siècle suivant, Lugdunum paraît bien intégré dans un système économique et commercial hérité des siècles antérieurs. Des denrées commercialisées en amphores y sont encore introduites et les restes de ces vases attestent la permanence des rapports commerciaux établis avec la péninsule ibérique jusqu'au milieu du Ve siècle ou un peu plus tard, avec l'Orient et l'Afrique certainement encore pendant le VI^e siècle. Ces renseignements rejoignent et donnent une nouvelle dimension aux témoignages de Sidoine Apollinaire et de Grégoire de Tours concernant la consommation de vins orientaux¹⁵. Certes, le volume des denrées importées est si faible qu'elles ne peuvent avoir réellement joué un rôle déterminant sur le marché local, mais seulement avoir satisfait la demande d'une élite. A Lyon, toutefois, cette situation n'est pas propre à la fin de l'Antiquité : depuis le II^e siècle, ainsi que le démontre le mobilier trouvé sur le chantier, les arrivages de denrées alimentaires produites hors de Gaule ne représentent plus qu'une part très minoritaire du trafic. Il semble même, au contraire, que l'on enregistre une très légère reprise des importations, en particulier des produits orientaux, africains et peut-être hispaniques, au Ve et surtout au VI^e siècle, et il est probable que la consommation d'huile ait connu un regain, après une éclipse de près de deux siècles, ainsi qu'en témoignent les restes d'amphores de Bétique forme Dressel 23 et peut-être certains conteneurs africains qui pourraient avoir été utilisés pour en transporter, de même que la réapparition de lampes à huile.
- 33 Les modes de production des céramiques sont encore, au VI^e siècle, ceux qui furent adoptés durant la période gallo-romaine, puisque les pâtes calcaires cuites en atmosphère oxydante sont encore très abondantes. Si le répertoire des formes de vases utilisés indique que les pratiques culinaires ont changé - l'usage des mortiers étant réintroduit, tandis que les marmites semblent devenir plus nombreuses - la population lyonnaise se comporte sur ce point comme celle de la plupart des autres régions de l'Empire, puisque les mêmes tendances se manifestent ailleurs, particulièrement sur les rivages de la Méditerranée (Hayes 1977 ; Fulford 1984, pp. 156-166, pp. 198-203 ; Villedieu 1984, p. 149 et pp. 155-156).
- 34 Ces observations rejoignent les conclusions auxquelles était parvenu, par d'autres voies, A. Coville (Coville 1928, pp. 223-224, pp. 227-228 et pp. 531-546). L'exploitation de tous les documents dont il pouvait disposer lui avait permis d'entrevoir une ville conservant une certaine activité commerciale et industrielle, une population cosmopolite et de reconnaître les signes d'une continuité avec les périodes précédentes, tant au niveau des modes de vie, de la culture que des cadres administratifs. Pour lui, au temps de la domination burgonde, « Lyon dut encore conserver dans l'ensemble son aspect et ses caractères de ville gallo-romaine » (Coville 1928, p. 223). Dans la

réapparition d'une riche documentation épigraphique A. Allmer a vu, lui aussi, la manifestation d'une forme de renouveau de la ville, qu'il attribue à la présence des Burgondes, qui auraient soulagé la population de la tyrannie exercée par l'administration romaine (Allmer 1888/93, IV, pp. 1-3). Peut-être faut-il sur ce point établir un parallèle entre le Lyon burgonde et la Carthage vandale, où la conquête barbare semble ouvrir une période de prospérité (Fulford 1980, p. 75 ; Villedieu 1984, p. 145 ; Panella 1986, pp. 446-447). Ce dynamisme de la ville, H.-I. Marrou l'entrevoit pour sa part dans le domaine des activités intellectuelles, en rétablissant l'existence d'une école calligraphique à partir de l'examen des manuscrits des Ve-VIIe siècles (Marrou 1960, pp. 342-343). Lorsque, en 534, Lyon passe dans le royaume franc et perd ses fonctions de capitale, la loi burgonde reste en usage et l'aristocratie gallo-romaine continue de jouer un rôle important. Il n'est pas possible actuellement d'affirmer que cette continuité se manifeste également à travers le matériel, bien que quelques indices ténus - la présence de types d'amphores orientales (Riley L.R.A. 1-2, 4, 5-6) et africaines (un exemplaire de la forme Keay LXII dans le mobilier de la fouille du groupe épiscopal) - permettent de l'envisager. L'histoire du marchand malhonnête rapportée par Grégoire de Tours (G.C. 110) et l'épithaphe d'un *negotiator*, Agapus, décédé en 601 (Allmer 1888/1893, IV, n° 462) attestent par ailleurs que la ville conserve une activité commerciale (nous verrons toutefois, plus bas, que les siècles suivants livrent des témoignages similaires, qu'il est impossible, pour l'heure, de mettre en parallèle avec des vestiges matériels recueillis sur le terrain).

- 35 Les traits rattachant, à travers la culture matérielle, cette période à celle qui l'a précédée, sont en fait plus aisément perceptibles que les signes annonciateurs de temps nouveaux. Sans doute, depuis le IVe siècle, les céramiques culinaires à pâte grise, qui durant le Moyen Âge constituèrent la presque totalité des productions en usage, étaient devenues bien plus nombreuses. Il faut peut-être voir là le signe d'un lent appauvrissement encourageant l'abandon de techniques de cuisson complexes et nécessitant plus de combustible. Des formes de marmites à lèvre en bandeau, antécédents des types qui devinrent bientôt les plus courants, sont produites à partir du Ve siècle. Doit-on penser qu'elles furent l'expression matérielle de changements profonds, ou supposer que, à partir du VIIe siècle surtout, ces formes furent sélectionnées parce que mieux adaptées à la cuisine pratiquée alors ? Sans doute faudra-t-il admettre que chacune de ces solutions couvre partiellement la réalité, car cette dernière ne semble pas pouvoir être contenue dans une réponse simple. S'il est difficile de nier qu'il y ait eu rupture, celle-ci se présente clairement comme l'aboutissement d'une évolution qui brutalement s'est accélérée. Passé le VIe siècle (ou le milieu de ce siècle ?), la composition du mobilier lyonnais change nettement. Sur le site présenté ici, la perception de ces transformations peut être entravée par la présence, constante, d'objets résiduels. Cependant, peu à peu, un second groupe se dessine, formé exclusivement de céramiques à pâte grise dont l'aspect n'est plus exactement celui des céramiques communes antérieures. Quelques formes identifiables viennent parfois conforter ces impressions, et leur rareté est la marque d'une époque qui a adopté d'autres procédés de fabrication et certainement d'autres matériaux - au premier rang desquels doit se placer le bois - qui n'ont pas favorisé la conservation des objets. Parallèlement, les importations de denrées alimentaires transportées dans des amphores cessent totalement : ainsi se tarit une source de renseignements précieuse.

La naissance du quartier canonial

- 36 Les difficultés rencontrées pour déterminer l'agencement des bâtiments et leur fonction s'aggravent nettement à partir du VII^e siècle : les vestiges médiévaux sont ceux que les constructions modernes ont le plus sévèrement entamés, en n'épargnant au mieux que le fond de quelques fosses (**pl. X et fig. 27**). Seule la fouille des rues et des cours d'immeubles a livré des restes de constructions, à partir desquelles il est, cependant, impossible de restituer le plan des édifices. Les caractéristiques de la stratification, à travers laquelle transparaît l'évolution des techniques et des modes de vie, deviennent alors beaucoup plus difficiles à lire et exploiter. Toutefois, les observations faites sur le terrain m'ont conduite à diviser en deux la période qui s'étend du VII^e au XIII^e siècle, et quelques indices, correspondant généralement à la présence ou à l'absence de céramiques à fond marqué aisément identifiables, m'ont fait placer la césure vers le IX^e ou X^e siècle, à titre d'hypothèse.
- 37 Les bâtiments aménagés durant les V^e et VI^e siècles restent en usage durant la période considérée ; ils pourraient n'avoir subi que des remaniements et de rares adjonctions. Les signes d'une continuité se manifestent dans le bâtiment 3 I, dans les salles installées à l'emplacement du bain, ainsi que dans la cour à péristyle et l'ancienne cour des thermes. Le bâtiment 4 E pourrait avoir changé de destination, ainsi que le suggère la présence d'un petit four à chaux. Plusieurs fosses sont creusées dans la cour à péristyle et un petit four domestique y fonctionne durant le haut Moyen Âge. Dans la cour orientale, l'ancienne cour des thermes, apparaît un four à chaux rectangulaire, près duquel est implantée une structure légère, sans doute un appentis ; ce four demeura peut-être en usage jusqu'au XIV^e siècle.
- 38 Entre le X^e et le XIII^e siècle, les traces d'activités se multiplient. Les transformations enregistrées dans le secteur où étaient regroupées les salles principales du balnéaire, les remaniements, semblent directement liés à la ruine progressive des structures anciennes. Dans la cour voisine, deux murs apparaissent, dont un fort large (M 151). L'église Saint-Romain pourrait être fondée, au plus tard, durant cette période : son existence est clairement attestée par les archives du XIII^e siècle (Guigue 1885, II, p. 391 ; 1902, p. 57). Dans l'ancienne allée 3 J se succèdent des constructions, qui en ont condamné l'usage. La cour voisine, si elle perd sa colonnade, demeure un espace ouvert. Vers l'extrémité occidentale du chantier, l'aménagement d'une cave, d'un puits et d'un puisard permet d'entrevoir les premiers éléments constitutifs de maisons, dont nous connaissons mieux les phases plus récentes, mais qui pourraient avoir commencé à prendre forme alors.
- 39 Les observations faites sur le terrain sont en totale harmonie avec le tableau des édifices lyonnais que trace Leidrade dans le rapport destiné à Charlemagne ; elles nous incitent à penser qu'à ce délabrement des édifices religieux dont il parle, correspondait celui de la plupart des constructions (Coville 1928, pp. 266-286). Rien sur ce site ne peut, actuellement, prétendre illustrer la renaissance carolingienne. Les activités commerciales de la ville nous échappent totalement. Il est certain pourtant que des marchandises y transitaient au VII^e siècle puisque Dagobert institua un tonlieu à Lyon (Kleinclausz 1939, pp. 87-88). La polémique engagée par Agobard, au IX^e siècle, contre les juifs de Lyon qui s'adonnaient au commerce d'objets de luxe, de vins et d'esclaves, nous dévoile une certaine activité économique que l'on ne perçoit pas à partir des données de la fouille actuellement exploitées (voir Coville 1928, pp. 535-544).

- 40 Les renseignements recueillis démontrent que l'occupation de l'espace et les constructions elles-mêmes ne connurent pas alors de modifications profondes. Cependant, cette constatation s'impose sans doute trop facilement par suite de la disparition totale des vestiges sur plus de la moitié de l'espace exploré. L'analyse des résultats restitue une image très stable du tissu urbain, les seules transformations entreprises s'effectuant à l'intérieur des cadres fixés à la fin de la période antique. Un tournant semble se dessiner aux alentours du Xe siècle, mais il ne débouche pas sur des changements majeurs. L'habitat peu à peu vieillit et les campagnes de construction semblent avoir eu pour objectif principal d'entretenir ce qui pouvait être sauvegardé. Pourtant, des travaux importants furent certainement effectués dans le voisinage, ainsi que nous amène à le supposer la présence du four à chaux rectangulaire. Fut-il construit pour approvisionner les chantiers entrepris par Leidrade au début du IXe siècle, en particulier dans le cadre des travaux intéressant l'une des demeures épiscopales (cf note 13) ou pour bâtir le cloître des chanoines (Coville 1928, pp. 266-286) ? Les deux édifices ne sont toujours pas localisés avec précision à cette date, mais il est probable qu'ils ne furent pas déplacés au cours des siècles suivants, ainsi que le suggèrent des indications plus récentes faisant allusion à des reconstructions plutôt qu'à des créations. Ce four à chaux pourrait aussi avoir été utilisé - et dans ce cas les données de la fouille rendent l'hypothèse moins fragile - lorsque Humbert Ier, entre 1065 et 1076, entreprit de fortifier la demeure épiscopale, que l'on n'hésite plus alors à localiser à l'emplacement du palais moderne, puis au cours des travaux effectués par plusieurs de ses successeurs de 1085 à 1193 (Archevêché 1980, pp. 17-18). Il faut rappeler encore à son propos les modifications apportées au cloître au début du XIIIe siècle, lorsqu'il fut voûté par le prêtre Rodolphe (Sachet 1914, I, p. 71 n. 2). Le mur M151 (**pl.X**) appartenait peut-être au palais épiscopal, non pas au corps de logis, plus proche de la Saône, mais éventuellement à une dépendance.
- 41 L'absence de datations interdit de choisir entre les différentes hypothèses. Elle constitue aussi un obstacle sérieux contre lequel butent les tentatives visant à décrypter, à partir des vestiges, les conséquences qu'aurait pu avoir la construction de l'enceinte que l'évêque Guichard aurait fait élever au XIIe siècle (Sachet 1914, I, p. 343). Ce mur, consacrant la constitution du quartier canonial isolé du reste de la cité, marque certainement une étape dans la lutte qui opposait l'Église de Lyon aux comtes du Forez et qui se conclut par la *permutatio* de 1173 (Fédou 1975-A, p. 76). Aucun événement remarquable ne semble se produire dans le secteur fouillé durant la période concernée et, de nos investigations, naît le sentiment que cette construction, comme celle de la cathédrale commencée au XIIe siècle, a compromis sérieusement la réalisation de projets d'urbanisme visant à rénover l'habitat. Les travaux effectués durant cette période pourraient ne concerner que les ouvrages d'intérêt général, si l'on admet que le cas examiné avenue A. Max est représentatif de ce qui se passait alors dans le quartier et peut-être globalement dans la ville. À l'époque de Charlemagne déjà, la politique de rénovation pratiquée par Leidrade n'avait pas eu de conséquences sensibles au niveau de l'architecture civile, et il semble que cette situation ait duré pendant toute la période considérée. Il est clair que les orientations en matière d'urbanisme étaient largement conditionnées par l'état stagnant des affaires économiques et commerciales. Peut-être donnent-elles aussi, à travers les choix opérés, une image de la vie canoniale organisée par Leidrade sur un mode communautaire, à une époque où le recrutement était encore assez large, son caractère aristocratique ne s'étant, semble-t-il, imposé que lentement par la suite (Kleinclausz 1939, pp. 123-124 ; Fédou 1975-A, p. 85).

Les bouleversements de la fin du Moyen Âge

- 42 C'est vers le XIV^e siècle (ou dès le XIII^e ?) que se produisent, me semble-t-il, les transformations qui ont profondément modifié la physionomie de cette partie de la cité canoniale. Des bâtiments sont arasés pour créer la voie qui portera plus tard le nom de rue Saint-Romain (**pl. XI-XII et II,a**). La stratigraphie nous a appris qu'elle ne fut pas pavée à l'origine, mais elle l'avait été, dans quelques secteurs, avant 1578 puisque, à cette date, son revêtement fut refait (A.D.R. 10 G 133, f°66). A l'ouest de la rue se dressent trois maisons, dans lesquelles sont repris des éléments plus anciens, mais qui sont entièrement restructurées. Dans leur sous-sol sont aménagées systématiquement des caves. La distribution des corps de logis autour des cours intérieures se fixe alors, et elle ne subira que quelques modifications de détails avant la démolition des maisons au XIX^e siècle. Dans la maison curiale est intégrée une cave sans doute plus ancienne (cave A) et sur sa limite nord se perpétue l'alignement de la façade de l'un des corps du bâtiment construit à la fin du IV^e ou au début du V^e siècle (3 I). L'existence de sa voisine, la maison Pingon, est attestée par un document de 1401, dont le texte permet de supposer qu'elle existait avant cette date (A.M.L., Fonds Pointet). Les interventions modernes ont laissé subsister peu de vestiges de ce premier état, mis à part au niveau des caves et dans la cour intérieure, mais données de terrain et textes se rejoignent pour démontrer que les reconstructions n'ont pas modifié le plan initial. Une troisième maison, reconstruite en 1477 (A.D.R. 10 G 1520), la flanque au nord, hors du périmètre du chantier.
- 43 De l'autre côté de la rue s'élève l'église Saint-Romain, un édifice modeste, constitué sans doute par une nef unique que prolonge une abside semi-circulaire : c'est l'image que donne le plan scénographique de Lyon dressé vers 1555 (**fig. 45**), peu avant sa reconstruction. D'après ce témoignage, elle ne possède pas de clocher, bien qu'un don ait été fait en 1226 pour la doter d'une cloche (Guigue 1902, p. 57). Contre son mur nord, prend appui un bâtiment que divers indices conduisent à restituer bien que seul un court tronçon de mur puisse lui être attribué (**pl. XII**). Il communique sans doute avec les autres constructions adossées au même mur de l'église et réutilisant des murs bâtis au VI^e siècle. En revanche, les structures introduites dans le même secteur, durant le Moyen Âge, sont arasées au plus tard au XV^e siècle, en relation sans doute avec l'aménagement d'une cour qui apparaît dans les textes sous des dénominations diverses : cour de l'Officialité, cour de Lyon, cour de Monsieur l'Archevêque, de la Maison de l'Archevêque ou de l'Archevêché. A travers elle se perpétue la cour des thermes de la fin de l'Antiquité. Un texte de 1406 pourrait attester qu'elle existe déjà à cette date, mais il est difficile d'affirmer que la cour dont il traite est bien celle qui a été fouillée (A.D.R. 10 G 1509). Celle-ci est bordée au nord par le chevet de la cathédrale et, peut-être, par le bâtiment de l'officialité, au nord-est par le palais archiépiscopal, au nord-ouest par le cloître. Dans sa moitié sud, ses limites sont constituées par les constructions appuyées contre le flanc nord de Saint-Romain et, au sud-est, vraisemblablement par une maison et les prisons épiscopales (abritées peut-être dans le même bâtiment que l'auditoire de l'officialité)¹⁶. Deux portes donnaient accès à la cour, à l'est et à l'ouest. Des documents de 1442 et 1449 attestent leur existence à ces dates (A.D.R. 10 G 1527 ; 10 G 693). L'une d'elles portait les armes d'un archevêque de Talaru (A.D.R. 1 G 268 ; A.C. de 1664, cf. annexe 5), mais cette famille ayant donné trois

prélats à l'Église de Lyon - Jean (1375-1389), Amédée (1415-1444) et Hugues (1488-1499) - l'information ne permet pas d'établir sa date de construction. Plusieurs textes rappellent que ces portes devaient être fermées la nuit et que les droits de passage du chapitre et de l'archevêque étaient strictement réglementés (A.D.R. 10 G 693 = A.C., 1.18, f°207 en 1449 ; 10 G 96, f°26 en 1467 ; 10 G 141, f°426 en 1611). Ces portes doivent être localisées hors du périmètre de la fouille, qui ne les a pas touchées. Un grand four à chaux circulaire était installé dans la partie de la cour qui a été dégagée (**pl. X**). Il fut bâti peut-être au XVe siècle, à l'occasion de la reconstruction du cloître à partir de 1419, ou de l'édification du palais de Charles de Bourbon (Sachet 1914, I, p. 102 ; Archevêché 1980, p. 18). Si l'archevêque avait la jouissance de cette cour, qui semble avoir constitué le centre administratif du quartier canonial, le chapitre en demeura toujours propriétaire (cf. le texte de 1406 dont il est question *supra* : A.D.R. 10 G 1509 ; la liasse A.D.R. 10 G 1390 dont les documents ont été réunis en 1760 ; le compte rendu d'une assemblée capitulaire tenue en 1747 : A.D.R. 1 G 268).

- 44 Ni la fouille, ni les archives, ni même les sources iconographiques, n'ont permis de restituer l'agencement des constructions qui s'élevaient au-delà de l'église Saint-Romain, au sud-est de la cour. Seuls les restes de deux murs (M223 et M224, **pl. XI**) témoignent de la présence de constructions, sans doute pas - ou de peu - antérieures au XVIe siècle. Il faut toutefois conjecturer l'existence d'une maison plus ancienne dans ce secteur, où l'on peut, grâce aux archives, la localiser à côté des prisons de l'Archevêché (A.D.R. 28 G 69 f°44 et 49 ; 28 G 70 f°13 ; 28 G 72 f°19 ; 28 G 73)¹⁷.
- 45 A travers les démolitions, remblaiements et constructions, attestés sur l'ensemble du chantier, transparaît une évolution du paysage urbain qui semble avoir pris trop d'ampleur dans ce secteur pour ne pas avoir touché plus largement le quartier. Un phénomène similaire a été enregistré, un peu plus tôt, dans le Midi de la France. P.-A. Février note que « quelque chose commence avec ces XIe et surtout XIIe et XIIIe siècles, quelque chose qui fera la ville moderne » (Février 1983, p. 335). En l'absence d'une datation exacte des données de la fouille, il est bien délicat de proposer de replacer ces faits dans un cadre historique précis. S'agit-il d'une évolution propre à la cité canoniale, dont la population recrutée exclusivement dans la noblesse réclame un cadre mieux adapté à ses goûts, revenus et habitudes et abandonne des modes de vie plus strictement communautaires (cf. Kleinclausz 1939, pp. 123-124 ; Gonthier 1981, p. 256 ; Fédou 1975-A, p. 85) ? L'importance de la mense canoniale permet certainement d'entreprendre alors la rénovation d'un habitat devenu fort vétusté. Ces transformations pourraient être les premiers signes de cette reprise de l'industrie et du commerce, sensible dès le début du XIIIe siècle, et que l'on commence à bien analyser pour la fin de ce siècle et le début du suivant à partir des tarifs de péage qui énumèrent les produits de nature et origine diverses introduits dans la ville (Kleinclausz 1939, pp. 162-164 ; Fédou 1975, pp. 95-97). Parallèlement, l'examen des sources fiscales met en lumière l'accroissement démographique et le développement des constructions que connut Lyon au XIIIe siècle (Gonthier 1981, p. 255). Rappelons que durant la même période les représentants du pouvoir royal s'installent dans le voisinage immédiat du cloître, renforçant ainsi le caractère de cette partie de la ville, qui se distingue nettement des quartiers bourgeois et commerçants et de ceux, plus populaires, qui sur les marges de l'agglomération associent vocation artisanale et semi-agricole (Gonthier 1981, pp. 256-257).

- 46 Par leur plan au sol, les maisons de la cité canoniale se différencient de celles des quartiers voisins. La survivance de formes d'occupation du sol très anciennes, mise en évidence par la fouille, est peut-être à l'origine de ces particularités. Ici, les maisons s'étalent en largeur alors que, à l'extérieur de l'enceinte canoniale, elles occupent l'extrémité de parcelles très allongées, masquant un jardin ou une cour, bâtis à leur tour au début de l'époque Moderne à la faveur d'une nouvelle conjoncture économique. Le traitement des façades trahit des différences sans doute moins d'ordre socio-professionnel que chronologiques. Sur le plan scénographique de Lyon dressé vers 1555, qui prend ici le relais des données de terrain, les maisons des quartiers les plus densément urbanisés peuvent être réparties, en général, en deux groupes : l'un d'eux est caractérisé par des façades étroites et hautes, animées à la base par plusieurs arcs de boutiques, tandis qu'à l'autre correspondent des bâtisses généralement plus trapues, au rez-de-chaussée desquelles n'apparaît le plus souvent que la porte d'entrée. Les maisons du quartier canonial semblent appartenir principalement à cette seconde catégorie, la plus ancienne sans doute, ainsi qu'en témoignent les exemples encore conservés sur la rive droite de la Saône.

Premières brèches dans l'enceinte canoniale

- 47 La reconstruction de Saint-Romain entreprise en 1560, et poursuivie par étapes jusqu'au début du XVII^e siècle (chap. 3), fut à l'origine d'une nouvelle série de transformations (**pl. XI, XIII**). De l'édifice antérieur seuls pourraient avoir été conservés deux tronçons des murs latéraux, délimitant un étroit narthex (**fig. 49**), au-dessus duquel fut peut-être dressé un clocher, ainsi que le suggère un détail du plan Maupin réalisé vers 1630 (**fig. 51**). Le portail fut repris, de même que la nef, légèrement élargie, et le chevet remodelé sur un plan rectangulaire. C'est peut-être à la suite de ces travaux et sans doute en relation avec la réfection du portail, que le pavé de la rue fut refait en 1611. sur « 75 toises au devant et proche l'église Saint-Romain » (A.D.R. 10 G 141, f° 431). La volonté de respecter le corps de bâtiment bordé par la rue Saint-Romain pourrait être à l'origine de la conservation du tronçon occidental du mur nord de la nef. En revanche, la reconstruction de celui-ci entraîna, au-delà, la destruction des bâtisses adjacentes. A leur emplacement, et sur l'espace voisin, fut aménagé ce que je propose d'identifier à un enclos funéraire, rectangulaire, fermé sur trois côtés (**pl. XIII**). Ses vestiges étaient constitués par des restes de poutres carbonisées, disposées par deux et séparées par quelques galets et des moellons bruts, des traces de mortier et d'argile (**fig. 52**). A l'intérieur a été mise au jour une sépulture. Dans son voisinage, le terrain, riche en épingles de lincoln et en matériel datant des XVI^e et XVII^e siècles, avait été bouleversé par l'enlèvement des autres sépultures, déplacées lorsque ce lieu perdit sa fonction cémétériale, vraisemblablement en 1664 ou 1665, lorsque furent aménagées les prisons de l'archevêché.
- 48 Les informations livrées par les archives deviennent plus abondantes et plus précises à partir du début du XVII^e siècle. Elles offrent souvent la possibilité d'établir la chronologie des phases de construction identifiées sur le terrain et de les replacer dans leur contexte. Ces documents dévoilent le mauvais état des maisons situées à l'ouest de la rue Saint-Romain.
- 49 En 1603, les murs de la maison Pingon, du côté du Doyenné, doivent être étayés (A.D.R. 10 G 390) ; la même année, un maçon y effectue des réparations (*idem*, f°429). Le mur

mitoyen de la cure et de la maison Pingon doit être refait en 1604 (A.D.R. 10 G 56). Un texte cité par A. Sachet (1918, II, p. 594, sans référence) signale que, en 1620, la maison Pingon est « *tellement vieille et caduque, les murailles fendues et corrompues dedans et dehors que, sans l'estampage ci-devant fait et duquel elle est retenue, elle serait pieçà par terre. Est besoin la rebâtir estant impossible y loger sans hazard et péril* ». C'est probablement peu après que fut entreprise une réfection de la maison attestée par la fouille (**pl. XIV**). Un escalier donnant accès aux caves fut installé et on aménagea une pièce dans une partie de l'espace qu'occupait la première cour. Les murs de la cave C furent repris et l'on monta des cloisons en bois dans la cave D.

- 50 La maison D'Amanzé est probablement reconstruite ou restaurée durant la même période, puisque l'on décide, en 1602, que les armes de M. de Faye, qui l'a faite bâtir, « *seront mises sur laditte maison* » (A.D.R. 10 G 56).
- 51 Le bâtiment longé par la rue Saint-Romain et appuyé à l'église est refait à partir de 1615 et certainement avant 1664. Dans son sous-sol étaient aménagées deux caves desservies par un escalier, qui ont été remises au jour (caves E et F, **pl. XI, XIV**).
- 52 La construction d'un pont en bois sur la Saône, entre Bellecour et Saint-Jean, représente l'événement majeur de l'histoire du quartier au XVII^e siècle (Sachet 1918, II, pp. 317-320). Situé entre la place Bellecour et le chemin Neuf, aménagés sous l'impulsion du baron des Adrets, il complète l'opération urbanistique entreprise durant l'insurrection protestante. Occupant le même emplacement que l'actuel pont Bonaparte, il abordait donc la rive droite de la rivière dans le voisinage immédiat du secteur fouillé (voir la « Vue d'une partie de la ville de Lyon » dessinée par Fr. Cléric en 1720, dont un détail est donné ici, **fig. 53**). La décision de le construire fut prise en 1634 et il fut réalisé en 1635 et 1636. Dans ce secteur du quartier canonial, qui s'anime alors, s'impose aussitôt la nécessité de remodeler le tissu urbain et d'adapter le système viaire. Les conséquences de cette construction sont sensibles en plusieurs points du secteur fouillé. Ainsi, l'archevêque contraint de déplacer ses prisons d'un lieu proche du débouché du pont, décide de les installer dans le bâtiment accolé au flanc nord de l'église Saint-Romain, qu'il fallut pour cela transformer ; il doit par ailleurs s'incliner devant l'usage qui s'est imposé d'utiliser la cour de l'archevêché comme axe de circulation. Les nouvelles prisons furent construites en 1664 et/ou 1665 (**pl. XV - XVI**). Les caves du bâtiment daté de la première moitié du XVII^e siècle furent intégrées dans le nouvel édifice, fermé au nord par un mur puissant constituant l'une des limites de la future rue de l'Archevêché. Il n'est pas aisé d'établir une concordance entre la restitution de l'élévation du bâtiment établie par M.-O. Mandy à partir des archives et les données de la fouille (cf. annexe 5). Aux deux bâtiments de trois étages que l'on entrevoit à la lecture de procès-verbaux d'évasions du XVIII^e siècle (liasse A.D.R. 10 G 3818) - l'un accolé à l'église, l'autre donnant sur la rue de l'Archevêché - semblent correspondre au sol les restes d'un seul corps de logis, dont le sous-sol était occupé par des caves (caves E, F, G et H, **pl. XV-XVI**). La puissante fondation M.251-254 supportait peut-être le corps de bâtiment donnant sur la rue de l'Archevêché ; il me semble peu probable qu'une substruction aussi solide ait été surmontée uniquement par le « *guichet du concierge, au-dessus duquel est une petite chambre* ». La chapelle, dont l'existence n'est attestée qu'en 1732 (A.D.R. 1 G 269) et qu'une description faite en 1781 après sa démolition m'a permis de situer en plan (A.D.R. 10 G 3815) ; (**pl. XVI**), n'existe pas en 1665 (A.D.R. 10 G 178) (annexe 5). Une clôture, dressée entre les dépendances du chapitre et le palais archiépiscopal, donnait naissance à l'actuel jardin de la

Bibliothèque et achevait la création de la rue. Celle-ci paraît cependant avoir été encore pendant quelques années obstruée par des structures qui perpétuaient l'ancien système de fermeture de la cour.

- 53 « *Afin d'élargir la rue tendante de la grande place Saint-Jean à l'Archevêché* » (A.M.L., BB, 186, f°181v), on envisagea d'abattre plusieurs maisons. L'une d'elle, la maison D'Amanzé, peut être localisée au nord-ouest de l'espace fouillé. Elle ne fut que partiellement détruite, et la partie épargnée fut adjointe, en 1637, à la maison Pingon. L'un des murs mis au jour fut bâti vraisemblablement à l'occasion de ces travaux (M197, pl. XV).
- 54 La cure, jugée trop vétuste par l'assemblée des paroissiens, fut cédée à charge de pension, en 1669, à un laïc. Celui-ci entreprit de la faire rénover et fit en particulier reculer la façade en 1674 afin de l'aligner sur celle de la maison voisine, « *pour la décoration et la plus grande commodité de la place* » (A.D.R. 10 G 595) (pl. XVI). C'est peut-être alors que lui fut ajouté un (ou deux ?) étage : elle est dite « *haute, moyenne et basse* » en 1634 (A.D.R. 10 G 1529) - mais « *haute et basse* » en 1638 (idem) -, tandis qu'en 1742 elle se compose « *de son rez-de-chaussée, quatre étages et grenier au-dessus* » (A.D.R. 10 G 1535).

Sécularisation et paupérisation du quartier Saint-Jean

- 55 Des travaux de rénovation parfois importants sont effectués durant le XVIII^e siècle dans les maisons canoniales. La façade et les murs de refend de la maison qu'occupait alors le comte de Pingon furent entièrement repris en 1746 (A.D.R. 10 G 670 ; pl. XV - XVII) et de nouveaux travaux y furent réalisés avant la fin du siècle (sur G. de Pingon, voir Sachet 1918, II, pp. 594-596 et pp. 612-613). L'ancienne maison curiale ne conservait pas de traces de remaniements lisibles en fouille, sinon au niveau des aménagements internes des caves.
- 56 L'église Saint-Romain est désaffectée par l'assemblée capitulaire du 20 avril 1743, en raison de sa vétusté. On aurait envisagé un moment la possibilité de la reconstruire, mais cette solution ne fut pas retenue (Martin 1908, p. 49). L'office et les fondations furent transférés à Saint-Pierre-le-Vieux. Le bâtiment acheté par le chapitre (A.D.R. 10 G 1517, nov. 1752) fut employé à plusieurs usages : pour abriter durant l'hiver les orangers du doyen, ou pour entreposer des matériaux lorsque fut restaurée la maison du comte de Pingon en 1746. On tenta également de la louer (Sachet 1918, II, p. 548 ; Martin 1908, p. 50). Le chapitre proposa à l'archevêque d'y installer ses écuries, mais c'est comme auditoire qu'elle fut réutilisée après avoir été transformée (A.D.R. 10 G 268, 1747 ; A.D.R. BP 2561, 1761). Seule une partie du projet élaboré par l'architecte de l'archevêché, Toussaint Loyer, fut réalisée, ainsi que le révèle le plan fig. 89 (A.M.L. 1 S 192). Les travaux étaient achevés en 1763 (A.D.R. 10 G 615, pièce 7), mais l'auditoire semble avoir été utilisé pendant moins de vingt ans. Un texte daté du 16 octobre 1781 (A.D.R. 10 G 3815) signale que l'archevêque A. Demalvin de Montazet
- « a fait démollir les anciennes prisons de l'Archevêché situées vis-à-vis la cour de son palais, et le bâtiment qui joignait lesdites prisons qui donnait sur la rue de l'Archidiaconé où était l'Officialité et a fait reconstruire sur leur emplacement un corps de bâtiment destiné à former les écuries ».
- 57 L'auditoire aurait donc été démoli alors. La fouille n'a apporté aucun témoignage à ce sujet : aucune trace de l'installation des écuries n'a été identifiée. Les travaux de

construction d'un immeuble, après 1791, ont sans doute totalement effacé cette phase de l'histoire du site. Sur ces aménagements, nous ne disposons que de la description enregistrée dans le Bref de Vente du 5 décembre 1791 (A.D.R. 1 Q 329 pièce 279) concernant la

« maison dite les Ecuries de l'Evêché située rue de l'Evêché, cy-devant dépendant de la maison épiscopale, composée de grande cour d'entrée avec pompe et auge en pierre, bâtiment d'écurie et remise avec entresol et fenil au-dessus, ayant le tout environ cinq mille quatre cents pieds de superficie (...). Les écuries sont garnies de rateliers et crèches pour dix-huit chevaux ».

- 58 La volonté de lutter contre la sécularisation du quartier canonial se manifeste dans plusieurs actes capitulaires à travers lesquels transparaissent les difficultés auxquelles se heurte cette politique. Un acte daté du 3 novembre 1580, rappelle que les

« seigneurs (...) et autres bénéficiaires de ladite église ne loueront leurs maisons à genz laïcs » (Sachet 1918, II, pp.160-161 ; Sachet 1914, I, p.532 et 1918, II, pp. 568-569).

- 59 Les rappels à l'ordre sont fréquents par la suite et ils sont sans doute totalement sans effet au XVIII^e siècle, puisque les documents réunis sur la maison Pingon révèlent qu'elle est subdivisée en appartements loués à des particuliers, parmi lesquels apparaissent des artisans installés dans les boutiques ouvertes sur la rue Saint-Romain et sur la rue de l'Archevêché (**fig. 67**). Le propriétaire ne conservait que le « *piano nobile* », qu'il n'occupait pas toujours puisqu'il possédait souvent - c'est le cas du comte de Pingon - un ou plusieurs autres appartements dans la ville, en particulier dans les quartiers neufs (Sachet 1918, II, pp. 568-569).

A. Sachet écrit que le cloître, au début du XVIII^e siècle, demeurait encore

« une cité à part, non plus guerrière ni féodale, mais cité religieuse (...) on en écarte encore avec soin tout ce qui est commerce et entreprise laïque » (Sachet 1918, II, pp. 539-544).

- 60 La situation aurait changé radicalement vers 1740 :

« ce sont des boutiques qui s'installent un peu partout (...) boutiques fixes, appuyées contre les maisons, adossées aux murs de la manécanterie et de l'archevêché » (...).

- 61 Un état de 1750 nous apprend que

« cinq sont adossées tant aux murs du palais qu'à celui de la cour de Lyon » (Sachet 1918, II, p. 544 et 546).

- 62 Durant la même période, se manifestent les signes d'un appauvrissement du quartier, à travers l'évolution de sa population et la dégradation des immeubles. L'habitat est ancien et les moyens nécessaires pour le rénover font défaut. Parmi les bâtiments mis au jour avenue A. Max, plusieurs reposaient sur des substructions datant du tout début de l'époque moderne et souvent de périodes plus hautes encore (**fig. 6, 15, 33-34, 43, pl. I a, II b**). Les remaniements qu'ils avaient subis avaient affecté principalement, et presque uniquement, les façades.

82. Vue du pont de l'Archevêché et du chevet de la cathédrale (XVIII^e siècle)

B.M.L. Coste 256

83. Jean-Jacques de Boissieu, vue de Lyon depuis le quai de la Pêcherie, en 1785, gravée à l'eau forte par Bellay

B.M.L. Coste 255

- 63 En outre, le pont de bois (**fig. 82**), dont la création avait vivifié ce secteur du cloître au XVII^e siècle, était hors d'usage vers le milieu du siècle suivant (Sachet 1918, II,

pp. 555-562). En 1779, il fut démoli et avec le produit de la vente des matériaux on construisit un pont de bateaux (**fig. 83**) attaché au port de Saint-Jean, un peu en amont du précédent. Parallèlement, divers projets étaient élaborés pour remplacer l'ancien pont. On envisagea de le réaliser en bois (**fig. 84**) tandis que, concurremment, plusieurs projets de pont en pierre étaient élaborés (**fig. 85** : celui de M. d'Argout). C'est cette dernière solution qui fut adoptée et la construction, commencée en 1788, interrompue pendant la Révolution, fut reprise et achevée entre 1804 et 1808 (**fig. 86** ; Sachet 1918, II, pp. 555-562).

84. « Plan pour un pont de bois », projet présenté vers 1773

A.D.R. 10 G 613, en couleurs

- 64 Tous les efforts réalisés à Lyon dans le domaine de l'urbanisme touchent alors essentiellement les quartiers neufs. Le 17 avril 1774,

« le grand custode représente que, depuis plus de deux ans, le pont de bois est barré (...) ce qui cause un très grand dommage au quartier Saint-Jean, le premier et le plus ancien de la ville que l'on abandonne successivement, parce que toutes les dépenses d'embellissement, et même pour les choses utiles, sont portées dans les autres quartiers, où se jettent, pour cette raison, les plus riches et les plus opulents propriétaires et locataires » (cité par Sachet 1918, II, p. 556. **fig. 92**).

85. A. « Plan, élévation et coupe d'un pont de pierre pour la ville de Lyon, à construire sur la Saône, pour la communication de la place Louis-le-Grand, au quartier Saint-Jean. Projeté par Mr d'Argout (...) en datte du 28 may 1779 »

A.M.L. 2 S 443, en couleurs

86. « Pont de l'Archevêché à Lyon »

B.M.L. Coste 472 bis

- 65 Pourtant, de grands travaux étaient entrepris dans le voisinage immédiat de l'espace où a été implanté le chantier : la Nouvelle Manécanterie était bâtie entre 1768 et 1778 (Sachet 1918, II, pp. 549-551) et J.-G. Soufflot fut chargé de transformer le palais archiépiscopal (Sachet 1918, II, pp. 549-551 ; Ternois 1982, p. 88 ; Charre 1982, p. 120). Son projet de porte monumentale encadrée par deux pavillons, à l'entrée de la cour du palais, ne vit pas le jour (**fig. 87** ; voir A.D.R. 1 G 268, A.C. du 6 nov. 1747). On installa, au même endroit, une grille dessinée, peut-être, par J.-A. Morand et forgée par J. Jacquin (Archevêché 1980, pp. 59-61 ; Sachet 1918, II, pp. 604-605). Les bases moulurées, en calcaire blanc (choin), réemployées dans la fondation de la clôture dressée après la Révolution, appartenaient vraisemblablement à cette structure (**fig. 88**), édifiée entre 1778 et 1781, ainsi que le suggèrent des plans postérieurs à sa réalisation (voir les plans, **fig. 90**, qui illustre le projet, **fig. 68 et 91**, la réalisation). Cela permet d'affirmer que le

résultat fut quelque peu différent de ce qui avait été conçu à l'origine, et qu'il n'eut pas la légèreté ni la richesse ornementale qui caractérisent le dessin du projet conservé aux archives (Archevêché 1980, pp. 5960, n° 44).

87. Projet d'aménagement de la cour du palais archiépiscopal, par J.-G. Soufflot, 1747-1749

A.D.R. 10 G 1621

- 66 La volonté de restructurer le quartier, en particulier dans le voisinage de ces édifices et donc dans le secteur touché par la fouille, amena le chapitre à conclure avec les échevins un concordat pour l'embellissement du quartier (Sachet 1918, II, p. 559). Divers projets furent élaborés pour tenter de le plier aux lois de l'urbanisme et donc de réorganiser la voirie et remodeler les maisons, généralement en reprenant l'alignement de leurs façades (**fig. 68, 74-76 et 89-91**). Certains se concrétisèrent en partie, mais la plupart échouèrent face à l'insuffisance des ressources matérielles et au poids des contraintes dérivant tant de la densité et de l'ancienneté de l'habitat que des problèmes de propriété foncière. Certaines de ces difficultés ressortent clairement à la lecture de deux séries de documents concernant les édifices fouillés. Elles sont en rapport avec la construction de la Nouvelle Manécanterie, qui occupe, à l'est, l'emplacement des écuries de l'Archevêché (**pl. XVI-XVII**), et dont l'aile occidentale ne pouvait être réalisée qu'à condition d'amputer la maison Pingon (**fig. 89-91**). Dans le cas des écuries, plusieurs textes illustrent les efforts faits par le chapitre pour convaincre l'archevêque d'abandonner ce local. En 1747, il lui proposa de les installer dans l'église Saint-Romain, alors désaffectée. Le compte rendu de l'assemblée capitulaire du 6 novembre met en regard les arguments avancés par le chapitre et les réflexions du représentant de l'archevêque ; il permet de mesurer le poids qu'ont pesé intérêts particuliers et habitudes (A.D.R. 1 G 268, annexe 5). Deux décennies environ s'écoulèrent avant que la question ne fût réglée. En effet, Toussaint Loyer l'affrontait à nouveau en 1761, et il

proposa alors de les installer dans l'espace correspondant au tronçon de la rue des Estrées englobé dans le palais (A.D.R. BP 2561). Sa proposition fut sans doute retenue puisque, d'une part A. Sachet indique que l'ancien local était démoli en 1767 (Sachet 1918, II, p. 551), d'autre part nous pouvons supposer qu'elles n'ont pas été installées à l'emplacement des prisons avant 1781 (A.D.R. 10 G 3815 : 16 oct. 1781). Les réticences de M. de Pingon ont également fait coulé beaucoup d'encre (cf. annexe 5) ; il semble toutefois qu'à un moment le chapitre lui-même renonça à démolir partie de la maison, et l'aile ouest de la Nouvelle Manécanterie ne fut jamais construite (Sachet 1918, II, p. 595).

- 67 C'est à cette conjoncture que les bâtiments situés dans l'emprise du chantier durent d'échapper à la destruction à laquelle les destinait l'architecte J.-A. Morand, en 1778 (**fig. 90**). Celui-ci, appuyé en cela par J.-G. Soufflot que la Ville avait nommé, en 1773, Contrôleur général des bâtiments et embellissements de Lyon, souhaitait ainsi dégager les abords du palais et de la primatiale et régulariser les façades des immeubles épargnés (Chaire 1982, p. 120).

Les réalisations de l'époque contemporaine

- 68 Le décret du 14 mai 1790, qui décida que les biens nationaux seraient vendus aux enchères, s'appliqua tout spécialement à Lyon aux biens ecclésiastiques et, du 27 novembre 1790 au 30 avril 1792, les ventes se succédèrent sans interruption. Les édifices fouillés furent tous concernés par cette mesure et c'est en 1791 que fut enregistrée leur vente (A.D.R. 1 Q 327 et 329). Les maisons changèrent de propriétaires, mais cela n'eut pas de conséquences au niveau des bâtiments. En revanche, un immeuble fut bâti à l'emplacement des écuries de l'archevêché (**pl. XVIII-XIX**). La description établie le 7 mars 1865, à la veille de l'ouverture de l'avenue actuelle, correspond parfaitement à notre lecture des vestiges mis au jour, et la complète. L'immeuble

« est composé d'une grande cour à laquelle donne entrée un portail en fer, lequel est flanqué de deux pavillons comprenant un rez-de-chaussée et trois étages. Au fond de la cour, et faisant retour sur les côtés, est un grand bâtiment d'architecture régulière composé d'un rez-de-chaussée, de quatre étages plus un cinquième moins élevé » (A.M.L. liasse O 1 « A. Max », devis estimatif des travaux à exécuter).

- 69 Les caves des anciennes prisons furent intégrées dans la construction. Celle-ci offrit l'occasion d'élargir un peu la rue de l'Archevêché et de régulariser le tracé du tronçon occidental de la rue Saint-Romain. En contrepartie, l'immeuble s'étendit sur une partie du second tronçon de la rue Saint-Romain, réduit alors aux proportions d'un couloir. Nous n'avons pu établir la date précise de la construction de cet immeuble, qui est représenté sur le plan cadastral dressé en 1815 (**pl. XX**).

88. Bases réemployées, en 1830, dans les fondations de la nouvelle clôture du jardin de l'Archevêché

89. « Plan général d'alignement de la juridiction du chapitre de MM. les Comtes de Lyon et des nouvelles rues projetées (quartiers Saint-Jean et Saint-Georges) », 1774

A.M.L. 1 S 192, en couleurs

90. « Plan proposé au devant de l'Archevêché » par A. Morand ; mention manuscrite de J.-G. Soufflot, datée du 25.8.1778

A.M.L. 3 S 270, en couleurs

- 70 Les principales transformations entreprises durant le XIX^e siècle, avant la percée de l'avenue, sont liées d'une part à l'aménagement des quais de la Saône, qui entraîna un exhaussement des sols dans les rues et les cours d'immeubles, d'autre part à l'installation des égouts. La seule nouveauté introduite dans le secteur fouillé concerne la clôture du jardin de l'archevêché, dont la grille, détruite dans les années 1790, fut refaite en 1830 par L. Charbonnet, sur un dessin de Flachéron (Archevêché 1980, p. 36).
- 71 La régularisation des contours de l'ancien îlot des prisons ne réglait pas les graves problèmes de circulation qui se posaient au débouché du pont, pour pénétrer dans le quartier. Le Second Empire apporta les moyens nécessaires pour effectuer des transformations qui furent plus radicales que celles préconisées par le plus ambitieux des projets avancés au XVIII^e siècle (Kleinclausz 1939, pp. 55-58). Un décret impérial daté du 5 juillet 1865 déclarait
- « d'utilité publique la création dans la ville de Lyon de deux avenues aux abords du pont de Tilsitt et de la Primatale » :
- 72 l'avenue de l'Archevêché - aujourd'hui Adolphe Max - et l'avenue du Doyenné (A.M.L. O 1, liasse A. Max). Sur leur tracé, les édifices furent rasés et remblayés, puis masqués par un pavage en moellons de calcaire non équarris. On planta des platanes sur les trottoirs et l'on installa des réverbères (**pl. XXI**). Les derniers épisodes de l'histoire de cet espace se résument en quelques lignes : l'installation des rails d'un tramway au XIX^e siècle (**fig. 81**), puis leur mise hors service, l'élargissement de la chaussée aux dépens d'une partie du trottoir nord et de l'un des alignements de platanes (**pl. XXII**), la réfection du revêtement, avant l'aménagement de la descenderie de la ligne D du métropolitain.

91. « Plan d'embellissement arrêté entre Monseigneur l'Archevêque et Comte de Lyon, Messieurs du chapitre de l'Eglise, Comtes de Lyon et Messieurs les Prévôt des Marchands et Echevins de ladite Ville... », dressé sans doute dans les années 1770-1780

A.D.R. 3 PI 453, en couleurs

92. « Plan de Lyon avec ses agrandissements », par L. Denis, 1780

A.M.L. 3 S 116

NOTES

10. Leurs résultats doivent être publiés dans un prochain numéro des D.A.R.A.

11. Les fouilles réalisées rue J. Carriès et dans l'îlot Tramassac étaient dirigées par C. Arlaud et J. Burnouf ; L. Jacquin a assumé la responsabilité du chantier de la rue de la Monnaie ; C. Becker et J. Burnouf, celle des trois dernières opérations entreprises sur les places Bellecour et Antonin Poncet. Leur publication est en préparation.

12. Les témoignages, concordants, de ce développement ont été recueillis, rue de la Martinière (Lasfargues 1982, p. 416) et, au cours des six dernières années, sur les chantiers de fouilles de sauvetage effectués par des membres de l'équipe archéologique de la Ville de Lyon -C. Becker, L. Jacquin et M. Monin- place Bellecour, rue de la Monnaie, et dans une cour des Facultés Catholiques (des rapports de fouilles dactylographiés ont été déposés à la D.A.H.).

13. Pour A. Coville (Coville 1928, p. 476), le pluriel adopté par Leidrade (*...domus quoque episcopates inter quas unam restauravi que jam pene destructa erat, quam operui. Aliam quoque domum cum solarium de novo edificavi et duplavi...* : cf. Coville 1928, pp. 285) ne signifie pas que l'évêque possédait plusieurs demeures ; la formule employée par le prélat de Charlemagne désignerait les divers corps de bâtiment du complexe épiscopal. A ce propos, on peut invoquer l'opinion de L. Duchesne (Duchesne 1902, p. 399) pour lequel la *domus ecclesiae* "était quelque chose d'assez compliqué, à la fois église, évêché, réfectoire, dispensaire, hospice". Voir également Lesne 1910, pp. 196-204 (p. 197 sur la *domus ecclesiae* de Lyon).

14. *Ad hospitale quoque Sancti Romani, habet colonicas vestitus XXII, absas X* : Coville 1928, p. 288.

15. Sidoine Apollinaire, *Carmina* XVII, 15, fait allusion, de façon détournée, à la consommation de vins orientaux et italiens (*vina mihi nun sunt Gazetica, Chia, Falerna / quaeque sarepteno palmite missa bibas* : "je n'ai point de vins de Gaza, de Chios, de Falerne et je ne te donnerai pas à boire les produits du vignoble de Sarepta"). Le vin de Gaza était fort apprécié, en Gaule, par les contemporains de Grégoire de Tours, ainsi que le démontrent deux anecdotes qu'il rapporte dans le *Liber in gloria confessorum* (c. 64, pp. 785-786), ainsi que dans l'*Historia Francorum* (VII, 29, p. 309 : *Laticina videlicet adque Gazitina*) où il cite un autre vin, de Latina (éd. W. Arndt, p. 309, n.l) ou de Laodicée (Latouche 1965, p. 104). Voir, sur ce sujet, le commentaire de H. Grégoire au ch. 58 de la vie de Porphyre de Gaza (Marc le Diacre, pp. 124-126). La consommation de vins italiens n'est pas attestée par l'examen du matériel ; des exemplaires de l'amphore type Keay LU pourraient en provenir, mais cette origine n'a pas encore été établie clairement.

16. La localisation des prisons de l'archevêché avant leur transfert en 1664/1665 demeure légèrement imprécise, mais les hypothèses fluctuent dans un espace bien réduit, entre le bâtiment accolé au sud de la porte orientale de la cour de Lyon et la, ou les, tours qui se dressent de l'autre côté de la même porte (A.D.R. 28 G 69 f° 44 et f° 49 ; 228 G 70 f° 13 ; 28 G 72 f° 19 ; 28 G 73). C'est peut-être lorsque les prisons furent transférées au nord de Saint-Romain, en 1664 ou 1665, que l'auditoire fut placé près du chevet de la cathédrale (cf. A.D.R. 1 G 269 : textes des visites effectuées en 1732 et 1733). Les travaux entrepris par J.-G. Soufflot, entre 1747 et 1749 (Archevêché 1980, p. 22), occasionnèrent un nouveau transfert : le rapport établi par Toussaint Loyer le 6 juillet 1761 (A.D.R. BP 2561) signale qu'il est depuis lors installé dans la salle des archives du palais, un local que l'architecte juge inadéquat et auquel il préfère l'église Saint-Romain, qu'il propose de réaménager dans cette perspective. Un document datant de 1763 prouve que son projet a abouti (A.D.R. 10 G 615). Ce bâtiment fut détruit en 1781 (A.D.R. 10 G 3815, 16 oct. 1781). Les domaines dans lesquels s'exerçaient les juridictions de l'Archevêque et celle du chapitre, ainsi que leur emprise territoriale, ont connu de multiples variations au cours des siècles. On trouve quelques informations sur ce sujet dans les ouvrages suivants : Sachet 1914, I,

pp. 345-348, p. 368 ; Sachet 1918, II, p. 558, pp. 552-553 ; Fédou 1975-B, pp. 106-108 ; Fédou 1975-C, p. 123.

17. Le plan dessiné en 1659 par Simon Maupin, la "Description au naturel de la ville de Lyon et paysages alentours d'icelles" (A.M. 1 S 171) aurait dû nous aider à régler le problème de la localisation de cette maison et des prisons ; malheureusement, les défauts du collage nous privent des détails nécessaires pour identifier sûrement les bâtiments représentés.

Tableau synchronique des principaux épisodes de l'histoire de la ville de Lyon et du site fouillé

Tableau synchronique des principaux épisodes de l'histoire de la ville et du site fouillé

Dates	Histoire et Archives	Fouilles : datations	Vestiges	Illustrations
197	Victoire de Septime Sévère sur Albin.	3 ^e quart II ^e siècle 210-230 c. 2 ^e quart ou milieu III ^e siècle idem, ou un peu plus tard ? 259-260	Bâtiment 1, bassins ; bras secondaire de la Saône. Salle 2A, mur M34. Salles 2B, D-E. Salle 2C. Abandon de l'équipement d'un militaire.	pl. I-a et III, fig. 5-6, 8 pl. I-a, IV, fig. 7-8, 33, 41 pl. I et IV, fig. 5-6, 9-10, 15, 38, 42 pl. IV, fig. 13 pl. IV
273	Lyon refuse d'ouvrir ses portes à Aurélien vainqueur de Tétricus : représailles.	2 ^e moitié III ^e siècle.	Construction du mur M21.	pl. IV
280	Probus autorise la culture de la vigne en Aquitaine et dans le Nord de la Gaule.			
297	Province de Lyonnaise dédoublée : Lugdunum capitale de la Lyonnaise 1 ^{ère} .			
357	Lyon menacé par les Alamans, qui pillent et ravagent les environs.	Début du IV ^e siècle	Incendie (salle 2B et espace 2E).	pl. II-a
375-376	Les Alamans menacent Lyon, mais ne le prennent pas.			
396	Ancienne province de Lyonnaise divisée en quatre circonscriptions.	fin IV ^e ou début du V ^e siècle	Thermes (et autres édifices ?) ; salles 2C et 3A-J.	pl. I-b, II et V-VI, fig. 8, 10-11, 23, 30, 37-38, 42-43, 48, 64.
406-407	Gaule dévastée par les Barbares.			
431/2-487/9	Sidoine Apollinaire.			
443	Les Burgondes reçoivent la <i>Sapaudia</i> . Installation <i>cum indigenis dividenda</i> .			
449-491	Épiscopat de Patiens.			
458	Lyon est repris par Majorien, qui impose à la ville un lourd tribut (intervention de Sidoine Apollinaire).			
461	Mort de Majorien ; les Burgondes assiègent et reprennent la ville.			
469-471	Consécration de la <i>maxima ecclesia</i> .			
470-474	Les Burgondes s'installent à Lyon.	fin V ^e -début VI ^e siècle	Travaux dans le bain ; construction du péristyle et du bâtiment 4D.	pl. I b, II a et VII-VIII, fig. 10-11, 15, 18, 23, 26, 34, 38.
534	Le royaume burgonde passe sous le sceptre des Francs.			

Dates	Histoire et Archives	Fouilles : datations	Vestiges	Illustrations
552-573	Épiscopat de Nizier : travaux dans la maison épiscopale.	VI ^e siècle	Implantation d'un nouveau bâtiment à l'intérieur du bain, remaniements dans le péristyle ; apparition de l'église ? M75, M90 ?	pl. I-b, VII et IX, fig. 13, 15, 18, 22, 23-25, 30, 38.
561	Lyon perd le rang de capitale au profit de Chalon-sur-Saône.			
571	Peste.			
575	Violent incendie qui détruit une partie de la ville.			
580	Crue dévastatrice, qui renverse une partie des murs de la ville.			
588	Peste.			
658	Les officiers envoyés à Lyon pour capturer Eudémon, pillent et incendient la ville.	VII ^e - IX ^e /Xe siècle	Four à chaux M127 (4D partiellement hors d'usage ?)	pl. I b, II a et X, fig. 27-28 pl. VII et fig. 29 (four domestique)
712-769	Siège épiscopal le plus souvent vacant.			
725-739	Razzias sarrasines et contre-offensive de Charles Martel (Lyon ne semble pas touché directement mais en 733 Charles Martel s'empare de Lyon).			
771	Intégration au <i>regnum</i> unifié de Charlemagne.			
798-816	Épiscopat de Leidrade : il fait reconstruire la <i>domus ecclesiae</i> , aménage un cloître...			
816-840	Épiscopat d'Agobard.			
843	Traité de Verdun : Lyon dans la part de Lothaire.			
879	Lyon passe sous la souveraineté de Boson, roi de Provence.			
882-887	Lyon rentre dans l'Empire.			
890	Lyon incorporé dans le royaume de Provence, puis semble passer sous la suzeraineté du roi de Bourgogne.			
934-949	Les Hongrois descendent la Saône, pillent l'abbaye de Sainte-Barbe.			
1032	Lyon intégré à l'Empire.			
1065-1076	Humbert I ^{er} édifie une nouvelle maison épiscopale fortifiée.			
1107-1118	Réfection de Saint-Jean.			
1157	Fidérie Barberousse concède à l'archevêque de Lyon le corps entier de la cité de Lyon et tous les droits régaliens.			

Dates	Histoire et Archives	Fouilles : datations	Vestiges	Illustrations
1165-1180	Reconstruction de la cathédrale Saint-Jean	IX ^e /Xe - XIII ^e siècle	A l'emplacement du bain antique : remaniements, nouveaux murs, murs en tuf, fosses. Apparition de murs dans la cour orientale, et dans l'allée 5 J, qui est condamnée. Le péristyle reste ouvert mais perd sa colonnade. Plusieurs structures (puits, puisard, cave) apparaissent dans la partie ouest du chantier. L'église est fondée au plus tard durant cette période.	pl. I b et X, fig. 9, 27, 30-38, 36.
1167	Traité signé entre les comtes du Forez et le chapitre.			
1173	Nouveau traité : le comte cède à l'église de Lyon tous ses droits sur le pays et la ville.			
XIII ^e s.	L'archevêque Guichard ferait élever un mur pour protéger le quartier cathédral.			
1226	Guillaume de la Palud lègue 15 sols forts <i>ad campanam faciendam</i> , pour l'église Saint-Romain.			
1245	Concile œcuménique réuni à Lyon.	XIV ^e -XV ^e siècle	Ouverture de la rue Saint-Romain : restructuration ou construction de la cure, de la maison Pignon et de la maison D'Amanzé (celle-ci, au plus tard au XVe). Bâtiment à l'est de la rue ? Formation de la "cour de Lyon".	pl. I b, II a, et XI, XII, fig. 6, 10, 33-44
1274	2 ^e concile œcuménique de Lyon.			
1277	A propos de Saint-Romain : <i>ecclesia seu parochialis sancti Romani Lugdunensis</i>			
1305	Couronnement, à Lyon, du pape Clément V.			
1307	Chanoines et évêques se parent du titre de comte.			
1312	Lyon entre dans le royaume de France.			
1316	Élection du pape Jean XXII à Lyon.			
1400-1430	Construction de la chapelle de la Vierge Marie, dans Saint-Romain.			
1401	Première attestation de l'existence de la maison Pignon (fonds Pointet).			
1419	Le cloître est reconstruit sur le même plan à partir de 1419.			
1420	Octroi des premières foires à Lyon.			
1429	Première attestation de l'existence de la maison curiale (A.D.R. 10 G 52).			
1444	Charles VII octroie trois foires à Lyon.			
1464	Louis XI octroie une quatrième foire.			
1466-1467	Charles de Bourbon fait transformer la maison fortifiée en Palais (Archevêché).			
1477	La maison D'Amanzé est déclarée <i>de novo constructa</i> sur l'emplacement d'un immeuble plus ancien (A.D.R. 10 G 1520).			
1546	Construction d'un pont de bois sur la Saône, entre l'église Saint-Jean et Bellecour, à l'occasion du jubilé de Saint-Jean (A.M.L. B.B. 64).			fig. 45
1555 (vers)	Plan scénographique de Lyon.			

Dates	Histoire et Archives	Fouilles : datations	Vestiges	Illustrations
1560-1561	Reconstruction de l'église Saint-Romain, en partie prise en charge par Claude de Laurençin.			
1562-1594	Troubles (Guerres de Religions).	1560-1561 et 1592-1647	Reconstruction de l'église Saint-Romain.	pl. II-b et X-XIII, fig. 46-50, 54, 62, 66,
1578	Pavage partiel de la rue Saint-Romain, mais il semble que le tronçon fouillé ne soit pas concerné (A.D.R., A.C. 1.60, F° 66).			
1592-1647	Laurent de Simiane, archidiacre de Lyon, achève de réparer l'église Saint-Romain.	fin XVIIe -début XVIIIe siècle	Bâtiment à l'est du chœur (M223-224)	pl. XI, XIII, fig. 52
1602	La maison D'Amanzé a probablement été rebâtie (A.D.R. 10 G 56).			
1603-1604	La nécessité de réparer le mur mitoyen des maisons curiale et Pingon s'impose après un effondrement (A.D.R. 10 G 56 et 10 G 139).	vers 1604	Réfection du mur mitoyen de la cure et de la maison Pingon.	fig. 37
1611	La rue Saint-Romain est pavée sur 35 m environ devant l'église (A.D.R., A.C. 1.68, F° 431).	1611	Lambeaux d'un sol de galets.	pl. II-a et XI
1615	Construction de la chapelle du Bon-Refuge dans l'église Saint-Romain.	1615-1665	Construction du bâtiment situé au nord de l'église (caves E-F)	pl. XI et XIV, fig. 51, 54-57
1628-1653	Transformations du palais archiepiscopal.	1620 ?	Travaux dans la maison Pingon (construction d'un escalier, reprises dans la cave C, formation d'une pièce calée entre les caves C et D).	pl. XI et XIV
1634-1636	Construction du pont de bois sur la Saône (A.M.L. DD 313).			fig. 53, 82
1637	La maison D'Amanzé est partiellement détruite ; la partie conservée est réunie à la maison Pingon (A.D.R. 10 G 1532).	1637	M197-198	pl. XI et XIV
1664	L'archevêque souhaite fermer une partie de la cour sur laquelle donne son palais et déplacer les prisons de sa juridiction pour les installer dans le bâtiment situé au nord de Saint-Romain (A.D.R. 10 G 268).	1664-1665	Construction des prisons et création de la rue de l'Archevêché.	pl. XV-XVI, fig. 9, 30, 55-60, 62
1674	La façade de l'ancienne cure est alignée sur celle de la maison Pingon (A.D.R. 10 G 595).	1674	Reprise de la façade de la cure et autres travaux.	pl. XV, fig. 37-38, 64
1743	Le cardinal de Tencin prononce l'interdit de l'église Saint-Romain et en autorise la démolition ; service religieux et fondations sont transférés à Saint-Pierre-le-Vieux.			
1746-1747	Travaux dans la maison Pingon (A.D.R. 10 G 670).	1746-1747	Travaux dans la maison Pingon.	pl. I-b II-a et XV-XVIII, fig. 10, 67
1747-1749	Aménagement du palais archiepiscopal par J.-G. Soufflot.			

Dates	Histoire et Archives	Fouilles : datations	Vestiges	Illustrations
1748	Réparation du pont de bois (A.M.L. BB 314).			
1752	L'église Saint-Romain est vendue au chapitre (A.D.R. 10 G 1517).			
1761-1763	L'église Saint-Romain est restructurée et transformée en auditoire de justice (A.D.R. BP 2561 et 10 G 615 pièce 7).	1761-1763		pl. XVII, fig. 47-50, 69, 89
1767 (à partir de)	Projet d'alignement de la maison Pingon, dans la perspective de la construction de la Nouvelle Manécanterie.	à partir de 1767	Projet non réalisé.	pl. IX, fig. 67-68, 76, 79-80, 89, 90
1768-1778	Construction de la Nouvelle Manécanterie.			
1771	Le pont est renversé par une crue (A.M.L. F° 501, 617).			
1779	Démolition du pont de bois et vente des matériaux pour construire un pont de bateaux attaché au port Saint-Jean.			fig. 83
1778-1781	Grille du jardin de l'archevêché par J.-A. Morand et J. Jacquin.	1778-1781	Blocs réemployés dans une construction postérieure	fig. 88
1780-1781	Destruction des prisons : aménagement des écuries de l'Archevêché (A.D.R. 10 G 3815)	1780-1781	Aucune trace archéologique	fig. 68
1788	Le pont de bateaux est réparé (A.M.L. BB 347).			
1788	Pose de la première pierre du pont Tilsit (A.M.L. BB 348, F° 259). Construction interrompue durant la Révolution.			
1791	Vente des biens de l'église.	1791	Tous les bâtiments situés dans l'emprise du chantier sont concernés.	
1791	Destruction de la galerie Camille de Neuville.			
1792	Destruction de la grille Morand-Jacquin (vers 1792).	1791-1800(?)	Construction d'un nouvel immeuble à l'emplacement des écuries et de l'auditoire.	pl. XVIII-XX, fig. 60, 70-73, 76-79
1804-1808	Reprise et achèvement de la construction du pont.			fig. 78-80, 86
1829-1830	Construction de la grille Flachéron et Charbonnet.	1829-1830	Démontée en 1983 : fondations dégagées par la fouille (M 307)	pl. XVIII-XIX
1865	Décret impérial déclarant d'utilité publique la création de deux avenues aux abords du pont de Tilsit et de la primatiale (A.M.L. 01 liasse A. Max).			fig. 79-80
1866	Ouverture de l'avenue (idem).	1866	Ouverture de l'avenue.	pl. XX

Annexe

Annexe 1. Découvertes faites sur la rive droite de la Saône avant l'ouverture de la fouille

93. Découvertes et fouilles effectuées sur la rive droite de la Saône

- 1 L'ambition de la recherche, dont les résultats sont exposés ici, était essentiellement de reconstituer un cadre des connaissances acquises, à la veille de l'ouverture du chantier, sur l'occupation des quartiers installés sur la rive droite de la Saône à l'époque romaine. Mon but était de cerner le contexte dans lequel les nouvelles données allaient s'insérer et non de dresser une carte archéologique exhaustive. Toutes les ressources

bibliographiques n'ont pas été exploitées : les ouvrages utilisés par A. Allmer et P. Dissard ont rarement été repris et l'on glanera certainement encore quelques informations en achevant le dépouillement des publications (voir la bibliographie réunie dans Walker 1981).

- 2 Bien qu'une occupation antique y soit clairement attestée, l'espace qui se développe au nord-ouest de Saint-Paul a été exclu de cette recherche, par rapport à laquelle il occupe une position trop marginale. La limite méridionale fixée au voisinage de Choulans se confond, au contraire, avec celle de la ville romaine.
- 3 Les points portés sur la carte (**fig. 93**) pour localiser les découvertes anciennes et les fouilles, souvent en regroupant plusieurs d'entre elles, donnent l'illusion qu'existe une riche documentation sur le quartier. En réalité, dans la majorité des cas, les informations concernent des inscriptions, le plus souvent funéraires, réemployées dans des constructions postérieures, médiévales en général, quand il ne s'agit pas de pièces de la collection d'un amateur d'antiquités. Les dénominations des lieux employées par les auteurs cités ont été maintenues, systématiquement, faute de pouvoir dans certains cas donner une équivalence, sinon au prix d'un commentaire qui nous éloignerait trop du sujet traité (ainsi, dans le cas du Cloître Saint-Jean et de la rue des Estrées).

A. Saint-Paul

1. Saint-Paul / Passerelle Saint-Vincent

- 4 Aux alentours de la passerelle Saint-Vincent, ont été recueillis de nombreux sceaux de douane et des tessères commerciales (Steyert 1895, pp. 253-254, fig. 299-308 ; voir infra n° 2). Ces découvertes et une tradition sont à l'origine de la localisation, dans ce secteur, d'un pont, d'un bourg gaulois et d'un temple romain dédié à Diane (Steyert 1895, pp. 294-295 ; Audin 1956, pp. 126 et 137 ; Audin 1981, p. 478). Des inscriptions funéraires antiques étaient réemployées dans les murs des églises Saint-Laurent et Saint-Paul, ainsi que dans celui du cimetière de cette dernière (Allmer 1888/93, III, pp. 345-347, n° 364 ; pp. 451 et 453).

2. Secteur Conservatoire / Quai de Bondy

- 5 (rue de la Boucherie de Saint-Paul ; place de l'ancienne Douane)
- 6 L'abondance des tessères et des sceaux de douane mis au jour (Steyert 1895, pp. 253-254, 294-295) ainsi que la découverte de piédestaux de statues érigées en l'honneur des nautes de la Saône, suggèrent de situer leur port ici (Steyert 1895, pp. 294-295 restitue, « du pont de Pierre jusqu'au-delà de Saint-Paul », un quartier industriel et « le siège le plus ancien du commerce lyonnais » ; Audin 1956, p. 137). Il ne semble pas possible de faire intervenir en faveur de cette hypothèse le fragment d'une liste de noms, gravée sur une plaque de marbre « trouvée en avril 1862, au quai de Bondy, dans la Saône » (Allmer 1888/93, II, pp. 514-515, n° 190). Deux autres inscriptions ont été retirées de la Saône en 1861 et 1862, vraisemblablement au cours des travaux de construction des quais, dans le voisinage de la précédente ou en aval (Allmer 1888/93, III, p. 432, n° 427 et p. 438, n° 438) ; une autre est indiquée quai de Bondy, en réemploi dans une écurie (Allmer 1888/93, II, pp. 471-474, n° 177) ; deux cippes ont été recueillis dans la Saône, au quai de Bondy (Allmer 1888/93, III,

pp. 323-324 et 375-376, n° 383). La découverte d'une épitaphe est signalée place de l'ancienne Douane (Allmer 1888/93, pp. 411-412, n° 402)

3. Groupe scolaire

- 7 A. Audin signale que des vestiges de thermes ornés de mosaïques ont été vus lors de la construction du bâtiment, mais il ajoute qu'il n'a « pu obtenir confirmation du fait » (Audin 1956, p. 137 ; Stern 1967, p. 39, n° 36).

4. Rue Juiverie

- 8 Un cippe, utilisé dans la construction d'une maison, est signalé par J. Spon (Spon 1673, p. 34 ; Allmer 1888/93, III, p. 457).

5. Montée Saint-Barthélémy

- 9 La voie actuelle reprendrait un tracé antique, ainsi que semblent en témoigner les restes de dallages mis au jour à plusieurs reprises (Audin 1956, p. 126). Dans ce secteur, qui déborde du cadre géographique fixé à notre sujet, les découvertes de vestiges de constructions antiques sont nombreuses (Stern 1967, pp. 26 et s., Audin 1956, pp. 126, 138-139, etc.).

B. Le change

6. Loge du Change

- 10 Durant les travaux de construction de la Loge du Change de J.-G. Soufflot, en 1740, ainsi que durant la construction, contemporaine, de la maison « qui fait l'angle de la rue Juiverie et de la rue de la Loge », fut enregistrée la présence de structures importantes dans la partie nord et à l'ouest de cet édifice ; à partir des observations consignées dans une note manuscrite qu'il avait trouvée aux archives de la ville, J.-F. Artaud propose d'identifier un quai (Artaud 1846, pp. 30-32 : sont signalés, deux « canaux » E-O et N-S, « un fourneau propre à faire cuire le cuivre », « une grande cuve en pierre », des monnaies, un piédestal de marbre, un autel et « un mur de forte maçonnerie de 12 pieds d'épaisseur, semblable à un mur de quai, auquel étaient adossés des escaliers comme aux descentes de pont ; le devant des dalles était piloté à double et triple rang, fort serré et garni de fortes assises de taille »). Cette interprétation est contestée par A. Audin, qui ajoute au dossier les informations que lui ont livré des tranchées ouvertes à l'est de la Loge, place du Petit Change, où sont apparus des restes de murs antiques : « le quartier était donc occupé jusqu'à l'actuelle rive de la Saône » (Audin 1956, pp. 137-138). Les mêmes auteurs localisent, un peu au nord, entre le Change et le Conservatoire, un bras mort de la Saône (Audin 1947, pp. 101-102 ; Audin 1956, pp. 137-138). Des fragments d'un monument votif sont localisés « à l'angle du Change » (Allmer 1888/93, II, pp. 69-74, n° 115).

7. Pont du Change

- 11 Lors de la démolition de ce pont furent recueillis de nombreux blocs antiques (inscriptions : Allmer 1888/93, I, n° 7, 10, 13, 15, 44, 56 et p. 449 ; II, n° 112, 117, 121, 126, 129, 132, 134-136, 163, 170, 183 ; III, n° 193, 246, 255, 262, 273, 294, 308, 315, 369, 384, 391, 394). Plusieurs inscriptions ont été recueillies dans la Saône, près du pont du Change ou du pont de Nemours, qui fut bâti au même emplacement (Allmer 1888/93, I, pp. 204-205, n° 32 ; III, pp. 169-170, n° 258 : pp. 320-321, n° 348 ; pp. 358-359, n° 373 ; pp. 419-420, n° 408). En 1860, A. Steyert vit des vestiges du départ d'un pont qui lui parut pouvoir être antique, à l'occasion de travaux réalisés sur le quai Humbert (Steyert 1895, p. 279).

8. Rue de Gadagne / Rue du Bœuf / Chemin Neuf

- 12 J.-F. Artaud note la présence d'un « canal » antique qui « suivait la direction du Chemin Neuf » et dont un autre tronçon « a été vu rue du Boeuf n° 24 » (Artaud 1846, p. 29). A. Audin signale que, rue de Gadagne, « vers 1930, lors de la construction de l'égout de cette rue, le dallage reparut à 2 m de profondeur, sur un axe qui coïncidait avec le sien. Les grosses dalles polygonales de granit bleu étaient profondément creusées d'ornières » (Audin 1956, pp. 125 et 138). Au bas du Chemin Neuf a été notée, autrefois, la présence d'une épitaphe réemployée dans la façade d'une maison (Spon 1673, p. 29 ; Allmer 1888/93, III, p. 457) et une dédicace est mentionnée « à la base d'une porte cochère, rue du Boeuf, vis-à-vis un jeu de paume » (Allmer 1888/93, I, p. 453). Un cippe fut mis au jour, en 1884, « dans la cour de l'hôtel Chevrères » (rue du Boeuf) (Allmer 1888/93, pp. 288-289, n° 330) ; une dédicace à Mithra était réemployée dans l'escalier du même bâtiment (Spon 1673, pp. 29-30).

9. Place de la Baleine

- 13 Un fragment de stylobate, portant partie d'une inscription, provient de la « rue de la Baleine » (Allmer 1888/93, II, pp. 55-56, n° 110 ; un autre bloc de la même inscription, gravée sur un monument du sanctuaire fédéral des Gaules, a été remis au jour au cours des fouilles du groupe épiscopal : cf. infra, n° 11 et Audin 1981, pp. 463-467). Une inscription tardive y a également été retrouvée (Burnand 1980, pp. 61-62 ; Burnand 1984, pp. 223-231).

C. Le cloître Saint-Jean

Non localisé

- 14 Un sarcophage aurait, dans le passé, été placé dans une rue du Cloître (Allmer 1888/93, p. 455).

10. Quai de l'Archevêché, vers le Palais de Justice

- 15 Sont signalés, la récupération d'une épitaphe trouvée lors de la démolition d'une maison située « à côté du Palais de Justice, entre le quai de l'Archevêché et la rue des

Estrées » (Allmer 1888/93, III, p. 447) et un cippe provenant d'une maison voisine du Palais de Justice (Allmer 1888/93, III, p. 139, V, p. 64). Une épitaphe était visible, autrefois, devant le palais de Roanne, à l'emplacement du Palais de Justice (Allmer 1888/93, III, pp. 459-460) et une autre fut mise au jour lorsque fut bâti ce dernier (Allmer 1888/93, I, pp. 197-199, n° 29).

11. Groupe épiscopal : découvertes fortuites et fouilles

- 16 Dans Sainte-Croix, une inscription funéraire était employée pour supporter le bénitier (Spon 1673, p. 23 ; Allmer 1888/93, III, p. 458). En outre, J.-F. Artaud rapporte que des vestiges antiques furent aperçus lorsqu'elle fut démolie et il fait la même remarque à propos de Saint-Etienne (Artaud 1846, p. 188). Un bloc recueilli dans les fondations de l'église Sainte-Croix a pu être, grâce aux découvertes faites au cours des fouilles du groupe épiscopal, attribué à un monument du sanctuaire fédéral de la Croix-Rousse (Allmer 1888/93, II, pp. 94-96, n° 123. ; Audin 1981, pp. 468-473). Un cippe et un autel ont été récupérés « dans les fondations » de Saint-Etienne, et deux inscriptions en remploi ont été signalées dans le même édifice (Allmer 1888/93 III, pp. 360-361, n° 374. P. 14, n° 200. II, pp. 479-481, n° 180. Spon 1673, pp. 24-25. Allmer 1888/93, I, pp. 187-189. III, pp. 453-454).
- 17 A l'intérieur de la cathédrale, l'installation d'un système de chauffage en 1899, puis les recherches entreprises en 1935 à l'occasion de la tenue à Lyon du Congrès Archéologique de France, sont à l'origine du dégagement d'une abside antérieure à l'édifice actuel ; les restes de mosaïque remis au jour alors ont été datés du début du XIIe siècle par H. Stern (Aubert 1935, pp. 56-59 ; Stern 1967, pp. 117-118).
- 18 La destruction d'un îlot dans le cadre d'un projet d'urbanisme, offrit l'occasion, à l'équipe placée sous la direction de J.-F. Reynaud, de fouiller, de 1973 à 1977 puis en 1983, les vestiges des églises Sainte-Croix et Saint-Etienne et de retrouver un tronçon d'un mur antique tardif, identifié à l'enceinte de la ville. Au cours des travaux furent analysés des vestiges médiévaux, et plus particulièrement les phases romanes des deux édifices religieux appartenant au groupe épiscopal, ainsi que leurs états antérieurs. Sont apparus ainsi, sous Saint-Etienne, les restes du baptistère dont la construction initiale est datée de la deuxième moitié du IVe siècle, et l'abandon, entre le VIe et le VIIe siècle. Du milieu ou de la seconde moitié du IVe siècle daterait également l'une des phases de l'aménagement de l'enceinte, qui utilise de nombreux blocs parfois inscrits arrachés, à la Croix-Rousse, à des monuments du sanctuaire fédéral des Trois Gaules, datés des IIe et IIIe siècles (Audin 1981, pp. 457-477 ; cf. supra et n° 9). Sous le baptistère, ainsi que sous Sainte-Croix, sont venus au jour des restes d'hypocaustes romains, en partie au moins utilisés pour asseoir les constructions postérieures. Quelques sondages ont permis d'atteindre une couche de limon et sable conservant les empreintes de trous de poteaux associées à des traces d'une occupation datée des IIe et IIIe siècles. Durant les mêmes campagnes de fouille, a été repris l'examen des restes de l'abside mise au jour au niveau de la croisée du transept de la cathédrale. La bibliographie sur le sujet est abondante ; en attendant la publication de la thèse de J.-F. Reynaud, on peut se référer à ses travaux les plus récents qui donnent la bibliographie antérieure (Reynaud 1981, pp. 119-156 ; Reynaud 1986 a, pp. 90-107) et suivre la progression de ces recherches à travers les Informations Archéologiques publiées dans

Gallia (Leglay 1973, p. 525, Lancel 1975, p. 522, Boucher 1980, pp. 519-522. Boucher 1977, p. 488, Lasfargues 1980. p. 417).

12. Porte-Froc (porte et rue)

- 19 Une épitaphe est signalée à la « Porte-Froc », et un piédestal de statue à l'angle de la rue de l'Archevêché et de la rue Porte-Froc (Allmer 1888/93, p. 352 ; I, pp. 134-136, n° 20, pp. 149-156, n° 21).
- 20 « Près de l'église Saint-Jean » avait été notée la présence d'un fragment d'inscription (Allmer 1888/93, I, p. 138).

13. Rue Tramassac

- 21 Les observations faites par J.-F. Artaud au cours des travaux de construction d'une maison occupant l'angle de la rue Tramassac et de la rue de la Bombarde, suggèrent la présence d'un bras mort de la Saône à cet emplacement : « à 15 pieds, le sable de la Saône formait une éminence, et plus loin, à 30 pieds au-dessous, nous avons retrouvé le sable de la même rivière » (Artaud 1846, p. 181). Il semble, d'après le contexte, qu'il ait vu aussi des vestiges de constructions antiques et il évoque la présence de l'enceinte canoniale. La construction d'une maison au n° 3 de la rue Tramassac permit à A. Audin et R. Méjat d'analyser à nouveau une situation similaire (Audin 1957, pp. 57-61 ; Guey 1958, pp. 359-360). Au cours des travaux vinrent au jour des restes de dallages d'une voie romaine, recouvrant des vestiges de murs et scellant un épais remblai, qui livra des céramiques romaines ainsi qu'une oenochoé, considérée par les auteurs comme un témoin de l'occupation ou de la fréquentation de ce secteur avant la fondation de la colonie de Plancus ; ils datent de même un hérisson identifié à un gué et considéré comme un « reste de la voie gréco-celte » (sur ce sujet, voir Desbat 1981a, pp. 29-54). Le niveau du gravier naturel révéla l'existence d'un bras de la Saône, dont les auteurs restituent le tracé entre l'emplacement du Change et l'église Saint-Georges. Quelques années plus tard, un nouvel examen des sables fluviatiles déposés par la Saône, en un autre point de la même rue où avait été ouverte une tranchée, conforta A. Audin et R. Russo dans cette opinion (Russo 1964, p. 53).
- 22 En 1979, l'aménagement d'un immeuble situé au n° 9 rue Tramassac a offert à J.-F. Reynaud et à ses collaborateurs, l'occasion d'entreprendre un sondage archéologique. Deux états de l'enceinte du quartier épiscopal ont ainsi pu être analysés, ainsi que les vestiges de constructions en usage durant l'Antiquité tardive ; la construction initiale de l'enceinte a été datée du XII^e siècle (rapport dactylographié déposé à la D.A.H.).

14. Rue des Deux-Cousins (= rue Jean Carriès)

- 23 J.-F. Artaud mentionne la présence de vestiges de constructions antiques, qu'il vit lors de la construction d'une maison, rue des Deux-Cousins, vis-à-vis l'hôtel d'Albon (Artaud 1846, p. 181).

15. Nouvelle Manécanterie

- 24 Parmi les inscriptions regroupées ici, quatre sont données comme provenant de l'écurie ou de « l'estable » de la maison archiépiscopale, qui fut déplacée au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle pour libérer un espace que devait occuper la Nouvelle Manécanterie, en face du palais archiépiscopal, à l'ouest de la cour de l'Archevêché (**pl. XIX**). C'est là que doivent être situées les écuries dont il est question dans ces notices (Allmer 1888/93, I, pp. 325, 448. II, p. 430, III, p. 470). Le « siège de l'Officialité » -il s'agit ici de celle du chapitre-en était voisin, et les découvertes qui y sont localisées ont été provoquées par les mêmes démolitions précédant l'édification de la Nouvelle Manécanterie (Allmer 1888/93, I, pp. 51-52 = I, pp. 283-284 ; III, p. 22). Si l'on peut considérer que les objets précédents n'étaient pas *in situ*, il est impossible d'être aussi affirmatif dans le cas de deux piédestaux et de deux autels trouvés « en creusant les fondations de la Nouvelle Manécanterie » (Allmer 1888/93, I, pp. 125-127, n° 17, pp. 156-161, n° 22 ; I, p. 176-177, n° 25 ;
- 25 II, p. 430 = III, p. 21) ; notons, cependant, l'emploi d'une expression similaire, « dans les fondations de l'église Saint-Etienne », à propos d'un cippe qui compte tenu des informations livrées par la fouille du groupe épiscopal ne peut guère avoir été retrouvé sur le lieu auquel il avait été destiné à l'origine (Allmer 1888/93, III, pp. 360-361, n° 374).

16. Église Saint-Romain et rue de l'Archevêché (= avenue Adolphe Max)

- 26 Les précisions que donne J.-F. Artaud sur la nature des vestiges, à la fin de la phrase suivante, semblent concerner l'église Saint-Romain : « les démolitions de Sainte-Croix et de Saint-Romain ont, comme celles de Saint-Etienne, mis à découvert des inscriptions et beaucoup de matériaux antiques... dans le voisinage de la seconde, on a rencontré un hypocauste semblable à ceux d'Irigny et de la Déserte » (Artaud 1846, p. 188). J. Spon releva, sur la façade de cette église, une inscription qui pourrait mentionner le nom de son fondateur et son épouse, et l'on sait qu'une autre inscription était visible à l'intérieur de l'édifice (Spon 1673, pp. 31-32, Allmer 1888/93, I, p. 238).
- 27 Le cippe recueilli rue de l'Archevêché, en 1854, était certainement en réemploi : les résultats de la fouille de l'avenue Adolphe Max permettent de l'affirmer (Allmer 1888/93, I, p. 379, n° 70).

17. Porte de Cognac (ou Colignac) et Palais de l'Archidiaconé

- 28 Dans la construction de la porte d'entrée du cloître, dont les vestiges se trouvent sans doute sous l'avenue Adolphe Max au voisinage de la rue Monseigneur Lavarenne, étaient employées deux inscriptions antiques (Allmer 1888/93, II, pp. 429-430). Une autre inscription était localisée *in aedibus archidiaconi*, le palais de l'Archidiaconé qui peut être situé sous les immeubles qui bordent, au sud, la même avenue (Allmer 1888/93, II, p. 431 ; **pl. XIX**).

D. Saint-Georges

18. Saint-Pierre-le-Vieux

- 29 Trois cippes ont été recueillis « dans le voisinage de Saint-Pierre-le-Vieux », « dans la petite rue allant de Saint-Pierre... à la rue des Prêtres » et « dans un jardin installé à l'emplacement de l'ancien cimetière » de cette église (Spon 1673, pp. 30-31 ; Allmer 1888/93, III, p. 365, n° 377, I, pp. 371-372, III, p. 26).

19. Rue Ferrachat

- 30 Audin (1956, p. 143) écrit : « M. G. Flachet m'a signalé l'existence de vestiges romains dans une cave de la rue Ferrachat ».

20. Rue du Doyenné

- 31 En 1845, fut mise au jour une plaque de marbre conservant partie d'une liste de noms, « en creusant les fondations de la maison qui se trouve à l'angle nordouest des rues Pisse-Trueie et du Doyenné » ; dans cette dernière, est localisée aussi la découverte d'un cippe (Allmer 1888/93, II, pp. 516-517, n° 191, III, pp. 289-290, n° 331).

21. Rue Mourguet / Rue Tramassac

- 32 A. Audin rapporte qu'il a vu « en mars 1949, à l'angle des rues Tramassac et Laurent Mourguet... deux dalles de la voie (antique) à 4 mètres sous le pavé moderne et à la cote 168 » (Audin 1956, p. 125, Wuilleumier 1949, p. 3).

22. Gourguillon et jardin des Trinitaires

- 33 J.-F. Artaud enregistre la présence de canaux de drainage antiques sous le Gourguillon et A. Steyert nous apprend que le revêtement de la voie romaine était visible, autrefois, entre la rue de Bourdy et la rue des Epis (Artaud 1846, p. 29 ; Steyert 1895, p. 297 ; Audin 1956, p. 74). « Au pied » ou « Montée du Gourguillon » ont été recueillies deux inscriptions pour lesquelles les circonstances de la découverte et son contexte ne sont pas autrement précisés ; deux autres étaient, l'une « dans la cour de l'ancienne demeure de l'antiquaire Du Choul », l'autre « au logis de Monsieur de Langes » (Allmer 1889/93, II, pp. 492-493 ; II, p. 517 et II, pp. 490-492, n° 182 ; III, p. 181, n° 265). La découverte d'une colonne est signalée également (Allmer 1888/93, II, p. 309).
- 34 Les objets antiques qui étaient conservés chez les Trinitaires de Saint-Georges auraient fait partie de la collection du président Bellièvre et proviendraient en majorité ou en totalité de la ville haute, et plus précisément de Trion (Allmer 1888/93, I, pp. 138-139, pp. 368-370, n° 67 ; II, pp. 397-399, n° 158, pp. 474-477, n° 178 ; III, pp. 157-159, n° 251, pp. 261-262, n° 313, pp. 290-292, n° 332, pp. 310-311, n° 343, pp. 282-385, n° 387, pp. 24, 140). Signalons, en outre, un cippe « trouvé dans les fondations de l'église des Trinitaires » (Allmer 1888/93, III, pp. 161-163, n° 253).

23. Gourguillon : Clos Vendôme

- 35 La « salle de bains voûtée, que décorait la mosaïque du Gourguillon de la maison Vendôme » (= montée du Gourguillon, n° 39) aurait, selon J.-F. Artaud, été alimentée par l'eau du réservoir dit « grotte Bérelle » (Artaud 1846, p. 70). Les deux mosaïques qui furent déposées en 1670 ou 1676, ont été datées de la première moitié du III^e siècle (Stern 1967, n° 1 et 2). La « grotte Bérelle », bien que située hors de la zone considérée ici, pourrait éventuellement avoir contribué à alimenter les quartiers bas en eau (Allmer 1888/93, II, p. 305-306 ; Steyert 1895, p. 305 ; Fabia 1927, etc.)

24. Quai Fulchiron

- 36 « Entre l'ancien port Sablet et le n° 18 quai Fulchiron » ont été recueillis des fragments d'une statue équestre en bronze et vus des vestiges de pilotis ayant sans doute supporté un appontement ; de la connaissance de ces vestiges, on a tiré argument pour localiser dans ce secteur le port des nautes du Rhône (Steyert 1895, p. 288 ; Audin 1956, p. 142 ; voir infra, n° 25).

25. Église et Commanderie de Saint-Georges ; rue Saint-Georges, rue de la Boucherie de Saint-Georges

- 37 Un cippe fut trouvé « en creusant les fondations de la nouvelle abside de l'église Saint-Georges » (Allmer 1888/93, III, pp. 255-256, n° 309) et l'on sait qu'une inscription évoquant les nautes de la Saône était, autrefois, placée contre l'église Saint-Georges (Allmer 1888/93, III, pp. 255-256, n° 309 ; II, p. 482).
- 38 C'est en creusant les fondations de la Commanderie de Saint-Georges que fut mise au jour l'inscription mentionnant un monument élevé *in honorem nautarum Rhodanicorum*, qui a paru justifier la localisation du port des nautes du Rhône dans ce secteur (Allmer 1888/93, II, pp. 307-308, 466-468, n° 175 ; Audin 1956, p. 142). Cette hypothèse repose également sur les découvertes faites dans le voisinage, celle du quai Fulchiron (cf. supra) et celle de sceaux de douane « à Saint-Georges, vis-à-vis la rue Martin » (Allmer 1888/93, II, p. 319). De là provient aussi l'inscription funéraire s'achevant par une invitation à fréquenter les bains d'Apollon (Allmer 1888/93, II, pp. 504-507, n° 187).
- 39 « A deux reprises, des dalles de granit ont été dégagées rue Saint-Georges, au fond de la place Bertras » (Guey 1958, p. 359). En creusant les fondations de la dernière maison de cette rue, du côté de la Quarantaine, a été aperçue une colonne de granit, laissée en place car ses dimensions en rendaient l'extraction difficile (Allmer 1888/93, II, p. 308 ; Audin 1956, p. 143).
- 40 Deux épitaphes chrétiennes ont été recueillies, l'une dans les « fondations d'une maison de la rue de la Boucherie de Saint-Georges », l'autre « en creusant les fondations du monastère des soeurs de Saint-Joseph, au coin » de la même rue (Allmer 1888/93, IV, pp. 147-148, n° 464 et pp. 151-152, n° 466).

26. Rue (ou quartier) de la Quarantaine

- 41 Dans la rue (aux n° 8 et 10) ou dans le « quartier de la Quarantaine » ont été recueillies quatre inscriptions funéraires (Allmer 1888/93, III, pp. 151-153, n° 248 ; V, pp. 14-16,

n° 80 bis ; Wuilleumier 1949, p. 4) ; une autre inscription a été trouvée près de l'entrée du tunnel de la Quarantaine (Allmer 1888/93, pp. 349-350, n° 141). En outre, à plusieurs reprises a été notée la présence de vestiges en divers points du quartier : des tronçons d'égouts, sous les immeubles situés aux n° 1, 3 et 10 (Wuilleumier 1949, p. 3, Audin 1956, p. 125), les vestiges de thermes, au n° 16, « sous l'usine Bredin » (Wuilleumier 1949, p. 6 ; Audin 1956, p. 141), des restes de constructions et des débris de vases métalliques (Audin 1964, pp. 219-225). Des fouilles de sauvetage ont, en outre, reporté au jour des vestiges de constructions (Lasfargues 1982, p. 417 ; rapports dactylographiés déposés à la D.A.H. en 1978 et 1981).

- 42 D'importants murs de soutènement antiques se dressaient « au-dessus de l'ancienne porte Saint-Georges » et « à l'extrémité sud de ces murs, se voyait autrefois un tombeau en forme de pyramide » (Artaud 1846, p. 73 ; Allmer 1888/93, II, p. 308 et « plan de Lyon antique » à la fin du vol. III ; Steyert 1895, p. 305 ; Audin 1956, p. 111).

E. Choulans

27. Fontaine de Choulans et environs

- 43 Bien que le contexte des découvertes faites dans ce secteur ne soit pas, généralement, décrit clairement, il est probable que la plupart des objets aient été retrouvés en place. J.-F. Artaud a pu reconnaître les restes d'une voie antique dallée, bordée par des sépultures ; il signale, en outre, la présence d'une tombe attribuée à l'époque de Probus « derrière la maison Serlio », ainsi que des monnaies et des restes métalliques qui le conduisent à identifier une fonderie, peut-être au début de la rue de la Quarantaine (Artaud 1846, pp. 45-46 ; Wuilleumier 1949, p. 4 : restes du revêtement d'une voie Montée E. Vial). Il semble que l'on puisse situer à droite de la voie romaine les vestiges d'un hypocauste qu'il dit avoir vus chez M. Rougnard (Artaud 1846, pp. 38, 46). De la propriété de la même personne, proviennent, semble-t-il, trois inscriptions (Allmer 1888/93, II, pp. 503-504, n° 186, III, pp. 4-6, n° 194, pp. 460-461). Au XVI^e siècle, un autel aux divinités des Augustes était visible près de la fontaine de Choulans (Allmer 1888/93, III, pp. 4-6, n° 194). Durant les travaux entrepris pour ouvrir le tunnel de Fourvière, furent recueillies diverses pièces : une fontaine ornée d'un cyclope datée du I^{er} siècle de notre ère, des tuyaux de plomb estampillés, un naiskos figuré, des inscriptions antiques et chrétiennes, un autel anépigraphe, une mosaïque et des restes de murs (Leglay 1976, pp. 5-43).

28. Saint-Laurent-de-Choulans : découvertes fortuites et fouilles

- 44 En 1948, à l'occasion de la réalisation de travaux publics, montée Saint-Clair-du-Port, A. Audin vit des « vestiges médiocres de constructions à destination portuaire, vraisemblablement » (Audin 1956, p. 141).
- 45 La basilique Saint-Laurent a fait l'objet de fouilles menées en 1947 par A. Audin et P. Wuilleumier puis, de 1976 à 1978, par J.-F. Reynaud. La construction de la basilique funéraire, dans laquelle étaient réemployés des blocs antiques, pourrait dater du VI^e siècle (une inscription avait été recueillie, antérieurement, lorsque l'église fut démolie : Allmer 1888/93, I, pp. 439-441, n° 90) ; la nécropole qui s'est développée dans le voisinage et à l'intérieur de l'édifice a livré de nombreuses épitaphes. Sous cette

construction a été relevée la présence de structures antérieures ; les plus anciennes, orientées E/S.E et N/N.O, semblent avoir été arasées pour faire place à une seconde construction représentée par des « murettes » dont l'orientation est légèrement différente. Le « remblai » a livré des céramiques dont la production couvre « les trois premiers siècles » de notre ère (Wuilleumier 1949, pp. 8-31 ; Audin 1956, p. 141 ; Boucher 1977, pp. 488-490 ; Boucher 1980, p. 522, Reynaud 1986a, pp. 77-85).

29. Pont Kitchener

- 46 La découverte d'un « gisement de monnaies romaines très important », ainsi que de sceaux en plomb et de céramiques, au cours des travaux de reconstruction du pont Kitchener en 1946 et 1948, est à l'origine de la localisation dans ce secteur, du port des nautes antérieur à l'époque d'Hadrien (Wuilleumier 1949, pp. 67 ; Audin 1956, pp. 25 et 141).

30. Les Étroits

- 47 J.-F. Artaud signale la présence d'un four de potier sur le chemin des Étroits et un bas-relief, dans le voisinage (Artaud 1846, p. 44 ; Wuilleumier 1949, p. 6 ; Audin 1956, p. 141). Il mentionne également, dans le même secteur, la découverte d'un autel à Mars et d'une épitaphe (Allmer 1888/93, III. pp. 7-8, n° 196 ; pp. 282-283, n° 327).

31. Quai Jean-Jacques Rousseau

- 48 « Au début du quai J.-J. Rousseau (...) dans les parages immédiats du quartier antique de Choulans (...) une découverte fortuite a révélé un gisement de *dolia* enterrés « à l'intérieur d'un grand bâtiment en dur » ; il s'agirait de docks (Leglay 1968, p. 570).

32. Montée Saint-Laurent

- 49 « Près de la maison Gervézy », montée Saint-Laurent, aurait été mis au jour « une amphore remplie de monnaies du règne de Constantin » et un « canal-aqueduc, amenant les eaux de Fontanières et celles d'une source au-dessus du pavillon Grobon » (Artaud 1846, pp. 4445 ; Wuilleumier 1949, p. 6 et note 19 ; Audin 1956, p. 141). La voie antique aurait été bordée d'une double rangée de sépultures et revêtue de dalles de granite (Wuilleumier 1949, p. 3 ; Audin 1956, p. 125).
- 50 Face à une aussi riche moisson et influencés par le caractère généralement laconique des notices relatant les circonstances de ces découvertes, certains auteurs ont hésité à admettre que les objets aient pu, dans la plupart des cas, être trouvés isolés de leur contexte d'origine (Audin 1956, pp. 142-143). Les résultats des fouilles réalisées durant la dernière décennie permettent maintenant de mieux interpréter cette documentation. Il est ainsi devenu difficile de soutenir l'hypothèse selon laquelle une nécropole aurait existé à l'emplacement du quartier Saint-Jean (Audin 1947, p. 113 ; Audin 1956, p. 142), et seule celle de Choulans est attestée dans cette partie de la ville. Par ailleurs, la présence, dans le mur mis au jour à l'est du groupe épiscopal, de gros blocs attribués à l'*Ara Romae et Augusti*, qui ne se dressait certainement pas dans cette partie de la ville, conduit à écarter un type de raisonnement qui a joué un rôle décisif

dans le passé. L'argument a été invoqué en faveur de l'identification de l'un des ports des nautes du Rhône à l'emplacement de la Commanderie de Saint-Georges (Allmer 1888/93, II, pp. 307-308 ; Audin 1956, p. 142). En effet, les dimensions du bloc qui y fut découvert, et dont l'inscription suggère qu'il était placé dans le voisinage de ce port, avaient paru déterminantes pour justifier la localisation de celui-ci. On excluait, en effet, que, compte tenu de son poids, il ait pu être transporté loin du lieu où il avait été dressé à l'origine. Il est certain, toutefois, que cette observation ne conduit pas à écarter définitivement cette hypothèse.

Annexe 2. Sériation des couches antiques à partir de l'inventaire du mobilier

Yves Auda

Le problème archéologique à résoudre

- 1 Les informations réunies avenue Adolphe Max étaient difficiles à exploiter, tant du fait de leur abondance, qu'en raison de la nature du gisement, caractérisé par la fréquence des coupures créées par le creusement de caves, l'installation de puissantes fondations modernes ou d'égouts. Au terme de dix-neuf siècles d'histoire, le terrain se présentait sous forme d'îlots stratifiés, entre lesquels il était impossible de rétablir des liens chronologiques et structurels en se basant uniquement sur les données de la fouille. Dans ces circonstances, l'examen de l'ensemble du mobilier devenait indispensable pour remettre en relation des vestiges coupés les uns des autres, mais les moyens mis en oeuvre interdisaient d'envisager la réalisation d'une étude céramologique exhaustive. L'exécution de ce projet se heurtait, en effet, aux obstacles que représentaient d'une part le grand nombre d'unités stratigraphiques individualisées et celui des objets mis au jour, d'autre part au fait que la plupart de ces derniers appartenaient à des productions encore mal connues et donc mal datées.
- 2 Considérant que, à chaque période historique correspond une culture matérielle spécifique et que, durant l'Antiquité, cette culture évolue très vite, il fut décidé de ne réaliser qu'un inventaire pour comparer la composition des lots de mobilier et donc des couches archéologiques correspondantes. L'identification des différentes productions représentées devait servir de base aux calculs, sans que soit tenté un classement par formes faisant référence à des typologies, qui aurait considérablement alourdi la tâche. Ces données semblaient suffisantes pour replacer toutes les couches dans le temps, les unes par rapport aux autres, et donc pour rétablir des contacts entre des ensembles contemporains dont les contacts physiques avaient disparu. Le recours aux statistiques et à l'informatique devait compenser la pauvreté de l'information enregistrée en

autorisant la prise en considération d'un grand nombre de variables - les productions - pour établir des comparaisons entre plusieurs centaines de couches différentes.

- 3 Le mobilier, traité par contextes stratigraphiques, a été réparti entre 62 types correspondant, pour les céramiques, à des productions comme les sigillées gauloises, les céramiques à revêtement argileux dites sigillées B et luisante, les communes africaines et les types à pâte grise, claire ou rouge, les amphores gauloises, africaines, hispaniques, italiques ou orientales ; 24 types ont été réservés aux objets en verre, en os et en métal, aux débris d'éléments entrant dans la construction ou la décoration des édifices, aux ossements, *dolia*, à la pierre ollaire, aux petits objets ainsi qu'aux rares tessons de céramique médiévale ou moderne traités. A chaque objet, représenté par un ou plusieurs fragments, a été attribué un numéro, auquel correspond une description sommaire (« b » pour bord, « a » pour anse, etc) conçue principalement comme une justification de l'identification proposée, puisque généralement celle-ci sera sûre dans le cas d'un bord ou d'un vase complet, un peu moins fiable en moyenne dans le cas d'une anse ou d'un fond, et qu'elle peut éventuellement garder un caractère douteux s'il s'agit d'un fragment de paroi. Le nombre des fragments attribués à un même objet, et donc regroupés sous un même numéro, a été noté également. Cette dernière opération a sérieusement ralenti la réalisation de l'inventaire, car de nombreux lots proviennent de dépotoirs dans lesquels les tessons qui se recollent sont fréquents. L'indice de fragmentation des vases apporte des informations intéressantes sur les conditions de constitution des couches (il est élevé dans un dépotoir, moindre dans une couche dont la formation est contemporaine d'une construction) et il peut être utile de le faire intervenir lorsqu'on aborde le délicat problème des éléments résiduels entrant dans la composition d'un lot.
- 4 Au total, 72.000 objets représentés par 90.000 fragments et appartenant à 585 couches ont été enregistrés. Toutefois, seule une partie de ces dernières sera prise en considération ici, certains lots provenant de couches médiévales et modernes comptant un pourcentage élevé d'objets antiques déplacés à la suite du creusement de fosses ou de caves. De même, ont été écartées les couches ayant livré moins de 8 vases, ainsi que certaines catégories de matériel - les ossements, les coquillages ou les restes d'objets métalliques - qui ne pouvaient jouer un rôle utile dans le cadre de cette analyse. Dans leur cas, en effet, la définition des types n'introduisait pas une valeur temporelle très précise ; leur présence ne pouvait, éventuellement, apporter que des informations chronologiques vagues, dans l'attente d'une identification plus poussée des objets. Le nombre de couches retenues a donc été réduit à 346 et celui des types à 18 (fig. 94).

Fig. 94. Distribution du nombre d'objets en fonction des 18 types retenus pour l'analyse

- 5 Le principal objectif du traitement était de parvenir à classer les lots de matériel à partir de leur composition, à les ordonner en fonction de la progression, de la succession et des associations de types de productions. Toutefois, cette exploitation du mobilier ne représente qu'une première étape du programme d'analyse des données de la fouille, qui devrait comporter également des études typologiques. Nos choix ont été, dès le départ, guidés par cette perspective. Ils visent principalement à accélérer la réalisation de cette étude, en permettant de regrouper tous les objets collectés sur le terrain par types, afin de faciliter le classement, l'identification des formes et variantes, la définition des caractères techniques, l'établissement de comparaisons avec des objets trouvés sur d'autres sites. En retour, les résultats de l'analyse typologique conduiront à affiner ultérieurement le classement des couches, grâce à la multiplication des variables, qui seront par ailleurs mieux définies, et permettront d'introduire des datations plus précises.

La méthode de sériation

- 6 Compte tenu des problèmes posés, seule une méthode de sériation travaillant sur les associations de types de productions indépendamment de leur position stratigraphique, pouvait nous aider à ordonner chronologiquement les couches. Cette méthode devait être en mesure de s'affranchir des difficultés propres à ce matériel, difficultés liées à la représentation très inégale des types d'objets (**fig. 94**), mais surtout à la grande variabilité du nombre d'objets par couche, qui dépend du volume de la couche, de sa date et des conditions dans lesquelles elle s'est constituée (construction, dépôt, occupation d'un édifice, fréquentation d'une rue).
- 7 De nombreuses méthodes de sériation existent ; les plus fréquemment employées en archéologie figurent dans l'article de F. Djindjian (1985). Parmi toutes ces techniques, l'analyse des correspondances est celle qui peut le mieux répondre aux exigences

exposées ci-dessus, bien qu'une telle application n'ait pas, jusqu'à présent, été envisagée.

- 8 Les principes de cette analyse des correspondances ont été exposés par D. Chessel et N. Gautier (1981). L'identification de l'analyse des correspondances à l'algorithme de moyennage réciproque exposé par P. Ihm, (1983) permet d'ailleurs de rapprocher cette technique de celle, beaucoup plus rudimentaire, de permutations manuelles de tableaux décrite par J. Bertin (1977). Appliqué aux données de l'étude du mobilier d'une fouille, ce mode de traitement est en accord avec la démarche de F. Villedieu (1984), qui compare les unités stratigraphiques après avoir calculé pour chacune d'elles le pourcentage des différents types à l'intérieur des trois grandes catégories d'objets que sont la vaisselle, les céramiques utilitaires et les amphores.
- 9 Parmi les représentations graphiques associées à ce modèle de l'analyse des correspondances, les mieux adaptées au cas présent sont les cartes factorielles, sur lesquelles les ensembles ou variables peuvent être matérialisés par des carrés, dont la taille est proportionnelle à leur valeur. Elles mettent en évidence le poids d'un élément par rapport aux autres et illustrent donc la qualité de la prise en compte de ces éléments par l'analyse.
- 10 Ces représentations, qui furent mises en oeuvre par M. Coulet et D. Chessel (1986), se justifient pleinement par l'adéquation du modèle graphique au modèle mathématique. Par ailleurs, elles offrent une alternative intéressante aux statistiques d'inertie : il n'est plus nécessaire de consulter de longues séries de nombres constituées par les contributions relatives et absolues pour décrire la qualité de la prise en compte des variables par l'analyse.

L'interprétation archéologique

- 11 Dans un premier temps, l'interprétation de cette application de l'analyse des correspondances à l'archéologie, a été guidée par la nécessité de vérifier si elle s'avérait réellement appropriée aux objectifs poursuivis. Le classement des couches ainsi créé a donc été confronté à celui qui avait été obtenu à partir des données de terrain, utilisées pour monter le diagramme stratigraphique. Les résultats étant cohérents, il semble donc possible d'affirmer que cette méthode permet de modéliser l'évolution de la culture matérielle antique et donc d'établir une chronologie relative des couches.
- 12 A l'heure où la nécessité de présenter des résultats de la fouille nous amène à exposer ici certaines des solutions élaborées pour faire face aux problèmes spécifiques qui se sont posés, cette application n'a pas encore dépassé le stade de l'expérimentation, le temps nécessaire pour intégrer les résultats obtenus par ce recours à l'informatique à ceux qu'ont livré une analyse plus traditionnelle des données ayant été insuffisant. Toutefois, les points litigieux les plus sensibles, mis en évidence lors de l'élaboration du diagramme, ont pu être réglés et nous avons tenté, parallèlement, de concevoir des éditions des résultats du traitement destinées à faire ressortir et permettre d'aisément reclasser les couches qu'il était impossible de placer correctement en chronologie à partir des seules informations recueillies durant la fouille.
- 13 Les résultats de l'analyse des correspondances ont été illustrés dans un premier temps par des cartes factorielles qui positionnent toutes les couches les unes par rapport aux autres. La courbe qui se dessine ainsi matérialise la durée d'occupation du site. Les

couches anciennes apparaissent à gauche, les plus récentes à droite. Si elle donne une image de la densité des vestiges correspondant aux différentes périodes de l'occupation du site, cette solution présente un grave inconvénient dans le cas présent : le trop grand nombre de couches traitées n'a pas permis de faire apparaître les numéros d'identification, ceux-ci se chevauchant souvent, et l'on a dû se résoudre à les représenter par des points. Cette carte est donc accompagnée et complétée par une liste des couches réordonnées en fonction du premier facteur. Celui-ci traduit sous une forme numérique les différences existant dans la composition des lots de matériel et donc entre les couches dans lesquelles ils ont été retrouvés. Les similitudes rapprochant certains lots se traduisent par des regroupements- sur une même ligne ou sur plusieurs lignes voisines-, tandis que les différences sont matérialisées par les espaces libres- plus ou moins importants- introduits dans la liste.

- 14 Ces résultats sont confirmés et enrichis par l'interprétation des cartes illustrant la dispersion des types d'objets dans le premier plan factoriel. L'analyse positionne les types sur leur carte factorielle en fonction de leur fréquence dans les couches. Sur la **figure 95**, le facteur 1 oppose la sigillée luisante (d) à tous les autres types. La sigillée luisante est, en effet, une céramique apparue tardivement, absente dans les premiers niveaux d'occupation du site. Inversement, les amphores Dressel 20 (m) et Gauloise 4 (1), les mortiers (h), ou la sigillée claire (b) sont des types présents dans les couches les plus anciennes (deuxième moitié du II^e siècle). Le facteur 1 constitue donc un gradient chronologique, les types les plus anciens étant situés à gauche, les plus récents à droite. En revanche, le facteur 2, qui isole la catégorie « sigillée B ou luisante » (c), décrit une phase de transition entre l'utilisation de ces deux types de céramiques. Cette classe de matériel devrait disparaître ou acquérir une bien moindre importance lorsque le matériel sera étudié et quand les tessons concernés pourront être attribués à l'une ou l'autre de ces productions : le classement des couches dans lesquelles elle apparaît devrait de ce fait devenir plus précis.

95. Carte factorielle des types d'objets, résultant de l'analyse des correspondances

- 15 Afin d'identifier et tenter de mieux situer les couches dont le contexte stratigraphique avait partiellement disparu et dont, en conséquence, la collocation sur le diagramme présentait un caractère hypothétique, nous avons édité des cartes éclatées des couches correspondant aux sections horizontales du diagramme, et donc aux principales séquences de l'histoire du site. Ces cartes construisent la **figure 96**, et font apparaître des différences entre les périodes anciennes représentées par des nuages compacts situés à gauche du plan et les périodes plus récentes, occupant le milieu et la droite du plan, dont l'image est plus diffuse. Cette différence pourrait résulter du caractère moins bien défini - en raison de l'insuffisance de nos connaissances - des productions de ces périodes et de l'abondance du mobilier résiduel, rare dans les lots plus anciens. Par ailleurs, la présence d'individus occupant une position marginale par rapport aux nuages de points suscite une attention particulière. Elle conduit souvent à reprendre l'examen des couches concernées et éventuellement à corriger le diagramme.

96. Carte factorielle F1 x F2 des couches éclatées en fonction de leur répartition entre les séquences stratigraphiques, définies à partir des données de la fouille

97. Cartes de diffusion des 18 types d'objets, entre le II^e et le V^e siècle

SUR CHAQUE CARTE, TOUTES LES COUCHES SONT REPRÉSENTÉES, DANS LEUR PLAN FACTORIEL F1 X F2, PAR DES CARRÉS DONT LA SURFACE EST PROPORTIONNELLE AU NOMBRE D'OBJETS DU TYPE CONSIDÉRÉ RETROUVÉ DANS CHACUNE DES COUCHES. LA LETTRE CERCLÉE RENVOIE AU CODE DU TYPE D'OBJET DONNÉ fig. 94. ELLE EST PLACÉE AU BARYCENTRE DE CHAQUE NUAGE.

- 16 Les cartes de diffusion des types de productions (fig. 97) sont utilisées pour expliquer la position de ces types dans leur plan factoriel en fonction de leur abondance dans les couches. Mathématiquement, ces cartes ne sont qu'une forme particulière de la carte

factorielle des couches : pour chacun des types, elle constitue une carte de diffusion au cours des périodes traitées. Chaque carte de diffusion est la représentation dans le plan des deux premiers facteurs de toutes les couches, par des carrés dont le centre correspond aux coordonnées factorielles de la couche et dont la surface est proportionnelle au nombre d'objets du type concerné qu'elle a livrés.

- 17 Cette aide graphique permet de suivre l'évolution des types au cours du temps, de signaler une rupture dans l'utilisation d'une céramique, ou de quantifier sa présence aux différentes époques. Elle met, dès maintenant, en évidence le développement des productions régionales et la diffusion des importations. Les types caractérisant les couches les plus anciennes (sigillée gauloise : a, commune africaine : g, mortiers : h, et commune claire : i) cèdent progressivement la place à certaines productions dont l'importance croît (métallescente : e, commune grise : k) ou qui, apparues tardivement, prennent le relai des fabrications antérieures (luisante : d). Parmi les amphores, nous notons que la première période d'occupation du site voit décliner les importations d'amphores hispaniques Dressel 20, tandis qu'augmente parallèlement la fréquence des amphores du type Gauloise 4 ; les importations africaines s'effectuent avec une certaine régularité durant les IIIe et IVe siècles et se poursuivent à un rythme sans doute plus lent par la suite. C'est aux productions orientales, présentes sur le site dès le début de son occupation, qu'appartiennent aussi les types identifiés les plus tardifs.
- 18 Les modes de représentation graphique des résultats de l'analyse des correspondances exposés ici, bien que très simplement réalisables, se sont avérés constituer un outil efficace pour contrôler la validité du diagramme stratigraphique de la fouille et dater des lots de matériel mal situés stratigraphiquement à partir d'un dépouillement sommaire de l'ensemble du mobilier. Cette solution nous paraît également ouvrir des perspectives intéressantes dans le domaine de l'étude des céramiques. Les principes de l'analyse de la diffusion des productions considérées au stade de l'inventaire, peuvent être appliqués dans le cas de chacune des formes regroupées à l'intérieur de ces productions. Il sera ainsi possible de retracer dans le détail les étapes de la commercialisation des vases, identifier plus aisément le mobilier résiduel, définir des groupes de formes dont l'association caractérise des périodes historiques. La constitution d'une base de données déjà importante permet d'envisager d'autres applications, dépassant les problèmes spécifiques posés par cette fouille, pour tenter de résoudre ceux que rencontrent la plupart des responsables de chantiers de sauvetage archéologique effectués en milieu urbain, à Lyon et dans ses environs. Toutefois, avant de considérer sérieusement la possibilité de soumettre au même type de traitement le mobilier recueilli sur d'autres sites, il est indispensable que soient explorées et expérimentées toutes les directions de recherche que nous n'avons, le plus souvent, qu'entre vues.

Annexe 3. Le mobilier antique : datations

- 1 Les datations des différentes phases de l'occupation antique données dans l'exposé des résultats de la fouille, sont encore imprécises : elles couvrent pour cette raison des fourchettes chronologiques assez larges. Choisir d'examiner l'ensemble du mobilier recueilli, afin de pallier l'insuffisance et le caractère souvent lacunaire des données stratigraphiques (cf. annexe 2), avait en effet pour corollaire de rendre impossible l'analyse détaillée de chaque lot de matériel, nécessaire pourtant pour fixer exactement sa date de formation et donc celle de la couche concernée. Par ailleurs, la volonté d'alléger le texte consacré aux données de la fouille, surchargé déjà par le poids d'une information extrêmement riche, a conduit à éviter d'y introduire les faits et les raisonnements sur lesquels se sont fondées les datations proposées. Je souhaite donc les développer ici, en présentant tant les critères adoptés que les principales informations réunies, illustrées par la **fig. 98**, qui en fait la synthèse. Ce tableau est composé d'histogrammes construits en regroupant le mobilier de toutes les couches attribuées à une même période de l'occupation du site. Il nous donne donc une image moyenne de la composition des couches caractérisant chacune de ces séquences stratigraphiques, et met en évidence les principales tendances se manifestant dans l'évolution du mobilier, au sein duquel ont été sélectionnées uniquement les productions les plus fréquemment attestées. Ces productions sont réparties entre trois catégories : les céramiques fines, les céramiques utilitaires et les amphores de transport (**fig. 94**). Les pourcentages ont été calculés, pour chaque type, par rapport à la somme des objets appartenant à la même catégorie.

Les types

- 2 Les types distingués peuvent couvrir l'ensemble de la production d'un atelier ou même d'une région, ou correspondre à un seul produit représenté par de grandes quantités d'objets facilement identifiables ; dans ce dernier cas le « type de production » se confond avec la « forme ». Le système adopté a été conçu en fonction des caractéristiques du mobilier traité : la fréquence de certains types, ou de certaines formes, leur donne plus de poids au niveau de l'analyse, l'aspect plus ou moins

homogène des pâtes intervient aussi, mais également les connaissances et donc l'expérience de la personne qui a examiné le matériel. Ainsi, dans le cas des productions de céramique africaine, les sigillées A, C et D ont été distinguées (elles n'apparaissent pas fig. 98), de même que la sigillée A « de cuisine » et les céramiques communes africaines (types f et g). En revanche, les sigillées gauloises qui, il est vrai, sont issues dans la majorité des cas des ateliers du Centre de la Gaule et principalement de Lezoux, ont été groupées (type a). Sous le type « métallescente » (type e) sont réunis des restes de vases caractérisés par une pâte fine, très bien cuite, et un vernis généralement de bonne qualité, et ceux de production tardives à pâte souvent claire, beaucoup moins compacte, et vernis mal grésé. Il s'agit, le plus souvent, de productions du Centre de la Gaule, mais aussi parfois de celles des ateliers rhénans. Entre la sigillée claire B et la luisante (types b et d), a été introduite une catégorie bâtarde, dans laquelle ont été relégués tous les tessons qui ne présentaient pas de caractères assez clairement marqués pour être attribués à l'une des deux productions (type c). Elle acquiert une certaine importance quand, entre le milieu du III^e siècle et la fin du IV^e, ces deux types de productions sont souvent associés et paraissent se concurrencer, avant que la sigillée luisante ne l'emporte. Ces incertitudes disparaîtront généralement - et donc aussi ce type - lorsque sera réalisée l'étude typologique.

- 3 Dans le cadre des céramiques utilitaires, le degré de définition des types est également très variable. Forment un groupe clairement défini : la sigillée A de cuisine et les communes africaines (types f et g), relativement abondantes au III^e siècle, mais encore représentées aux V^e et VI^e siècles par quelques exemplaires vraisemblablement résiduels, et les mortiers en terre blanche, dont l'indice de fréquence chute après le III^e siècle. Le type « commune claire » (type i) fait aussi partie des plus fiables, puisqu'il regroupe en majorité des objets offrant des caractéristiques techniques homogènes et s'organisant le plus souvent en séries relativement standardisées. Toutefois, l'abondance, jusqu'à la fin du III^e siècle environ, des vases appartenant à cette production contribue à en maintenir la fréquence durant les siècles suivants, alors que l'activité des ateliers qui les fabriquaient s'est notablement réduite. Parmi les autres céramiques utilitaires, la diversité régnant dans la composition des pâtes et parfois même l'hétérogénéité caractérisant des produits que l'on peut pourtant supposer issus d'un même atelier, n'a pas permis de définir des groupes satisfaisants à ce stade du traitement du mobilier. La distinction établie entre types « à pâte rouge » et types « à pâte grise » (types j et h) permet seulement d'exploiter le fait que la cuisson totalement réductrice, responsable de la teinte de certains vases, a connu un engouement croissant du II^e au VII^e siècle.
- 4 Le type Gauloise 4 (type 1) occupe une position remarquable parmi les amphores : son indice de fréquence est très élevé dans les premières couches d'occupation, dessine un pic au III^e siècle, puis, tout en diminuant progressivement, conserve une valeur importante jusqu'à la fin de la période considérée, et même au-delà puisqu'il réapparaît régulièrement jusque dans des couches modernes. Cette permanence sous forme résiduelle est clairement la conséquence de son extrême abondance durant la période de production, qui semblerait s'achever au cours du III^e siècle (Ostia III, p. 542 : C. Panella ; Ostia IV, pp. 226-227 : D. Manacorda ; Laubenheimer, pp. 391-392). Les autres productions gauloises, généralement plus anciennes - du moins celles qui peuvent être rattachées aux typologies publiées - sont mal représentées (elles n'apparaissent pas sur le tableau fig. 98). Les exemplaires d'amphores à huile de Bétique forme Dressel 20

(type m) sont également faciles à identifier et relativement abondants dans les couches anciennes, dans lesquelles ils constituent donc un bon fossile directeur. Les fragments de panses, trouvés dans les couches tardives, qui pouvaient être interprétés soit comme des tessons de Dressel 20 résiduels, soit comme des exemplaires de la forme Dressel 23, ainsi que les fragments dont l'appartenance à cette dernière est certaine, ont été réunis dans le cadre d'un même type, qui n'apparaît pas sur la fig. 98. Il s'agit dans les deux cas d'amphores de même origine et utilisées sans doute pour transporter le même produit. L'apparition de la forme Dressel 23 a été enregistrée au moment où ralentit, pour bientôt cesser totalement, la fabrication de la forme 20, vers le milieu du III^e siècle ; toutefois sa diffusion paraît ne prendre un grand essor que plus tard, et c'est durant la première moitié du Ve siècle que pourrait se placer son apogée. Elle est représentée par quelques exemplaires dans les couches des périodes 6 et 7. Sous le titre « autres hispaniques » (type n) ont été classés les fragments peu nombreux d'amphores Dressel 7-11, Pélichet 46, Beltran IIB et Almagro 50 et 51 A-C. L'indice de fréquence de ces formes, qui se côtoient ou se succèdent du I^{er} siècle au Ve, reste assez stable sur ce site, où elles n'ont jamais été introduites en grandes quantités. Les amphores africaines, type o ici, sont représentées par des exemplaires peu nombreux de la plupart des formes produites en Maurétanie Césarienne (Dressel 30, dans ses versions précoce et tardive), en Tripolitaine (tripolitaine III et forme Ostia I, fig. 453-454) et en Proconsulaire ou Byzacène (Africaine I A-B et II A, C, D ; amphores cylindriques du bas Empire ; types tardifs). Parmi les amphores orientales (type p) sont présents des exemplaires des types rhodiens, les formes Kapitän I et II, l'amphore mono-ansée, ainsi que quelques fragments de types tardifs (Riley-Carthage, L.R.A. 1, 2, 3, 4 et 5-6), qui fournissent des points de repère chronologiques intéressants.

- 5 En « productions d'origine inconnue et fragments de formes non identifiées » (type r) sont classés certainement des fragments - généralement de panses - qui devraient prendre place dans les groupes précédents : il a paru plus sage de gonfler cette catégorie de cas indéterminés, plutôt que de proposer des identifications lorsque l'absence de critères distinctifs assez nets suscitaient quelques hésitations. Y ont été versés aussi des types mal ou pas connus (parce que leur fabrication et leur diffusion sont restées limitées) dont le nombre semble s'accroître au fil des siècles. Dans ce groupe, ont pu être isolées quelques productions dont les caractères morphologiques ont été relativement bien cernés. Certaines, que peuvent rapprocher l'aspect de la pâte très fine et compacte, contenant du mica et de couleur généralement beige, mais que distinguent nettement les profils des cols, pourraient avoir une origine régionale : aucun parallèle encore n'a pu être établi avec le mobilier trouvé dans d'autres régions de l'Empire et publié. Elles apparaissent dans des couches datées de la deuxième moitié du II^e et du III^e siècle. En revanche, le type le plus fréquemment attesté, à partir du III^e siècle qui correspond sans doute à sa période de majeure diffusion sur le site, peut être rapproché de l'amphore Peacock, fig. 1, 1-4, qui présente un profil très proche et dont la pâte est certainement identique (type q, **fig. 94**). Toutefois, les exemplaires publiés sont datés du 1^{er} siècle et appartiennent donc à une phase plus ancienne de la même production (Peacock, pp. 264-265).
- 6 D'autres types de céramiques, non cités encore, ne sont représentés que par un nombre infime de tessons ; ils n'ont pas été pris en compte lors de la réalisation des histogrammes fig. 98. Il s'agit des céramiques arétine (un fragment résiduel), à glaçure plombifère, de la céramique à engobe rouge pompéien, de l'allobroge, de la sigillée estampée grise, des vases à paroi fine, de la terra nigra et des céramiques peintes.

L'indice de fréquence des lampes de céramique commune ou de sigillée africaine, est particulièrement faible, l'éclairage à l'huile ayant été apparemment abandonné durant les III^e et IV^e siècles et ne connaissant ensuite qu'une fort timide reprise. Les exemplaires de lampes africaines trouvées dans les couches tardives ont cependant joué un rôle fort important dans l'établissement des datations.

La composition des couches et son évolution du milieu du II^e siècle à la fin du VI^e siècle

- 7 Les observations qui précèdent mettent en relief la diversité des informations que peut livrer l'analyse statistique de ce mobilier. L'apparition d'un type fournit parfois le critère adopté pour dater une période d'occupation du site, mais dans la plupart des cas il a fallu introduire aussi l'identification de quelques formes de céramique. Cette nécessité s'est imposée particulièrement au cours du traitement des couches tardives, pour lesquelles les repères chronologiques sont souvent inexistants. Dans ce contexte, les productions importées, qui présentent l'avantage d'avoir été datées sur des sites proches de la Méditerranée, ont joué un rôle déterminant, bien qu'elles soient fort peu nombreuses à Lyon.
- 8 L'histogramme 1, (**fig. 98**) construit à partir des restes de 4 596 vases recueillis dans les niveaux contemporains de la construction du premier bâtiment apparu sur le site, nous livre une image de la composition moyenne des lots que je propose de dater du troisième quart du II^e siècle. Parmi les céramiques fines, le nombre de vases de sigillée gauloise (a) double presque celui des vases de sigillée claire B (b) (205 contre 114) ; la céramique à couverte métallescente (e) est représentée par les restes de 10 vases seulement. Dans le groupe des céramiques utilitaires, les types à pâte claire (i) sont les plus fréquents (1138 vases, contre 630 et 210 pour les types à pâte rouge ou grise, j et k). Les mortiers (h) sont relativement nombreux (75). Le volume de ce matériel écrase celui que représentent les 25 vases de sigillée africaine de cuisine et de commune africaine (f et g). De même, dans le cas des amphores, les 22 fragments attribués à des productions africaines, disparaissent face à l'abondance des amphores Gauloise 4 et Dressel 20 (l et m), principalement. Les autres productions hispaniques (n : amphores à *garum*, à saumure) et les amphores vinaires orientales (p) sont encore relativement abondantes (respectivement 105 et 71 vases). La datation proposée pour cette phase de l'histoire du site tient particulièrement compte de la relative rareté des céramiques à couverte métallescente et des productions africaines, dont la diffusion connaît un essor remarquable au III^e siècle. L'aspect des vases de sigillée B, représentés par des exemplaires dont la couverte est de teinte orangé clair, me semble indiquer qu'ils appartiennent à la toute première période de l'activité des ateliers, datée par N. Lamboglia de l'époque antonine (Lamboglia 1958, p. 297). La présence d'une monnaie émise en 158-160 fixe un *terminus post quem* plus précis.

98. Composition moyenne du mobilier des principales séquences de l'occupation antique (voir la codification des types donnée fig. 94)

- 9 Entre la période correspondant à la construction du premier bâtiment (histogramme 1), puis à son utilisation (2) et enfin au colmatage du bras secondaire de la Saône qu'accompagne l'apparition de nouveaux bâtiments (3), l'évolution se dessine clairement. L'indice de fréquence de la sigillée claire B (b) s'élève progressivement, pour dépasser légèrement celui des sigillées gauloises (a) au cours de la troisième période considérée. Parallèlement, les céramiques à revêtement métallescent (e) deviennent plus nombreuses. Dans le groupe des céramiques utilitaires, les mortiers à pâte claire (h) sont de moins en moins abondants proportionnellement à l'ensemble, tandis que les céramiques africaines (f-g) se multiplient (ce que l'échelle adoptée fig. 98 ne permet pas de percevoir nettement). Toujours très abondantes, les céramiques communes à pâte claire dominent un peu moins nettement les types à pâte rouge et grise (i-j). Parmi les amphores, la diminution des amphores Dressel 20 (m) constitue l'événement le plus remarquable : leur indice de fréquence est alors de très peu supérieur à celui des amphores africaines et orientales (o-p). Le fort pourcentage d'amphores dont l'origine ou la forme n'ont pas été identifiées (r), masque un peu l'essor, pourtant notable, des arrivages d'amphores gauloises (1), représentées par 2 531 vases sur un total de 3 776 amphores attribuées à des productions connues. La présence de formes de sigillée africaine A produites durant le III^e siècle et caractérisées par un revêtement de qualité médiocre indique que le seuil de ce siècle a été passé lorsque se constituent les couches de la troisième séquence considérée. En revanche, l'absence de sigillée africaine C (sur un total de 16 308 vases) suggère que les années 210-220, qui marquent le début de sa commercialisation, n'ont pu s'écouler depuis longtemps. Compte tenu du fait que ces importations n'ont jamais acquis une grande importance à Lyon (la sigillée C semble toutefois plus fréquente que la sigillée A), et que

les premiers exemplaires de cette production peuvent y avoir été introduits avec un certain retard, je propose de dater cette phase d'aménagement du site entre 210 et 230.

- 10 Dans les couches contemporaines d'une seconde campagne de constructions, qui succède au colmatage du bras de la Saône (séquence 4), l'importance de la sigillée B (b) augmente nettement par rapport aux sigillées gauloises (a), tandis que les céramiques à couverte métallescente (e) deviennent un peu plus nombreuses et que fait son apparition la sigillée luisante (d) représentée par 14 fragments sur un total de 4 610 vases. Dans le groupe des céramiques communes à pâte claire, rouge et grise (i-k), les forces tendent à s'équilibrer : les premières dépassent moins nettement les autres, et le volume des céramiques grises s'accroît. C'est au cours de cette période que doit se situer l'acmé des importations de vaisselle africaine (céramique fine et utilitaire). Parallèlement, les arrivages d'amphores de même origine (o) connaissent un développement, qui se dessine assez nettement dans un paysage que caractérise pourtant encore l'abondance des amphores du type Gauloise 4 (1). Si plusieurs changements mettent en évidence l'évolution chronologique qui sépare cette période de la précédente, l'élément qui m'a guidée le plus sûrement pour fixer la datation de cette séquence est l'apparition de la sigillée luisante, dont la commercialisation sur la côte ligure commencerait, selon N. Lamboglia, entre 260 et 280 (Lamboglia 1963, p. 170). Considérant, par ailleurs, que cette campagne de construction n'a pu être entreprise bien longtemps après la précédente - les structures appartenant vraisemblablement au même complexe - je l'ai datée du second quart, ou du milieu, du III^e siècle.
- 11 L'image que construit le mobilier des couches liées à la reconstruction des thermes (séquence 5) paraît écrasée, sans doute en raison de la relative abondance des résidus de productions anciennes introduits avec les remblais employés pour ennoyer les fondations les plus profondes et asseoir les sols. Il faut, en conséquence, réévaluer l'importance de la sigillée luisante (d), de la catégorie hybride qui réunit les fragments de sigillées B et luisante les moins facilement identifiables (c), ainsi que celle de la céramique métallescente (e). En dépit de cette déformation, le développement des productions de céramiques communes à pâte rouge et grise (ik), apparaît clairement : pour la première fois, le type à pâte blanche abandonne sa prééminence en faveur, pour l'heure, de la catégorie à pâte rouge. Dans le groupe des amphores, on notera d'une part la chute des attestations d'amphores gauloises (1) et la multiplication des amphores africaines (o). Une monnaie émise entre 388 et 395 nous donne une première indication pour fixer une datation, que je suggère de repousser éventuellement jusqu'au début du Ve siècle, compte tenu de la présence de restes d'amphores orientales qui pourraient appartenir au type Riley L.R.A. 3, rarement attesté avant cette date (Riley 1977, p. 118 ; Riley 1980, p. 115).
- 12 Les histogrammes des périodes 6 et 7 présentent d'étroites similitudes (ils ont été élaborés à partir de lots réunissant, respectivement, 3 073 et 1 458 restes de vases). Parmi les céramiques fines, la sigillée luisante (d) occupe maintenant la première place. Si les restes de sigillées gauloises et B (a-b) peuvent être classés en matériel résiduel, les céramiques métallescentes (e) sont en grande partie représentées par des productions tardives qu'une pâte claire et une couverte mal grésée différencient nettement des productions antérieures. Les céramiques communes à pâte grise (k) sont maintenant plus abondantes que les autres catégories, et cette tendance ne cessera de s'accroître par la suite. Entre ces deux périodes, la différence a pu être établie essentiellement à partir de détails : la présence de formes de sigillée claire D produites au Ve siècle dans

le premier cas, celle de lampes de sigillée claire du type Hayes IIA et l'accroissement des amphores orientales, au sein desquelles il faut noter la relative fréquence des amphores de Gaza utilisées pour transporter un vin, fort prisé en Gaule au VI^e siècle, ainsi qu'en témoigne Grégoire de Tours (Grégoire de Tours, *Historia Francorum*, VII, 29 et *Liber in gloria confessorum* c.64, *Mon. germ. hist., Script. rerum merov.*, éd. W. Arndt, t.I, Hanovre, 1885, p. 309 et pp.785-786). Je propose de dater les couches regroupées dans la séquence 6 de la seconde moitié du Ve siècle, et du VI^e siècle celles qui appartiennent à la période suivante. La sigillée estampée grise, peu fréquente à Lyon, apparaît presque exclusivement dans ces dernières, ou dans des niveaux plus récents.

- 13 Les séquences stratigraphiques examinées ici correspondent aux périodes 18-20, 22, 24, 26-27 décrites à la fin de l'étude numismatique. Les autres séquences antiques ont été écartées, soit parce que le mobilier recueilli était peu abondant et, en conséquence, les histogrammes déformaient en les exagérant les tendances plus clairement illustrées par les autres ensembles (périodes 23 et 28), soit parce que les informations que pouvaient apporter des histogrammes supplémentaires paraissaient redondantes.
- 14 Principaux ouvrages utilisés pour étudier ce mobilier : Anselmino 1977, Atlante 1981, Bonifay 1986, Carandini 1973, Carthage 1980, Fulford 1984, Hayes 1972 et 1980, Lamboglia 1958 et 1963, Laubenheimer 1985, Paunier 1981, Peacock 1974, Riley 1981, Villedieu 1984.

Annexe 4. Étude numismatique

Alain Audra et Luc Jacquin

- 1 Les techniques adoptées pour réaliser la fouille tout en nous pliant aux impératifs du calendrier fixé par la SEMALY, ont eu des conséquences évidentes dans le domaine de la numismatique : les monnaies recueillies sont peu abondantes et leur nombre est particulièrement faible dans les couches du Moyen Âge, qu'il aurait certainement été nécessaire de tamiser pour retrouver les espèces émises durant cette période. A ce déséquilibre de la documentation fait pendant la diversité des solutions adoptées par les personnes qui ont étudié ce matériel. Si A. Audra et L. Jacquin ont été en mesure de proposer une analyse de la circulation monétaire à partir de l'examen des monnaies antiques, J.-L. Charlet ne s'est pas senti autorisé à tirer des conclusions du même ordre de l'étude du matériel médiéval et moderne. Il le présente donc uniquement sous la forme d'un catalogue. Afin d'alléger la publication, à la demande des responsables de la collection, le catalogue des monnaies antiques étudiées par A. Audra et L. Jacquin est mis à la disposition des lecteurs sur un support informatisé, qu'il sera possible d'obtenir en s'adressant à la D.A.H. de la région Rhône-Alpes. La composition du lot de monnaies associées aux pièces de l'équipement d'un militaire, qui forme un ensemble clos au caractère exceptionnel, est présentée sous forme de tableau. Le catalogue et l'ensemble de l'étude, entreprise dans ce cas par A. Phoungas, sera publié ultérieurement. A ces travaux succède une présentation du mobilier replacé dans le cadre des périodes qu'il a été possible de distinguer sur la base des observations faites sur le terrain. Cette présentation de la stratification du site n'ayant pas été donnée ailleurs dans l'exposé des résultats, toutes les périodes distinguées sont décrites ici, même lorsque les niveaux correspondants n'ont pas livré de monnaies.

- 2 **Françoise VILLEDIEU**

Les monnaies antiques

- 3 Le matériel numismatique recueilli avenue Adolphe Max offre l'opportunité d'analyser la circulation monétaire à Lyon à partir du milieu du II^e siècle, complétant ainsi le

tableau qui commence à se dessiner grâce aux informations livrées par plusieurs chantiers fouillés au cours des quinze dernières années.

- 4 Le lot constitué par les 189 monnaies émises jusqu'au IV^e siècle se décompose de la manière suivante :
- 2 monnaies du I^{er} siècle après J.-C., soit 1 % de cet ensemble ;
 - 24 monnaies du II^e siècle, soit 13 % ;
 - 81 monnaies du III^e siècle, soit 43 % ;
 - 20 monnaies n'ont pu être lues, mais elles appartiennent vraisemblablement au III^e siècle : 10,5 % ;
 - 47 monnaies appartiennent au IV^e siècle : 25 % ;
 - 14 monnaies sont totalement illisibles et ne peuvent être attribuées à une époque précise : 7 % ;
 - il faut signaler la présence d'un flan : 0,5 %

Les monnaies du I^{er} siècle après J.-C.

- 5 Leur faible nombre démontre bien leur caractère résiduel. Ces monnaies sont antérieures à l'urbanisation du site au milieu du II^e siècle après J.-C., elles ont échappé aux refontes successives et ont continué à circuler pendant la deuxième moitié du II^e siècle¹⁸.

Les monnaies du II^e siècle

- 6 Sur les 24 monnaies attribuées à cette période, 3 seulement datent du règne de Trajan¹⁹ et 5 de celui d'Hadrien, qui est généralement très bien représenté sur tous les sites occupés durant ce siècle à Lyon et à Vienne, 7 monnaies ont été émises lorsque Antonin le Pieux était empereur : 5 sont à son nom, 2 autres au nom de Marc Aurèle César. Le règne de ce dernier est représenté par 6 monnaies : 1 porte son nom, 1 celui de Lucius Verus, 3 celui de Faustine II et 1 celui de Lucille. Le règne de Commode est représenté par un *as* et un *denier* fourré. Ces espèces sont toutes issues de l'atelier de Rome.

Les monnaies du III^e siècle

- 7 Bien que le site ait été occupé durant tout le III^e siècle, les témoignages numismatiques concernant les cinquante premières années se réduisent, pour le monnayage de bronze, à un *as* de Sévère Alexandre frappé à Rome entre 223 et 224 après J.-C., alors que le mobilier céramique datant de la première moitié de ce siècle est extrêmement abondant. Lyon ne se distingue pas du reste de la Gaule où cette raréfaction du numéraire a déjà été relevée (REMY 1980, RICHARD 1978). Pour les transactions courantes étaient utilisés alors les stocks de monnaies anciennes (BUTTREY 1981), constitués principalement de types émis durant le II^e siècle.
- 8 Sur le site examiné, il faut attendre le règne de Gallien (256-268), représenté par 8 monnaies provenant de l'atelier de Rome sur un total de 13 trouvailles (**fig. 99**), pour assister à une arrivée importante d'*antoniniani*. Le règne de Claude II est représenté par 25 monnaies parmi lesquelles 18 sont des frappes posthumes ; parmi ces dernières, 10 sont des imitations.

- 9 Un *antoninianus* de Laelien, 2 de Victorin et 13 monnaies émises au nom de Tetricus, mais dont 8 sont des imitations, couvrent l'époque de l'Empire gaulois. 23 autres imitations n'ont pu être attribuées à un règne précis. Il est possible dans la plupart des cas de distinguer au droit une tête radiée, mais les légendes sont incompréhensibles. Leur poids est faible, de même que leur épaisseur, leur diamètre réduit et leur aspect médiocre. Il est encore impossible d'établir la chronologie de ces espèces, d'origine locale (NICOLETPIERRE 1978, MEISSONNIER 1984). Ces imitations semblent s'être diffusées massivement durant les règnes des usurpateurs gaulois, et particulièrement sous celui de Tetricus (270-273). Leur production a certainement continué durant plusieurs années, peut-être jusqu'au début du IV^e siècle.

99. Tableaux de répartition par ateliers

ateliers	émission dates	27 à 14	54 à 68	96 à 117	117 à 138	138 à 161	161 à 180	180 à 192	222 à 238	260 à 275	275 à 294	Total
LYON		1	1							3		5
ROME				2	5	7	6	2	1	9		32
SISCIA										1		1
MOGVNTACVM										1		1
TICINVM											1	1
COLOGNE										2		2
IMITATIONS LOCALES										49		49
ATELIERS INDETER.				1				1		34		36
TOTAL		1	1	3	5	7	6	3	1	96	4	127

Monnaies du I^{er} au III^e siècle

ateliers	émission dates	294 à 305	305 à 318	318 à 330	330 à 341	341 à 350	350 à 353	353 à 364	364 à 378	378 à 388	388 à 395	Total
TREVES				1								1
LYON			2		2				4	1		9
ARLES					1	3			3			7
AQUILEE									1			1
CYZIQUE		1										1
COLOGNE										2		2
IMITATIONS LOCALES							1	1			1	3
ATELIERS INDETER.			2		4	3		3	3		10	25
TOTAL		1	4	1	7	6	1	4	11	1	11	47

Monnaies du 4^e siècle

- 10 Quelques monnaies postérieures à la réforme d'Aurélien (274) nous sont parvenues ; il s'agit de 4 *antoniniani*, un de Tacite frappé à Ticinum, un de Florian, un de Carin et le quatrième de Maximien, tous trois frappés à Lyon.
- 11 Sur les 81 monnaies appartenant à la deuxième moitié du III^e siècle après J.-C., 41 sont des imitations locales soit 50,61 % (**fig. 100**) des monnaies de cette période. Nous avons déjà noté ce phénomène en étudiant les monnaies du III^e siècle mises au jour sur le site de la rue Vieille Monnaie²⁰.

100. Répartition des monnaies du 1er au IVe siècle

101. Monnaies antiques : répartition par empereurs

Ier siècle après J.-C.	IIe siècle après J.-C.	IIIe siècle après J.-C.	IVe siècle après J.-C.	
TIBERE (monnaie frappée sous Auguste)	TRAJAN	3 SEVERE ALEXANDRE I	CONSTANCE CHLORE I	INDETERMINEES Ier siècle 1
NERON	HADRIEN	4 GALLIEN 13	CONSTANTIN I 7	INDETERMINEES IIIe siècle 18
DOMITIEN	AELUS	1 CLAUDE II 25 (dont 10 imitations)	CONSTANTIN II 1	INDETERMINEES IVe siècle 12
	ANTONIN	5 LAELIEN 1	CONSTANT 2	ILLISIBLES 15
	MARC AURELE	3 VICTORIN 2	VRBS-ROMA 2	FLAN 1
	L. VERUS	1 TETRICUS I 11	CONSTANCE II 5	
	FAUSTINE II	3 TETRICUS II 2	CONSTANCE GALLE 1	
	LUCILLE	1 EPOQUE TETRICUS (imitations) 23	VALENTINIEN I 1	
	COMMODE	2 TACITE 1	VALENS 5	
		1 FLORIEN 1	GRATIEN 3	
		1 CARIN 1	ARCADIUS 2	
		1 MAXIMIEN HERCULE I	IMITATIONS 3	
TOTAL	3	TOTAL 23	TOTAL 82	TOTAL 35

NOMBRE TOTAL DE MONNAIES : 189

- 12 Il faut enfin signaler la découverte d'un trésor monétaire dissimulé dans un coffre contenant des effets ayant appartenu à un militaire. Ce trésor fera l'objet d'une étude à part²¹, mais sa composition est donnée, ci-dessous, sous forme de tableau.

Composition du lot de monnaies associé à l'équipement d'un militaire

Empereurs / atelier	Rome	Milan	Viminacium	Cologne	Antioche	TOTAL
Caracalla	1					1
Gordien III	18				3	21
Philippe I	15				1	16
Otacilie	1				2	3
Tr. Dèce	4					4
Etruscille	1					1
Her. Etruscus	4					4
Tréb. Galle	7					7
Volusien	6		1			7
Aemilien	1					1
Valérien I	40	1		2		43
Mariniane	1					1
Gallien	26			10		36
Salonine	20			2		22
Valérien II	2			3		5
Salonin					1	1
TOTAL	147	1	1	17	7	173

13 **Andréas PHOUNGAS****Les monnaies du IV^e siècle**

- 14 47 monnaies identifiées appartiennent à des types monétaires créés durant ce siècle. La faible quantité d'espèces recueillies ne permet pas de tirer de conclusions pertinentes sur la circulation monétaire à Lyon. Néanmoins, il est intéressant de remarquer (**fig. 100**) que les émissions des années 330-341, 341-348, 364-378, et 388-395 sont les plus importantes, mais que les frappes au type FEL TEMP REPARATIO (l'empereur terrassant un cavalier) sont faiblement représentées par rapport à leur important volume d'émission. En revanche, avec quatre monnaies, le monnayage de Constantin I daté entre 305 et 318 est attesté plus fréquemment ici que dans les autres lots du IV^e siècle recueillis à Lyon et que nous avons eu l'occasion d'examiner²².
- 15 Le tableau de répartition par ateliers (**fig. 99**) montre une prédominance du numéraire issu des ateliers de Lyon et d'Arles durant les années 330-341. Trèves et Cyzique ne sont représentées qu'au tout début du siècle. Il y a deux imitations dans ce lot : la monnaie n° 147 au nom de Magnence ou Décence portant au revers VICTORIAE DD NNAVG ET CAE et la monnaie n° 143, un *solidus* fourré contrefaisant une monnaie, émise entre 347 et 360, pour le *tricennalia* de Constance II au revers GLORIA/REI/PVBLICAE. Nous n'indiquons pas le poids de cet exemplaire, car pour en permettre la lecture, il a fallu enlever les nombreuses concrétions de bronze recouvrant la feuille d'or, la déplier et la remonter sur un support en résine.

16 **Alain AUDRA et Luc JACQUIN****Les monnaies et jetons médiévaux et modernes**

- 17 Ont été examinés 36 monnaies, 7 jetons dont 3 médiévaux, 2 plombs et un flan illisible.
- 18 Les 36 monnaies se répartissent comme suit :

• XIVe s.	1
• fin XVe s.	1
• XVe ou XVIe s.	1
• XVIe s., première moitié	2
• XVIe, deuxième moitié	3
• XVIIe, première moitié	20
• XVIIe, deuxième moitié	3
• XVIIIe, première moitié	1
• XVIIIe, deuxième moitié	4

- 19 Les monnaies se concentrent donc essentiellement dans la première moitié du XVIIe siècle et les 3 monnaies de la seconde moitié du XVIe siècle sont en fait des monnaies de la fin du siècle : elles ont été émises entre 1590 et 1600.
- 20 Sur le plan géographique, on trouve :
- 2 monnaies de provenance non déterminable,
 - 1 monnaie de Savoie,
 - 1 monnaie de Genève,
 - 17 monnaies des Dombes,
 - 1 monnaie d'Orange,
 - 1 monnaie d'Avignon,
 - monnaies françaises (où les ateliers du Sud sont bien représentés : Lyon, Grenoble, Aix, Bordeaux).
- 21 Cette répartition est tout à fait normale pour des monnaies trouvées à Lyon (concentration de monnaies des Dombes, présence de monnaies de Genève, de Savoie ainsi que d'Orange et d'Avignon)
- 22 **Jean-Louis CHARLET**

Monnaies et stratigraphie

- 23 Les caractéristiques du site et les difficultés rencontrées pour exploiter toutes les données réunies, confèrent au regroupement des couches archéologiques dans le cadre de périodes précises un caractère encore provisoire. Il est certain toutefois que, si des retouches devront être apportées au tableau suivant, elles ne les modifieront pas profondément. Les monnaies dont les numéros d'identification suivent sont décrites dans le catalogue numismatique diffusé sur un support informatique.
- 24 Le bref commentaire donné sur le mode de formation des couches a pour but d'expliquer, dans certains cas, l'abondance du mobilier résiduel, ou parfois de donner valeur de référence à des ensembles homogènes.

- 25 **Période 1** - Travaux réalisés au **XXe siècle** (pose de la bordure du trottoir, aménagement d'un couloir de circulation pour les autobus, arrachage d'une rangée de platanes, mise hors service du tramway).
- 26 **Période 2 - 1866 - début du XXe siècle** : plantation des platanes, installation des réverbères, travaux des T.C.L., pose d'égouts et de cables.
- 27 **Période 3** - Ouverture de l'avenue en 1866 : démolition des bâtiments et récupération des éléments en grand appareil.

N°	
224	An 7 (Révolution)
219	1692-1705
218	1656

- 28 **Période 4 - Première moitié du XIXe siècle** : transformations dans les immeubles, reconstruction de la grille du palais archiépiscopal, installation des égouts et aménagement des quais (utilisation de remblais prélevés sur des sites occupés dans l'Antiquité pour relever le niveau de rue de l'Archevêché).

N°	
109	IIIe siècle (imitation)

- 29 IIIe siècle (imitation)
- 30 **Période 5 - 1791-1800** : construction d'un immeuble (ouverture d'une cave, installation de fondations puissantes entraînant la remontée d'objets anciens).

N°	
215	XVIIIe siècle
168	388/395
5	114-117
121	illisible

- 31 **Période 6 - XVIIIe et XIXe siècles** : transformations, mal datées, dans l'ancienne cure de Saint-Romain et dans la maison Pingon.
- 32 **Période 7 - Deuxième moitié du XVIIIe siècle** : travaux réalisés dans les caves de l'ancienne cure de Saint-Romain, ainsi que dans la rue de l'Archevêché et la cour du palais (construction de la grille Morand).

N°	
198	1600-1608

- 33 **Période 8** - Reprise de la façade de la maison Pingon et autres travaux en **1746**.
- 34 **Période 9 - XVIIe et XVIIIe siècles** : travaux dont la chronologie n'a pu être toujours fixée avec précision. Entre 1761 et 1763, transformation de l'église de Saint-Romain en auditoire ; remaniements dans la cave B ; construction de la maison Maclas.

N°	
225	an 8
223	1787
222	1771
219	1692-1705
220	1693-1698
217	1638-1639
181	illisible

- 35 **Période 10 - Vers 1620** : travaux dans la maison Pingon, qui ont touché le rez-de-chaussée et les caves.

N°	
79	270-273 (imitation)

- 36 **Période 11** - Reprise de la façade de la maison curiale en **1674**.

N°	
216	XVIIe siècle

- 37 **Période 12** - Construction des prisons de l'Archevêché en **1665-1666**. Le cimetière est abandonné et les corps déterrés pour être ensevelis ailleurs. Ouverture de la rue de l'Archevêché.

N°	
213	1633-1644

211	1627-1650
210	1627/1650
209	1627
207	1624
208	1624
205	1620
214	1619
212	1618-1625
204	1610-1626
199	1608-1626
201	1608-1626
202	1608-1626
196	1592/1608
197	1592/1608
190	1343/1383
233	jeton
235	illisible

- 38 **Période 13 - Première moitié du XVIIe siècle** : reprise du mur mitoyen de la cure de Saint-Romain et de la maison Pingon, vers 1604 ; construction du bâtiment préexistant aux prisons (ouverture des caves E et F) à partir de 1615 et avant 1664.

N°	
206	1622
203	1608/1626
232	1615 (jeton)
231	1600 (jeton)
105	2e moitié IIIe siècle (imitation)
17	145

- 39 **Période 14 - fin XVIe et début du XVIIe siècle** : reconstruction de l'église Saint-Romain, qui a entraîné la démolition d'une partie des bâtiments qui prenaient appui contre la façade nord de l'édifice. Parallèlement, installation de l'enclos funéraire et de structures en pierres sèches.

N°	
191	Moyen Âge ou XVIe siècle
228	jeton de compte médiéval
194	1541-1547
193	1515-1540
192	1461-1483 ou 1483-1498

- 40 **Période 15 - XVIe siècle (environ)** : ouverture de la rue Saint-Romain, construction des maisons qui la bordent à l'ouest, aménagement de la cour de Lyon. Démolitions, terrassements, installation de caves, ont fait disparaître des niveaux médiévaux et ont largement entamé ceux de la période antique.

N°	
229	jeton de compte médiéval
146	341-346
138	330-335
134	330-331
130	316
76	270-273 (imitation)
54	après 270
50	après 270
36	256-258
111	250-300
101	250-300
27	223-224
26	192

24	175-180
22	161-175
125	illisible

- 41 **Période 16 - IXe - XIIIe siècle** : occupation médiévale se marquant en particulier par l'installation de fosses creusées dans des couches antérieures.

N°	
226	jeton de compte médiéval
174	IVe-Ve siècle (imitation)
156	364-367
147	après 341 (imitation)
132	début IVe siècle
184	illisible

- 42 **Période 17 - VIIe - IXe/Xe siècles** : les structures antiques demeurent en usage, parfois remaniées ; le creusement de fosses dans les sols favorise la remontée d'objets anciens.

N°	
164	388-395
172	388-395
170	388-395
171	388-395
158	367-378
154	367-375
159	364-378
162	364-378
160	364-378
149	353-360

141	341-346
142	341-346
133	321
129	314-315
89	270-300
78	270-300 (imitation)
109	270-300 (imitation)
100	2e moitié IIIe siècle
114	2e moitié Me siècle
21	164-180
7	117-138
180	illisible

- 43 **Période 18 - (Ve et VIe siècle) :** les thermes perdent leur fonction initiale et sont l'objet d'une restructuration profonde, qui se répercute dans l'ancienne cour-palestre par l'apport d'une couche de remblai qui a livré un mobilier céramique relativement abondant.

N°	
163	378-383
152	367-375
155	367-375
153	367-375
157	367-375
148	353-361
144	341-346
145	341-346
140	335-341
139	330-335

131	après 318
128	295
61	après 270
113	258-267
123	Me illisible
119	illisible
179	illisible

- 44 **Période 19 - Ve (et VIe) siècles** : transformation des thermes, construction d'un péristyle auquel semble pouvoir être associé un corps de bâtiment.

N°	
166	388-395
167	388-395
161	364-378
151	352-360
137	330-335
55	après 270
62	après 270
67	268-270
74	270-300
95	2e moitié IIIe siècle
97	2e moitié IIIe siècle (imitation)
18	illisible
18	illisible
17	illisible

- 45 **Période 20** - Construction des thermes à la fin du **IVe siècle** ou au tout début du **Ve siècle**. Dans certains secteurs l'installation des fondations a été précédée par des terrassements larges et profonds ayant entraîné le bouleversement des couches des IIe

et IIIe siècles ; les remblais déversés pour niveler le sol ont livré un mobilier comptant une forte proportion d'éléments résiduels.

N°	
169	388-395
143	341-346
135	337-341
136	330-337
84	283
65	après 270
49	après 270
63	après 270
81	270-273
69	270-273
71	270-273
70	270-273
33	260-268
98	2e moitié Me siècle
117	2e moitié Me siècle
86	2e moitié Me siècle (imitation)
110	2e moitié IIIe siècle (imitation)
94	2e moitié IIIe siècle (imitation)
102	2e moitié IIIe siècle (imitation)
108	Me siècle
13	138-161
2	64-67
186	illisible
180	illisible

175	flan
-----	------

- 46 **Période 21 - Début du IV^e siècle** : traces d'une destruction violente d'une partie des bâtiments construits au III^e siècle. L'une des deux salles concernées fut rapidement remise en usage : un sol vint sceller la couche de déblais (2104). Dans le second cas, l'espace détruit fut nivelé, mais il ne fut pas reconstruit avant la fin du IV^e ou le début du V^e siècle (1677).

N°	
127	290/294
82	276
83	276
51	270
52	après 270
53	après 270
56	après 270
64	après 270 (imitation)
57	après 270 (imitation)
58	après 270 (imitation)
59	après 270 (imitation)
60	après 270 (imitation)
66	après 270 (imitation)
72	270-273
73	270-273
75	270-273 (imitation)
77	270-273 (imitation)
80	270-273 (imitation)
68	268-270
41	268-270
43	268-270

42	268-270
44	268-270
45	268-270
46	268-270
47	268-270
48	268
28	260-268
29	260-268
30	260-268
31	260-268
32	260-268
34	260-268
35	256-258
40	253-258
37	253-268
38	253-268
39	253-258
92	2e moitié IIIe (imitation)
93	2e moitié IIIe (imitation)
85	2e moitié IIIe (imitation)
87	2e moitié IIIe (imitation)
88	2e moitié IIIe (imitation)
90	2e moitié IIIe (imitation)
91	2e moitié IIIe (imitation)
96	2e moitié IIIe (imitation)
99	2e moitié IIIe (imitation)
103	2e moitié IIIe (imitation)

104	2e moitié IIIe (imitation)
107	2e moitié IIIe (imitation)
106	2e moitié IIIe (imitation)
112	illisible (2e moitié IIIe siècle)
115	illisible (2e moitié IIIe siècle)
116	illisible (2e moitié IIIe siècle)
117	illisible (2e moitié IIIe siècle)
118	illisible (2e moitié IIIe siècle)
8	117-138
124	illisible
126	illisible
176	illisible
177	illisible

- 47 **Période 22** - Constructions fondées dans les remblais apportés au cours de la phase 28. Une grande partie du mobilier recueilli provenait sans doute de ces remblais : les types de céramiques attestés dans les deux cas sont très proches et seuls quelques objets un peu plus récents introduisent une légère différence entre les deux opérations. Celles-ci durent se succéder assez rapidement (datation proposée : **deuxième quart ou milieu du IIIe siècle**).

N°	
12	138-161

- 48 **Période 23** - Aménagement d'un groupe de salles isolées par les interventions postérieures ; le mobilier recueilli ne permet pas de proposer une date de construction précise, mais le contexte suggère de l'attribuer au **IIIe siècle**.

N°	
15	148-149

- 49 **Période 24** - Aménagement du secteur fouillé au prix d'importants travaux accompagnés par l'apport de remblais très importants utilisés pour colmater le bras

secondaire de la Saône dans les années **210/230** probablement. Dans ces couches, le mobilier céramique est très abondant.

N°	
25	190
18	145
11	137
9	125-138
6	114-117
4	98-111
3	Domitien
1	10-14
120	illisible
184	illisible

- 50 **Période 25** - Colmatage progressif (et naturel) du bras secondaire de la Saône et destruction des bassins au **début du IIIe siècle**.

N°	
20	163-164
14	140-144

- 51 **Période 26** - Réparation d'une partie des structures (**fin du IIe siècle-début du IIIe siècle**).

N°	
10	125-128

- 52 **Période 27** - Construction d'un premier bâtiment, précédée par l'apport de remblais ; première période d'utilisation **troisième quart du IIe siècle**.

N°	
16	158-160

122	illisible
-----	-----------

- 53 **Période 28 - Milieu ou troisième quart du IIe siècle** : traces d'une fréquentation du site sur la rive droite du bras secondaire de la Saône.
- 54 Ce tableau montre que la plupart des monnaies mises au jour sur le chantier de l'avenue Adolphe Max l'ont été dans des unités stratigraphiques très bouleversées par les nombreuses constructions qui se sont succédé sur le site depuis le IIe jusqu'au XIXe siècle. Cependant, les lots regroupés dans les périodes 24-2118 et 20 paraissent plus homogènes et permettent de faire quelques remarques.
- 55 La période 18 correspond à la transformation des bâtiments thermaux. Le lot monétaire se compose essentiellement d'espèces du IVe siècle, 4 du milieu du siècle et 6 émises entre 353 et 383. Il est normal que ce numéraire continue de circuler aux Ve et VIe siècles, car la fermeture des ateliers gaulois dans les années 420 ne permet plus de renouveler le stock monétaire.
- 56 L'ensemble monétaire de la période 20, correspondant à la construction des thermes, donne une image assez intéressante de la circulation monétaire à la fin du IVe et au début du Ve siècle. Les unités stratigraphiques qui composent cet ensemble ont livré un *nummus* au revers VICTORIA AVGGG, 3 monnaies du milieu du IVe siècle, et la présence encore importante d'*antoniniani*¹⁵ peut s'expliquer par les bouleversements engendrés par la construction des bâtiments ; ces monnaies sont donc résiduelles.
- 57 La période 21, composée de 3 unités stratigraphiques (1677, 2104, 2106), a livré 60 monnaies. La plus ancienne est un *sesterce* d'Hadrien. Le reste du monnayage s'échelonne de 253 à 294 (55 *antoniniani*), avec une bonne représentation des règnes de Gallien (11) et de Claude II le Gothique (8). Il convient de noter l'abondance des imitations émises après 270 par des ateliers locaux, qui forment l'essentiel du monnayage à la fin du IIIe siècle en Gaule. La production des ateliers monétaires officiels après la réforme d'Aurélien est représentée par 3 *antoniniani* : 1 de Tacite frappé entre 275-276 à Ticinum, un autre de Florien fabriqué à Lyon en 276 et le troisième émis par l'atelier lyonnais au nom de Maximien Hercule en 290-294. Bien que l'on n'ait pas retrouvé dans ces contextes de *folles* de la tétrarchie et de Constantin, nous pensons qu'ils pourraient dater du début du IVe siècle. Durant cette période semblent circuler principalement des espèces officielles ou locales de la deuxième moitié du IIIe siècle. L'absence de monnaies plus tardives peut être due à une distribution du monnayage officiel excluant les circuits économiques de la cité, ou plus vraisemblablement à une thésaurisation rapide des monnaies de bon aloi.
- 58 Les 10 monnaies récoltées dans les couches de l'ensemble 24 sont un reflet de la circulation monétaire au début du IIIe siècle. En effet, dès la fin du règne de Commode, l'approvisionnement en numéraire se fait de plus en plus rare, et on utilise le stock monétaire des siècles précédents. Cette pénurie pourrait être la conséquence des événements qui marquent à Lyon l'accession de Septime Sévère à l'Empire. Ce lot est composé d'un *sestertius* de Tibère, de deux *dupondius* (Domitien - Trajan) de 4 *as* (Trajan - Hadrien - Aelius - Commode) et d'un *sesterce* de Marc Aurèle ; deux monnaies sont illisibles.

NOTES

18. Le trésor de Seyssel, en Haute-Savoie, enfoui à la fin du II^e siècle ap. J.-C., contient une monnaie de Domitien.

19. Sur les 188 monnaies du trésor de Seyssel, six appartiennent au règne de Trajan.

20. Lots de monnaies du III^e et IV^e siècles sur le chantier de l'îlot Vieille-Monnaie à Lyon, en cours d'étude.

21. L'étude du trésor a été confiée à A. Phoungas.

22. Monnaies recueillies sur les chantiers de la rue Tramassac et de la rue Jean Carriès à Lyon, en cours de publication.

Annexe 5. La documentation d'archives

Marie-Odile Mandy

- 1 La recherche documentaire effectuée pour le chantier archéologique de l'avenue Adolphe Max obéit aux contraintes spécifiques de toute investigation archivistique lorsqu'elle est appliquée à l'interprétation directe d'un site. Le choix des documents se fait en fonction des questions posées par le terrain (non pas en vertu d'une problématique théorique posée à l'avance), et les informations qui en découlent appartiennent au raisonnement et à la synthèse archéologique sans qu'on puisse les en dissocier, au même titre que toute autre technique auxiliaire de l'archéologie, telle que la céramologie ou l'ostéologie. Cette présentation ne prétend donc pas exposer les conclusions spécifiques de cette recherche documentaire exploitées plus largement ailleurs, mais seulement d'en préciser les sources, les méthodes, et surtout les limites.
- 2 Nous avons d'abord présenté l'ensemble du matériau archivistique utilisé, et analysé la façon particulière dont il a été mis en oeuvre pour ce cas précis, tout en résumant rapidement les résultats obtenus. Ensuite, certains des textes utilisés au cours de cette recherche sont publiés en tant qu'exemples, soit parce que l'information qu'ils contiennent constitue un apport décisif (texte 1 ou 2), soit parce qu'ils sont représentatifs d'un type de renseignements et de la façon dont ceux-ci peuvent être exploités (texte 6). Enfin, des tableaux récapitulent l'historique de plusieurs des bâtiments concernés par le chantier (maison curiale, maison Pingon, maison d'Amanzé-Chauffailles, maison Maclas, pont de l'Archevêché), fournissent des repères chronologiques et font ressortir l'évolution individuelle et continue de chaque édifice. Il s'agit de tableaux récapitulatifs, mais non exhaustifs : toutes les mentions d'archives n'y figurent pas. Ces tableaux sont publiés sur support informatique (cf. introduction)²³.

Les sources

- 3 Pour l'étude de l'avenue Adolphe Max, l'essentiel de la documentation utile est rassemblé dans la sous-série 10 G des Archives Départementales du Rhône, cote qui recouvre l'ancien fonds du chapitre de la cathédrale Saint-Jean. En effet, l'enceinte

canoniale, au coeur de laquelle se situe la fouille, est restée jusqu'en 1789 une enclave ecclésiastique autonome sous l'administration directe du chapitre qui n'y a jamais laissé intervenir aucune autre autorité, ni municipale, ni royale, ni même épiscopale, puisque l'archevêque n'y détenait en pleine propriété que son palais, sans aucun autre pouvoir.

- 4 Le fonds est important : ayant apparemment peu souffert de la période révolutionnaire et post-révolutionnaire, il contient encore près de 3 700 liasses qui recouvrent à peu près tout l'éventail des activités du chapitre. Les tâches spirituelles y tiennent une place non négligeable ; mais le grand nombre d'archives consacrées aux affaires temporelles témoigne de l'importance qu'accordaient les chanoines à celles-ci : on ne compte pas moins de 1 700 liasses concernant les seigneuries et biens extérieurs à la ville de Lyon (mansions et obéances), 1 500 environ sur les divers titres et droits détenus à Lyon même, parmi lesquelles tous les documents relatifs au quartier circonscrit par l'enceinte canoniale appelée couramment « Cloître ».
- 5 L'administration générale du Cloître est complexe : elle englobe aussi bien la défense des droits attachés au territoire canonial que l'organisation interne du chapitre et la gestion de ses bâtiments. Cette diversité se retrouve dans la multiplicité des rubriques sous lesquelles sont classées les archives : actes capitulaires, collation de bénéfices, droits honorifiques, documents sur les franchises du Cloître, procédures civiles et criminelles relevant du chapitre, enfin l'ensemble des archives foncières rassemblant les titres de propriété et de rentes attachés aux « anniversaires », aux prébendes ou aux dignités, les terriers, et les documents comptables.
- 6 La dissémination des informations utiles à l'archéologue dans toutes les rubriques rend l'enquête aléatoire. Les actes capitulaires, qui se succèdent sans interruption entre 1361 et 1789 (hormis pendant les quelques années consécutives à l'insurrection protestante de 1562), rapportent toutes les affaires tant spirituelles que temporelles discutées lors des réunions du chapitre, qui avaient lieu plusieurs fois par mois. Ainsi, réparations de maisons, subventions aux chanoines y apparaissent au même titre que les problèmes moins matériels, avec les motivations qui ont présidé à la décision. Leur précision et leur abondance en font une source documentaire majeure sur l'ensemble de la vie du Cloître et de son évolution. Leur manipulation n'est cependant pas aisée car les textes sont enregistrés chronologiquement, dans quelques 230 volumes de grand format et il n'existe pas de table des matières pour tout ce qui précède le début du XVII^e siècle. La recherche exhaustive est donc rarement envisageable dans le cas d'une enquête archéologique ; leur consultation est, en revanche, très efficace, lorsqu'en préliminaire, le problème étudié a été bien cerné chronologiquement : le cas s'est présenté à plusieurs reprises, par exemple pour les prisons et Saint-Romain.
- 7 Parmi tous les documents consacrés à la délimitation juridique du Cloître, à la définition des prérogatives respectives de l'Archevêque et du chapitre, seules quelques visites de bâtiments ou de « limite de cloître » et quelques cartes (10 G 614-615) ont été directement utilisables ici. De même, les plumitifs d'audience et autres pièces émanant du pouvoir judiciaire du chapitre ont été de peu d'usage, sauf lorsqu'ils donnaient des détails sur les prisons, situées dans l'emprise de la fouille. En revanche, la consultation des liasses concernant les différentes dignités du chapitre et l'organisation interne de celui-ci (nominations, règlements intérieurs, etc.) a apporté plus de renseignement : on cerne, à travers elles, le statut des différentes maisons et celui de leurs occupants. C'est parfois dans les livres fonciers des dignités qu'il a fallu rechercher la documentation

sur certains biens, telles la maison curiale de Saint-Romain, la maison Pingon, et la maison d'Amanzé-Chauffailles qui figurent à partir du XVe siècle dans les terriers de l'archidiaconé dont elles dépendent.

- 8 Il existe cependant dans les archives du Cloître deux sources d'informations privilégiées pour la présente étude :
 - en premier lieu, il s'agit des liasses traitant de l'entretien de la voirie et des permis d'alignement à l'intérieur de l'enceinte canoniale (10 G 3814-3815) : très épaisses, bien qu'elles portent essentiellement sur le XVIIIe siècle (sauf les 10 G 595-600), elles rassemblent des renseignements, souvent pittoresques, sur l'aménagement des façades, leur entretien, l'adjonction de boutiques volantes ou d'enseignes aux maisons, sur le pavage et l'assainissement des rues, leur éventuel élargissement, etc ;
 - en second lieu, une série de liasses (10 G 665 à 679) concerne directement les maisons canoniales. Elles rassemblent des documents pouvant remonter au XIIIe siècle et qui, pour les XVIIe et XVIIIe siècles, sont extrêmement détaillées : il s'agit de devis de travaux, de visites d'expertise, de baux de loyer, plus rarement de règlements de litiges ou de plans. Certes, l'information n'est pas exhaustive pour chacune des maisons du Cloître et comporte de nombreuses solutions de continuité ; mais elle constitue pour la plupart d'entre elles une documentation rapidement consultable.
- 9 D'autres fonds d'archives ont été consultés, mais ils constituent plutôt des compléments d'informations. Il s'agit principalement :
 - du fonds spécifique de l'archevêché (1 G)
L'archevêque est théoriquement tenu à l'écart de l'enceinte canoniale ; il y possède cependant le palais épiscopal avec quelques dépendances et, en co-gestion avec le chapitre, la cour de Lyon. Les documents concernant notre sujet ne représentent que quelques liasses au sein de ce fonds, peu abondant (300 liasses).
 - du fonds « églises, chapelles, cures » (28 G)
Seul l'ensemble des archives paroissiales de l'église Saint-Romain, puis de Saint-Pierre-le-Vieux, soit une vingtaine de liasses (28 G 57 à 28 G 78) ont été utilisées.
- 10 Enfin, des particularités de classement ou des problèmes très ponctuels nous ont conduits à consulter d'autres fonds. Ainsi, la visite d'expertise faite par Toussaint Loyer au palais épiscopal et à ses dépendances (texte 4) est déposée dans la sous-série de la Sénéchaussée (BP) des A.D.R. Les Archives Municipales de Lyon, ont par exemple, fourni de nombreux détails sur le pont de l'Archevêché, sur la voirie et la plus grande partie de l'iconographie.
- 11 L'iconographie constitue, en effet, un secteur d'investigation très différent des archives écrites : la plupart des plans conservés ne sont pas antérieurs au XIXe siècle ; d'autre part, ce sont les projets d'alignement ou autres aménagements de voirie et d'urbanisme qui recèlent le plus d'informations utilisables en archéologie. A Lyon, les uns et les autres sont par principe déposés aux Archives Municipales. Pour la présente recherche, le hasard a voulu que les plus précis des plans, portant sur la réorganisation du palais épiscopal et de la voirie environnante à la fin du XVIIIe siècle, y soient également déposés. Seuls quelques plans du XVIIIe siècle, provenant du fonds 10 G, sont conservés aux A.D.R. Quant à l'iconographie ancienne, elle se limite quasiment au plan scénographique de 1555-1560 et au plan de Simon Maupin.
- 12 Tout ceci ne doit pas faire oublier une caractéristique générale de la documentation archivistique qui est le déséquilibre quantitatif entre les archives de la période XVIIe-

XVIIIe siècles et celles qui sont antérieures à 1550. Ce phénomène courant est aggravé pour les fonds de l'Eglise de Lyon par les événements de 1562. En effet, lors de la prise du Cloître, les troupes protestantes se sont livrées, semble-t-il, à des destructions systématiques qui ne sont pas sans conséquences pour la qualité documentaire. Entre la surabondance de détails dans les documents du XVIIIe siècle (voirie par exemple), et l'excessive sécheresse de ceux antérieurs au milieu du XVIe siècle, il est souvent difficile de rétablir l'exacte valeur des choses. Cette coupure autour de 1550 est d'autant plus grave que les bâtiments du Cloître ont beaucoup souffert en 1562 et ont ensuite connu de nombreuses transformations lors de la reconstruction (réaffectation de bâtiments, modification du réseau viaire, etc.). Il est parfois impossible de rétablir le lien entre les bâtiments mentionnés dans les archives antérieures à 1550 et ceux, bien localisés aux XVIIe et XVIIIe siècles.

- 13 Il faut souligner, enfin, que cette enquête dans les archives n'a pas été exhaustive : la diversité des sources documentaires et le caractère aléatoire de la recherche qui y est menée lorsqu'elle est appliquée à l'archéologie, rendent très souvent cet objectif irréalisable ; de plus, dans ce cas précis, le nombre et la variété des points soulevés par les données archéologiques du chantier rendaient peu compatible le temps qui nous était imparti avec l'analyse de toute la documentation disponible sur chacun des sujets. Tout n'a donc pas été consulté : bien que nous ayons été conscients de leur éventuelle potentialité, nous avons laissé de côté certaines liasses, parce qu'elles concernaient trop indirectement le sujet et que leur consultation risquait d'être trop peu « rentable » (ainsi la série 4 G des A.D.R.). L'essentiel a été considéré cependant, et, par principe, dans chacune des questions étudiées, les points importants ont été au moins évoqués à défaut d'être toujours résolus.

Bilan des recherches

- 14 La première étape de l'enquête a consisté à localiser sur le cadastre moderne les bâtiments et le parcellaire disparus. Cette opération s'est effectuée par le biais des plans du XIXe siècle qui en avaient gardé une trace, à savoir le cadastre de 1815, sa mise à jour de 1870 environ (4 S) et divers plans d'alignement intermédiaires, plus partiels (A.M.L., 3 S 313, 3 S 483, etc.). Les plans du XVIIIe siècle conservés aux A.M.L., pour la plupart axés sur le palais épiscopal et son environnement, ont apporté un appoint considérable pour comprendre l'évolution du quartier (A.M.L., 1 S 192 ; série 0 1).
- 15 La recherche documentaire a suivi des méthodes différentes et rencontré des niveaux de difficulté divers selon les bâtiments dégagés par la fouille.

Les maisons

- 16 L'étude des maisons est généralement fort simple. Celle de la maison Pingon l'a été particulièrement : après l'identification de la maison et le repérage sommaire des informations disponibles sur son évolution à travers les catalogues détaillés du XVIIIe siècle (10 G 56), l'ensemble de la documentation s'est révélée d'un abord très facile, à la fois abondante et variée, particulièrement pour les XVIIe et XVIIIe siècles. Les quelques liasses consacrées aux maisons canoniales (10 G 671-672-674) ont livré pour ces deux siècles plusieurs visites d'expertise ou de fin de travaux, de nombreux devis de réparations, plusieurs baux de loyer que complètent les documents de voirie (10 G 595,

- 10 G 3814 et 3815), quelques alinéas d'actes capitulaires (10 G 139) et, fait notable, un plan entièrement légendé du rez-de-chaussée de la maison (10 G 1621). La consultation des terriers de l'archidiaconé (10 G 1527-1529-1532) a fourni plusieurs informations pour le XVI^e et le début du XVII^e siècle.
- 17 L'aspect et l'évolution de la maison Pingon sont donc connus de façon assez précise par les archives. Certes, pour les XVe et XVI^e siècles seule apparaît la composition du bâtiment qui est alors à étage et possède deux cours, un puits et plusieurs « membres ». En revanche, la confrontation des textes et du plan permettent de reconstituer précisément la distribution intérieure et l'usage des locaux au XVIII^e siècle (voir introduction des textes 7 et 8). Ils renseignent également sur l'aspect extérieur de la maison, sur la condition de ses occupants et, même sur les litiges de voisinage dont elle a pu subir les conséquences (10 G 3814 : projet de Manécanterie, voir texte 5 ; 10 G 1509 : querelle au sujet d'un escalier mitoyen avec le doyenné, en 1703). A partir des textes, un repérage précis des lieux a donc été possible, facilitant l'analyse des vestiges dégagés par la fouille, ce dont témoignent les deux textes 7 et 8 donnés en annexe, ainsi que le commentaire archéologique.
- 18 Pour les autres maisons situées dans le secteur fouillé, le résultat a été moindre, malgré une méthode d'investigation similaire : ceci est compréhensible pour la maison d'Amanzé-Chauffailles, disparue en 1637, qui n'apparaît donc que dans les terriers de l'archidiaconé dont elle dépendait (10 G 1529-1532).
- 19 Mais il en est quasiment de même pour la cure de Saint-Romain, bien qu'elle perdure : aux mentions dans les terriers de l'archidiaconé, ne se joignent que quelques allusions dans un terrier de Saint-Romain (28 G 60), quelques unes dans les registres de voirie peu après sa vente à un particulier (10 G 595) et quelques détails supplémentaires dans les archives paroissiales de l'église Saint-Romain à laquelle elle était rattachée. Ces informations, très disparates, mettent plus en évidence les aléas de la bâtisse que ses caractéristiques architecturales : ainsi, elles indiquent en tout et pour tout au milieu du XVII^e siècle une maison « haute et basse », avec une cour (10 G 1531), qui est complètement modifiée en 1674 (10 G 595), et qui, en 1742, se présente avec quatre étages et une cour (10 G 1535). L'archéologue retiendra, en outre, que, alors que le bâtiment est dans un état de vétusté et de ruine très avancée en 1669, les experts affirment « qu'il n'y a que la cave et la muraille nord qui puissent subsister » (28 G 63) et que, lors de la réfection de 1674, la façade sur rue est reculée de 1,30 m vers l'est.
- 20 Pour la maison connue dans les archives du XVIII^e siècle comme « maison Maclas », du nom de son détenteur à cette époque, s'est posé en préliminaire le problème de son identification dans les documents antérieurs. Une fois établie son identité avec la « maison étant dans les dépendances de la chapelle de Saint-Mammet fondée au palais archiépiscopal », mentionnée jusqu'en 1625, ainsi que son appartenance au curé de Saint-Romain dans les terriers duquel elle apparaît, le bâtiment n'est guère mieux connu par les archives que les deux précédents. A travers les quelques alinéas de terriers qui sont les seules informations disponibles avant 1740 (28 G 69-72-73-74), on perçoit sommairement la composition de la maison : à étages, elle possède plusieurs corps de logis et une cour. En 1625, sa façade principale regarde au sud ; un jardin est mentionné entre 1611 et 1625. Les indices d'évolution de la construction sont rares : mise à part, dans les textes, la disparition du jardin cité ci-dessus après 1625, seule est notable l'ouverture de trois arcs de boutiques à l'angle nord-est de la maison. Il n'existe apparemment ni en texte, ni sur plan, aucune description intérieure.

- 21 Pour les bâtiments communautaires tels que les prisons de l'archevêché, l'église Saint-Romain et son hypothétique cimetière, la cour de Lyon, la recherche en archives est sensiblement plus complexe.

Les prisons

- 22 Le cas des prisons de l'archevêque est très représentatif de ces problèmes. Il comporte une première difficulté qui consiste à identifier de façon sûre les « prisons de l'archevêque » et celles du chapitre qui ne sont pas toujours clairement différenciées dans les textes, quelle que soit l'époque. En premier lieu, il a donc été nécessaire de procéder à un tri minutieux dans les inventaires, afin de les départager. D'autre part, l'étude d'archives a dû prendre en compte les deux emplacements qu'ont occupé successivement ces prisons à l'intérieur de la cour de Lyon, grande cour fermée qui s'étend au sud du palais épiscopal et englobe les dépendances de celui-ci : en 1664, en effet, le percement de la rue de l'Archevêché à travers cette cour provoque le déplacement des prisons, situées près du palais épiscopal et leur installation, plus à l'ouest, en face des prisons du chapitre (texte 1).
- 23 Pour le bâtiment postérieur à 1664, couramment appelé « nouvelles prisons », les documents directs sont rares : détruit en 1780 (texte 6), il n'est resté à cet endroit guère plus d'un siècle. Or, même pour cette période riche en archives, les fonds de l'archevêque, détenteur de ces prisons, sont maigres, voire inexistant : une visite mentionnée en 1733 (1 G 268) est perdue ; Toussaint Loyer les passe sous silence (BP 2561). Quant au chapitre, mise à part une visite officielle retranscrite dans les actes capitulaires (10 G 178, texte 2), il n'a, logiquement, gardé aucune trace dans ses fonds de ces bâtiments dont il avait partiellement l'usage (en accord avec l'archevêque), sans assumer la charge de leur entretien. La documentation sur ces prisons de l'archevêque passe donc par une recherche très élargie, tributaire du hasard : les archives judiciaires de l'archevêque n'ont rien révélé (1 G 187 à 192) ; en revanche les procès-verbaux d'évasion établis par le chapitre (10 G 3818) ont fourni des indications précises et imagées sur la disposition des lieux.
- 24 Les renseignements obtenus par les textes sur ces « nouvelles prisons » sont hétéroclites. Le texte 10 G 178 (texte 2) donne leur agencement général au XVIII^e siècle : les bâtiments se composent de 13 chambres en étage, d'une loge de concierge et de 7 « cachots » en rez-de-chaussée ; ils sont desservis par une cour enclose de murailles, communiquant par une fenêtre grillagée avec le chœur de Saint-Romain, afin que les prisonniers puissent suivre les offices, la chapelle n'étant vraisemblablement pas encore construite. La documentation est trop succincte cependant pour permettre de reconstituer précisément la topographie des lieux, particulièrement celle des locaux.
- 25 Les indications du XVIII^e siècle, issues de la liasse 10 G 3818 relatant diverses évasions hors de ces prisons, sont ponctuellement beaucoup plus détaillées. Elles permettent de discerner deux bâtiments différents : l'un, assez élevé (3 étages), donne sur la rue de l'Archevêché ; un autre, de trois étages aussi (dont un de greniers) est accolé à Saint-Romain dont il surplombe le toit ; il est probable qu'il ait été en retour sur la rue Saint-Romain (une de ses fenêtres ouvre à l'angle sur le parvis de l'église), sans qu'on sache si les deux bâtiments étaient en liaison. La porte principale de la prison, située rue de l'Archevêché, est flanquée du guichet du concierge, au-dessus duquel est une petite chambre à une fenêtre. Ces renseignements, très anecdotiques, n'assurent pas une

vision globale de l'ensemble : l'articulation des bâtiments et des étages entre eux n'apparaît pas, la chapelle qui existe alors (texte 4 et 6)-non plus. En conclusion, en dépit d'une accumulation de détails, les textes ne donnent qu'une connaissance imprécise de ces nouvelles prisons : seuls les vestiges découverts en fouille pourraient constituer un fil directeur entre les éléments qu'ils apportent.

- 26 Les « nouvelles prisons » de 1664 s'installent sur un espace déjà construit sans qu'on sache exactement si les structures antérieures ont été réutilisées ou complètement détruites (texte 1, f° 2, r°). L'histoire de ces bâtiments est quasiment inconnue à travers les documents écrits, qu'il s'agisse des archives de l'église Saint-Romain à laquelle ils sont accolés (28 G) ou de celles de l'archevêché (1 G) : trop flous dans leur localisation, les textes n'ont permis d'en définir ni la nature, ni l'usage. Relevaient-ils déjà de l'archevêché à cette époque ? L'hypothèse, suggérée par quelques détails, serait à vérifier.

Saint-Romain

- 27 Les difficultés rencontrées pour Saint-Romain correspondent à deux types de problèmes archivistiques. Pour l'église, il y a pénurie d'informations, malgré l'existence d'une vingtaine de liasses consacrées à la paroisse dans la série 28 G : en fait, il subsiste peu de pièces antérieures à 1640 (quelques comptes de marguilliers, 28 G 62), et la majorité des documents concerne Saint-Pierre-le-Vieux qui s'est substituée tardivement à Saint-Romain. Les seules ressources pour la connaissance de cet édifice sont donc extérieures : quelques actes capitulaires (10 G 12 - 1560 ; 10 G 149 - 1625 ; 10 G 240 - 1743), et un texte postérieur à sa désaffectation (celui de Toussaint Loyer, texte 4).
- 28 Cet ensemble de textes permet de connaître quelques détails architecturaux de l'église : ainsi l'existence de la chapelle construite en 1615 par le curé Jean Faure « du côté droit du grand autel au-dessous de la sacristie joignant la rue du côté de vent, sous le vocable de Notre-Dame-du-Bon-Refuge » (A.D.R. 28 G 60). Les autres documents font allusion à de petites réparations (porte, vitraux). Mais aucune description n'est synthétique avant l'état des lieux de Toussaint Loyer qui, alors que l'église est désaffectée depuis plusieurs années déjà, permet de reconstituer la structure de l'édifice en effectuant le relevé des murs encore utilisables (texte 4).
- 29 Le cimetière de Saint-Romain pose un problème documentaire important. Aux XVI^e et XVII^e siècles, les archives de la paroisse Saint-Romain et Saint-Pierre ne mentionnent jamais de cimetière auprès de Saint-Romain : lorsque l'inhumation dans l'église Saint-Romain est refusée en 1625 à Jean Faure, son ancien curé, c'est dans l'église Saint-Pierre qu'il est envoyé (10 G 149, f° 421 ; 10 G 149, f° 423). En revanche, le cimetière de Saint-Pierre-le-Vieux, dès le milieu du XVII^e siècle (1638), est cité à multiples reprises (28 G 62). Au début du XVIII^e siècle, un acte capitulaire (10 G 215) évoque l'installation d'un cimetière à Saint-Romain ; mais, que le projet ait été réalisé ou non, il n'y est plus jamais fait allusion dans les actes capitulaires qui, en 1743 et 1744 relatent pourtant en détail les épisodes successifs de la vente de Saint-Romain au chapitre ; la mention de la désaffectation du cimetière le 20 août 1743, signalée par J.-B. Martin n'a pu être ni retrouvée, ni vérifiée. Il y a donc, dans ce cas précis du cimetière de Saint-Romain, une totale discordance entre la documentation écrite et les vestiges archéologiques, qui n'a pas été résolue.

La cour de Lyon ou cour de l'archevêque

- 30 Le problème posé par la cour de l'archevêque est d'un tout autre ordre. Rappelons que cette cour, qui existe probablement depuis le début du XVe siècle, et se développe au sud de l'archevêché, a été considérablement modifiée par le percement de la rue de l'Archevêché en 1664, aménagement qui détermine une nouvelle cour, beaucoup plus exiguë (texte 1). A partir de 1665 et pendant tout le XVIIIe siècle, l'aspect de celle-ci est assez bien connu à travers les multiples projets et transformations dont elle est alors l'objet. La série 1 G (1 G 268-269) est évidemment la source principale ; mais, les discussions entre archevêque et chapitre étant à cette occasion fréquentes, le fonds 10 G recèle lui aussi de nombreuses indications sur ces aménagements successifs, dont un dessin de J.-G. Soufflot (10 G 1621, fig. 87).
- 31 Avant 1664, la cour est un espace clos par deux portails à l'est et à l'ouest, et son aspect est mal connu : la reconstitution des bâtiments qui la circonscrivaient s'impose cependant puisque des vestiges dégagés au nord-ouest et au sud-est de la fouille étaient susceptibles de leur appartenir. La recherche archivistique a donc dû déborder largement de son cadre initial, afin de localiser ou d'identifier certains de ces éléments mal connus : c'est le cas des « anciennes prisons » de l'archevêché qui posent un problème de méthode. En effet, A. Sachet les localisait en bordure de Saône, très éloignées de l'emprise de la fouille. Or, plusieurs textes, en particulier des alinéas de terriers (28 G 69 et suivants) et l'acte capitulaire relatif à l'ouverture de la rue de l'Archevêché (1 G 268), suggèrent, au contraire, que ces « anciennes prisons » étaient contiguës à la maison Maclas, au nord, et étaient donc probablement incluses dans l'espace de la cour de Lyon, appuyées à sa muraille orientale. Afin d'affiner ceci, l'enquête d'archives a porté sur des textes antérieurs, dont plusieurs visites de l'ancien palais épiscopal (10 G 1457-1458), des biens de l'archevêché (10 G 1389), des prisons (10 G 693), sur des extraits d'actes capitulaires (10 G 104 et 111), et des terriers du XVe siècle (10 G 1527). Ces textes, échelonnés de 1450 environ à 1530, apportent peu d'éléments nouveaux sur cette localisation, sans la démentir toutefois ; en revanche, ils donnent des descriptions plus explicites d'un bâtiment en élévation, et ils remettent en question plusieurs arguments de A. Sachet, inexacts ou insuffisants (10 G 1527).
- 32 A défaut de certitude, l'étude des archives suggère que les vestiges mis au jour dans l'angle nord-est de la fouille et interprétés comme « auditoire de l'archevêque » par A. Sachet, sont probablement les anciennes prisons. En l'occurrence, cette étude ne permet d'établir qu'une hypothèse qu'il appartient à l'analyse archéologique de confirmer ou d'infirmer. Le problème de la porte est de la cour de Lyon, dont l'emplacement précis n'est jamais mentionné dans les textes, est laissé en suspens : sépare-t-elle la maison Maclas du bâtiment des prisons, ou se situe-t-elle au nord de celles-ci ?
- 33 Par extension, la position de l'auditoire de l'archevêché, telle qu'elle est située par A. Sachet, immédiatement au nord de la maison Maclas est, elle aussi, remise en question. Toutefois, l'étude n'a pas été menée très loin : en effet, bien qu'ils suggèrent une proximité entre l'auditoire et les prisons de l'archevêché, les textes consultés ne signalent pas ce bâtiment dans les confins de la maison Maclas, au contraire des prisons (voir 28 G 69). Il est donc très probable que l'auditoire soit en dehors du cadre de la fouille : la solution complète du problème passant par un examen de tout le système judiciaire du chapitre et de l'archevêque, cette approximation nous a paru suffisante. A

partir de la fin du XVII^e siècle (après 1664 ?), l'auditoire de l'archevêque est signalé dans le coin nord-est de la cour de l'archevêché (1 G 269).

- 34 Les origines et le fonctionnement de la cour de Lyon entre la fin du Moyen Âge et 1664, importantes pour le commentaire de la fouille, ont suscité des recherches dans les archives anciennes qui se sont révélées peu explicites : la première mention incontestable de la cour, en 1449 (10 G 693), la présente déjà comme un espace clos, fermé par deux portes est et ouest, et les documents ultérieurs donnent uniquement des précisions sur son fonctionnement. De même, les textes apportent peu d'informations concrètes sur les portes, sinon quelques allusions à leurs vantaux ou leurs ferrures, bien que l'obligation théorique de fermeture quotidienne soit encore rappelée en 1611 et que les deux portails perdurent jusqu'en 1664.
- 35 Les informations apportées uniquement par les textes sont donc, dans le cadre de la recherche archéologique de l'avenue Adolphe Max, de niveaux très divers : tantôt elles ont anticipé sur les découvertes et les ont très largement expliquées (maison Pingon, prisons postérieures à 1664), tantôt elles ont seulement permis une identification sans apporter plus de détails (maison Maclas), tantôt elles ont mis en évidence une éventualité que la fouille a confirmée ou non (anciennes prisons), tantôt elles ont été purement et simplement négatives (cimetière de Saint-Romain). En tout cas, ce travail souligne la parfaite complémentarité entre les deux démarches, archéologique et archivistique, et souligne le danger d'exploiter l'une ou l'autre isolément.
-

NOTES

23. La recherche d'archives a été menée conjointement par C. Arlaud et F. Villedieu, puis par M.-O. Mandy qui a aussi assuré la présentation de cette annexe. Les tableaux récapitulatifs sont dus pour l'essentiel à C. Arlaud.

Annexe 6. (Support informatisé disponible sur demande)

1. Ouverture de la rue de l'archevêché 17 Mai 1664

1 A.D.R. 1 G 268.

Texte complet. Original en français.

Orthographe originale conservée ; ponctuation et accentuation modernisées.

Copie d'un acte capitulaire (livre 105. 10 G 177, f° 125) par les services de l'archevêché. Il existe plusieurs autres exemplaires de ce texte, à quelques mots près (10 G 177, f° 125 et f° 129-130 ; 10 G 595 ; 10 G 349) : celui-ci a l'avantage d'exposer à la fois la décision des chanoines et la réponse de l'archevêque.

- 2 Depuis 1636, le pont de l'Archevêché établit une liaison permanente entre les deux rives de la Saône, dans le voisinage de l'espace fouillé : dans son prolongement s'installe, à travers la cour de Lyon, malgré la présence des deux portails qui en matérialisent la clôture théorique, un axe de circulation qui supplante l'itinéraire habituel de la rue Saint-Romain vers la place Saint-Jean. A partir de 1660 environ, l'archevêque prend acte de cette pratique et se résigne à accepter les modifications qui s'imposent : ouverture d'une rue dans l'axe du pont, clôture de la cour dont la superficie se trouve très réduite et déplacement de ses prisons. En même temps, il entreprend pour son propre compte de prolonger la galerie orientale du palais épiscopal qui, rejoignant la maison de la Trésorerie, enjambe la nouvelle rue par une voûte. Il doit pour cela solliciter l'accord du chapitre, maître des alignements et de la voirie dans le cloître : c'est l'objet de ce texte.

3 Intérêt du texte

- la rue a été retrouvée en fouille : nous avons ici la date de sa création, son tracé et sommairement les motivations qui ont présidé à sa création ;
- en corollaire apparaît la transformation de la cour de l'archevêque, avec son nouveau système de clôture.

- la position relative des « anciennes » et des « nouvelles » prisons de l'archevêché apparaît clairement dans ce texte : les premières (dont l'emplacement n'est pas évident dans la documentation antérieure) sont accolées à la future maison Maclas et gênent l'installation de la nouvelle clôture (copie 10 G 595 de ce texte), ce qui, entre autres raisons, a justifié leur déplacement ; les nouvelles prisons se situent « près du portail ouest, en face de l'auditoire du Comté » : elles ont été retrouvées en fouille (p. XVI) et sont décrites dans le texte 2.

Chapitre de l'Eglise de Lyon a été tenu le mardy dix septième may mil six cent soixante quatre, convoqué au son de la cloche à l'heure et manière accoutumée pour les affaires d'icelle, où estoient Messeigneurs les doyen, chantre, chamarier, maître du chœur et de Foudras, chanoines de l'Eglise, comtes de Lyon, capitulans.

Ledit sieur doyen a représenté à la compagnie qu'au dernier chapitre, il leur dit la proposition que luy avoit fait Monseigneur l'archevêque, l'étant allé voir à Vimy les/estes de Noël dernières à son départ pour la Cour, sur le dessein qu'il a de bâtir pour relever et agrandir la gallerie du palais de l'archevêché du côté du pont de bois, tirant de bize à vent, le long de la rivière de Saône depuis ledit palais jusques à la maison de la Trésorerie, pour faire sa bibliothèque ; et comme ladite gallerie n'est pas asses large pour cela, il désiroit que le Chapitre luy permît de prendre une partie de la place joignant ledit pont et une partie du bord de la rivière dépendant de la justice du cloître et directe du Chapitre, afin que l'oeuvre fut régulière, et que ladite gallerie ayt vingt-sept pieds de largeur dans oeuvre ; luy auroit aussy [f^o 1, v^o] ledit seigneur dit ne pouvoir plus souffrir que la cour dudit archevêché soit commune à tout le monde, ny au passage des carrosses, charrettes et voituriers comme si c'estoit une rue publique au lieu d'aller passer vers Roanne, ou devant l'église de Saint Romain, et, pour ce, qu'il était en résolution de faire fermer la porte de ladite cour, comme on souloit faire cy-devant ; en tout cas, s'il se résolvoit de les laisser en l'état, en considération de la commodité publique, et faciliter les advenues dudit pont, il laisseroit comme en rue un espace de ladite cour convenable ; et pour se clorre et n'être pas à l'abandon comme il estoit, il feroit faire une muraille à droite ligne depuis le portail du côté dudit pont où sont les armes de l'archevêque de Talaru et celles du Chapitre jusques à l'autre portail du coté de la place Saint Jean, en laquelle muraille il feroit poser un portail pour les entrées et issues de l'église et dudit archevêché, sur lequel il feroit poser et remettre les armoiries susdites pour ne. rien changer des marques anciennes de l'Eglise ; et, de plus, vouloit ledit seigneur changer les prisons du lieu où elles sont présentement, les razer, et mettre en place pour se redimer des bruits et incommodités qu'il en recoit [f^o 2, r^o] et les remuer au bâtiment qui est vers l'autre portail, du côté de l'auditoire du cloître, où loge le batonnier. Et comme, audit chapitre, Messieurs ne prirent aucune résolution sur lesdites propositions, et ledit seigneur luy ayant, depuis, écrit qu'il étoit toujours dans le même dessein et prié de luy faire sçavoir leur volonté, étant pressé de bâtir, faisant même commencer à démolir ladite gallerie, il prioit lesdits sieurs de délibérer quelle réponse il feraudit seigneur pour la luy écrire par le premier ordinaire.

Lesdites propositions mises en délibération, ont tous lesdits sieurs unanimement permis et accordé audit seigneur archevêque de prendre tant dans le bord de ladite rive que dans la place au devant lesdits 27 pieds de largeur de matin à soir, pour y creuser, fonder et bâtir les arcades, voûtes et galeries susdites depuis l'enchant du palais de l'archevêché, tirant de bize à vent jusques à la maison de la Trésorerie, de quelle hauteur que bon luy semblera ; auquel seigneur ils permettent aussy de clorre la cour dudit archevêché en laissant comme en rue une partie d'icelle de largeur suffisante pour la décharge et passage dudit pont, et pour ladite clôture faire une muraille depuis ledit portail du côté de matin jusques à celui du côté de soir, en laquelle muraille il fera poser un portail qui fera jour et nuit, sur lequel il remettra les mêmes armoiries que dessus, et à la charge et condition que le Chapitre aura à perpétuité une clef des serrures dudit portail pour le faire ouvrir et fermer jour et nuit, afin d'entrer et sortir du côté de l'église et de celui dudit pont

toutes fois et quand bon semblera auxdits sieurs ; laquelle clef lesdits sieurs remettront au tirecorde pour qu'en même temps qu'il viendra ouvrir et fermer la porte de l'église, il vienne ouvrir et fermer par dedans ou par dehors celle de ladite cour, soit à Messieurs de cette compagnie, custodes, chevaliers, perpétuels que autres desserviteurs venant aux mâlines et autres ofices de l'église, à la charge aussy qu'au moyen de ladite clôture ledit seigneur archevêque ny ses successeurs ne pourront prétendre aucun droit en la propriété de ladite cour, desnier, refuser ny empêcher auxdits sieurs auxquels elle appartient le passage et usage d'icelle en toutes occasions pour les entrées, issues, attrait et voiture des matériaux que lesdits sieurs voudront faire amener, serrer et sortir de leur fusterie [f° 3, r°] par la porte d'icelle qui sort en ladite cour et aussy pour l'exercice de leur justice du cloître le cas échéant, déclarons lesdits sieurs n'empêcher ains consentir que ledit seigneur archevêque change comme bon luy semblera les prisons qui sont en ladite cour ayant veüe sur ledit pont, joignant la maison du sieur comte de La Liegue qui fut de la prébende Saint Mammert audit archevêché, et les remue audessus, du côté du portail de soir, à la charge aussy que les oficiers du chapitre continueront d'y exercer la justice ainsy qu'ils ont fait de tous temps comme étant tous lesdits lieux dans la totale juridiction haute, moyenne et basse dudit cloître. Dont et de tout ce que dessus ledit seigneur archevêque passera acte en bonne forme, contenant acceptation au profit dudit chapitre. Fait audit chapitre, iceluy tenant en présence de noble Pierre de Tilly, prevost et receveur du comté, et Antoine Guillomon, commis greffier dudit Comté, témoins soussignés à la cede avec Monsieur le doyen, à la manière accoutumée. Signé Gazanchon, secrétaire.

S'ensuit la déclaration dudit seigneur archevêque.

Pardevant le notaire royal apostolique [f° 3, v°] demeurant à Lyon soussigné, et présens les témoins après-nommés fut présent Illustrissime et Révérendissime Camille de Neufville Archevêque et Comte de Lyon, primat de France, commandeur des ordres du Roy et son lieutenant général au gouvernement de la ville de Lyon, pays de Lionnois, Forests et Beaujolois, lequel, ayant désiré pour plus de bienséance et décoration de son palais archiépisopal d'en faire rebatir la galerie qui étoit étroite, de peu de longueur et en danger de cheiite à cause de sa vieillesse, de faire clorre la cour dudit archevêché qui étoit exposée à toutes sortes de passages comme une rue publique en laissant un espace en rue pour le passage et décharge du pont de bois prochain, et de rebastir et transporter les prisons dudit archevêché attendu l'incommodité qu'elles y causoient par leur proximité, et la nécessité de les démolir pour faire ladite cloture, et, pour le sujet desdites constructions et adjancements, ayant conféré avec Monsieur le doyen pour avoir de Messieurs de son Chapitre les alignements nécessaires pour lesdites constructions, et leur consentement pour la [f° 4, r°] cloture de ladite cour de l'Archevêché commune, reconnoist par les présentes que Messieurs dudit Chapitre en conséquence des propositions par luy faites audit Sieur doyen, luy ont donné les alignements pour le bâtiment de ladite galerie et agrandissement d'icelle depuis le palais archiépisopal jusques à la maison de la Trésorerie de l'Eglise de Lyon en longueur, et en largeur de 27 pieds de matin à soir, y compris l'espace qu'occupoit ladite ancienne galerie, comme appartenant auxdits sieurs du chapitre de donner lesdits alignements, la place de ladite galerie étant dans leur justice. Reconnoist de plus que lesdits sieurs ont consenty qu'il fit clorre ladite cour commune dudit Archevêché sous une condition commune entre eux, sçavoir que le tire-corde de ladite Eglise de Lion qui en garde les clefs en auroit aussy une de la porte de ladite cour commune pour l'ouvrir en même temps que celles de l'église, laquelle condition il accepte de nouveau et veut être exécutée, comme aussy consent que lesdits sieurs du Chapitre se servent des prisons nouvellement construites de la même manière qu'ils ont fait des précédentes, n'entendant [f° 4, v°] au surplus ledit seigneur Archevêque, au moyen desdites constructions de galerie, cloture et cour, et remuement de prisons, aquerir aucuns nouveaux droits, ny desroger ou préjudicier à ceux du Chapitre, promettant...obligeant... renonceant...etc. Fait et passé à Vimy, au château

d'Ombreval, le samedi dix septième jour du mois de may mil six cent soixante quatre, après midy, en présence de Monsieur Jean Baptiste Portier, prieur de Bellegarde et aumônier dudit seigneur Archevêque, Jaques de Forestier, écuyer de la grande Ecurie du Roy, demeurant audit Lyon, et Maître Jean Poyraud, secrétaire dudit seigneur, soussignés avec ledit seigneur à la minutie signée Plassier, notaire. Extrait pris et collationné sur son expédition originelle étant au livre 104 des actes capitulaires de l'Eglise de Lyon, fol. 125 et suivants, par nous secrétaire soussigné de ladite Eglise.

2. Les « nouvelles prisons » de l'archevêché Octobre 1665

4 **A.D.R. 10 G 178, f° 164-168.**

Actes Capitulaires, livre 105. Extrait d'un procès-verbal de visite.

5 **Original en français.**

Orthographe, accentuation et ponctuation modernisées.

- 6 En 1664, lors de l'ouverture de la rue de l'Archevêché (texte 1), les prisons archiépiscopales sont déplacées vers l'ouest. L'année suivante, un représentant du roi, effectuant une enquête sur les prisons du royaume, visite successivement celles du chapitre, adossées à la Manécanterie, et celles de l'archevêque ; il en dresse un procès-verbal qui établit sans ambiguïté le rôle et l'emplacement respectif de chacune.
- 7 Ce court document est la seule description d'ensemble que nous ayons des bâtiments retrouvés au nord de Saint-Romain. Leur composition, leur rapport étroit avec l'église, sont clairement soulignés. En revanche, la chapelle, plusieurs fois mentionnée dans des constats d'évasion du XVIIIe siècle (10 G 3818), dans une description de 1733 (1G 269), et dont la position a pu être déterminée grâce à un texte de 1780 (10 G 3815. texte 6), ne semble pas encore construite en 1665 (**pl. XVI**).

« ...A côté dudit auditoire (de la justice du Cloître) sont les prisons dudit cloître composées d'une grande cour close de murailles élevées, d'une grande chambre en haut, outre celle du concierge ou bâtonnier, et deux cachots au rez-de chaussée, le tout en bon état ; lesquelles prisons... ne servent que pour la justice du glaive exercée par le Doyen comme juge ou Official du Chapitre, avec un promoteur et greffier pour les causes civiles et criminelles poursuivies contre les prêtres et desserviteurs de l'Eglise ; et dans lesquelles prisons n'a été trouvé aucun prisonnier, ceux de la dite justice temporelle du cloître et dépendances ayant toujours été mis dans les prisons appelées de l'Archevêché comme étant rière la juridiction du cloître.

Lesquelles prisons appelées de l'Archevêché étant vis-à-vis le susdit auditoire nous avons aussi visité ; avons trouvé qu'elles consistent en une grande cour close de hautes murailles ayant une fenêtre treillissée de gros barreaux de fer en grille ayant vue sur le grand autel de Sant Romain, par laquelle ouverture les prisonniers entendent la messe ; les bâtiments des dites prisons, tout neufs, sont composés de 13 chambres tant pour le concierge que pour les prisonniers, les fenêtres d'icelles treillissées à barreaux de fer bien et dûment ; en bas, 7 cachots à plain pied du rez-de-chaussée, le tout en bon et dû état.(...)

Fait ce 24 Octobre 1665, signé « de SEVE », et plus bas « TERRASSON », commis greffier susdit.

3. Réaménagement de la cour de l'archevêché transfert des écuries de l'archevêque dans l'église Saint-Romain désaffectée 1747

8 A.D.R. 1 G 268.

Texte complet. Original en français.

Orthographe ancienne conservée ; ponctuation et accentuation modernisées.

Présentation originale du texte en deux colonnes juxtaposant les réflexions du chapitre et les objections émises par le représentant de l'archevêque.

- 9 Le milieu du XVIII^e siècle correspond à un remodelage de tout le secteur de la cour de l'archevêché et de son environnement immédiat.
- 10 La reconstruction des bâtiments administratifs du chapitre (nouvelle Manécanterie) et la transformation du palais épiscopal, entreprise par le cardinal de Tencin sur les plans de J.-G. Soufflot, imposent l'idée d'un programme architectural pour l'espace central qu'est la cour. Les grandes lignes en sont exposées dans ce texte : une harmonisation de la cour par l'agencement symétrique des côtés est et ouest et l'embellissement de la clôture (voir projet de J.-G. Soufflot, **fig. 87**) se superposent à un rétrécissement de l'espace (travaux de l'archevêque) et à une modification dans l'affectation des bâtiments qui l'entourent.
- 11 Ce texte, qui n'est qu'un projet (partiellement exécuté), met en lumière les handicaps rencontrés pour la réalisation de tels aménagements dans le secteur : la rivalité et la méfiance opposant l'archevêque et le chapitre alourdissent les négociations, que complique le jeu des intérêts placés par les deux parties dans cette cour dont ils se partagent l'usage. La question de l'échange des écuries, théoriquement réglée dans ce document, en est un exemple : elle ne sera effectivement résolue qu'en 1760.
- 12 L'église Saint-Romain est désaffectée depuis 1743. On assiste ici aux efforts du chapitre pour trouver une fonction à ce bâtiment devenu laïc.

[f° 1, r°]

Mémoire

Sur les cessions faites à Son Eminence par Messieurs les Comtes pour le terrain que doivent occuper les nouvelles constructions, et par les perpétuels pour les archives qu'on doit démolir pour servir aux garde-robes.

Au chapitre du 6 novembre 1747, Messieurs les députés ayant fait leur rapport de la quantité de terrain que demandoit Son Eminence pour les constructions projetées suivant le plan présenté par Monsieur Soufflot, Messieurs les comtes délibérèrent 1° d'accorder à Son Eminence tout le terrain qu'elle avoit demandé et qu'exigeoit le plan présenté par l'architecte.

2° de consentir à la construction d'un escalier pour communiquer du nouvel appartement de Son Eminence à la porte collatérale de leur église afin d'y entrer à couvert.

3° d'agréer l'échange des écuries de l'Archevêché contre l'église de Saint Romain.

4° de permettre la construction d'une grande porte d'entrée dans la cour du palais de l'Archevêché du côté de la rue en prenant tout le terrain nécessaire et de bâtir depuis cette porte jusqu'au mur du palais en tirant vers l'ancienne chapelle le nombre des remises que Son Eminence jugeroit à propos et sur la cour. [f°1, v°]

5° de prier Son Eminence de vouloir agréer que l'échange des écuries eut lieu dès à présent, et que Messieurs les Comtes puissent y former des remises ou des chantiers qu'ils loueroient ainsy qu'ils aviseraient en ouvrant une grande porte de

communication du côté de la rue et vis à vis la rue de l'Archidiaconé, Son Eminence demeurant libre dès lors de faire ajuster l'église de Saint Romain pour y faire ses écuries et fenières, et des chambres pour les cochers et palfreniers.

On observe sur l'article 5e que Monsieur les Comtes désirent de s'assurer des écuries de l'Archevêché de crainte que si l'échange n'étoit pas exécuté et le local n'était pas dénaturé par un transport et par une jouissance actuelle, un nouvel Archevêque ne voulut point dans la suite aller prendre ses écuries vers Saint Romain parce qu'il trouveroit que celles qui sont dans sa cour seroient plus commodes, ce qui arrêteroit l'exécution du projet pour les bâtiments de leur manécanterie ; ils ajoutent que cet objet doit être indifférent à Son Eminence qu'elle y trouve même une facilité de faire ranger ses nouvelles écuries sans être incommodée et sans s'apercevoir de celles qu'on luy ôte.

de permettre que, dans la construction projetée de leur Manécanterie, ils forment des remises depuis la grande porte de l'Archevêché jusqu'aux nouveaux murs de face de leur Manécanterie dans la cour, et qui répèteront celles que Son Eminence aura fait faire de l'autre côté en tirant vers l'ancienne chapelle, avec la différence qu'on entrera dans leurs remises par la rue, et que la porte de celles pour le service de Son Eminence sera dans la cour du palais.

Comme les remises sont fort rares dans le quartier du cloître, Messieurs les comtes se réservent la faculté d'en faire pour leur usage et parallèles à celles que Son Eminence fera construire, ils disent qu'il en restera suffisamment de l'autre côté pour l'usage de Son Eminence et des archevêques ; que, consentant que Son Eminence fasse construire son Officialité dans le nouveau bâtiment de leur Manécanterie, le terrain qu'ils veulent occuper pour ces remises seroit inutile aux archevêques, et qu'ils se flattent que Monsieur le Cardinal ne desaprouvera pas sur cela leur demande.

6° Les perpétuels consentent de céder la totalité de leurs archives et de dispenser Son Eminence de leur en bâtir de/nouvelles, la priant néanmoins de vouloir, pour la valeur du sol qui seroit cédé et ce qu'il en coûterait à Son Eminence pour leur en accommoder de nouvelles dans le rez de chaussée, dont l'estimation seroit faite par Monsieur Soufflot auquel ils s'en rapportaient, leur donner une somme d'argent pour fonder un annuel ou pour faire une acquisition au profit des perpétuels, qui se chargeraient pour lors de se faire des archives où ils jugeroient à propos, et donneraient à Son Eminence une valable décharge ou un utile employ de l'argent qu'elle fourniroit à cet effet.

On a supputé que le sol cédé par les perpétuels et ce qu'il en coûterait pour rebâtir leurs archives, même dans le rez-de-chaussée avec des voûtes et des boisage, pouvoit valoir de 2 768 livres, sçavoir 256 piedsquarrés de terrain/à 3 livres le pied 768 livres pour les reconstructions desdites archives 2 000 livres = 2 768 livres

A quoy on peut ajouter la difficulté de donner des jours convenables à leurs archives, pour lesquels il faudroit laisser une cour de dix pieds au moins, ce qui gêneroit les garderobes.

Je ne croirois pas qu'il fût avantageux à Son Eminence de fonder un annuel, parce qu'outre la valeur qui leur seroit payée, il en coûteroit à Monsieur le Cardinal pour la passation de l'acte, pour l'insinuation, le contrôle, le centième denier et le droit d'amortissement une somme considérable ; au lieu que l'argent donné pour leur procurer une maison seroit utilement colloqué en insérant dans l'acte que ce fond provient de Son Eminence pour la cession faite du terrain des archives des perpétuels.

4. Visite du palais archiépiscopal : projet d'aménagement de Saint-Romain en auditoire 1761

13 A.D.R. BP 2561.

Extrait du texte. Original en français.

Orthographe, ponctuation et accentuation modernisées.

14 A la mort du cardinal de Tencin, un litige éclate entre ses héritiers et son successeur à l'épiscopat, ce qui suscite la visite détaillée par un expert. Toussaint Loyer, architecte, des bâtiments administrés de son vivant par le défunt archevêque : les châteaux de Ternand et d'Irigny, le palais épiscopal et toutes ses dépendances.

15 Le texte fait apparaître les transformations effectuées dans la cour de l'archevêché entre 1733 (1 G 269), 1747 (voir texte précédent) et 1761 :

- un bâtiment a été construit au fond de la cour, conformément au projet de 1747, occasionnant le transfert de l'auditoire situé précédemment à cet endroit.
- les écuries de l'archevêché situées sur le côté ouest de la cour ont été remises l'année précédente au chapitre, ainsi que le préconisait l'accord de 1747. Toussaint Loyer conteste toutefois le bien-fondé de leur transfert à Saint-Romain, qu'il juge plus propice à l'installation de l'auditoire de justice.

16 Dans le cadre de cet aménagement, le texte donne une description précise de l'église Saint-Romain, la structure interne du bâtiment devant servir de support aux futures salles d'audience, salle du conseil et vestiaire. Les cotes indiquées ont permis une restitution très complète du plan du monument (le « pied » vaut 0,32 m ou 0,34 m, selon qu'il est « de Roi » ou « de ville »). Cet aménagement a toutefois été très éphémère : vingt ans plus tard, le texte 6 fait acte de la destruction de cette officialité, installée dans la nouvelle Manécanterie.

17 Après la visite de Saint-Romain, Toussaint Loyer retourne dans l'enceinte du palais épiscopal pour y examiner l'emplacement qu'il envisage pour les écuries, ainsi que les appartements : cette partie du texte, qui ne concerne pas directement le sujet de cette étude, a été éliminée de la transcription.

Expertise de Toussaint LOYER ; architecte demeurant à Lyon, expert nommé par illustrissime et révérendissime seigneur, Monseigneur Antoine de MALVIN de MONTAZET archevêque comte de Lyon, primat de France d'une part.

[f°4 v°] (...) Nous nous sommes rendus en la ville de Lyon et étant toujours assistés comme ci-dessus, nous avons commencé la visite dudit palais archiépiscopal par le nouveau bâtiment que le Seigneur Cardinal de Tencin a fait construire à ses frais sur la cour principale de l'Archevêché au lieu de celui où s'exerçaient les juridictions dudit Siècle.

Ce corps de bâtiment est composé d'un rez-de-chaussée sous lequel sont des caves voûtées. Ledit rez-de-chaussée contient, à l'entrée, le logement du suisse, une chambre pour le conseil archiépiscopal et plusieurs pièces pour les bureaux du secrétariat. Le premier étage est composé de quatre pièces avec plusieurs décharges et aisances qui forment un appartement très commode. Au-dessus sont des jacobines, le tout couvert à la mansarde. [f° 5 r°] Nous avons remarqué qu'il faut retenir à tranchée ouverte les couverts, réparer les plafonds ainsi que les carrelages des pièces non parquetées, remplacer les carreaux de verre qui manquent et nettoyer généralement les vitres. Ce bâtiment nous a paru utile et commode pour l'archevêché, et il convient de le laisser subsister.

Nous avons ensuite visité la chambre où ledit Seigneur Cardinal de Tencin faisait exercer les juridictions dudit Archevêché, depuis qu'il avait bâti sur l'emplacement où elles s'exerçaient avant lui. Cette chambre est au fond de la grande salle d'entrée, elle y a sa principale porte ; il y a une autre petite porte qui communique à une pièce y attenant et dont le sol est plus bas ; elle en est séparée par un gros mur ; elle est voûtée ; elle a vingt pieds en longueur sur quatorze en largeur, ce qui est insuffisant de beaucoup pour y exercer les juridictions de ce Siège : il faut un espace qui soit au moins deux ou trois fois plus considérable, et tel qu'était à peu près le bâtiment détruit. Nous avons examiné cette chambre, et après avoir réfléchi sur l'usage qu'on pourrait en faire, nous avons estimé qu'on devrait la destiner à servir d'archives audit archevêché, n'y ayant point d'autre lieu convenable, de l'aveu même des agents desdites parties, pour déposer les titres et papiers dudit Siège.

Les réparations nécessaires pour cette destination consisteront à faire une double porte à la principale entrée, qui sera garnie de ses fiches, d'une forte serrure, et autres ferrures nécessaires, dont un des battants sera arreté ; on posera une porte en fer avec ses ferrures et serrures à la petite porte qui communique à la pièce qui est joignante ; on garnira le pourtour intérieur de ladite chambre en bas d'armoires et rayons au-dessus, planchers par derrière, avec des cadres de portes par devant qui seront remplis en mailles de fil de fer, le tout verni ; et avec des fiches et serrures, on garnira la croisée, dans l'intérieur de ladite chambre et derrière les volets, de deux grandes [f°5 v°] barres de fer du haut en bas, qui seront roulantes et qui, lorsque les volets seront fermés, entreront dans des anneaux de fer posés à l'appui où elles seront arrêtées par des crochets qui les fixeront. Avec cette précaution, les titres et papiers dudit Archevêché seront en sûreté et dans un lieu sain ; cette destination ainsi que lesdites réparations nous ont paru nécessaires et indispensables.

Nous nous proposons de visiter ensuite le bâtiment des écuries et greniers à foin dudit palais, dont le bâtiment était situé à l'occident de la cour dudit archevêché. Les agents desdites parties nous ont représenté que, le vingt-quatre mai de l'année dernière, par acte reçu Brenot notaire en cette ville, il y eut transaction sous le bon plaisir de la Cour entre ledit seigneur Archevêque et messieurs les Comtes de son Eglise Primatiale, par laquelle, pour éviter toutes contestations, il a été arrêté suivant le projet fait par le seigneur cardinal de Tencin que ceux-ci auraient la pleine propriété du bâtiment desdites écuries, et que lesdits seigneurs archevêques auraient celle du bâtiment où était autrefois la chapelle de Saint-Romain avec les aisances situées derrière les prisons dudit archevêché, ce qui nous a déterminé, toujours aux réquisitions desdits agents, d'aller visiter ledit bâtiment de Saint-Romain ; et, après l'avoir bien et dûment examiné, nous avons été d'avis, eu égard à son étendue en longueur et largeur, et à ce que d'un autre côté il est attenant aux prisons dudit archevêché, qu'il serait très convenable pour y faire les salles et appartements nécessaires à l'exercice des juridictions ecclésiastiques et séculières dudit archevêché et dépendances.

Ce bâtiment a environ quatre-vingt pieds de longueur sur dix-huit pieds de largeur, à l'exception de la partie du fond qui, dans la longueur n'a que quatorze pieds de largeur, mais il y a une petite pièce attenant à celle-ci qui est d'environ seize pieds de longueur sur six et demi de [f°6 r°] largeur ; séparées l'une de l'autre par un gros mur, ces deux pièces sont voûtées ; le plafond de tout le reste du bâtiment est à lambris, en cadres et moulures à la hauteur de vingt pieds. La principale porte de ce bâtiment est pratiquée dans le mur en largeur qui fait face au fond dudit bâtiment, et elle donne sur une petite place.

On peut pratiquer dans ce bâtiment :

1. une grande salle d'audience de cinquante-deux · pieds de longueur qui, à la distance de trente-deux pieds de la porte principale, environ, serait séparée par une balustrade, et formerait une enceinte d'environ vingt-trois pieds en longueur, dans laquelle seraient posés les sièges des juges et des promoteurs, ainsi que les bancs des greffiers, avocats et procureurs.
2. une salle du conseil de onze pieds & demi environ de longueur à la suite de la salle d'audience, et une tribune au-dessus.

3. une salle servant de vestiaire et destinée en outre pour les huissiers et gens de livrée, à côté de laquelle serait un vestibule et une issue pour communiquer d'une part aux salles d'audience et du Conseil, et, d'autre part à la rue Saint-Romain.

Le tout peut s'exécuter facilement en faisant les constructions ou réparations comme s'ensuit :

Les deux vantaux de la porte d'entrée seront faits à neuf, garnis de leurs ferrures et serrures.

On fournira et posera dans la largeur de ladite porte un seuil en pierre de taille de six pouces de hauteur au-dessus du pavé de la rue, qui sera relevé et élevé de manière à donner un libre écoulement des eaux.

Pour déterminer la longueur de la salle desdites juridictions, il sera construit dans la largeur du bâtiment un mur en maçonnerie fondée sur le bon terrain à cinquante-deux pieds environ de la porte principale, et il sera élevé à la hauteur d'environ onze pieds.

On construira pareillement un autre mur en maçonnerie dans la largeur et hauteur du grand arc ; on fournira et posera contre ledit mur une cheminée en pierres noires dont le tuyau sera élevé jusqu'au-dessus du toit en briques couchées sur le [f° 6, v°] mortier ; on posera encore dans le même mur, à onze pieds de hauteur du carrelage du rez-de-chaussée, une baie de porte en pierre de taille avec sa fermeture et ses ferrures.

Dans l'étendue de cette partie qui formera la salle du Conseil desdites juridictions, on fera la charpente d'un plancher dont les poutres porteront sur les deux murs ci-dessus, et seront élevées du niveau du rez-de-chaussée d'environ dix pieds et demi ; ce plancher sera garni de soliveaux d'environ quatre pouces en carré avec des planches de sapin assemblées à languette et claies sur lesdits soliveaux, le dessus dudit plancher sera carrelé en carreaux de terre posés avec une couche de plâtre.

On démolira l'arc et la petite voûte adossée au mur de face donnant au midi ; on construira au-dessus dudit plancher un nouvel arc en maçonnerie au-dessus duquel on fournira et posera une croisée d'environ trois pieds de largeur sur trois et demi de hauteur, garnie de son chassis à verre et ferrures qui servira pour éclairer la tribune qui sera pratiquée au-dessus de la chambre du Conseil.

Pour éclairer la salle desdites juridictions, on percera dans le mur donnant au midi, et à environ sept pieds du carrelage, quatre croisées d'environ quatre pieds et demi de largeur et sept de hauteur en pierre de taille, garnies de leur chassis à verre et ferrures.

Dans le même mur, pour éclairer la salle du Conseil, on percera et posera à hauteur d'appui jusqu'aux environs du plancher une croisée en taille garnie de son chassis à verre et ferrures, barrées extérieurement avec montants et traverses en fer.

On pratiquera une communication intérieure de la salle desdites juridictions à la chambre du Conseil et, à cet effet, on percera au-dessous de la première croisée du fond de ladite salle une baie de porte d'environ deux pieds et demi de largeur sur aussi environ sept de hauteur ; et pour former un petit corridor, on [f° 7, r°] construira un mur d'environ douze pouces d'épaisseur qui prendra depuis le jambage de ladite baie de porte et sera terminée à l'angle du mur de face, faisant avant-corps de la rue Saint-Romain. Ce mur ne sera élevé qu'à la hauteur de la nouvelle baie de porte ; on y percera une petite croisée d'environ deux pieds de largeur ; et trois de hauteur, et on couvrira le corridor de dégagement par une dalle en pierre.

On élèvera les linteaux des deux portes qui donnent dans la chambre du Conseil, qui seront garnis de chambranles et de portes en menuiserie.

On pratiquera un petit vestibule du côté de la rue Saint-Romain ; on y ouvrira une baie de porte en taille de trois pieds de largeur, et neuf de hauteur ; sa fermeture aura environ sept pieds, garnie de ses ferrures ; on posera au-dessus un imposte avec un chassis à verre qui sera dormant.

On construira, extérieurement à ladite porte, un perron de trois marches d'environ six pouces de hauteur chacune et onze pouces de giron.

Pour éclairer la pièce voûtée qui est derrière celle de la chambre du Conseil et qui tient auxdits vestibules, on fera une ouverture dans le milieu de la voûte de quatre pieds en carré au-dessus de laquelle on construira un lanternin en charpente porté et assemblé sur la charpente du toit, et ledit lanternin sera garni de quatre croisées d'environ deux pieds de largeur et de deux pieds et demi de hauteur.

On construira dans cette même pièce un escalier en charpente pour monter à la tribune qui règnera sur la chambre du Conseil ; il sera composé de vingt-deux marches et de ses limons et faux limons, et d'un palier de repos à la hauteur de ladite tribune ; ces marches ainsi que le palier seront carrelés en carreaux de terre posés en plâtre, plafonnés par dessous aussi en plâtre ; on revêtira ledit escalier d'une rampe en fer composée de montants et d'une main-courante.

[f° 7, v°] Dans ladite tribune, sur le mur qui sépare la salle desdites juridictions de la chambre du Conseil, on fera dans toute la largeur un appui en cloison de briques et plâtre ou en menuiserie de bois de sapin, avec un grillage en bois au-dessus, qui sera élevé jusqu'à la naissance du lambris du plafond.

La totalité de ce lambris (qui est à cadres et moulures) étant en mauvais état sera retenue et dûment réparée ; après quoi on le peindra dans toute son étendue de deux fortes couches de peintures à huile.

On mettra aussi en bon état la charpente du toit dudit bâtiment et le couvert en tuiles.

On fera à neuf tous les enduits des murs tant extérieurement qu'intérieurement.

On fera aussi à neuf les carrelages en terre cuite de la totalité dudit bâtiment.

On pratiquera dans la grande salle d'audience une enceinte d'environ vingt-trois pieds de longueur pour y placer les sièges des juges qui seront élevés à hauteur convenable, ainsi que les sièges de ceux qui exercent le ministère public, ceux des greffiers, huissiers, et, finalement, les bancs pour les avocats et procureurs ; on fournira lesdits sièges, tables, estrades et balustrades ; on fera même un lambris en menuiserie de hauteur convenable dans le pourtour de cette enceinte ; le tout sera mis en couleur ; et le surplus de ladite salle sera destiné pour les parties et autres personnes qui assisteront aux audiences.

Finalement, on construira à la porte principale dudit bâtiment, un tambour en menuiserie garni de ses portes.

5. Construction de la nouvelle manécanterie : projet d'alignement 1767

- 18 **A.D.R. 10 G 3814.**

Texte complet.

Orthographe, ponctuation et accentuation modernisées.

- 19 Les programmes architecturaux évoqués dans les deux précédents textes annoncent une politique urbanistique dont les exigences s'aiguisent durant la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Le texte suivant, dans lequel la maison Pingon est directement concernée, en est un exemple : il s'agit d'un permis d'alignement correspondant au nouveau tracé prévu pour la rue de l'Archevêché. En effet, le projet de la nouvelle Manécanterie prévoit au sud de la cathédrale un bâtiment régulier, centré sur deux cours intérieures, aux façades sud et ouest remodelées. L'une d'elles doit déborder largement sur la rue de l'Archevêché. Avant l'engagement de la deuxième phase de travaux, une remise à l'alignement de plusieurs bâtiments existants, dont la maison Pingon, s'imposait sous peine d'obstruer le passage.

- 20 Cette entreprise s'inscrit clairement dans le dessein d'ouvrir et d'embellir le quartier, en prolongeant la rue de l'Archevêché jusqu'à la rue Tramassac, au prix d'importantes reprises de façades, tout en veillant à établir une symétrie de part et d'autre de la cathédrale, entre la nouvelle Manécanterie et l'ancienne Custoderie de Sainte-Croix.
- 21 Le comte de Pingon s'étant opposé avec succès au projet d'amputation de la maison dont il était titulaire, le tracé de la rue de l'Archevêché ne sera pas modifié, et seule sera construite la cour ouest de la nouvelle Manécanterie et les bâtiments qui la circonscrivent.

A Monsieur

Monsieur le juge Général
du Comté de Lyon

Vous remontre le procureur fiscal général que, les seigneurs Comtes de Lyon ayant arrêté de faire faire dès à présent la démolition et reconstruction de la partie orientale de la Manécanterie ou séminaire de leur église, et de faire faire après ladite reconstruction la démolition et réédification de la partie occidentale, il est indispensable de rectifier l'alignement qui existe et de le rendre plus régulier, même plus convenable au bien public, en prolongeant la rue de l'Archevêché, en droite ligne et dans toute la nouvelle largeur qu'elle aura, jusqu'à la rue Tramassac par la ruelle du Doyenné dite « des Deux Cousins ». C'est pourquoi ledit procureur fiscal général requiert qu'il soit ordonné que l'architecte qui conduira lesdites démolitions et reconstructions sera tenu de se conformer aux ordonnances et règlements sur le fait de la police et voirie, et de prendre les précautions nécessaires pour soutenir sur ladite rue de l'Archevêché la partie du vieux bâtiment qui ne sera pas sitôt démolie. Il fait en même temps ordonner que l'angle oriental et méridional du nouveau bâtiment sera reculé sur la cour de Lyon de deux pieds, tant pour donner en cet endroit à la rue de l'Archevêché vingt-quatre pieds neuf pouces de largeur que pour se raccorder au palais archiépiscopal et pour rapprocher plus directement à l'embouchure de la rue du Doyenné ou des « Deux Cousins », à laquelle il sera donné par la suite le même alignement et la même largeur ; et qu'en ce qui concerne l'angle méridional et occidental dudit nouveau bâtiment sur la place Saint-Jean, il avancera autant sur l'alignement joignant l'église primatiale que la maison de la custoderie de Sainte-Croix attenante à l'église de Saint-Etienne, et aura le même déclinant que l'entrée de la rue Saint-Jean, en sorte que le nouveau bâtiment à l'angle de la rue de l'Archevêché et de la place Saint-Jean avancera autant sur l'église primatiale que le repère qui sera fait sur une même longueur portée dans la rue Saint-Jean. Le tout à la charge : primo, que la partie du vieux bâtiment dans la rue de l'Archevêché, vis-à-vis la maison possédée par M. le Comte de Pingon, dans laquelle partie sera l'avant-corps du bâtiment neuf, ne pourra être reconstruite qu'après que la façade de ladite maison aura été reculée au point que ladite rue de l'Archevêché ait en cet endroit vingt-quatre pieds de largeur ; secundo de ne placer au bâtiment neuf aucune fermeture, porte, volet ni auvent saillant ; tertio, qu'aux chéneaux dudit bâtiment seront posés des canaux de descente qui pourront être encaissés ou noyés dans le mur de face, à dix ou douze pieds en contre-haut du pavé ; et, finalement, à la charge de faire plaquer à l'angle dudit bâtiment neuf, deux feuilles fer blanc, l'une au midi pour y mettre le nom de la rue et l'autre à l'occident pour y mettre le nom de la place ; et qu'il soit passé outre, comme pour fait de voirie et de police. Fait à Lyon, ce sept décembre mil sept cent soixante sept.

Nous, François Prost, écuyer seigneur du Royer, avocat du Parlement et de la Cour de Lyon, ancien échevin, premier conseiller de ville, juge général, seul voyer du comté de Lyon et cloître de Saint-Jean de ladite ville et autres terres en dépendant, avons donné acte au procureur fiscal de ses remontrances réquisitoriales ci-dessus, et, pour y être fait droit, ordonné que nous nous transporterons avec ledit procureur fiscal général et notre greffier sur la place de Saint-Jean, dans la rue de

l'Archevêché et sur la cour de Lyon, à l'effet de vérifier, si c'est le cas, d'accorder les permission et alignement énoncés esdites remontrances ; en conséquence, nous nous sommes transportés sur le champ dans ledit endroit avec ledit procureur fiscal général et notre greffier, nous avons examiné et vérifié (lesdites remontrances en mains) les lieux énoncés en icelle, et avons reconnu que l'alignement proposé et demandé, loin d'être préjudiciable à quiconque, est très régulier et convenable au bien public, même à la décoration et embellissement du quartier ; c'est pourquoi nous ordonnons que lesdites permissions et alignements sont et demeurent accordés ainsi qu'ils sont expliqués auxdites remontrances réquisitoriales, et aux charges et conditions ci énoncées. Fait par nous, juge général, seul voyer du comté de Lyon susdit, le septième décembre mil sept cent soixante sept.

6. Installation des écuries de l'archevêque à la place des prisons de l'archevêché et de Saint-Romain 16 Octobre 1781

22 **A.D.R. 10 G 3815.**

Texte complet.

Orthographe, ponctuation et accentuation modernisées.

23 Ce texte, dont la teneur est apparemment beaucoup plus limitée que celle des précédents, présente deux pôles d'intérêt principaux :

24 - en premier lieu, il atteste la destruction en 1780 ou 1781 des prisons de l'archevêché et de l'ancienne église Saint-Romain, qui avait tenu lieu d'auditoire de justice depuis 1761 (texte 4) : à la place sont construites les nouvelles écuries de l'archevêché.

25 - par le repérage des murs appartenant aux structures récemment démolies, il constitue un apport archéologique important. Ainsi, les trois premiers murs cités restituent la position de la chapelle des prisons : c'est la seule source qui ait permis de localiser ce bâtiment en plan.

« Requête et procès-verbal qui constate qu'entre les ci-devant prisons de l'Archevêché et la maison de Maclas, il n'existe aucun intervalle »

A Monsieur le Juge général du Comté

Remontre Illustrissime et Révérendissime Seigneur Monseigneur Antoine de MALVIN de MONTAZET, conseiller du Roy en ses conseils, primat de France, Archevêque et Comte de Lyon, demeurant dans son palais archiépiscopal, paroisse Saint-Pierre-le-Vieux : et vous expose qu'il a fait démolir les anciennes prisons de l'Archevêché situées vis-à-vis la cour de son palais, et le bâtiment qui joignait lesdites prisons, qui donnait sur la rue de l'Archidiaconé où était l'Officialité ; et a fait reconstruire sur leur emplacement un corps de bâtiments destiné à former des écuries. Cette reconstruction a été faite conformément aux alignements que vous lui avez donnés.

En procédant à la démolition desdites prisons et du bâtiment les attenants, il s'est trouvé différents murs joignant immédiatement celui de la maison de la Dame Macla et la petite maison appelée de la Porterie. Il importe au seigneur remontrant de faire constater les vestiges de ces murs afin d'établir qu'ils joignent sans vide ni intervalle lesdites maisons.

C'est pour y parvenir qu'il requiert à ce qu'il vous plaise, Monsieur, vu l'exposé ci-dessus, vous transporter dans les bâtiments qu'il vient de faire construire pour y dresser procès-verbal de l'état des lieux, notamment des vestiges desdits murs joignant sans intervalle ni vide auxdites maisons, pour le susdit procès-verbal servir au seigneur Archevêque ce qu'il appartiendra.

Réponse

Vu la présente requête, et y faisant droit, nous nous sommes transportés avec le Greffier général et le Voyer, inspecteur du Comté de Lyon, dans les bâtiments que le seigneur Archevêque fait actuellement construire sur l'emplacement des anciennes prisons et de l'auditoire et prétoire des Officialités, à l'effet d'y dresser le procès-verbal requis ; vérification faite de l'état des lieux, nous avons reconnu que les murs des bâtiments démolis, au nombre de cinq, joignaient immédiatement et sans intervalle, vide, ni moyeu le bâtiment ou maison de la Dame Maclas et celui de la petite maison appelée de la Porterie ; qu'il a dix-sept pieds de distance entre l'ancien mur de clôture des prisons joignant la rue de l'Archevêché et celui de la chapelle des prisons ; que depuis ce dernier mur qui n'a qu'un pied d'épaisseur jusqu'à l'autre mur de la même chapelle qui a trois pieds d'épaisseur, il a dix pieds trois pouces sept lignes de distance ; que depuis ce dernier mur, qui est le troisième jusqu'au quatrième qui a deux pieds six pouces d'épaisseur, la distance est de onze pieds sept pouces ; et que depuis le quatrième mur jusqu'au cinquième, qui a deux pieds d'épaisseur et était le mur de clôture joignant la rue Saint-Romain, la distance est de neuf pieds sept pouces ; que lesdits cinq murs étaient liés dans ceux de la maison de ladite Dame Maclas et de la maison de la Porterie, dans lesquels murs existent encore les cavités et saillies qui a occasionné la démolition desdits cinq murs dont les fondations sont conservées.

Avons du tout dressé procès-verbal pour servir et valoir ce que de raison, et ainsi qu'il appartient. Fait par nous, Pierre-Thomas Gonyn de Lurieu, écuyer, avocat en Parlement et aux Cours de Lyon, le 16 Octobre 1781.

Et avons signé avec le Greffier général et le Voyer inspecteur.

La maison Pingon

- 26 Les deux textes suivants (7 et 8) sont consacrés à la maison Pingon, pour la connaissance de laquelle ils apportent des informations complémentaires.
- 27 Le premier se situe immédiatement après la réparation des façades sur les rues Saint-Romain et de l'Archevêché en 1746. Il fait apparaître l'essentiel de la structure et des articulations de la maison (deux étages desservis par trois escaliers), mais il reste très allusif quant à la distribution des appartements et ne donne aucune idée précise sur la dimension de la maison.
- 28 Le deuxième texte est une visite, à laquelle sont jointes la nature et l'estimation des réparations à effectuer. Plus confus, mais aussi plus détaillé que le précédent, il donne beaucoup d'indications très ponctuelles sur les différents éléments de la maison. Il insiste particulièrement sur le sous-sol et le rez-de-chaussée (folios 1 à 7), ce qui est archéologiquement primordial. La disposition de la maison apparaît sommairement ainsi :
 - trois caves, dont une du côté du doyenné ;
 - un rez-de-chaussée occupé par plusieurs boutiques avec leurs dépendances, deux cours pavées et un puits [f° 7], qui constitue un point de repère dans plusieurs descriptions antérieures ;
 - au premier étage, deux appartements sont juxtaposés : celui du Comte de Pingon, le plus luxueux, essentiellement réparti le long de la rue Saint-Romain et de la rue de l'Archevêché et comprenant cinq à six pièces, dont une cuisine donnant sur la deuxième cour, et un autre logement, plus petit (3 pièces), « du côté du Doyenné ». Le deuxième étage semble occupé par des appartements plus petits et plus modestes : deux chambres et une cuisine du côté de la rue de l'Archevêché, une chambre et des greniers desservis par un petit escalier de bois, deux chambres et une cuisine du côté de la rue du Doyenné.

- 29 Les deux textes s'accordent à mettre en évidence le contraste entre le luxe relatif de l'appartement du comte de Pingon et la médiocrité des autres niveaux, qui se répercute dans la qualité de l'entretien.
- 30 Le texte 10 G 674 est particulièrement intéressant car il fournit un tableau complet de la maison à la fin de la période moderne ; de plus, il offre l'avantage de se conjuguer efficacement avec le plan 10 G 1621 (fig. 67), légèrement antérieur, qui donne une image du rez-de-chaussée absolument conforme à celle qui ressort de cette description. Enfin, il permet un report constant, grâce à sa précision, aux vestiges de la maison Pingon dégagés par la fouille.

7. Visite de la maison Pingon, après travaux 1747

- 31 **A.D.R. 10 G 670.**

Texte complet.

Orthographe, accentuation et ponctuation modernisées.

Messeigneurs les Comtes de Lyon, ayant choisi Ferdinand Sigismond Delamonce, Ingénieur, et architecte de cette ville pour examiner les réparations et additions de la maison canoniale sise rue de l'Archevêché, entre le Doyenné et la prison dudit Archevêché, et desquelles réparations ils ont confié l'entreprise au sieur Masson leur architecte, et lesdits seigneurs Comtes voulant savoir si ces réparations sont en tout sens conformes aux plans, marché, et conventions passées entre eux, et ledit entrepreneur, ledit Delamonce se serait en conséquence transporté sur les lieux par leur ordre, et, après avoir lu mûrement ladite convention, observé les plans et les avoir confrontés avec toutes les parties de ces réparations, tant en dedans qu'en dehors, et ce en présence de Messeigneurs les Comtes de Chantelo, de Monjouvan, de Champier, de Saligny, et Montmorillon, le susdit architecte nommé aurait premièrement observé que les murs dudit bâtiment étaient solidement construits, n'y trouvant aucune corruption, et aurait même remarqué que les tailles n'ont pas été épargnées, surtout à l'encoignure du soir, vers le Doyenné.

Ledit architecte étant ensuite entré dans la cour de ladite maison, et passé aux boutiques, arrière-boutiques, et bas, aurait reconnu qu'elles sont garnies de bonnes fermetures en bois de chêne avec leurs ferrures, de même que les volets des chassiss à verre, et aurait trouvé que le carrelage en est neuf.

Il aurait observé de plus, que lesdites boutiques ont chacune leurs cheminées.

Ensuite il serait descendu dans une cave pratiquée sous un bas, et dont il aurait remarqué que la voûte est solide, de même que les murs repris sous oeuvre, et que la fermeture de l'entrée a été construite avec la précaution qui y était nécessaire.

Revenant de ladite cave, il aurait observé que l'entrée (et le bois de la porte cochère est suffisamment ferré), étant d'ailleurs plafonnée en plâtre.

Il aurait de plus examiné le grand escalier, lequel est construit solidement en pierre de choin accompagné de sa balustrade de fer, et qu'il est éclairé autant qu'il est nécessaire, ainsi que son plancher plafonné en plâtre, et duquel escalier le palier distribue à l'appartement du bel étage par trois portes en bois de chêne, de même que les chambranles tous garnis de leurs ferrures.

Il aurait trouvé de plus ledit appartement duement éclairé, et les pièces qui le composent ornées de cheminées, savoir la principale de marbre rance, la seconde de choin rouge, et les autres de pierre d'Anse, et enfin leurs manteaux en plâtre, ainsi que les plafonds enrichis d'ornements convenables.

Il aurait vu les croisées en bois de chêne vitrées et avec toutes leurs ferrures nécessaires, ainsi que les portes en placards, et que le carrelage est en partie neuf.

Il aurait ensuite remarqué, dans une pièce de dégagement un moyen escalier duement exécuté en bois de chêne, et d'où, étant monté aux greniers, et au petit appartement du second étage, il aurait observé qu'ils sont garnis de leurs cheminées, et que leurs croisées en bois de chêne sont garnies de leurs volets, vitres et ferrures, ainsi que les portes.

Quant aux planchers en trabs de matte, ils auraient été trouvés en bois neuf, de même que la charpente du couvert sur la longueur de la grande façade du côté de bise, et aurait de plus remarqué, que tous les couverts ont été relevés, et regarnis en tuiles conditionnées, étant par conséquence en bon état.

De là il serait descendu par un petit escalier de pierre placé dans l'encoignure du soir, lequel lui a paru bien rétabli, et duement éclairé ; enfin ledit architecte nommé aurait reconnu toutes les parties dudit bâtiment énoncées ci-dessus, de toutes manières conformes aux plans, et à la convention mentionnée ; il aurait même observé plusieurs augmentations qui lui auraient semblé nécessaires tant que galerie, cheminées, plafonds en plâtre, chambranles de portes, et autres menues dépendances, qui ne lui auraient point paru faire partie de la convention mentionnée. Fait à Lyon ce 24 mai 1747.

8. Description de la maison Pingon 1780

32 A.D.R. 10 G 674.

Texte complet.

Orthographe, accentuation et ponctuation modernisées. Les notes incluses dans le texte établissent la correspondance avec les vestiges dégagés lors de la fouille.

[f° 1, r°] Nous, Jean Baptiste Orijot d'Aspremont, chanoine de l'Eglise comte de Lyon, faisant pour Messire Guillaume Dupas de Bellegarde, prévôt de l'Eglise, comte de Lyon, l'un des maîtres de l'oeuvre, député du chapitre de ladite Eglise, pour faire la visite de la maison canoniale de Monsieur le comte de Pingon sise rue de l'Archevêché, constater son état actuel, dresser un devis estimatif des réparations à y faire, distinguer celles qui sont à la charge du chapitre des seigneurs comtes de Lyon comme grosses réparations, et celles qui sont à charge du seigneur usufruitier comme réparation usufructière, savoir faisons que ce jourd'huy sept janvier et jour suivant 1780, sur les dix heures du matin, nous nous serions rendu en ladite maison avec le Sieur Jean Baptiste Perrot, conducteur et voyer des bâtiments du chapitre, où étant arrivé à la porte principale nous avons procédé à ladite visite ainsi qu'il suit, savoir :

La dite maison prend son entrée sur la rue de l'Archevêché, sa fermeture en bois de chêne est à panneaux à deux vantaux garnis de leurs ferrures, butte en fer, loqueteaux et une serrure à ressort, le tout en bon état.

Ayant examiné les murs de faces extérieurement, le mur de face sur la rue de l'Archevêché, et à son aplomb ; à l'exception, dans le milieu de cette façade sont des petites lézardes où il y a un appui de fenêtre de cassé au premier étage et quelques joints sont dégradés.

[f° 1, v°] Le mur de face sur la rue Saint-Romain nous a paru être en bon état sans aucune lézarde ni dégradation remarquable.

Les quatres murs de face dans la première cour nous ont paru en bon état, quoique le mortier est dégradé en plusieurs endroits.

Les murs de face de la seconde cour nous ont paru en bon état sauf un arc en pierre de taille qui a son appui contre le mur de face, à l'occident de la cour, et qui est un porte-à-faux ; et les couvertes des portes et fenêtre du mur de face au nord de la seconde cour sont en bois de sapin, et les jambages et les appuis en pierre de taille dont trois sont cassés.

Ce mur de face sera remaillé estimé à quatre livres à la charge du seigneur usufruitier, ci.....4 livres 0 sous

Le vestibule de la porte d'entrée²⁴ est pavé en cailloux et plafonné en plâtre et corniche assez en bon état sauf quelques légères lézardes qui sont au plafond, lesquelles seront bouchées ; estimées à trente sols à la charge du seigneur usufruitier ;

ci.....1 £ 1 s

[f° 2, r°] Le pavé de la première cour est en cailloux²⁵, et dégradé autour du puits perdu²⁶ que le chapitre a fait construire lorsque l'on a élevé le pavé de la rue.

Ce pavé sera rétabli et mis en bon état, le puits perdu sera nettoyé, estimé à douze livres à la charge du chapitre ci.....12 £ 0 s

Le pavé en cailloux de la seconde cour est assez en bon état sauf une partie joignant le Doyenné qui n'a jamais été pavé ; cette partie sera pavée et faire un ranvert en une bonne pente ; estimé à cinq livres à la charge du seigneur usufruitier ;

ci.....5 £ 0 s

Nous nous serions transportés dessous le corps de logis sur la rue Saint-Romain pour examiner les caves, l'escalier en pierre, en bon état, sa porte audessus en bois de sapin doublée, garnie de ses ferrures serrures en bon état.

Au bas duquel escalier est une cave²⁷ séparée par des cloisons en planches de sapin dans laquelle sont deux portes en sapin garnies de leurs ferrures

serrures.....22 £ 1 s

[f° 2, v°] Un placard dans le corridor garni de sa porte et rayon, ferrure, serrure en bon état à l'exception de la cloison en planche qui sera réparée ; estimée à deux livres, à la charge du seigneur usufruitier ;

ci.....2 £ 0 s

Dans ledit corridor est une porte à deux vantaux en mauvais état qui n'est d'aucune utilité, étant autrefois la porte de l'autre cave²⁸, les cloisons en planche qui sont à la cave qui est sur la rue Saint-Romain appartenant à Monsieur le Comte de Pingon.

Ensuite est une autre cave séparée par des cloisons en planche de sapin, les deux portes en sapin garnies de leurs ferrures, serrures, la voûte, le tout en bon état.

Dessous le corps de logis joignant le Doyenné est une autre cave séparée par des cloisons en planche, une partie en bois de chêne et l'autre en sapin ; deux portes en chêne garnies de leurs ferrures, serrures, une autre porte en sapin aussi garnie de ses ferrures, serrures, le tout en bon état.

L'escalier en pierre de cette cave en bon état ; la porte à deux vantaux, audessus.....24 £ 1 s

[f° 3, r°] les ferrures seront réparées ; estimées à quatre livres à la charge du seigneur usufruitier ; ci.....4 £ 0 s

Au rez-de-chaussée, sur la place du Doyenné est une porte pour communiquer au second étage, laquelle est à panneaux et parquet par le bas garnie de ses ferrures, serrures une boucle servant de manteau, le tout en bon état.

Ensuite est une boutique prenant son entrée sur la rue de l'Archevêché, la fermeture à coulisse en bois de chêne, la porte et portillon de même bois fermant avec un loquet et deux targettes, le tout assez en bon état, une cheminée sans plaque, le carrelage une partie en carreaux de terre cuite et l'autre en cadettes et cailloux en mauvais état, les enduits des murs sont dégradés sur trois faces le plancher supérieur en mauvais état ; les poutres sont trop faibles pour leur portée, une porte donnant dans la cour en bois de chêne et à brisseure garnie

.....28 £ 1 s

[f° 3, v°] de ses ferrures, serrures assez en bon état ; les planches glissantes seront réparées ; estimé à neuf livres à la charge du seigneur usufruitier

.....9 £ 0 s

Il conviendrait de rétablir ledit plancher, y poser deux poutres et deux douzaines de tras et quatre douzaines de planches et refaire le carrelage du premier, estimé à

cent-quatre-vingt livres à la charge du chapitre..... 180 £ 0 s

Ensuite, sur la seconde cour est une buanderie servant de bûcher prenant son entrée dans le passage, sa porte en sapin garnie de ses ferrures, serrure et clef sans gâche, une cheminée sans plaque, le manteau en bois, une porte communiquant à la boutique garnie de ses ferrures, serrure et clef en bon état, deux fenêtres sur la seconde cour, lesquelles sont barrées ; les châssis en sapin garnis de papier ferment avec des loqueteaux, le carrelage et plancher assez en bon état quoique les tras ont trop de portée pour leur grosseur.

Il conviendrait de poser une poutre dans le milieu pour fortifier le plancher ; estimé à soixante deux livres à la charge du chapitre ; ci..... 62 £ 0 s

[f° 4, r°] Et à la porte de cette buanderie, il sera posé une gâche à deux plombures, estimée à vingtquatre sols à la charge du seigneur usufruitier.....1 £ 14 s

Dans la seconde cour est un escalier en pierre de Saint-Cyr, le mur d'échiffre et couvert avec des cadettes, le palier garni d'une main-courante en fer en bon état.

Dessous lequel escalier est un petit cabinet garni d'une porte en chêne avec ses ferrures, serrures et clef assez en bon état.

Au fond de ladite cour, joignant le Doyenné est un caveau voûté, sa porte en bois de sapin en mauvais état, garnie de ses ferrures, serrures et clef.

Ladite porte sera hantée par le bas et le cornet de descente en fer blanc d'un évier contre le petit escalier en pierre sera fait à neuf ; estimé à sept livres à la charge du seigneur usufruitier ;

ci.....7 £ 0 s

Ensuite est un autre bas servant de chambre, prenant son entrée au nord de la cour, sa porte à « brisseure » en chêne garnie [f° 4, v°] de ses ferrures, serrure et clef, une cheminée sans plaque, une conche et un évier garnis de leurs grilles, la planche des seaux garnie de deux crochets, une séparation en planches appartenant au Sieur Girard ; deux fenêtres, les châssis en chêne vitré, fermant avec des loqueteaux à ressort ; des volets à l'extérieur en sapin garnis de leurs ferrures, ferment avec des crochets ; au plancher supérieur manquent quelques bouts de planches le carrelage en bon état.

Audit plancher, il sera placé quelques bouts de planches ; et refaire le carrelage aux endroits où l'on aura placé les planches ; estimées à douze livres à la charge du seigneur usufruitier ;

ci.....12 £ 0 s

Nous nous serions transportés au premier étage de la pièce ci-devant décrite, par un escalier en pierre, la porte au bas dudit escalier garnie de ses ferrures, serrure en bon état. Au-dessus est une chambre, la porte garnie de ses ferrures, serrures et clef, une cheminée sans plaque, un évier et une conche sur [f° 5, r°] l'escalier garnis de leurs grilles, la planche des seaux garnie de deux crochets, une séparation en planche appartenant au Sieur Girard ; deux fenêtres donnant sur la cour, les châssis en sapin en mauvais état, fermant avec des verroux, le carrelage et plafond supérieur en planche de sapin en bon état.

Le châssis en sapin de ces deux fenêtres seront réparés ; estimé à trois livres à la charge du seigneur usufruitier ;

ci..... 3 £ 0 s

Dessous l'escalier dont il est parlé est un petit caveau, sa porte en sapin garnie de ses ferrures serrure et clef en bon état.

Joignant la porte cochère sur la rue de l'Archevêché est une boutique, sa fermeture en planche à coulisse ; la porte et portillon en bois de chêne garnie de leurs ferrures, serrures et verroux ; le carrelage et plancher le tout en bon état.

Attenant est une cuisine communicante à la boutique, la porte en sapin garnie de ses ferrures, loquet, sans serrure. [f° 5, v°] Une fenêtre donnant sur la rue, garnie de son châssis vitré, un volet à l'extérieur fermant avec deux crochets ; une cheminée

sans plaque, un évier sans conche, la planche des seaux avec un crochet, un petit cabinet dessous le grand escalier, sa porte et chassis en sapin fermant avec des targettes, une autre porte sur le corridor garnie de ses ferrures, serrure et clef, une troisième porte donnant sur la cour, garnie de ses ferrures, serrure sans clef, le plancher et carrelage, le tout en bon état.

Ensuite est une autre boutique sur l'angle du bâtiment prenant son entrée sur la rue de l'Archevêché, la fermeture en chêne, de même que la porte et le portillon, garnis de leurs ferrures, serrures en mauvais état ; une porte en sapin qui communique à la cuisine fermant avec un loquet ; le plancher et carrelage en bon état.

Les ferrures de la porte et du portillon dont il est parlé ci-devant seront réparées et mises en bon état, estimé à trois livres à la charge du seigneur usufruitier ;
ci..... 3 £ 0 s

[f° 6, r°] La porte vitrée et les chassis à vitre de la boutique appartenant à Monsieur le Comte de Pingon.

Attenant est une petite cuisine prenant son jour sur la rue Saint-Romain, la fenêtre garnie de son chassis vitré fermant avec des tourniquets en bois, des volets à l'extérieur en mauvais état fermant avec espagnolette, une cheminée garnie d'une petite plaque en fonte, laquelle appartenant à Monsieur le Comte de Pingon, ayant tenu lieu de paiement d'un locataire, une conche et un évier garnis d'une grille, la planche des seaux avec deux crochets, une porte communicante au corridor en sapin garnie de ses ferrures, serrure, loquet et verrou ; le carrelage et plancher en bon état.

Les volets de la fenêtre seront réparés et mis en bon état ; estimé à six livres à la charge du seigneur usufruitier ;
ci..... 6 £ 0 s

Dans la première cour est un cabinet d'aisance, la porte en sapin, la serrure en mauvais état, la planche du siège et le plancher en bon état.

La serrure sera réparée et mise en bon état ; estimé à deux livres huit sols à la charge du seigneur usufruitier ;
ci..... 2 £ 8 s

[f° 6, v°] Sur la rue Saint-Romain est une boutique ; sa fermeture en bois de chêne, dont une planche est en mauvais état, la porte et portillon de même bois, les ferrures en mauvais état ; une fenêtre à chassis en sapin avec des volets à l'extérieur, fermant avec espagnolette, une conche et un évier et la planche des seaux garnie de deux crochets, la conche et l'évier garnis de leurs grilles, le carrelage et plancher assez en bon état, quoique les carreaux soient en partie cassés²⁹³⁰.

La fermeture de cette boutique sera réparée et les ferrures de la porte et portillon seront mises en bon état ; estimé à dix livres à la charge du seigneur usufruitier ;
ci..... 10 £ 0 s

Attenant est un bas³¹ prenant son entrée de la boutique, sa première porte en sapin fermant avec un loquet où il manque le « montonoir » ; une autre porte donnant sur la cour fermant avec un crochet ; une troisième porte donnant au corridor, fermant avec une targette en mauvais état ; le plancher et carrelage en bon état.

[f° 7, r°] A la première porte il sera posé un « mantonnioir » ; et la troisième sera réparée et mise en bon état ; estimé à quatre livres dix sols, à la charge du seigneur usufruitier..... 4 £ 10 s

Ensuite est une autre boutique³², sa fermeture en planches glissantes en bois de chêne, la porte et portillon de même bois, garnis de leurs ferrures, serrure, passablement en bon état, une cheminée sans plaque de fonte, un évier garni d'une grille, la planche des seaux avec deux crochets, le carrelage et plancher en bon état. Les planches glissantes seront réparées, estimé à six livres à la charge du seigneur usufruitier

ci..... 6 £ 0 s

Attenant sur la cour³³ est une autre chambre, sa porte dans le passage en sapin garnie de ses ferrures, serrure et clef en bon état.

La fenêtre donnant sur la cour, le châssis vitré, un volet à l'intérieur, une cheminée sans plaque de fonte, le carrelage et plancher en bon état.

[f° 7, v°] Attenant cette pièce, dans la seconde cour est un puits³⁴, le dessus de la margelle en pierre de taille, une potence et poulie en bois en mauvais état, la charpente et toit du puits en bon état ; à côté est une pierre d'évier montée sur deux jambages en pierre de taille en bon état.

La potence en bois dudit puits sera réparée et mise en bon état ; estimé à trois livres à la charge du seigneur usufruitier ; ci.....
..... 3 £ 0 s

Nous nous serions transportés au premier étage par un escalier en pierre de taille à une seule rampe avec son plafond au-dessus de la rampe ; et le plafond garni d'une main-courante ou rampe en fer en bon état ; deux fenêtres dans ledit escalier garnies de leurs châssis et une avec des volets ; les deux ferment avec espagnolette ; le plafond supérieur en plâtre, où il y a quelques légères lézardes qui ne sont pas préjudiciables.

Nous serions entrés dans les appartement occupés par Monsieur le Comte de Pingon.

[f° 8, r°] La première porte à deux vantaux et à panneaux garnie de ses ferrures, serrure, en bon état.

Un vestibule éclairé sur la cour ; la fenêtre garnie de son châssis, volet fermant avec espagnolette ; le carrelage en bon état, quoiqu'il y a quelques carreaux de cassés ; le plafond supérieur en plâtre où il y a quelques légères lézardes qui sont sans danger. Attenant sur la rue de l'Archevêché est un salon prenant ses jours sur ladite rue par deux fenêtres garnies de leurs châssis, volets, fermant avec espagnolette ; une porte doublée donnant sur l'escalier, deux autres portes à panneaux et à chambranle, à deux vantaux ; joignant le vestibule, une autre porte doublée donnant à la salle à manger, aussi à panneaux et à double chambranle ; toutes lesquelles portes sont garnies de leurs ferrures, serrures et clef en bon état ; une cheminée en marbre de « Susse » garnie d'une plaque en fonte appartenant à Monsieur le Comte de Pingon, le carrelage [f° 8, v°] et plafond supérieur en plâtre, les gorges et moulures, le tout en bon état ; les linteaux des tapisseries et les cimaises à hauteur d'appui appartenant à Monsieur le Comte de Pingon.

Attenant est une salle à manger éclairée par deux fenêtres sur la rue Saint-Romain, garnies de leurs châssis, volets en bois de chêne fermant avec des espagnolettes, une petite porte donnant au vestibule, garnie de ses ferrures, serrure et clef ; une autre porte donnant à un cabinet à deux vantaux à chambranle et à panneaux, une cheminée en choin rouge, garnie d'une plaque en fonte, la plaque appartenant à Monsieur le Comte de Pingon ; le carrelage et le plafond supérieur en plâtre, les gorges et moulures le tout en bon état.

Ensuite est un cabinet servant de chambre à coucher, éclairée par une fenêtre sur la rue Saint-Romain, garnie de son châssis volet en chêne fermant avec espagnolette.

[f° 9, r°] Une cheminée en pierre peinte, la plaque en pierre de grès, le carrelage et plafond supérieur en plâtre, les gorges et moulures en bon état ; une porte communiquant à la cuisine qui est condamnée ; des séparations et suspente en planche ; et une porte vitrée appartenant à Monsieur le Comte de Pingon.

Entre les deux cours au premier étage est une chambre prenant son entrée du vestibule, la porte à deux vantaux et à chambranle, garnie de ses ferrures, serrures et clef ; deux fenêtres donnant au nord de la première cour, garnies de leurs châssis, volets, fermant avec espagnolette ; une cheminée en pierre sans plaque de fonte ; un placard fermant à clef ; le carrelage et plafond supérieur en plâtre en bon état sauf quelques lézardes qui sont au plafond.

Ensuite est un second vestibule borgne garni de deux portes fermant avec des loquets, un escalier en bois en bon état.

[f° 9, v°] Joignant ce vestibule est une cuisine éclairée sur la seconde cour par une fenêtre garnie de son châssis vitré sans volet, fermant avec des verroux ; un potager

garni de son cercle de fer et à six fourneaux ; une cheminée garnie de sa plaque de fonte ; le carrelage et plancher en bon état.

La bretagne ou plaque en fonte, les grilles du potager, et les placards qui sont dans la dite cuisine appartenant à Monsieur le Comte de Pingon.

Attenant sur la cour est une souillarde garnie d'une couche, un évier garni de ses grilles, la planche des seaux avec deux crochets, la porte fermant avec un loquet, deux fenêtres, une sans chassis garnie d'un volet, l'autre garnie d'un chassis à papier ; le carrelage et plancher en bon état.

Au second étage, sur la rue de l'Archevêché est une chambre éclairée par deux fenêtres garnies de leurs chassis, volet en bois de chêne, fermant avec espagnolette, une cheminée sans plaque, une porte donnant [f° 10, r°] dans le grenier, une autre porte communiquant aux autres appartements, les deux garnies de leurs ferrures, serrures et clefs, le carrelage et plancher ; le tout en bon état.

Ensuite est une petite chambre sans cheminée, les deux fenêtres garnies de leurs chassis volets en bois de chêne, fermant avec espagnolette, le carrelage et plancher en bon état.

Attenant est une petite cuisine prenant son jour sur la cour, le chassis vitré sans volet, une conche et un évier garni d'une grille, une cheminée sans plaque, la porte fermant avec des targettes, le carrelage et plafond supérieur en planche, en bon état.

Attenant est une porte en sapin garnie de ses ferrures, serrure, loquet et targette ; une galerie en pierre de taille garnie d'une hauteur d'appui en fer ; un cabinet d'aisance la porte, la planche, le tout en bon état.

Joignant la première chambre du second étage est un grenier éclairé par trois fenêtres [f° 10, v°] sur la rue Saint-Romain, les chassis en sapin garnis de papier, des volets fermant avec des verroux ; dans ledit grenier est une séparation en planche, et une partie dudit grenier est plafonné en planche, la séparation en planche ; le plafond supérieur et la partie de communication appartenant à Monsieur le Comte de Pingon, le carrelage et la charpente, le tout en bon état.

Au premier étage du côté du Doyenné est un vestibule, sa porte donnant sur le grand escalier en bon état ; une fenêtre garnie de son chassis, volet, fermant avec espagnolette, le carrelage et plancher assez en bon état ; mais la séparation en charpente, latte et mortier est dégradée ; elle sera réparée et mise en bon état ; estimé à deux livres dix sols à la charge du seigneur usufruitier ;

ci..... 2 £ 10 s

Attenant est une chambre, sa porte en sapin garnie de ses ferrures, serrure, une fenêtre garnie de son chassis, volet, fermant avec [f° 11, r°] espagnolette, une cheminée garnie d'une plaque en fonte, une porte à chambranle, et une séparation en planche ; un placard fermant à clef ainsi que la porte, le carrelage et plancher, le tout en bon état.

Ensuite est une cuisine, la porte du côté de la chambre en sapin garnie de ses ferrures, serrure ; une autre porte en chêne donnant sur le petit escalier qui est dans la cour, garni de ses ferrures, serrure, une fenêtre joignant la porte garnie de son chassis, volet, fermant avec espagnolette, une cheminée sans plaque, un potager à quatre fourneaux garnis de leurs grilles et cercle en fer ; une conche, un évier garnis de leurs grilles, la planche des seaux avec un crochet, le carrelage et le foyer sont dégradés, le plancher en bon état.

Le carrelage sera réparé ainsi que le foyer ; estimé à deux livres à la charge du seigneur usufruitier ; ci..... 2 £ 0 s

[f° 11, v°] Nous nous serions transportés au second étage sur la grande cour par un escalier en bois de sapin à façon d'échelle de meunier ; la porte au bas dudit escalier garnie de ses ferrures, serrure ; deux marches sont en mauvais état ; au-dessus est un grenier, les fenêtres sur la seconde cour, les chassis en sapin et à papier ; quelques chassis en mauvais état et une partie condamnée par des volets.

Les deux marches de l'escalier seront réparées ainsi que les châssis en sapin du grenier au-dessus ; estimé à six livres à la charge du seigneur usufruitier ;
ci..... 6 £ 0 s

Attenant est un autre grenier éclairé sur la première cour par deux fenêtres ; les châssis en sapin et papier, des volets, fermant avec des targettes ; une cheminée sans plaque, une séparation en planche de toute la hauteur, la porte en sapin garnie de ses ferrures, serrure ; le carrelage et charpente en bon état.

[f° 12, r°] Dans le grenier ci-devant décrit est une marche qui est hors de sa place, laquelle sera reposée ; estimé à quinze sols à la charge du seigneur usufruitier ;
ci..... 0 £ 15 s

A deux degrés au-dessus est une chambre, sa porte en sapin garnie de ses ferrures, serrure ; une cheminée sans plaque, une conche et un évier sans grille ; la fenêtre sur la seconde cour, le châssis en mauvais état, le carrelage de même ; le plafond supérieur en lambris en sapin ; les joints sont dégradés.

Ce châssis de la fenêtre sera réparé, et au carrelage il sera fourni et posé environ quarante carreaux ; et aux lambris en sapin, il sera posé environ quarante pieds de « liteaux » sur les joints ; estimé à neuf livres à la charge du seigneur usufruitier ;
ci..... 9 £ 0 s

Joignant le Doyenné est un escalier en pierre qui conduit au second étage, les marches sans limon, seulement des barres de fer servant de main-courante ; en état.

[f° 12, v°] Au-dessus duquel escalier est un corridor ; la porte sur l'escalier garnie de ses ferrures, serrure ; une autre porte donnant sur la galerie en pierre, fermant avec un loquet et verrou, une séparation en planche ; la porte qui est dans ladite séparation garnie de ses ferrures, serrure ; le plancher supérieur, le carrelage, la séparation, les portes en bon état.

Sur la rue de l'Archevêché est une chambre, sa porte garnie de ses ferrures, serrure, la fenêtre garnie de ses châssis, volets en bois de chêne fermant avec une espagnolette ; une cheminée dont la plaque en fonte n'est pas « happée » contre le mur de hauteur d'appui ; les peintures sur les murs, le plancher supérieur, le carrelage, le tout en bon état.

Attenant est une autre chambre, sa porte garnie de ses ferrures, serrure ; la fenêtre garnie de ses châssis, volet en bois de chêne [f° 13, r°] fermant avec espagnolette, le carrelage et plancher supérieur en bon état.

Joignant la première chambre est un petit cabinet, sa porte fermant avec un demi-tour ; la fenêtre garnie de ses châssis, volets en bois de chêne fermant avec espagnolette ; le plancher supérieur, le carrelage, le tout en bon état.

Sur la première cour est une cuisine, la fenêtre garnie d'un châssis en chêne, sans volet, fermant à la capucine ; une cheminée sans plaque, une conche et un évier garni de leurs grilles, le cornet en fer blanc de l'évier en mauvais état ; la planche des seaux garnie de deux crochets ; le plancher supérieur, le carrelage, en bon état.

Le cornet en fer blanc de l'évier sera réparé et mis en bon état ; estimé à trente sols à la charge du seigneur usufruitier.....
1 £ 10 s

Ensuite est un grenier, sa porte garnie/de ses ferrures, serrure, une fenêtre

[f°, 13 v°] à châssis en sapin garni de papier, sans volet ; la lucarne garnie d'un châssis en sapin et papier ; la charpente du toit, le carrelage en bon état.

Dessus l'escalier dont il est parlé ci-devant est une suspente formant un cabinet que le Sieur Molin a fait construire à ses frais en demandant la permission à Monsieur le Comte de Pignon ; il lui a dit en notre présence qu'il lui donnait la permission à condition que ladite suspente resterait à la maison.

Les toits, en général, les chéneaux en fer blanc nous ont paru être en bon état, aucun des locataires nous ayant fait des plaintes sur des gouttières.

[f°, 14 r°] Les lézardes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur seront bouchées, c'est-à-dire les plus remarquables ; estimé à douze livres à la charge du seigneur usufruitier ;

ci.....12 £ 0 s

Nous, Guillaume Dupas de Bellegarde, prévôt de l'Eglise, comte de Lyon, maître de l'oeuvre, attendu le décès de Monsieur le Comte d'Apremont qui n'a pu avant sa mort signer le présent procès verbal, en avons fait le recolement ayant tout visité et vérifié par nous-même à Lyon le 23 mai 1780.

NOTES

24. Voir fouilles, pl. XVI à XIX.

25. Voir fouilles, pl. XVI à XIX.

26. Puits M271.

27. Cave C.

28. Cave D.

29. Voir pl. XVIII et XIX.

30. Pièce occupant la partie nord de l'espace, correspondant, au rez-de-chaussée, à la cave D.

31. Pièce qui prolonge la précédente à l'ouest ; elle est indiquée ici comme "bas" et comme "cave" sur le plan A.D.R. 10 G 1621.

32. Deuxième boutique au-dessus de la cave D.

33. Pièce correspondant à la cave C qui, sur le plan A.D.R. 10 G 1621, est désignée comme cuisine.

34. Ce puits, partiellement mis au jour, a été détruit lors du détournement d'un égout avant la fouille.

Planches

Pl. I. a. Coupe stratigraphique reconstituée à partir des relevés exécutés à l'extrémité occidentale de la fouille
b. Les vestiges antiques et médiévaux conservés sous la façade de la maison Pingon

Pl. II. a. Coupe stratigraphique reconstituée : limite nord de la fouille, à l'emplacement de la maison Pingon et de la rue Saint-Romain
b. Relevé du mur séparant l'église Saint-Romain des caves F et E

Les planches I et II sont des dépliants en couleurs.

III. Bâtiments et bassins construits durant le troisième quart du IIe siècle

IV. Première moitié du III^e siècle : colmatage du bras de la Saône et constructions

V. Les constructions de la fin du IV^e ou du début du V^e siècle

VI. Plan restitué des thermes de la fin du IV^e ou du début du V^e siècle

VII. Structures bâties ou en usage aux V^e et VI^e siècles

VIII. Restitution du plan des bâtiments construits ou remaniés au Ve siècle (hypothèse)

IX. Restitution du plan des bâtiments en usage durant le VIe siècle (hypothèse)

XII. Plan restitué des bâtiments en usage du XIV^e au XVI^e siècle (avant 1560) et de leur environnement reconstitué à partir des archives

XIII. Plan restitué des bâtiments construits ou encore en usage entre 1560 et 1615, ainsi que de leur environnement reconstitué à partir des archives

XVI. Plan restitué des bâtiments construits ou encore en usage durant la seconde moitié du XVII^e siècle, et de leur environnement reconstitué à partir des archives

XVII. Plan restitué des bâtiments encore en usage, parfois remaniés, entre 1760 et 1791, et de leur environnement reconstitué à partir des archives

XVIII. Immeuble construit entre 1791 et 1800 et bâtiments encore en usage à cette date

XIX. Plan restitué des bâtiments construits ou encore en usage entre 1791 et 1800, replacés dans leur environnement reconstitué à partir des archives

XX. Extrait du plan cadastral dressé en 1815

A.M.L. 4 S

XXI. Détail du plan cadastral de la ville de Lyon dressé vers 1880

A.M.L. 4 S 192

XXII. Détail du plan cadastral de la ville de Lyon dressé en 1979

A.M.L. 4 S 182

Bibliographie

Allmer 1888/93 : ALLMER (A.) et DISSARD (P.).- *Inscriptions antiques du musée de la ville de Lyon*, 5 vol., Lyon, 1888-1893.

Ammien Marcellin ed. 1968 : AMMIEN MARCELLIN.- *Histoire*, XV, 11, éd. E. Galletier et J. Fontaine, Paris, 1968.

Anselmino 1977 : ANSELMINO (L.) et alii.- *Ostia IV, Terme del Nuotatore, Studi Miscellanei* 23, Rome, 1977.

Anselmino 1986 : ANSELMINO (L.), COLETTI (C.M.), FERRANTINI (M.L.), PANELLA (C.).- *Ostia, Terme del Nuotatore*, dans *Società romana e impero tardoantico*, sous la direction de A. Giardina, vol. III, *Le merci, gli insediamenti*, Roma, 1986, pp. 45-81.

Archevêché 1980 : *Le palais archiépiscopal de Lyon et le château d'Oullins. Maison de ville et maison de campagne des archevêques de Lyon*, Catalogue de l'exposition Lyon-Oullins 1980, Oullins 1980.

Artaud 1846 : ARTAUD (J.-F.).- *Lyon souterrain ou observations archéologiques et géologiques faites dans cette ville depuis 1794 jusqu'à 1836*, Lyon, 1846.

Atlante 1981 : *Atlante delle forme ceramiche I. Ceramica fine romana nel bacino mediterraneo (Medio e Tardo Impero)*, supplément de l'*Enciclopedia dell'arte Antica Classica e Orientale*, Rome, 1981.

Aubert 1935 : AUBERT (M.).- Lyon, Cathédrale, dans *Congrès Archéologique de France*, Lyon-Mâcon, 1935, Paris, 1936, pp. 54-90.

Audin 1947 : AUDIN (A.). - Le confluent et la croisée de Lyon, dans *Études Rhodaniennes*, 1947, pp. 99-130.

Audin 1956 : AUDIN (A.).- *Essai sur la topographie de Lugdunum*, Lyon, 1956.

Audin 1957 : AUDIN (A.) et MÉJAT (R.).- Fouilles rue Tramassac à Lyon, dans *Cahiers Rhodaniens*, IV, 1957, pp. 57-61.

Audin 1964 : AUDIN (A.), GRUYER (J.) et MOREL (G.).- Le "rebut" de la Quarantaine (au Musée de la Civilisation GalloRomane), dans *Bulletin des Musées Lyonnais*, VIII, 1964, n° 4, pp. 219-225.

Audin 1965 : AUDIN (A.).- *Lyon, miroir de Rome dans les Gaules*, Paris, 1965.

Audin 1981 : AUDIN (A.) et REYNAUD (J.-F.).- Le mur des bords de Saône et ses inscriptions antiques, dans *Bulletin des Musées et Monuments Lyonnais*, VI, 1977-1981, n° 2, Lyon, 1981, pp. 457-479.

Ausone : AUSONE.- *Oeuvres en vers et en prose*, éd. M. Jasinski I Paris s. d.

- Beaujard 1986** : BEAUJARD (B.), FÉVRIER (P. A.), PICARD (J.-C.), PIETRI (Ch.), REYNAUD (J.-F.).- *Province ecclésiastique de Lyon (Lugdunensis prima). Topographie chrétienne des cités de la Gaule des origines au milieu du VIII^e siècle*, éd. N. Gauthier et J.-C. Picard, IV, Paris, 1986.
- Bertin 1977** : BERTIN (J.).- *La graphique et le traitement graphique de l'informatique*, Flammarion, Paris, 1977.
- Beyssac 1921** : BEYSSAC (J.).- *Terrier pour le curé de Saint-Romain*, Lyon, 1921.
- Bibliotheca S. 1968** : *Bibliotheca Sanctorum*, Rome, 1968, vol. XI.
- Bonifay 1986** : BONIFAY (M.).- Observations sur les amphores tardives à Marseille, d'après les fouilles de la Bourse (1980-1984), dans *R.A.N.*, 19, 1986, pp. 269-306.
- Boube 1960** : BOUBE (J.).- Fibules et garnitures de ceintures d'époque romaine tardive, dans *B.A.M.*, IV, 1960, pp. 319-379.
- Boucher 1977** : BOUCHER (J.-P.).- Informations archéologiques, Circonscription de Rhône-Alpes, dans *Gallia*, XXXV, 1977, p. 473-494.
- Boucher 1980** : BOUCHER (J.-P.).- Informations archéologiques, Circonscription de Rhône-Alpes, dans *Gallia*, XXXVIII, 1980, pp. 507-534.
- Bruhl 1964** : BRUHL (A.).- *Dieux et cultes à Lyon à l'époque gallo-romaine*, dans *Actes du 89^e Congrès National des Sociétés Savantes*, Lyon 1964, Paris 1965, pp. 163-171.
- Burnand 1980** : BURNAND (Y.).- Une nouvelle épitaphe paléochrétienne à Lyon, dans *Mémoires de l'Académie des Sciences. Belles Lettres et Arts de Lyon*, 3^e série, t. 34, Lyon, 1980, pp. 61-62.
- Burnand 1984** : BURNAND (Y.).- Une nouvelle inscription chrétienne de Lyon, dans *Gallia*. XLII, 1984, pp. 223-231.
- Buttrey 1981** : BUTTREY (T.- V.).- Monetary circulation at Lyons in the third century, *Bulletin de la Société Française de Numismatique*, 1981, 36, pp. 125-126.
- Carandini 1973** : CARANDINI (A.) et PANELLA (C.) (sous la direction de).- *Ostia III, Le terme del Nuotatore*, *Studi Miscellanei* 21, Rome, 1973.
- Carthage 1980** : *Actes du colloque sur la céramique antique, Carthage 23-24 juin 1980*, Dossier 1 CEDAC, Carthage, 1982.
- Charre 1982** : CHARRE (A.).- Soufflot et l'urbanisme lyonnais, dans *L'Oeuvre de Soufflot à Lyon, Études et Documents*, Université Lyon II, Institut d'Histoire de l'Art, Lyon, 1982, pp. 115-123.
- Chessel 1981** : CHESSEL (D.) et GAUTIER (N.).- *Analyse des correspondances et écologie. Modèles, organigrammes, programmes*, rapport interne du Laboratoire de Biométrie, Université Lyon I, 1981.
- Couissin 1926** : COUISSIN (P.).- *Les armes romaines. Essai sur les origines et l'évolution des armes individuelles du légionnaire romain*, Paris, 1926.
- Coulton 1987** : COULTON (J.-C.).- *Roman Military Equipment on third Century Tombstone*, dans *Roman Military Equipment. The Accoutrements of War*, ed. by M. Dawson, B.A.R. Internat. Series 336, Oxford, 1987, pp. 141-156.
- Coville 1928** : COVILLE (A.).- *Recherches sur l'histoire de Lyon du Ve siècle au IX^e siècle (450-800)*, Paris, 1928.
- Cracco Ruggini 1977** : CRACCO RUGGINI (A.).- *Les structures de la société et de l'économie lyonnaise au II^e siècle, par rapport à la politique locale et impériale*, dans *les martyrs de Lyon, Actes du colloque de Lyon*, 1977 Paris 1978, pp. 65-91.
- C.S.I.R., I-1** : *Corpus Signorum Imperii Romani.- Deutschland, I-1, Raetia und Noricum*, Bonn, 1973.
- Daremberg 1887** : DAREMBERG (Ch.) et SAGLIO (E.) (sous la direction de).- *Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines d'après les textes et les monuments*, vol. I-V (8 tomes), Paris, 1887-1916.

De Colonia 1701 : de COLONIA (D.).- *Antiquitez profanes et sacrées de la ville de Lyon, avec quelques singularitez remarquables recueillies et présentées à Mgr le Duc de Bourgogne*, Lyon. 1701, 2e éd. 1702.

De Colonia 1738 : de COLONIA (D.).- *Antiquités de la ville de Lyon, ou explication de ses plus anciens monuments*, Lyon, 1738.

Desbat 1976 : DESBAT (A.), HELLY (B.), TAVERNIER (D.).- Lyon retrouve ses origines, dans *Archeologia*, mars 1976, pp. 819.

Desbat 1977 : DESBAT (A.), EYRAUD (A.), HELLY (B.), TAVERNIER (D.).- Les thermes de la rue des Farges : une récente découverte à Lyon de bains publics de l'époque romaine, dans *Archeologia*, n° 111, oct. 1977, pp. 6-15.

Desbat 1981 a : DESBAT (A.) et WALKER (S.).- *Le problème des origines de Lyon*, dans *B.A.R., Internat. Series*, 108, 1981 (cf. Walker 1981), pp. 29-54.

Desbat 1981 b : DESBAT (A.).- *Note sur l'abandon de la ville haute de Lyon*, dans *B.A.R., Internat. Series*, 108, 1981 (cf. Walker 1981), pp. 105-117.

Desbat 1982 : DESBAT (A.).- *Lyon et ses fleuves dans l'Antiquité*, dans *Lyon au fil des fleuves*, Lyon, 1982, pp. 29-37.

Desbat 1984 : DESBAT (A.) et alii.- *Les fouilles de la rue des Farges à Lyon, 1974-1980*, Châtillon-sur-Chalaronne, 1984.

Djindjian 1985 : DJINDJIAN (F.).- *La sériation en archéologie : un état de l'art. Méthodes et applications*, dans *Panorama 1985 des traitements de données en archéologie*, A.P.D.C.A. éd., 1985, pp. 9-46.

Duchesne 1902 : DUCHESNE (L.).- *Origines du culte chrétien*, Paris, 1902, 3e éd.

Duval 1976 : DUVAL (P.- M.).- *Les dieux de la Gaule*, Paris, 1976.

Fabia 1927 : FABIA (Ph.), GERMAIN De MONTAUZAN (C.).- Exploration archéologique de Fourvière. Rapport sur les fouilles de 1926-27. dans *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions et des Belles Lettres*, 1927, pp. 236-244.

Fédou 1975 a : FÉDOU (R.).- Seigneurs et clercs : querelles féodales, vitalité religieuse (XIe-XIIIe siècles), dans *Histoire du Lyonnais*, sous la dir. de A. Latreille, Toulouse, 1975, pp. 73-90.

Fédou 1975 b : FÉDOU (R.).- Paysans et bourgeois : essor économique et réveil urbain (XIIe-XIIIe siècles), dans *Histoire du Lyonnais*, sous la dir. de A. Latreille, Toulouse, 1975, pp. 91-110.

Fédou 1975 c : FÉDOU (R.).- Épreuves et promesses (1320 env. - 1470 env.), dans *Histoire du Lyonnais*, sous la dir. de A. Latreille, Toulouse, 1975, pp. 111-123.

Feugère 1985 : FEUGERE (M.).- Les fibules en Gaule méridionale de la conquête à la fin du Ve siècle ap. J.-C., dans *R.A.N.*, suppl. 12, Paris, 1985.

Février 1973 : FÉVRIER (P.- A.).- Permanence et héritage de l'Antiquité dans la topographie des villes de l'Occident durant le haut Moyen Âge, dans *Settimane di Studio di Spolete*, 21, 1973, I, pp. 41-108.

Février 1983 : FÉVRIER (P.- A.).- Aux origines de quelques villes médiévales du midi de la Gaule, dans *R.S.Lig.*, XLIX, 1983, pp. 316-335.

Fulford 1980 : FULFORD (M.G.).- Carthage : Overseas Trade and Political Economy, c. A.D. 400-700, dans *Reading Medieval Studies* 6, 1980, pp. 68-80.

Fulford 1984 : FULFORD (M.G.). PEACOCK (D.P.S.).- *Excavation at Carthage : The British Mission*, vol. 1-2, Sheffield, 1984.

Gascon 1971 : GASCON (R.).- *Grand commerce et vie urbaine au XVIe siècle. Lyon et ses marchands (env. de 1520 - env. de 1580)*, Paris, 1971, 2 vol.

Gonthier 1981 : GONTHIER (N.).- Une esquisse du paysage urbain lyonnais aux XIV^e et XV^e siècles, dans *Le paysage urbain au Moyen Age, Actes du XI^e Congrès des Historiens Médiévistes de l'Enseignement Supérieur*, Lyon, 1981, pp. 253-277.

Grégoire de Tours, G.C. : GRÉGOIRE DE TOURS.- *Liber in gloria confessorum*, Mon. germ. hist., Script. rerum merov., éd. W. Arndt, t. I, Hanovre, 1885.

Grégoire de Tours, H.F. : GRÉGOIRE DE TOURS.- *Historia Francorum*, Mon. germ. hist., Script. rerum merov., éd. W.

Arndt, T. I, Hanovre, 1885.

Guey 1958 : GUEY (J.).- Informations archéologiques, Circonscription de Lyon, dans *Gallia*, XVI, 1958, pp. 350-375.

Guigue 1885-1893 : GUIGUE (M.-C.).- *Cartulaire Lyonnais*, Lyon, 1885-1893.

Guigue 1902 : GUIGUE (G. et M.-C.).- *Obituaire de l'église primatiale de Lyon. Texte et manuscrit de la Bibliothèque de l'Université de Bologne (XIII^e siècle)*, Paris, 1902.

Hayes 1972 : HAYES (J.W.).- *Late Roman Pottery*, Londres, 1972.

Hayes 1977 : HAYES (J.W.).- North African Flanged Bowls : a Problem of Fifth Century Chronology, dans *Roman Pottery Studies in Britain and Beyond : Papers presented to John Gillam*, July 1977, B.A.R., suppl. Series 30, Oxford, 1977, pp. 269-287.

Hayes 1980 : HAYES (J.W.).- *Supplement to Late Roman Pottery*, Londres, 1980.

Hubert 1953 : HUBERT (J.).- La renaissance carolingienne et la topographie religieuse des cités épiscopales, dans *Settimane di Studio di Spolete*, I, 1953, pp. 219-225.

Kleinclausz 1939 : KLEINCLAUSZ (A.) et alii.- *Histoire de Lyon des origines à 1595*, Lyon, 1939 (Marseille, 1978).

Lamboglia 1958 : LAMBOGLIA (N.).- Nuove osservazioni sulla terra sigillata chiara (tipi A et B), dans *R.S.Lig.*, XXIV, 1958, pp. 257-330.

Lamboglia 1963 : LAMBOGLIA (N.).- Nuove osservazioni sulla terra sigillata chiara (tipi C, Lucente, D), dans *R.S.Lig.*, XXIX, 1963, pp. 145-212.

Lancel 1975 : LANCEL (S.).- Informations archéologiques, Circonscription de Rhône-Alpes, dans *Gallia*, XXIII, 1975, pp. 529-558.

Lasfargues 1980 : LASFARGUES (J.) et LE GLAY (M.).- Découverte d'un sanctuaire municipal du culte impérial à Lyon, dans *Compte Rendus de l'Académie des Inscriptions et des Belles Lettres*, 1980, pp. 394-414.

Lasfargues 1982 : LASFARGUES (J.).- Informations archéologiques, Circonscription de Rhône-Alpes, dans *Gallia*, XL, 1982, pp. 389-428.

Latouche 1965 : LATOUCHE (R.).- Grégoire de Tours, *Histoire des Francs*, trad. R. Latouche, Paris, 1965.

Laubenheimer 1985 : LAUBENHEIMER (F.).- *La production des amphores en Gaule Narbonnaise*, Centre de Recherches d'Histoire Ancienne, 66, Besançon-Paris, 1985.

Lefebvre 1627 : LEFEBVRE (I.).- *Nombre des églises qui sont dans l'enclos et dépendances de la ville de Lyon, avec une exacte recherche du temps et par qui elles ont été fondées*, Lyon, 1627, 2^e éd. Collection Lyonnaise, n° 6, Lyon, 1880.

Le Gall 1963 : LE GALL (J.).- *Alésia. Archéologie et Histoire*, Paris, 1963, nouv. éd. : Paris, 1980.

Leglay 1968 : LEGLAY (M.).- Informations archéologiques, Circonscription de Rhône-Alpes, dans *Gallia*, XXVI, 1968, pp. 559-603.

Leglay 1973 : LEGLAY (M.).- Informations archéologiques, Circonscription de Rhône-Alpes, dans *Gallia*, XXXI, 1973, pp. 515-547.

- Leglay 1976** : LEGLAY (M.) et AUDIN (A.).- *Récentes découvertes épigraphiques à Lyon, Notes d'épigraphie et d'archéologie lyonnaises*, Lyon, 1976.
- Lesne 1910** : LESNE (E.).- *La propriété ecclésiastique en France aux époques romaine et mérovingienne*, Lille-Paris, 1910, t. I.
- Levillain 1925** : LEVILLAIN (L.).- *Études sur l'abbaye de Saint-Denis à l'époque mérovingienne*, Bibliothèque de l'Ecole des Chartres, LXXXVI, 1925, pp. 5-99.
- Mandy 1983** : MANDY (B.).- Le quartier antique du Verbe-Incarné, dans *Les dossiers, Histoire et Archéologie*, n° 78, nov. 1983, pp. 23-26.
- Marc le Diacre éd. 1930** : MARC LE DIACRE.- *Vie de Porphyre, évêque de Gaza*, Coll. Byzantine G. Budé, Paris, 1930.
- Marrou 1960** : MARROU (H.-I.).- Lyon et l'histoire ancienne du christianisme, dans *Association Guillaume Budé, Congrès de Lyon, 1958*, Paris, 1960, pp. 325-343.
- Martin 1808** : MARTIN (J.-B.).- *Histoire des églises et chapelles de Lyon*, Lyon, 1908-1909, vol. II.
- Meissonnier 1984** : Meissonnier (J.).- Suggestions tirées des monnaies découvertes à Entrains et Reze quant à la chronologie des émissions, dans *Bulletin de la Société Française de Numismatique*, mai 1984, p. 485.
- Meynis 1872** : MEYNIS (D.).- *Les anciennes églises paroissiales de Lyon*, Lyon, 1872.
- Nicolet-Pierre 1978** : NICOLET-PIERRE (H.).- Le trésor d'Entrains, dans *R.A.E.*, t. XXIX, 1 et 2, n° 111-112, 1978, p. 144.
- Oldenstein 1976** : OLDENSTEIN (J.) - Zur Ausrüstung römischer Auxiliareinheiten, dans *Bericht der Römisch-Germanischen [Commission]*, 57, 1976 (1977), pp. 50-284, pl. 9-90.
- Panella 1986** : PANELLA (C.).- Le merci : produzioni, itinerari e destini, dans *Società romana e impero tardoantico*, sous la dir. de A. Giardina, vol. III, *Le merci, gli insediamenti*, Roma, 1986, pp. 431-459.
- Paunier 1981** : PAUNIER (D.).- *La céramique gallo-romaine de Genève de La Tène finale au royaume Burgonde*, Genève, 1981.
- Peacock 1974** : PEACOCK (D.P.S.).- *Roman amphorae : typology, fabric and origins*, dans *Méthodes classiques et méthodes formelles dans l'étude des amphores*. Actes du colloque de Rome 27-29 mai 1974. Coll. de l'Ecole française de Rome, 32, Rome, 1977, pp. 261-278.
- Rémy 1978** : RÉMY (B.).- *Les monnaies romaines du Musée de Feurs*, 1980, p. 3.
- Reynard 1860** : REYNARD (E.).- *Historique des Anciens Établissements et Édifices Religieux de la Ville de Lyon*, Lyon, 1860.
- Reynaud 1977** : REYNAUD (J.-F.), VICHERD (G.) et JACQUIN (L.).- Les fouilles retrouvent l'enceinte fortifiée de la ville basse près de la Saône, dans *Archeologia*, 112, 1977, pp. 50-59.
- Reynaud 1979** : REYNAUD (J.-F.), JACQUIN (L.) et VICHERD (G.).- *Enceinte du cloître de Saint-Jean, sondage n° 9 rue Tramassac*, Rapport de fouilles dactylographié, 1979 (déposé à la D.A.H.).
- Reynaud 1981** : REYNAUD (J.-F.).- *Lyon du IVe au VIIe siècle : édifices religieux, nécropoles et topographie urbaine*, B.A.R., Internat. Series, 108, 1981, pp. 119-156.
- Reynaud 1986 a** : REYNAUD (J.-F.).- *Lyon aux premiers temps chrétiens : basiliques et nécropoles*, Guides Archéologiques de la France, Paris, 1986.
- Reynaud 1986 b** : REYNAUD (J.-F.).- *Lugdunum christianum : Lyon du IVe au VIIe siècle, topographie, nécropoles et édifices religieux*, Thèse de Doctorat d'Etat, Université de Paris IV, Sorbonne, 1986.
- Richard 1978** : RICHARD (J.-C.), DEPEYROT (G.), ALBAGNAC (L.).- Étude de la circulation monétaire dans la région de Montpellier, dans *Numisma Anno XXVIII*, n° 150-155, enero-diciembre 1978, Madrid, p. 249.

- Richardot-Coulet 1986** : RICHARDOT-COULET (M.), CHESSEL (D.) et BOURNAND (M.).- Typological value of the benthos of old beds of a large river. Methodological approach, dans *Arch. hydrobiol.*, 1986, 107-3, pp. 363-383.
- Riley 1981** : RILEY (J.A.).- *The pottery from the cisterns 1977.1, 1977.2 and 1977.3*, dans *Excavations at Carthage 1977 conducted by the University of Michigan*, éd. par Humphrey J.H., VI, Ann Arbor, 1981, pp. 85-124.
- Rougé 1965** : ROUGE (J.).- *Les relations de Lyon et de la mer à propos de C.I.L., XIII. 1942*, dans *Actes du Congrès National des Sociétés Savantes*, Lyon, 1964, Paris 1965, pp. 137-152.
- Rougé 1974** : ROUGÉ (J.).- Les rapports de Lyon avec l'Ouest-Nord-Ouest gaulois : à propos de trois inscriptions, dans *Mélanges d'archéologie et d'histoire lyonnaises à la mémoire d'Adrien Bruhl*, dans *R.A.E.*, XXV-1, 1974, pp. 147-153.
- Rougé 1977** : ROUGÉ (J.).- Aspects économiques de Lyon antique, dans *Les martyrs de Lyon, Actes du Colloque de Lyon, 1977*, Paris, 1978, pp. 47-63.
- Rougé 1980** : ROUGÉ (J.).- Septime Sévère et Lyon, dans *Lyon et l'Europe, Hommes et Sociétés, Mélanges R. Gascon*, t. II, Lyon, 1980, pp. 223-234.
- Russo 1964** : RUSSO (Ph.) et AUDIN (A.).- *Histoire ancienne de Lyon*, Lyon, 1964.
- Sachet 1914** : SACHET (A.).- *Le pardon annuel de la Saint-Jean et de la Saint-Pierre à Saint-Jean de Lyon, 1392-1790. Saint-Jean du XIVe au XVIIe siècle*. Lyon 1914-1918, 2 vol.
- Schober 1923** : SCHOBBER (A.).- *Die Römischen Grabsteine von Noricum und Pannonien*, Wein, 1923.
- Scrinari 1972** : SANTA MARIA SCRINARI (V.).- *Museo archeologico di Aquileia. Catalogo delle sculture romane*, Roma, 1972.
- Sidoine Apollinaire** : SIDOINE APOLLINAIRE, *Carmina*, éd. A. Loyen, Paris, 1960.
- Spon 1673** : SPON (J.).- *Recherches des antiquités et curiosités de la ville de Lyon, ancienne colonie des Romains et capitale de la Gaule celtique. Avec un mémoire des principaux antiquaires et curieux de l'Europe*, Lyon 1673 (Genève, 1974).
- Stern 1967** : STERN (H.).- *Recueil général des mosaïques de Gaule, II : Province de Lyonnaise, 1*, Lyon, Xe suppl. à *Gallia*, Paris, 1967.
- Steyert 1895** : STEYERT (A.).- *Nouvelle histoire de Lyon et des provinces de Lyonnais, Forez, Beaujolais, Franc-lyonnais et Dombes*, tome premier, Antiquité, Lyon, 1895.
- Ternois 1982** : TERNOIS (D.).- Soufflot et Lyon, état des travaux et problématique, dans *L'oeuvre de Soufflot à Lyon, Études et Documents*, Université Lyon II, Institut d'Histoire de l'Art, Lyon, 1982, pp. 81-100.
- Turcan 1980** : TURCAN (R.).- La "Presqu'île" à l'époque romaine : problèmes historiques et archéologiques, dans *Revue du Lyonnais*, t. II, n° 2, 1980, pp. 65-91.
- Vachez 1899** : VACHEZ (A.).- *Les paroisses du diocèse de Lyon, Archives et Antiquités*, Abbaye de Lérins, 1899.
- Villedieu 1984** : *Turris Libisonis. Fouille d'un site romain tardif à Porto Torres, Sardaigne*, dans *B.A.R., Internat. Series*, 224, Oxford, 1984.
- Vingtrinier 1901** : VINGTRINIER (E.).- *Le Lyon de nos pères*, Lyon, 1901.
- Vita Nicetii 1896** : *Vita Nicetii episcopi Lugdunensis*, 9, *Mon. germ. hist., Script. rerum merov.*, éd. B. Krusch, t. III. Hanovre, 1896.
- Walker 1981** : WALKER (S.) (sous la direction de).- *Récentes recherches en archéologie gallo-romaine et paléochrétienne sur Lyon et sa région*, *B.A.R., Internat. Series*, 108, 1981.

Wuilleumier 1949 : WUILLEUMIER (P.), AUDIN (A.), LEROI-GOURHAN (A.).- *L'église et la nécropole Saint-Laurent dans le quartier lyonnais de Choulans. Etude archéologique et étude anthropologique*. Lyon. 1949.

Wuilleumier 1950 : WUILLEUMIER (P.).- Informations archéologiques, XVe circonscription, dans *Gallia*, VIII, 1950, pp. 146-150.

Table des sigles et abréviations

- 1 A.C. : Actes capitulaires (conservés aux A.D.R.)
- 2 A.D.R. : Archives Départementales du Rhône
- 3 A.M.L. : Archives Municipales de Lyon
- 4 A.P.D.C.A : Association pour la Promotion et la Diffusion des connaissances archéologiques
- 5 B.A.M. : British Archaeological Museum
- 6 B.A.R. : British Archaeological Reports
- 7 B.M.L. : Bibliothèque Municipale de Lyon
- 8 D.A.H. : Direction des Antiquités Historiques
- 9 R.A.N. : Revue Archéologique de Narbonnaise
- 10 R.A.E. : Revue Archéologique de l'Est
- 11 R.S. Lig. : Revue de la Société d'Études Ligures
- 12 SEMALY : Société d'Economie Mixte du Métropolitain de l'Agglomération Lyonnaise
- 13 T.C.L. : Transports en Commun Lyonnais
- 14 U.S. : Unité stratigraphique

Crédits illustrations

Dessins

- 1 P. Bonzi : fig. 1, 12, 20, 28, 65.
 P. Bonzi et C. Plantevin : 5-6, 8-9, 11, 13, 15, 18, 23, 27, 30, 33-34, 36-38, 40-44, 47-48, 55-59, 64, 70-72, 88, pl. I-V, VII, X-XI, XV, XVIII.
 M. Monin : fig. 1.
 F. Villedieu : fig. 17, 26, 49-50, pl. VI, VIII-IX, XII-XIV, XV, XVII, XIX.
 École française de Rome : fig. 93.

Clichés photographiques

- 2 Archives Municipales de Lyon : fig. 74, 75, 77, 79, 80, 85, 89, 90.
 SEMALY : fig. 51, 53, 66, 76, 78, 82-83, 86, 92, pl. XX.
 C. Thioc : fig. 61, 62, 67-68, 84, 87, 91.
 Equipe de fouille : fig. 2-4, 7, 10, 14, 16, 19, 21-22, 24-25, 29, 31
 32, 35, 39, 46, 52, 54, 60, 63, 69, 73.
 Musée du Louvre : photo de couverture.
 F. Leyge : 4e de couverture.
- 3 Réalisation de ce numéro : BOOPS 69100 VILLEURBANNE
- 4 PUBLIC IMPRIM® 69200 Vénissieux